DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11887 — 4,60 F — DIMANCHE 17-LUNDI 18 AVRIL 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

Washington met en garde le Nicaragua contre toute installation de missiles soviétiques

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, qui était attendu lundi et mardi à Mexico pour une visite qui s'annonce importante en raison du regain de tension en Amérique centrale, a indiqué, vendredi 15 avril, dans un discours prononcé à Dallas (Texas), quelle est la préoccupation des États-Unis dans cette région du monde : citant une déclaration en date du 9 avril du ministre nicaraguayen de la défense, M. Humberto Ortega, M. Shultz a mis en garde le gouvernement sandiniste contre toute intallation éventuelle au Nicaragua de missiles susceptibles d'atteindre le territoire américain.

M. Ortega avait indiqué que le Nicaragua « *examinerait* » une éventuelle proposition soviétique d'installer des missiles sur son sol et « *prendrait sa propre décision* ».

Le Nicaragua pose également à l'administration Reagan de délicats problèmes intérieurs, en raison notamment de l'attitude du Congrès et d'une partie de l'opinion publique. M. Shultz, accompagné par le conseiller national de sécurité, M. William Clark, a dû fournir de longues explications à un membre démocrate de la Chambre des représentants, M. Edward Boland, qui a fait voter un amendement interdisant toute aide américaine aux activités visant au renversement du régime sandiniste au Nicaragua. En tant que président de la commission de la Chambre sur les services de renseignement, M. Boland a accès à de nombreux documents confidentiels qui lui permettent de vérifier, au moins partiellement, le bien-fondé des affirmations officielles.

Le président Reagan, face au scepticisme croissant du Congrès, entretenu par les révélations quotidiennes de la presse américaine sur le rôle joué par la C.I.A. aux côtés des ennemis de la révolution sandiniste, a dû une nouvelle fois monter lui-même au créneau. « *Nous respectons complètement la loi* », a-t-il déclaré, faisant allusion à l'amendement Boland. Un haut fonctionnaire américain a jugé bon, après cette intervention présidentielle, de préciser que le propos concernait également l'usage d'avions-radars AWACS qui surveilleraient toutes les activités aériennes du Nicaragua. La chaîne de télévision A.B.C. vient cependant de révéler que les renseignements obtenus par ces avions-radars étaient régulièrement transmis aux commandos antisandinistes et aux autorités salvadoriennes.

Un opposant des sandinistes expulsé du Mexique

Les opposants au régime de Managua tentent actuellement de rassembler leurs forces et de se faire mieux connaître. L'ancien héros de la lutte armée contre Somoza, le commandant Eden Pastora, qui s'est retourné contre ses anciens compagnons de lutte, vient de faire savoir qu'il était rentré « *quelque part dans les montagnes* » de son pays pour se battre. Dans un communiqué diffusé au Costa-Rica il a lancé vendredi un appel aux forces armées nicaraguayennes leur demandant de « *retourner leurs armes* » contre le régime sandiniste qui a selon lui « *trahi notre peuple* ». Il a lancé un « ultimatum » aux Cubains se trouvant actuellement au Nicaragua, leur demandant de quitter le pays « *dans les quinze jours* », faute de quoi ils seraient « *expulsés ou tués* ».

Ce communiqué a donné lieu à un imbroglio politico-diplomatique à Mexico. Il devait, en effet, être lu par M. Alfonso Robelo, un ancien membre de la junte sandiniste, devenu lui aussi un opposant irréductible au pouvoir en place à Managua. Mais ce dernier n'a pas pu tenir la conférence de presse prévue et, à la suite de pressions du ministère mexicain de l'intérieur, a dû quitter précipitamment Mexico. Les autorités mexicaines nient cependant qu'il ait été expulsé. Ces développements interviennent alors que le Mexique joue un rôle important dans la recherche d'une solution négociée aux différents conflits qui ensanglantent l'Amérique centrale.

Dans une lettre ouverte, rendue publique vendredi par l'ambassade du Nicaragua à Washington, sept écrivains de différentes nationalités ont, d'autre part, dénoncé la politique de l'administration Reagan qui est, selon eux, « *entrée en guerre contre le peuple et le gouvernement du Nicaragua. C'est une guerre non déclarée, non autorisée par le Congrès, donc inconstitutionnelle* », écrivent notamment le Colombien Gabriel Garcia Marquez (prix Nobel de littérature 1982), le Mexicain Carlos Fuentes, l'Argentin résidant à Paris Julio Cortazar, les Allemands de l'ouest Günter Grass et Heinrich Böll (prix Nobel de littérature 1972), le Britannique Graham Greene et l'Américain William Styron.

(Voir pages 6 et 7 les articles consacrés à la tumultueuse « arrière-cour » de Washington.)

Le poète hongrois Gyula Illyes est mort

Le poète et écrivain hongrois Gyula Illyes, grande figure de la littérature hongroise, est mort vendredi 15 avril, dans sa maison sur la colline de Buda. Mettant parfois les autorités hongroises dans l'embarras, qualifié de nationaliste et de « chauvin » par les Roumains pour ses prises de position en faveur des minorités hongroises, celui qu'on appelait affectueusement « le vieux » était respecté et devenu intouchable dans son pays. Il était âgé de quatre-vingts ans.

« J'obéis. Je méprise celui auquel j'obéis... »

Gyula Illyes était né à Racegres en Hongrie le 2 novembre 1902. Racegres était alors une poignée de fermes dans l'immensité de la puszta, c'est-à-dire de la steppe hongroise. Mais si la steppe russe est décharnée, la puszta, au contraire, est fertile. Ces cultures et ces élevages n'empêchaient pas la pauvreté. Elle fut la première école de l'enfant :

« *Grand-mère se courbait vers chaque brindille dans le chemin... Nous étions pauvres à un tel point que nos regards étaient fixés au sol et le scrutaient...* »

Vinrent ensuite les études, incertaines bien entendu. Un événement majeur bouleversa tout : la Commune hongroise de 1919, à laquelle l'adolescent participa, un fusil d'infanterie hors d'usage à la main. La leçon de ces trois mois de Commune fut cependant décisive pour Illyes : il ne s'en guérit jamais. Il milite aussitôt dans les rangs de l'extrême gauche. Suspecté par la police, il se réfugie à Vienne, puis à Berlin, enfin dans le Paris des années folles.

De ce séjour dans la capitale française, Gyula Illyes, qui suit les cours des médiévistes de la Sorbonne et fait dix métiers d'occasion, laissera un témoignage : c'est un livre qui a pour titre *les Huns à Paris*, et qui, à ma connaissance, n'a pas été traduit : on y voit passer, dans un emportement plein d'humour, Tristan Tzara, Jean Cocteau, Pascal Pia, René Crevel, Georges Gabory et d'autres notables contemporains. C'est, pour ce jeune homme qui commence à écrire, l'apprentissage tourbillonnant de la modernité d'alors. Cinq ans plus tard, c'est le retour en Hongrie, où il va collaborer avec Tibor Dery et Lajos Kassak à la diffusion de la littérature d'avant-garde et du surréalisme, au sein de la revue *Dokumentum*. Autre événement marquant : la rencontre d'Attila Jozsef, qui devait mourir bientôt. C'est dans ce creuset que se forme la poétique de Gyula Illyes, qui trouvera son accent dans le premier recueil du poète : *Terre lourde*, aussitôt salué par Laszlo Nemeth.

Cependant, Gyula Illyes, qui n'a pas oublié la puszta, ni les pauvres, entreprend d'unir les conquêtes nouvelles de la littérature à ses formes les plus aisément communicables. Unir le surréalisme aux enseignements de Petöfi, le révolutionnaire-poète, lui semble idéal.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 8.)

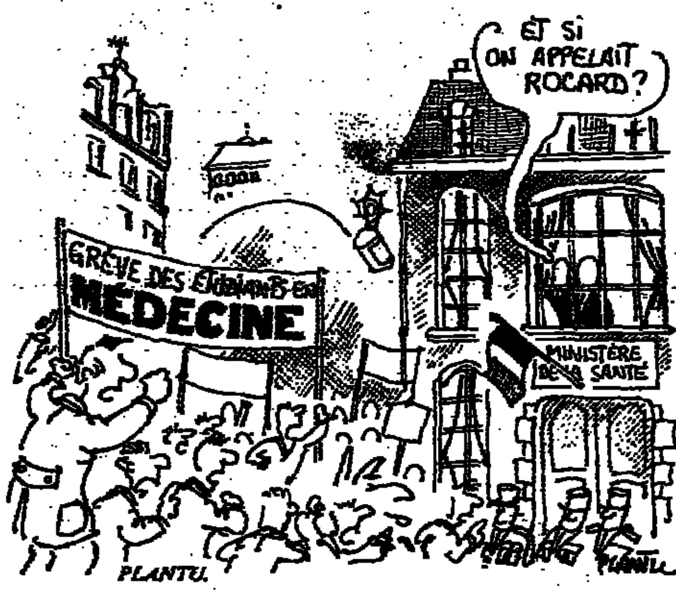
AU JOUR LE JOUR

Obsession

Nous vivons dangereusement, sur un océan de chiffres fluctuants. Une décimale, en plus ou en moins, oriente nos humeurs. Mois après mois tombent les indices, après des semaines d'insupportable attente.

Il faudrait perfectionner le dispositif pour accroître le rythme de production de ces indices vitaux. Il doit être possible, en ce siècle technique, de fournir chaque soir aux Français, avant leur coucher, la variation du coût de la vie par rapport à la veille : « Aujourd'hui, l'inflation a été de 0,023 %. » *Afin d'alimenter une obsession qui n'a pas, au rythme mensuel, l'intensité et la qualité nécessaires pour les décourager tout à fait.*

BRUNO FRAPPAT.



Les hôpitaux universitaires s'enfoncent dans la grève

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, vient d'écrire aux internes et chefs de clinique pour les inviter à continuer la concertation avec les pouvoirs publics. Mais aucun rendez-vous n'était fixé samedi 16 avril. Le dialogue prôné par le gouvernement en est au point zéro et les hôpitaux universitaires s'enfoncent dans la grève.

Le 15 avril aura été, dans le conflit qui oppose les chefs de clinique et internes des centres hospitalo-universitaires aux pouvoirs publics, la journée d'un double appel à l'opinion, placée par le gouvernement comme par les grévistes, en position d'arbitre.

Appel à l'opinion d'abord de la part du gouvernement. MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, ont en effet, sous la présidence de M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, détaillé la position des pouvoirs publics dans ce conflit.

Appel des grévistes, quelques heures plus tard, qui ont réagi aux propos ministériels et annoncé qu'ils estimaient insuffisantes les ouvertures du gouvernement. Leur mouvement par conséquent continue, ont-ils déclaré, soulignant qu'ils estimaient particulièrement intransigeante la position de M. Savary.

Les cercles politiques commencent à réagir au durcissement du conflit, ainsi que les milieux syndicaux. Les grévistes reçoivent en outre des signes de soutien de la part de la hiérarchie hospitalo-universitaire, mais chacun est bien conscient des risques considérables que fait prendre la prolongation d'un tel mouvement à l'institution hospitalière et, *a fortiori*, aux malades.

Aucun nouveau rendez-vous, samedi 16 avril, n'était fixé entre les délégués des internes et des chefs de clinique et les pouvoirs publics. Seul élément nouveau : la lettre adressée à l'ensemble des grévistes *(lire page 10)* par M. Edmond Hervé.

Dans cette lettre, le secrétaire d'Etat à la santé, leur renouvelle les propositions qui leur ont été faites par le gouvernement.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 10.)

M. Christian GOUX invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Christian Goux, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury R.T.L.-le Monde » le dimanche 17 avril de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député socialiste du Var répondra aux questions d'André Passeron et de Philippe Labarde, du Monde, de Gilles Leclerc et de Christian Menanteau, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Dates

RENDEZ-VOUS

18 avril. *Liban* : entrée en vigueur du service militaire obligatoire.
Luxembourg : réunion des ministres des finances et des ministres de l'agriculture des Dix.
Thaïlande : élections générales anticipées.
France : dîner-débat Simone Veil : Quel avenir pour l'Europe ?
Mexique : visite de M. G. Shultz, secrétaire d'État américain (jusqu'au 19).
19 avril. *Madrid* : reprise de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
Pologne : 40e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie.
France : réunion du comité central du P.C.F.
20 avril. Demi-finale retour coupe d'Europe de football.
Londres : visite du premier ministre du Sri Lanka (jusqu'au 23).
Suède : conférence internationale sur la Paix dans le monde (jusqu'au 24).
20-24 avril. *Vienne* : Coupe du monde de sauts d'obstacles.
21 avril. *Bruxelles* : audition de la commission du Parlement européen sur les travaux de la conférence de Madrid.
Paris : séminaire sur la R.F.A., perspectives politiques, économiques et conséquences pour la France.
Bucarest : visite de M. Cheysson.
Luxembourg : réunion des ministres de l'énergie.
23 avril. *Islande* : élections législatives.
Belgrade : visite de M. Cheysson.
Match France-Yougoslavie de football.
24 avril. *Bolivie* : élections générales.
Autriche : élections générales.
23-24 avril. Congrès de la Ligue des droits de l'homme.
24 avril. Huitième de finale retour championnat de rugby.

19 AVRIL 1943 : L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

« Les bandits juifs ouvrent un feu nourri... »

A la fin de 1942, après les exterminations massives dans les chambres à gaz de Treblinka déclenchées le 22 juillet et poursuivies pendant deux mois, la population du ghetto de Varsovie s'est réduite de trois cent cinquante mille à cinquante mille personnes environ. La mentalité de ces survivants est complètement modifiée : ils ne se demandent plus quel sera leur sort ni en quoi consiste un « transfert » à Treblinka ou ailleurs mais ont la certitude qu'il s'agit d'exécutions ; ils ne se demandent plus si la résistance aux ordres allemands aurait coûté beaucoup de vies humaines mais savent qu'elle eût fait, en tout cas, moins de trois cent mille cadavres.

C'est dans ce climat que, tout naturellement, se forme, en octobre 1942, un comité de coordination où entrent les représentants de tous les partis — sionistes, bundistes (socialistes antisionistes), communistes, orthodoxes et d'où sort, le 2 décembre, l'Organisation juive de combat (O.J.C.) qui désigne un jeune sioniste de vingt-trois ans, Anielewicz, comme chef militaire. Il existe dans le ghetto une autre organisation militaire, l'Association militaire « Sion juive » (A.M.J.), dont les dirigeants appartenaient aux « sionistes-révisionnistes ». En outre, différents groupes et même des isolés s'arment à leur tour.

Le plan de bataille était évident : armer le plus grand nombre possible de combattants ; aménager des points fortifiés et des voies de communication entre eux ; prolonger la lutte le plus longtemps possible et la mener avec un maximum de bravoure et de détermination.

La première révolte

Ces préparatifs à peine ébauchés, le ghetto doit affronter une rude épreuve : le 18 janvier 1943, à 7 heures du matin, quelques milliers d'ouvriers sont rassemblés en attendant la garde et le départ au travail quand fait irruption dans le ghetto un fort détachement de SS et de policiers polonais. En quelques instants, les ouvriers sont cernés. Mais, les temps de la passivité sont révolus... Les ouvriers brisent l'encerclement et tentent de se sauver. Les Allemands ouvrent le feu, faisant de nombreux tués, quand soudain ils sont attaqués par des tirs, des lancers de grenades et de cocktails Molotov qui partent de nombreuses maisons. La surprise est totale : il ne s'agit plus de conduire les gens à la « place d'embarquement » mais d'engager un véritable combat qui va durer quatre jours (du 19 au 21 janvier). Cette splendide révolte a coûté cependant cher aux insurgés : des cinquante groupes de combat constitués et tant bien que mal armés, il n'en reste plus que cinq !

« En finir avec cette racaille ! »

Edifiés, les Allemands décident de renoncer à la force au profit de la ruse pour « évacuer » les usines avec leurs ouvriers. Ils entreprennent de persuader les travailleurs de partir « ailleurs », où on leur promet une existence paisible. La direction de la résistance répond à ces tentatives par une contre-propagande, exécute un certain nombre de juifs mouchards et de serviteurs des SS, et s'oppose à l'évacuation des machines en les incendiant et en les brisant. C'est alors que les Allemands décident de liquider de force le reste du ghetto.

Il n'est guère possible d'évaluer avec précision la force militaire des insurgés. On sait que l'O.J.C. avait formé vingt-deux groupes de combat, dont l'effectif total était de sept cents hommes environ ; que l'A.M.J. réunissait environ quatre cents hommes, et qu'il existait des groupes autonomes dont l'effectif n'est pas connu. Ils disposaient uniquement d'armes légères, en quantité insuffisante, pour armer tous les membres des groupes de combat.

Face à eux, une force allemande de trois mille hommes — Waffen-SS, police SS, police et sapeurs-pompiers polonais, détachements de la Wehrmacht et du bataillon d'Ukrainiens Trawniki — dispose de dix chars, d'une artillerie légère, de lance-flammes et d'avions porteurs de bombes incendiaires. Elle est commandée par le colonel Sammern-Frankenneg, remplacé dès les premières heures par le SS-Brigadeführer Jürgen Stroop, qui compte « *en finir avec cette racaille* », ces « *sous-hommes* », ces « *bandits* », « *cette sale race* » en trois jours, au plus.

Le 19 avril 1943, à 3 heures du matin, le ghetto est encerclé et à 6 heures les détachements allemands y pénètrent par deux portes. La première colonne, précédée des chars et d'une voiture blindée, a atteint le premier carrefour important, quand « *les juifs et les bandits ouvrent un feu nourri et méthodique sur nos unités* », comme va l'écrire Stroop, dans son rapport adressé à Himmler. « *Ils arrosent de cocktails Molotov notre tank et les deux chars blindés lourds. Le tank prend feu à deux reprises. Sous la pression du feu ennemi, nous effectuons le repli de nos unités engagées. Nos pertes dans cette première attaque se chiffrent à douze hommes (six SS et six Trawniki)* ». A 8 heures du matin, Stroop remplace Sammern et revient à la charge. La bataille se poursuit jusqu'à 20 h 30. « *Les juifs et les criminels se défendent en passant d'un point de résistance à un autre et échappent à la poursuite en prenant au dernier moment la fuite par les greniers ou les passages souterrains* », note Stroop.

Le lendemain, dès 7 heures, la lutte reprend, aussi âpre, aussi violente que la veille. Les insurgés n'hésitent pas à attaquer les Allemands, qui ne se déplacent plus qu'en ordre dispersé, rasant les murs et se cachant. Le 21, les combats font rage. Stroop note : « *L'ennemi a utilisé les mêmes armes que la veille ; il se sert surtout d'explosifs fabriqués par lui-même (...). Nous avons vu pour la première fois des membres de l'organisation juive féminine de combat (Mouvement Halutzen).* » Le 23 avril, devant une résistance farouche, le commandant nazi change de tactique : l'incendie devient le principal moyen de lutte. Le 24 avril, Stroop note que seul le feu oblige les insurgés à se montrer, mais que « *les juifs et les bandits préfèrent y retourner plutôt que de tomber entre nos mains* ». Le soir du 25, il écrit : « *Les opérations de ce jour se sont terminées par des incendies gigantesques, allumés par presque tous les groupes de choc pour forcer les juifs à sortir de leurs cachettes (...). Hier, une lueur rouge recouvrait l'ancien ghetto, aujourd'hui c'est un immense océan de flammes.* » Et le 27 avril : « *Nous avons tout lieu de croire (...) que les juifs que nous capturons actuellement sont les chefs de la résistance. Ils se sont jetés des fenêtres et des balcons des maisons en flammes, avec des injures et des malédictions contre l'Allemagne, le Führer et les soldats allemands.* » Il sera rapidement déçu : il ne s'agissait pas encore des « *chefs de la résistance* ».

Le suicide des chefs

Le 8 mai (vingtième jour), le siège du commandement de l'O.J.C. est complètement encerclé, et les Allemands attaquent le fortin au gaz asphyxiant. Les membres de la direction de l'O.J.C. décident de se suicider. Cylvia Lubetkin, une des rares rescapées, raconte : « *Les Allemands répétèrent qu'ils ne feraient aucun mal à ceux qui se rendront, puis ils lancèrent dans la casemate des bombes à gaz. Cent vingt camarades périrent asphyxiés. Arié Wilner fut le premier à recommander le suicide. Des coups de feu se firent entendre (...). Lutek Rotblat, qui se trouvait là en compagnie de sa mère et de sa cousine, abattit la première de quatre coups de feu. (...) Entre-temps, on découvrit dans la casemate une issue inconnue de tous. Mais peu nombreux furent ceux qui réussirent à s'échapper. Les autres périrent (...).* »

Jour après jour, les Allemands incendient et démolissent tout, y compris les usines avec leurs machines et leurs matières premières. Le 16 mai, Stroop rédige son dernier rapport quotidien : « *Détail de la grande opération du 16 mai 1943 commencée à 10 heures : 180 juifs, bandits et sous-hommes ont été anéantis. Le ci-devant quartier juif de Varsovie n'existe plus. (...) La totalité des juifs capturés, et ceux dont l'extermination est prouvée, s'élève à 56 065. Nous n'avons pas subi de pertes aujourd'hui.* »

Ainsi prend fin la résistance organisée. Des combats sporadiques se prolongent encore pendant des semaines et des mois. L'importance historique du soulèvement tient à l'immense courage qu'ont apporté les insurgés à la défense du dernier bien qui leur restait : leur dignité d'hommes bafouée odieusement.



(Dessin de ROUIL.)

GEORGES WELLERS.

Bibliographie. — B. Mark : *l'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Paris, 1955, Éditions sociales ; G. Wellers : « Historique du soulèvement du ghetto de Varsovie » in *le Monde juif*, 1957, numéros 75 et 76, et in *l'Étoile jaune à l'heure de Vichy*, Paris, 1973 ; M. Borwicz : *l'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Paris, 1966, Éditions Julliard.

Un détournement d'anniversaire

par PIERRE VIDAL-NAQUET

L'insurrection n'avait mobilisé que quelques centaines de soldats, hommes et femmes. Il fallut la grotesque forfanterie de Himmler, pour tenter de faire croire aux généraux allemands, réunis le 21 juin 1944 à Sonthofen, qu'il avait dû affronter à Varsovie non une poignée de combattants, mais « *plus de cinq cent mille juifs* », qu'il avait fallu liquider « *en cinq semaines de combat de rue* ». Mais il est vrai que les combats de rue durèrent longtemps. D'innombrables récits ont été publiés sur cet épisode héroïque, et l'on dispose maintenant du double témoignage, celui de 1945 et celui de 1977, du seul survivant des chefs de l'Organisation juive de combat, le docteur Marek Edelman (1). On apprendra peut-être, à lire ce livre, que les plus grands héros ne sont pas forcément ceux qui veulent être des héros. Le plus grand héroïsme comporte aussi une part de simplicité

Si éloigné qu'on soit des valeurs militaires, il est clair que les insurgés de 1943, communistes, socialistes, bundistes, sionistes de diverses obédiences, méritent notre respect et notre admiration. Célébrer cet anniversaire est normal et juste, mais comment ne pas voir à l'œuvre ceux qui veulent s'en emparer, pour leur profit idéologique ?

Il va sans dire que, en invoquant l'insurrection d'avril 1943, certains tenteront de justifier ainsi l'agression israélienne au Liban, les massacres qui l'ont suivie et la politique d'occupation permanente et d'annexion de la Cisjordanie. Attitude indigne : on ne justifie pas la souffrance imposée au nom de la souffrance passée, subie du reste par d'autres que les actuels agresseurs.

Pendant le siège de Beyrouth, certains, parmi les milieux chrétiens, ont comparé ce siège avec celui du ghetto de Varsovie. Comparaison absurde : le siège de Beyrouth, en soi abominable, mais entrecoupé de négociations, ne venait pas à la suite d'une tentative d'extermination, et la résistance, très justement, a cherché et accepté un compromis. Les massacre de Sabra et de Chatila peuvent tout à fait légitimement être comparés à Oradour ou à n'importe quel pogrom, ils ne ressemblent pas aux grands massacres de 1941-1944.

Reste pourtant que Varsovie est en Pologne et que c'est le gouvernement polonais qui, un an et demi après le putsch militaire du 13 décembre 1981, se prépare à célébrer le quarantième anniversaire de l'insurrection du ghetto et invite pour ce faire des délégations de juifs venues d'Israël et du monde entier. Il faut boycotter cet anniversaire. Certes, en tout état de cause, il y a beaucoup à dire sur le comportement du peuple polonais envers les juifs, lors de l'insurrection et après l'insurrection. Un journal clandestin polonais écrivait alors : « *Il est évident que ce ne sera pas un deuxième Stalingrad, comme l'affirment les juifs.* » Certes ! Cependant, là n'est pas aujourd'hui la question.

Invité à faire partie du comité d'honneur pour la célébration de cet anniversaire, Marek Edelman a refusé : « *Il y a quarante ans, nous avons combattu non seulement pour vivre, mais pour vivre dans la dignité. Célébrer notre anniversaire ici, en un lieu où toute la vie de la nation est en butte à l'humiliation et à l'oppression, où les paroles et les gestes ont été complètement faussés, ce serait trahir notre combat, participer à quelque chose qui en est le contraire, ce serait commettre un acte de cynisme et de mépris. Je ne participerai pas à cela et je n'accepterai pas la participation des autres d'où qu'il viennent et quels que soient les motifs qu'ils voudraient invoquer. Loin des célébrations manipulées, dans le silence des tombes et des cœurs, vivra le vrai souvenir des victimes et des héros, de l'éternel élan de l'homme vers la liberté et la vérité* » (*le Monde* du 25 février).

Le docteur Edelman sait, me semble-t-il, de quoi il parle. Délégué au congrès de Solidarité, il fut interné quelques jours après le putsch. Il serait absurde de passer outre à son appel en invoquant, plus ou moins ouvertement, les sentiments antisémites qui pouvaient à l'occasion s'exprimer au sein de Solidarité. Ces sentiments existaient. Comment en serait-il autrement, s'agissant d'une organisation représentative de tout le peuple polonais ? Mais cette organisation comportait aussi plusieurs juifs, parmi ses dirigeants, dont certains sont encore en prison. Se réjouir secrètement des malheurs de la Pologne au nom du passé antisémite de cet État, est un sentiment dangereux qui a conduit jadis nombre de juifs à militer pour la cause stalinienne. Il faut repousser ce sentiment avec horreur, et ne pas oublier, inversement, que le gouvernement polonais actuel, tout en ayant un porte-parole juif, n'a pas hésité, avant et après le putsch, à spéculer ignoblement sur l'antisémitisme polonais. Tant que l'ordre régnera à Varsovie, il faudra boycotter ces anniversaires.

(1) Marek Edelman, *Mémoires du ghetto de Varsovie*, Éditions du Scribe, avril 1983.

L'AFFAIRE DES FUTS DE DIOXINE DE SEVESO

Déchets sans frontières

La « disparition » des quarante et un fûts contenant la dioxine de Seveso met en lumière un fait majeur du monde industriel contemporain : les pouvoirs publics se trouvent souvent désarmés devant des sociétés multinationales aux moyens financiers puissants et aux ramifications si nombreuses qu'il devient impossible d'en garder le contrôle. Situation proprement *« insupportable »*, comme l'a souligné M. Mitterrand lors de sa visite en Suisse, pays où se trouve précisément le siège de la société Hoffmann-La Roche, cette multinationale de la chimie propriétaire de l'usine de Seveso.

Voici, en effet, un groupe suisse qui, parce que son usine italienne a eu un accident, fait appel à une société allemande (Mannesmann) pour la débarrasser de ses déchets. Laquelle société fait appel à sa filiale italienne, qui, par l'entremise d'une entreprise suisse plus que douteuse, finit par trouver un transporteur complaisant, en l'occurrence une société française (Spelidec). Le gérant de cette société a été écroué. Quant aux dirigeants du groupe Hoffmann-La Roche et de leur usine italienne ICMESA, ils vont passer en jugement à Monza à partir du 18 avril pour répondre de la catastrophe de Seveso de 1976. Dans le premier cas, on tient un lampiste. Dans le second, on convoque les responsables sept ans après les faits, alors que le groupe multinational a eu largement le temps d'organiser sa défense.

Comme pour les naufrages de navires battant pavillon de complaisance, genre *Amoco-Cadiz* – c'était en mars 1978 au large des côtes bretonnes, – il devient très difficile de déterminer avec précision les responsabilités, et surtout d'en faire payer le prix en cas de catastrophe. Rien que dans la Communauté européenne, on « produit » chaque année quelque 150 millions de tonnes de déchets industriels, dont une vingtaine de millions ne peuvent être entreposées que dans des décharges autorisées.

Il est tentant, pour un groupe multinational, de produire ici et de décharger là sans tenir compte des frontières, malgré la « directive » adoptée en 1978 par la C.E.E. Les députés européens se rendent compte aujourd'hui que cette directive est notoirement insuffisante, puisque les Etats membres sont à l'heure actuelle incapables de contrôler ces transports internationaux.

Il est grand temps que l'irritante « cavale » des fûts de Seveso amène les gouvernements à prendre les dispositions qui s'imposent.

La R.F.A. souhaite un contrôle international plus strict sur les résidus

On a retrouvé des fûts de dioxine, mais pas ceux de Seveso. M. Mitterrand, en Suisse, juge la disparition de ceux-ci, « insupportable » et, en Allemagne, l'opinion commence à réaliser que les pouvoirs publics ne contrôlent pas les transports internationaux de déchets, mêmes toxiques.

De notre correspondant

Bonn. – *« Un petit nombre de firmes privées se permettent de mener les autorités publiques par le bout du nez. »* C'est par cette phrase que s'ouvrait une récente émission de télévision consacrée au mystère de la disparition des quarante et un fûts de déchets de dioxine en provenance de Seveso.

Les Allemands sont furieux d'avoir pu faire figure de suspects dans cette affaire, alors que, pour eux, la responsabilité en incombe à la firme Hoffmann-La Roche, à Mannesmann Italiana et aux sous-traitants employés par cette dernière. Les documents remis par les deux premières de ces firmes, qui ont été transmis à Mme Bouchardeau, secrétaire d'Etat français à l'environnement, ne contenaient aucune indication pouvant conduire sur la trace des fûts disparus.

On s'étonne, en général, que des maisons de la réputation d'Hoffmann-La Roche et Mannesmann aient fait appel, pour se débarrasser des déchets de Seveso, à des « boîtes » obscures et peu sûres. C'est ainsi que la « conception » du transport et de la décharge finale des déchets aurait été confiée à la firme genevoise Wadir, laquelle était en cheville avec la Spelidec, le dernier transporteur connu des déchets. Selon le magazine *Stern*, le gérant de la Spelidec, actuellement en prison, M. Bernard Paringaux, aurait reçu 1 million de dollars pour tenir sa langue et, d'après son épouse, il ne serait pas disposé à rompre la loi du silence.

Tout le monde crie au scandale, mais les Verts ne se contentent pas de condamnations verbales. Jeudi, ils ont assigné en justice près le tribunal de Dusseldorf Hoffmann-La Roche, Mannesmann, maison mère (avec 50 % du capital) de Mannesmann Italiana et X, pour *« menaces sur l'environnement »*. L'ouverture d'une information mettrait fin aux spéculations sur la destination finale des déchets de Seveso. Les peines encourues sont de trois ans de prison.

Le cas de Seveso a touché un point sensible de la conscience allemande. Car, avant la vague actuelle de l'écologie, on se souciait fort peu de sort des déchets chimiques. Comme l'écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *« on sait, depuis les années 70, que des méthodes criminelles ont été employées pour faire disparaître les déchets. C'est ainsi qu'à Gerolsheim, dans le Palatinat, une décharge spéciale aurait recueilli non pas quarante et un, mais quatre mille fûts de dioxine provenant de la filiale hambourgeoise des usines chimiques Boeringer. Les habitants s'inquiètent, mais on leur explique qu'il serait plus dangereux d'aller y voir que de laisser les choses en l'état. Cent quatre-vingt mille tonnes de produits divers sont encore déversées chaque année à Gerolsheim, mais les prescriptions sont devenues plus sévères, alors qu'autrefois « on déchargeait au petit bonheur ». La résorption des déchets est devenue « une affaire internationale qui manque de transparence ».*

Elle relève aussi de la compétence communautaire, comme en témoignent les directives de 1978 du Marché commun en la matière. Mais, depuis lors, les esprits ont évolué, surtout en République fédérale. Le secrétaire d'État à l'intérieur, M. Hartkopf, a relevé que ces directives ne prévoyaient rien pour l'importation et l'exportation des déchets toxiques. Il s'est félicité de ce que la Commission de Bruxelles ait préparé une extension de ces directives dans le sens d'un contrôle plus strict aux frontières. Le gouvernement de Bonn voudrait qu'il soit également possible aux membres de la Communauté de dicter des ordonnances allant plus loin que les dispositions communautaires. Deux à trois millions de tonnes de produits toxiques passent chaque année d'un pays à l'autre, représentant environ deux cent mille transports. C'est donc tout un mécanisme autoritaire qu'il faudrait mettre en place pour contrôler ces déplacements et vérifier qu'ils sont conformes aux normes qui leur sont applicables.

Comme on le voit, les quarante et un fûts de dioxine qui se sont perdus dans la nature, quelque part en Europe, ne sont qu'une partie d'un iceberg, dont l'opinion publique allemande commence à mesurer les dangers.

ALAIN CLÉMENT.

Grande-Bretagne

Un diplomate soviétique est expulsé à titre de représailles

Londres (*A.F.P.*). – La Grande-Bretagne a fait savoir le vendredi 15 avril à M. Tchernaev, troisième secrétaire à l'ambassade soviétique à Londres, qu'il devrait quitter le Royaume-Uni dans les sept jours. Cette mesure est la conséquence des *« représailles malveillantes »* de l'U.R.S.S. après l'expulsion par Londres le 30 mars de deux diplomates et d'un journaliste soviétiques, pour *« activités incompatibles avec leur statut »*.

Moscou avait riposté en décidant, le 8 avril, de renvoyer pour *« activités inacceptables »* l'attaché de l'air adjoint britannique à Moscou et le correspondant en U.R.S.S. du *Financial Times*. Jugeant les mesures prises contre ces deux britanniques *« injustifiées »*, le Foreign Office a choisi l'escalade et ne donne à l'expulsion de M. Tchernaev aucun autre motif que les représailles.

Turquie

Un avion turc est détourné sur Athènes

Le pirate de l'air est arrêté

De notre correspondant

Ankara. – La première page de tous les journaux turcs du 16 avril est consacrée au détournement sur Athènes, dans l'après-midi du 15, d'un Boeing-727 des Turkish Airlines assurant le vol Istanbul-Izmir. Il s'y est posé à 15 h 50 G.M.T. Le pirate de l'air, après avoir demandé que le vol reprenne vers l'Australie, a libéré trente-sept des cent sept passagers, puis vingt-sept, et finalement les quarante-trois restants ainsi que quatre membres de l'équipage sur sept. A 22 h 15 G.M.T., il a été arrêté sans effusion de sang par les forces spéciales d'intervention. Il a affirmé appartenir à l'organisation Dev Sol (gauche *révolutionnaire*). Mais on n'exclut pas qu'il s'agisse d'un déséquilibré.

Le ministre turc des affaires étrangères, M. Türkmen, s'est tenu en contact direct avec le ministre grec et l'ambassadeur de Grèce à Ankara pendant toute la durée de l'incident. Il semble que, Athènes ayant envisagé de refuser l'atterrissage de l'appareil, Ankara aurait énergiquement insisté pour qu'il ait lieu, en invoquant la convention de La Haye de 1970.

C'est le neuvième détournement survenu aux appareils des lignes aériennes turques au cours de ces quatorze dernières années.

ARTUN UNSAL.

LA FIN DE LA VISITE EN SUISSE DE M. MITTERRAND

Un « oubli historique » réparé

M. François Mitterrand a regagné Paris, ce samedi 16 avril en fin de matinée, au terme d'une visite officielle de deux jours en Suisse. Vendredi, le chef de l'État avait visité les villes de Bâle, Soleure et Neuchâtel, en compagnie du président en exercice de la Confédération, M. Pierre Aubert, puis tenu une conférence de presse à Berne et, enfin, offert un dîner officiel en l'honneur de ses hôtes, à la résidence de l'ambassadeur de France dans la capitale fédérale.

De nos envoyes spéciaux

Berne. – Premier président français à se rendre officiellement à Berne depuis 1910, M. Mitterrand a tenu à réparer un *« oubli historique »*, et ses hôtes helvétiques ont été particulièrement sensibles à ce geste. Dressant le bilan de son voyage lors d'une conférence de presse vendredi 15 avril en fin d'après-midi, le président de la République a qualifié ces entretiens de *« positifs, sympathiques et cordiaux »*. Il a ramené à leurs justes proportions les différends entre la Suisse et la France, jugeant *« excessif de parler de contentieux »*. Tout au plus a-t-il relevé, quelques *« difficultés »*. Du côté français on s'est notamment préoccupé du mode d'élection du Conseil supérieur de l'étranger pour les Français de Suisse, du développement de la télévision francophone dans certaines régions de la Confédération, de l'aménagement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, ou des nouvelles normes antipollution imposées depuis le 1er avril aux automobiles en Suisse.

Du côté helvétique, on s'est soucié des restrictions financières imposées aux touristes français, du prix des produits pharmaceutiques suisses en France, *du marquage d'origine*, du droit d'escale pour les navires de plaisance suisses dans les ports français, de l'emploi de la langue française dans les documents commerciaux, des certificats sanitaires pour les produits laitiers ou encore des points de dédouanement pour les denrées animales.

Interrogé sur les tracasseries douanières dont se plaignent les Suisses, M. Mitterrand a indiqué qu'il avait donné des instructions afin qu'elles cessent et que l'on pouvait compter sur le gouvernement français pour le respect dû aux voyageurs. Abordant le délicat problème de l'évasion des capitaux français, le président de la République a précisé : *« Je ne mets jamais les Suisses en cause dans cette affaire, je mets en cause les Français qui manquent à leur devoir envers le pays en se livrant à de telles pratiques (...) ; nous n'entendons pas établir de police parallèle avec la complicité de quiconque. Bien entendu je n'ignore rien des données qui font que la Suisse peut apparaître comme un pays assez attractif. Mais la Suisse a le système bancaire de son choix, c'est son affaire à elle. »*

M. Mitterrand s'est aussi inquiété de la disparition des déchets toxiques de Seveso (voir par ailleurs).

« Pas d'OTAN économique »

A propos du libre-échange, il a souligné que celui-ci se heurtait même à l'intérieur de la Communauté européenne à de nombreuses restrictions avouées ou non et qu'il était injuste de mettre seule la France au banc des accusés à cet égard. Il s'agit là d'une idée qu'il avait développée la veille devant ses interlocuteurs helvétiques, comme il l'avait déjà fait aux sommets européens de Copenhague et de Bruxelles, relayé sur ce point par M. Jacques Delors. Si l'on veut vider l'abcès, a-t-on dit en substance du côté français, du moins qu'on le fasse clairement et complètement. Et que les Américains en particulier commencent par balayer devant leur porte.

Interrogé sur la récente expulsion de quarante-sept agents des services de renseignenement soviétiques en poste à Paris, le président de la République a par ailleurs précisé : *« J'entends faire respecter les intérêts de la France, au premier rang desquels figure sa sécurité. Je n'en tire pas d'autre conclusion. Tout pays qui agira comme l'ont fait les Soviétiques dans cette affaire trouvera la France sur la même position. Mais je ne mêle pas cela à la question des relations avec les pays en cause (...). Je souhaite que les relations entre la Russie et la France soient de bonnes relations, c'est-à-dire en l'occurrence meilleures. Je connais mon histoire et j'attache beaucoup de prix à l'amitié franco-russe, quel que soit le régime en place là-bas ou chez nous. C'est un point d'équilibre que je crois indispensable (...), l'accident de terrain des expulsions ne change rien à cette réalité principale. »*

A propos de la fixation éventuelle de nouvelles « règles du jeu » en ce qui concerne le commerce international, M. Mitterrand a estimé qu'*« il y a des institutions pour cela »*, et que les sommets du type de celui de Williamsburg ne doivent pas se substituer à de telles institutions. Cette précision ne pouvait que satisfaire les Suisses, qui s'irritent parfois de la multiplication des rencontres entre « Grands », dont ils se trouvent exclus. En particulier, le chef de l'État a récusé toute prétention américaine à dicter leur conduite aux alliés et partenaires de Washington sur ce terrain : *« La France n'est pas prête à entrer dans une OTAN économique »*, a-t-il déclaré.

Un tel discours, dans la mesure où il restait assorti de protestations de fidélité au camp des démocraties occidentales, devait normalement trouver le chemin du cœur des responsables helvétiques.

JEAN-CLAUDE BUHRER et BERNARD BRIGOULEIX.

Etranger

En Thaïlande : l'art du putsch se complique

Les Thaïlandais sont convoqués aux urnes le 18 avril, avant le terme prévu. Une partie de l'armée de terre s'était en effet opposée à la réforme du système électoral qui allait, à l'échéance normale, favoriser les grands partis. Les militaires préfèrent avoir affaire à un Parlement morcelé. Déjà l'art du putsch se complique. Mieux vaut ne pas l'entraver encore par un parlementarisme « à l'occidentale ».

De notre correspondant

Bangkok. — Jadis, monter un « *coup* » — en moyenne, un tous les trois ans et demi depuis 1932 — était un jeu d'enfant pour un général en mal d'identité. L'armée lui emboîtait le pas comme un seul homme ; le palais se tenait scrupuleusement au-dessus de la mêlée. D'idéologie, personne alors ne soufflait mot. Le putsch sanctionnait la triviale ambition de qui le fomentait. La révolte étudiante d'octobre 1973, qui traduisit un certain « ras-le-bol » populaire, donna à penser, dans des cercles militaires, qu'il fallait rectifier le tir pour récupérer un pouvoir abandonné, pour cause de prévarication, aux mains des civils. La politique politicienne fit son entrée dans les casernes.

Des groupes de réflexion, le plus souvent composés d'anciens camarades de promotion, se créèrent au sein de l'armée — Jeunes Turcs, Soldats démocratiques, — et s'y firent entendre jusqu'à dicter leur choix pour le poste de premier ministre. Lorsque, en avril 1981, ils décidèrent de sortir de l'ombre, les premiers empruntèrent aux seconds leur « *programme de gouvernement* ». Il y était question de former des partis de masse, de mettre en œuvre une réforme agraire, de modifier le système d'économie libérale, « *démodé et monopoliste* », et même de convoquer « *une conférence internationale pour reconnaître le statut de neutralité de la Thaïlande...* »

Le loup dans la bergerie

Y a-t-il une relation de cause à effet ? Dès avril 1980, un « ordre » du premier ministre avait invité l'armée à combattre la subversion communiste par des moyens politiques plutôt que militaires et, partant, à « *faire la guerre aux injustices sociales* ». « *On ne reconquiert pas les cœurs avec des fusils* », avoue un colonel. Cette action psychologique, que beaucoup de soldats ont menée sous d'autres cieux, a-t-elle porté ses fruits ? Plusieurs centaines de guérilleros qui avaient pris le maquis sont maintenant rentrés au bercail. Simple changement de tactique ? Marché de dupes ? Fraîchement sorti de la jungle, le « *commandant Yudh* », par exemple, n'a en rien renié ses convictions marxistes-léninistes ; il entend « *continuer la lutte à visage découvert en prenant davantage en compte les réalités de la Thaïlande* ».

Les conseillers dont se sont entourés certains clans militaires, notamment les Soldats démocratiques, leur ont appris que, pour contrer avec succès la subversion communiste sur le terrain politique, il fallait choisir les mêmes armes que celle-ci. D'où la nécessité de lui opposer un canevas idéologique et une organisation de masse. Mais, en invitant le P.C. thaïlandais à « *se transformer finalement en aile gauche de la démocratie* » et en proposant, à cette fin, de substituer à la « *loi anticommuniste* » une « *loi de sécurité nationale* », le général Chavalit, assistant au chef d'état-major de l'armée de terre, et les siens ne jouent-ils pas avec le feu, ne font-ils pas entrer le loup dans la bergerie, comme l'assurent d'autres officiers.



Dessin de Franchini

Ces considérations ont d'autant plus d'impact dans le milieu militaire que celui-ci est tout à fait à même d'en mesurer la portée. Les nouvelles générations d'officiers ont un niveau d'instruction bien supérieur à celui de leurs aînés. Les écoles qu'ils fréquentent n'ont rien à envier aux universités ; l'administration publique aussi bien que les sciences politiques, économiques et sociales y sont au programme depuis une dizaine d'années.

Le linge sale en public

La carrière militaire continue d'attirer une foule de jeunes ; plusieurs milliers de candidats se présentent, chaque année, à l'académie royale de Chulachomklao, qui n'en admet que quelques centaines. Pour beaucoup de Thaïlandais, notamment les plus démunis, l'armée est en effet une valeur-refuge ; ses membres sont des privilégiés. Leur traitement de base est relativement faible — la solde d'un colonel tourne autour de 12 000 baths (environ 4 000 F), mais les avantages annexes dont ils bénéficient sont multiples : éducation des enfants, soins médicaux gratuits, pensions, prêts avantageux auprès de la Thai Military Bank leur permettent de vivre sur un pied très honorable.

Pourtant, cette armée de métier est plus divisée que jamais par des conflits personnels qu'alimentent, ou que dissimulent, des divergences idéologiques. Aujourd'hui comme hier, c'est le pouvoir qui compte et qui justifie, au jour le jour, de la part de ceux qui cherchent à « avoir un rayonnement », des tactiques confuses, des alliances éphémères et des déclarations à l'emporte-pièce. L'ascension fulgurante du général Arthit Kamlang-Ek, en un an et demi, du poste de commandant en second de la 2e région militaire à celui de commandant en chef de l'armée de terre a ainsi soulevé un beau tollé dans l'establishment galonné et lui a valu de solides inimitiés. « *Il aurait quand même pu attendre son tour* » ! se désole un de ses pairs.

Plutôt que de régler leurs différends en famille, les responsables militaires n'hésitent pas à laver leur linge sale en public, comme ces politiciens dont ils dénoncent, à longueur de journée, la malfaisance. « *En agissant ainsi, l'armée a perdu son auréole, est tombée du piédestal sur lequel la population l'avait placée* », constate un universitaire.

Un élément « antipagaille »

« *Ils exagèrent ; ils en font trop, ils en veulent trop* » : tel est le sentiment général des Thaïlandais à l'égard des militaires qui occupent, un peu trop bruyamment à leur goût, le devant de la scène, que ce soit pour faire amender la Constitution en leur faveur, pour organiser une collecte nationale destinée à la construction de bunkers à la frontière cambodgienne, pour s'approprier, ici ou là, sans ménagement, des terrains de manœuvres.

Malgré tout, la population dans son ensemble continue de tenir pour indispensable le rôle de l'armée dans la vie politique du pays. L'écoute des radios militaires — 139 stations sur 231, — surtout dans les campagnes où la presse écrite pénètre peu, facilite cette perception des choses. « *C'est un élément antipagaille* », disent beaucoup de Thaïlandais qui nourrissent quelques doutes sur la sagesse des partis, au cas où ils seraient livrés à eux-mêmes.

Les militaires conservent, en outre, un capital de sympathie dans le monde rural. On leur sait gré des travaux de mise en valeur — construction d'infrastructures routières et d'ouvrages hydrauliques — qu'ils ont entrepris, notamment sous le patronage royal. On apprécie les campagnes de pacification qu'ils ont conduites avec succès aux frontières, aussi bien qu'à l'intérieur du pays. Quitte à oublier un peu vite que ces opérations de « nettoyage », en particulier contre les guérilleros communistes, ont parfois été « sous-traitées » à des mercenaires, rangers ou autres Tigres-Chasseurs...

Cette présence sur le terrain ainsi que l'origine sociale souvent modeste du corps militaire alimentent, dans l'esprit de certains galonnés, la conviction — ou l'illusion — que l'armée comprend mieux que quiconque les besoins du peuple. « *Les hommes politiques, eux, ne se déplacent dans les zones rurales que pendant la courte période d'une campagne électorale* », remarquait récemment le général Arthit. Les militaires « *ne connaissent les problèmes qu'en surface*, rétorque M. Pichai Rattakul, président du parti démocrate ; *ils se servent des paysans et des travailleurs plus qu'ils ne les servent* ».

Les cercles « activistes » de l'armée se plaignent des « *obstacles énormes* » qui se dressent sur leur route. M. Prasert Sapsunthorn, ancien dirigeant du parti communiste et éminence grise des Soldats démocratiques, regrette que les milieux politiques refusent de l'écouter « *parler du ciel* », c'est-à-dire d'une « *révolution démocratique* », sujette à caution au sein même du monde militaire.

En tout cas, même dans les villes et singulièrement à Bangkok, où la soif de démocratie est la plus vive, on semble se faire à l'idée qu'il faudra composer, un certain temps encore, avec l'armée, que celle-ci saura relever le défi des forces libérales. « *En 1973, on a cru que c'en était fini des uniformes. Erreur, les civils n'ont tenu que trois ans*, note un universitaire. *Les militaires resteront encore une génération au pouvoir.* » Pour eux, rien ne sera plus tout à fait comme avant.

JACQUES DE BARRIN.

LES ÉMEUTES DE LA FAIM AU BRÉSIL

Sao-Paulo après la « grande casse »

La fureur de la « grande casse » est retombée à Sao-Paulo, laissant place à une morne résignation. Mais les affamés n'ont peut-être, au début du mois, participé qu'à la répétition générale d'une révolte que la situation économique du Brésil rend chaque jour plus menaçante.

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Il était hésitant, José, pour montrer sa « maison ». Maintenant que nous y sommes, il se répand en excuses. « *Un trou à rats* », dit-il. En effet : un ancien garage humide, où il a entassé meubles, frigo, télé, et le reste il l'a accroché à des clous, sur les murs. Un chariot de supermarché occupe un mur, au-dessus du lit. « *Je ne m'en sers jamais* », avoue-t-il. Chômeur depuis plus d'un an, il nourrit sa famille en bricolant, quand il parvient à gagner un peu d'argent...

Combien sont-ils comme lui ? Plus de sept cent mille, selon un bureau d'études syndical. Auxquels il faut ajouter plus d'un million de victimes du sous-emploi. A trois ou quatre enfants par famille, cela fait, comme l'écrit l'hebdomadaire *Veja*, « *une ville dans la ville* ». Santo-Andre est un appendice urbain : 600 000 habitants qui vivent dans un méli-mélo inextricable de gratte-ciel, d'usines, d'autoroutes, de terrains vagues, de hangars, de baraques. Une banlieue, une de ces interminables banlieues qui font du grand Sao-Paulo une métropole anarchique de 13 millions d'habitants, dont aucune carte ne rend jamais compte, car elle s'accroît tous les jours, dans tous les sens, clandestinement.

A Santo-Andre, de 25 % à 30 % des ouvriers sont au chômage, selon un responsable de syndicat. Faute d'allocation, ils doivent, pour survivre, « *se débrouiller* ». José charge des camions, livre un supermarché ; sa femme fait des ménages « *chez les madames* ».

Leurs enfants restent à la maison faute d'argent pour l'uniforme et le matériel scolaires. Le propriétaire du « trou » prend 6 000 cruzeiros par mois de loyer, c'est-à-dire le cinquième d'un salaire minimal. Il menace de l'expulsion s'il n'est pas payé. « *Il n'y a pas de justice pour nous*, dit José, qui n'est pourtant pas un fanatique. *La loi est faite pour ceux qui ont de l'argent.* »

Le gouverneur assiégé

A dix mètres, en contrebas, c'est pire : huit personnes vivent dans une seule pièce, « *aussi vide qu'une église* », dit José, originaire d'une région, le Ceara, où le dénuement n'épargne, apparemment, même pas les églises. Le même propriétaire a construit une série de « *logements* » en bordure d'un égoût à fleur de terre. Un seul robinet et un seul water pour toutes les familles qu'il « *loge* ».

La baraque n'est pas tout à fait vide. Deux lits superposés servent à coucher six enfants. La femme assise par terre fabrique des fleurs en plastique. Le mari, chômeur lui aussi, parcourt dix kilomètres à pied pour aller sur le chantier où on l'utilise, de temps en temps, comme manœuvre. Les bus sont bon marché, mais pour lui encore trop chers. Comme José, c'est un résigné. Interrogé sur « *ce qu'on pourrait faire* », il répond : « *Il n'y a rien à faire.* » Pourtant, à l'idée que les deux lits qu'il n'a pas fini de payer pourraient lui être enlevés, il se rebiffe. Il est prêt à se battre en cas de réquisition. C'est la seule menace de violence de la part de cet homme petit, osseux, édenté, qui ne se reconnaît pas dans les émeutiers de la semaine dernière, ceux qui ont cassé des vitrines, volé des chaussures et des téléviseurs, emporté même des mannequins.

Une semaine après le *quebra-quebra* (la « *grande casse* »), Sao-Paulo est calme, mais tendue. Les journaux qui ont fait la comptabilité des dégats (200 magasins pillés, 566 personnes arrêtées) affirment que les 4 et 5 avril n'ont été sans doute que les premiers jours d'émeute dans un pays qui, depuis, connaît la peur du pillage car il contient tous les germes de nouvelles explosions.

Une image, ici, a fait choc : celle du gouverneur de Sao-Paulo, M. Franco Montoro, assiégé dans son palais par des manifestants qui ont arraché des grilles pour arriver jusqu'à lui. Passe encore s'il s'était agi d'un représentant du régime militaire, mais un élu de l'opposition ! Pendant plus de vingt-quatre heures, M. Montoro a hésité. Il s'est résigné, finalement, à utiliser la police.

En somme, il aura suffi de trois semaines pour que cette date-symbole, le 15 mars — quand des gouverneurs de l'opposition ont pris la tête de dix Etats parmi les plus importants, — révèle toute son ambiguïté. Car si ces dix élus ont dénoncé, pendant des années, le modèle économique en vigueur, ils doivent, en attendant sa réforme, en assumer l'héritage et s'offrir ainsi en cible aux attaques des affamés.

Ces derniers jours, une rumeur a couru Sao-Paulo : le nouveau gouvernement allait distribuer des vivres. « *Aussitôt, des centaines de personnes se sont présentées ici*, dit un responsable du syndicat des métallurgistes de Santo-Andre. *Pour rien ! La nouvelle, apparemment, était prématurée.* »

« Les gens sont fatigués de donner »

Jusqu'à présent, ce sont les syndicats eux-mêmes, avec l'aide de l'Eglise, qui ont organisé l'aide aux chômeurs. « *On demande du riz au Jumbo* (un supermarché). *Le dimanche, on fait des collectes dans la rue. Mais cela dure depuis des mois. Les gens sont fatigués de donner.* »

Curieusement, la colère, la révolte, semblent absentes des bidonvilles affamés. Avec un sourire tranquille, un chômeur nous raconte qu'il s'est évanoui deux fois d'inanition et que ses enfants font les poubelles pour chercher à manger.

Le langage n'est pas très radical non plus dans le bâtiment qui abrite le fonds de grève créé en 1979 par les métallos de Santo-Andre, et qui a dû pour être légalisé prendre le nom lénifiant d'Association de bienfaisance culturelle... C'est tout juste si l'un des dirigeants, qui appartient au Parti des travailleurs, présidé par « Lula », met en doute la capacité du parti au pouvoir à Sao-Paulo, le P.M.D.B., de changer quelque chose, car il le trouve trop « *conciliant* ».



Vente d'esclaves à Rio (le Tour du monde 1861).

Mais faut-il se fier aux apparences ? Personne ne doute, depuis la semaine dernière, que Sao-Paulo ne soit devenu, comme d'autres centres urbains, un terreau idéal pour les groupuscules d'extrême gauche. Les militants du P.C. do B. (parti communiste du Brésil) ont été mis en accusation à propos des manifestations de Santo-Amaro, qui ont dégénéré en émeutes. Mais les « Albanais » brésiliens sont à l'œuvre dans d'autres quartiers.

A Santo-Andre, ils ont participé, en juillet dernier, à l'invasion d'un lotissement pour riches qui n'a jamais été terminé — le constructeur ayant fait faillite — et qui est resté depuis six ans aux trois quarts inoccupé. Ils ont créé une commission pour défendre les squatters contre les autorités et la police, et administrer un lotissement auquel ses fondateurs ont donné, en français, le nom de Centreville..., alors qu'il se situe à la périphérie.

« *Nous avons réussi*, dit une militante du P.C. do B. *Nous avons reçu de partout des messages d'encouragement.* » Et de cet exemple, — occuper des maisons « *quand besoin est* », — elle conclut que lorsqu'on a faim il faut prendre le riz « *là où il est* ».

CHARLES VANHECKE.

Flânerie d'un faux touriste à Moscou

Le vrai touriste y va par curiosité plutôt que par goût des spectacles funèbres. Le kremlinologue, que laissent froid les momies et les rites, mesure d'un œil averti ce que les hommages rendus aux morts enseignent sur les vivants. Avec la lecture de la Pravda *et une station près du « roi des canons », c'est l'un des devoirs de ce métier austère.*

De notre envoyé spécial

Moscou. – L'examen est l'un des plus méticuleux que le voyageur ait à subir dans un aéroport international. Dans ce pays qui cherche d'abord à retenir ses citoyens à l'intérieur du « cordon », il est paradoxalement plus long à l'entrée qu'à la sortie. Pour chaque arrivant en règle, entre trois à quatre minutes que l'inspecteur aux passements verts (les gardes frontières dépendant du K.G.B.) passe à tourner lentement les feuilles du passeport, à téléphoner à qui de droit, à comparer soigneusement la photographie à la physionomie du visiteur. Une échelle discrètement tracée sur la vitre insonore qui le sépare du voyageur indique les tailles, en centimètres et en pouces. En revanche, les questions sont rares, et c'est sans mot dire que le préposé, l'examen terminé, presse le bouton qui débloque le portillon automatique (fabriqué en Allemagne de l'Ouest) ouvrant la voie vers la patrie du « socialisme réel ».

Ce n'est pas tout à fait fini, car, si les formalités de douane sont légères et les inspecteurs moins impressionnants que les redoutables « tchékistes », il faut auparavant subir un contrôle de sécurité. L'aéroport de Cheremetievo est probablement le seul au monde où le voyageur et ses bagages passent par le détecteur de métal non pas seulement avant l'envol, mais aussi à l'atterrissage. Histoire sans doute de vérifier qu'il n'importe pas clandestinement d'armes.

Ces armes, on en reparle autour des divers lieux saints de Moscou. En premier lieu, au mausolée de Lénine et au Kremlin, où des pancartes rappellent qu'il est interdit d'en porter. On s'en doutait, mais pour plus de sûreté c'est tout bagage qui est prohibé : de l'*avoska* (le filet dit « à la grâce de Dieu » que le Moscovite moyen tient toujours en réserve pour ses emplettes-surprises) au plus sérieux « sac-voyage », qui se passe de traduction.

Dans ce pays où le funéraire est affaire d'État, c'est par le mausolée de Lénine que le touriste « politique » se doit de commencer ses visites, tout comme les fervents. Pas forcément pour Lénine lui-même, la momie du Père de la révolution, plate et cireuse dans son sarcophage, étant aussi immatérielle qu'intemporelle, encore que son entretien ne soit pas une mince performance (songeons que l'homme est mort il y a bientôt soixante ans et qu'il aurait cent treize ans aujourd'hui...). Mais il y a le reste et aussi l'ambiance.

Une momie cireuse

L'étranger, pour peu qu'il se présente à 11 heures à la bonne barrière au bas de la place Rouge, évitera la longue file d'attente que le Soviétique moyen se voit infliger, mais il lui restera encore deux cents mètres de « queue de recueillement » à parcourir. Il faut ce dernier parcours pour que l'« ange passe » et que les conversations se calment. Petit à petit, les contrôles visuels se font plus sévères, et les jeunes Sibériens qui, tout à l'heure, plaisantaient derrière nous sur la bombe qu'ils transportaient dans leur blouson se sont tus comme par enchantement. Encore quelques mètres, et les conseils des miliciens – dont le grade s'élève au fur et à mesure de la progression – se font plus précis : *« Serrez les rangs ! Boutonnez-vous ! »*

A l'entrée du mausolée, le relais est pris par les *« guébistes »*, seuls agents du K.G.B. à porter les insignes de leur corps (G.B. pour « sécurité d'État ») et à afficher la couleur. Ils ne sont pas moins d'une demi-douzaine dans le caveau, tournés vers le public et scrutant les visages de chacun, à l'affût du geste sacrilège du terroriste ou du fou. Le seul fait de croiser le regard avec eux est suspect : on est venu pour contempler Lénine, pas pour traîner dans les coins, même de l'œil !

Le « mur des lamentations »...

Plus intéressante et, en tout cas, plus « contemporaine » est la dernière partie qui ramène le visiteur en surface et le fait défiler, sous une surveillance cette fois beaucoup plus légère, devant le fameux mur du Kremlin où sont enterrés tous les dignitaires importants du régime... ou plutôt tous ceux qui ont eu la chance de mourir en odeur de sainteté. Sans parler des centaines d'anciens bolcheviks éminents qui ont fini dans un cul-de-basse-fosse du goulag, les disgraciés décédés plus récemment, comme Krouchtchev, sont enterrés au cimetière de Novodievitchi, fermé au public depuis de longs mois.

Curieusement, le choix entre l'enterrement et l'incinération n'est pas ici affaire de religion, comme ailleurs, mais de statut politique : les « moins grands » sont condamnés d'avance à la seconde procédure, ils auront droit à une urne et à une case dans ce « mur des lamentations » d'un nouveau genre, avec une plaque uniforme et une fleur – régulièrement renouvelée – déposée à même le sol. Encore paraît-on distinguer dans cette première catégorie entre les morts de la partie gauche – plus nombreux et plus importants – et ceux de la partie droite : Kossyguine, l'ancien chef du gouvernement, est justement à droite, un peu seul, avec le maréchal – disgracié – Joukov, alors que les noms les plus connus des dernières années sont à gauche.

Au centre, et, cette fois, dans de vraies tombes grand format ornées d'un buste, sont enterrés une dizaine de « très grands » : en fait, surtout ceux qui sont morts au bon moment, car les noms de Boudienny, le vieux chef de la cavalerie rouge que tout le monde prend pour Staline à cause des moustaches de son buste, de Vorochilov, le maréchal « politique » plus compétent dans la flagornerie à l'adresse du « stratège génial » que dans l'art militaire, ou encore de Kalinine, obscur chef d'Etat de la même période, n'auront guère marqué l'histoire de la planète.

Staline est l'avant-dernier de la rangée, et son voisin, par une coïncidence peut-être « non fortuite », comme on dit dans la langue de bois, est Souslov, grand prêtre du lénino-stalinisme mort en janvier 1982. L'autre mort de l'an dernier est Brejnev, et, comme Souslov, il n'a pas encore son buste. L'ancien secrétaire général a été inhumé au milieu de la rangée, entre Sverdlov et Dzerjinsky, probablement là où une allée le conduisait, lui et ses pairs, de la porte étroite percée à cet endroit dans la muraille du Kremlin vers les marches du mausolée, pour les parades semestrielles du 1er Mai et du 7 Novembre. Ses successeurs devront faire un petit détour.

... et le « saint des saints »

Passons maintenant à l'envers du décor, de l'autre côté de la muraille. Le « saint des saints » du Kremlin, c'est l'ancien bâtiment, dit du « Sénat », un immeuble triangulaire construit au dix-huitième siècle et surmonté d'un dôme aplati qui surplombe la place Rouge. Plus important que l'autre bâtiment qui le jouxte et qui abrite le présidium du Soviet suprême, le « Sénat », héberge, lui, les séances du Politburo, chaque jeudi ou presque. Par une autre coïncidence « non fortuite », l'enceinte du Kremlin est interdite ce jour-là aux visiteurs, mais le touriste politique aura néanmoins d'intéressants coups d'œil en temps « normal » s'il veut bien s'attarder, après la visite des cathédrales, auprès du « roi des canons », le tsar-pouchka des cartes postales, qui a été longtemps la plus grosse pièce d'artillerie du monde, avec ses boulets d'une tonne.

De cette pointe la plus avancée du secteur touristique du Kremlin vers le secteur interdit, un vaste no man's land de macadam piqueté de miliciens le sépare des deux immeubles du « Sénat » et du présidium, bien visibles côté interne, encore que la façade intéressante, celle par laquelle pénètrent les personnalités, longe la muraille du Kremlin et soit cachée aux regards.

Le « Pentagone » soviétique

Tout de même, c'est devant le « roi des canons », que passent les limousines officielles, que celles-ci prennent le chemin de la porte Borovitski, vers les résidences de ville ou les datchas de banlieue, ou qu'elles se dirigent vers l'est, par la porte du Sauveur et la place Rouge, vers la Nouvelle-Place et le comité central. Négligez les Tchaikas, déjà démodées et réservées à la deuxième couche de la nomenklatura, et retenez plutôt les ZIL 115 ou 117, sortes de Lincoln Intercontinental soviétiques, tout aussi longues et luxueuses que leurs concurrentes américaines. Si elles sont précédées d'une voiture de police à clignotant et suivies d'une ou deux autres, vous avez affaire à un « membre plein » du Politburo. Avec un peu de chance, vous pourrez apercevoir M. Andropov derrière les rideaux...

Les dix-huit années du règne brejnévien n'ont pas été des plus brillantes pour l'économie soviétique, mais ce furent des années d'opulence pour l'administration. Ce qui frappe aujourd'hui dans la topographie politique de Moscou est que toutes les grandes institutions se sont dotées, se dotent ou se doteront, d'un nouvel immeuble, la plupart du temps imposant.

Tout près de la place de l'Arbat, des militaires du contingent (pas un seul civil parmi eux) s'agitent jour et nuit sur un vaste chantier : ils édifient ce qu'on appelle déjà le « Pentagone soviétique », le nouveau quartier général des forces armées, à deux pas du ministère de la défense, déjà très étendu. Le K.G.B., lui, est allé encore plus vite : sa forteresse bien connue de la Loubianka est déjà flanquée d'un autre immeuble flambant neuf, bardé de granit et de marbre, dont seul un discret blason trahit l'appartenance ; il n'est pas allé jusqu'à apposer une plaque à l'entrée.

Le grand complexe de la *Pravda*, rue de la Pravda, a lui aussi doublé. Ses journalistes et l'imprimerie du principal quotidien du parti ont emménagé dans de nouveaux quartiers, laissant les anciens aux camarades confrères de moindre profil, comme la *Komsomolskaia Pravda*, *Sovietskaia Rossia* et d'autres feuilles. Les *Izvestia*, les agences Tass et Novosti ont, elles aussi, doublé leur surface, sans même avoir à partager.

A tout seigneur, tout honneur. Le parti ne s'est évidemment pas oublié. Sur la Nouvelle-Place, évoquée tout à l'heure, la façade élégante et « tsariste » de l'immeuble du comité central n'est que la partie émergée de l'iceberg. En fait, tout le quartier qui s'étend du Goum jusqu'à cet endroit est une véritable cité dans la cité. Un immeuble-barre d'une vingtaine d'étages est en voie d'achèvement au milieu d'une vaste cour interdite – et l'on parle de pousser l'excroissance jusqu'à l'hôtel Rossia, tout proche, dont une partie serait réservée au C.C..

En attendant, le touriste, même étranger, même sans laissez-passer (ce fameux *« propousk »* sans lequel rien n'est possible en U.R.S.S. et qu'il faut présenter « sous forme déployée » à l'entrée comme à la sortie d'innombrables administrations), peut encore découvrir, au tournant d'une petite rue, la charmante église de la Trinité de Nikitinki, dont les coupoles ne voient passer que des « nomenklaturistes » : chefs de « secteurs », « instructeurs », sous-chefs de service et autres fonctionnaires de l'immense machine du comité central défilent devant l'église plusieurs fois par jour, sans tumulte ni jubilation indécente bien entendu, pour aller savourer à la nouvelle cantine construite pour eux les délicieuses nourritures décrites par Michael Voslensky dans sa *Nomenklatura*.

Dessin de Serguei

Marx et le caviar

Il n'est que justice, après cette « promenade », d'essayer de partager quelques-uns des privilèges de cette nomenklatura. Et d'abord en goûtant au caviar, produit au « pouvoir égalisateur » le moins contestable puisqu'il occupe le sommet de la hiérarchie gastronomique, tout en restant accessible au commun des mortels. Mais, ici, l'échelle des prix défie les classifications et, plus simplement, toute logique : 50 kopeks (5 F) la miniportion pour qui a la patience de faire une demi-heure de queue dans un « bouffiet » accessible à tous ; 5,18 roubles (52 F) la portion plus confortable d'un des grands restaurants de Moscou, mais le double très exactement dans la salle à côté, où l'on paie en devises convertibles... Et le quadruple (l'équivalent de 21 roubles) au magasin Beriozka, un étage plus bas, pour la même portion à emporter ! Impossible de savoir où se situe, dans ce curieux barème, le tarif des magasins spéciaux réservés à l'élite. Mais l'on peut supposer que Karl Marx aura reconnu les siens...

MICHEL TATU.

Comment les Allemands ont coupé au recensement

Les Allemands ne seront pas dénombrés le 27 avril comme prévu. La Cour constitutionnelle vient, en effet, d'ajourner le recensement. Les Verts et tous ceux qui, avec eux, appelaient au boycottage au nom de la défense des libertés individuelles ont donc obtenu gain de cause. Belle bataille contre l'indiscrétion des ordinateurs !

De notre correspondant

Bonn. – Déterminer si les Allemands sont toujours soixante millions ou déjà soixante et un n'est pas une mince affaire ! Après des semaines d'une guérilla passionnée, la « résistance » au recensement vient de marquer un point et d'infliger un beau camouflet non seulement au gouvernement en place, mais à son prédécesseur, qui (on se demandera encore longtemps comment cela fut possible) était l'auteur du projet.

Le précédent Bundestag avait adopté, il y a plus d'un an, à l'unanimité le principe de ce recensement. Celui-ci devait être réalisé le 27 avril prochain par quelque six cent mille enquêteurs. Rien n'avait été négligé dans l'organisation : ces enquêteurs recevaient une formation spéciale au cours de séminaires ; provenant pour la plupart des municipalités, ils devaient travailler si possible loin de leur rayon d'action habituel. Ils étaient censés aider chaque citoyen à remplir un long questionnaire d'une façon qui soit lisible par l'ordinateur et, comme on avait l'intention de demander aux recensés leur numéro de téléphone, ils auraient eu le loisir de les rappeler pour tout complément d'information.

Les formulaires devaient ensuite être acheminés vers les bureaux statistiques des Laender et la Centrale fédérale de Wiesbaden, où on procéderait à leur dépouillement et à leur mise en mémoire. Seules les municipalités, affirmaient les autorités, pourraient utiliser les renseignements ainsi rassemblés pour mettre à jour leurs listes d'habitants.

Mais ces assurances sur l'utilisation qui serait faite du recensement n'ont pas convaincu. Pas plus d'ailleurs que les menaces : tout réfractaire ou saboteur encourait une amende pouvant aller jusqu'à la coquette somme de 10 000 marks. Rien n'y fit.

Partout les Verts avaient organisé la « résistance » en appelant au boycottage pur et simple. Les villes-États de Hambourg et de Brême ont demandé à la Chambre haute (Bundesrat) que l'opération soit reportée à 1985. Les sociaux-démocrates, sous le gouvernement desquels la loi avait été élaborée et votée, se prononçaient finalement, la tête basse, pour un sursis. Même le ministre-président bavarois Franz Josef Strauss avait pris position dans ce sens.

La presse était partagée. La télévision a organisé sur le sujet une émission ouverte au public où partisans et adversaires de la loi se sont affrontés devant un auditoire qui, à la fin, penchait pour les seconds. D'après un sondage, 52 % des Allemands seraient franchement hostiles au recensement.

Ce débat a surpris par sa soudaineté et par sa virulence. Conçue comme un simple instrument de mesure de la population sous la tutelle du précédent ministre de l'intérieur, M. Gerhart Baum, champion des causes libérales, l'opération devint tout à coup objet de passions acharnées et fut largement désavouée par ceux qui prennent au sérieux – un sérieux presque américain – les articles de la Constitution. On reprochait au recensement, souvent même avant d'avoir pris connaissance de son questionnaire, d'aller « fouiner » dans la vie privée des gens, de s'opposer ainsi au *« libre développement de la personnalité »* promis par la Constitution.

Les « insoumis civiques »

Les opposants font partie d'une nouvelle catégorie de citoyens que l'on pourrait appeler les « insoumis civiques », toujours prompts à déceler l'intention totalitaire dans la gestion des pouvoirs publics. Ce sont eux qui ont donné le branle à la campagne contre le recensement. Le gouvernement Kohl, qui se serait bien passé de cet embarras, y a répondu par une contre-campagne d'information et donné des assurances sur l'usage qui serait fait des questionnaires. Mais le mal était fait, la confiance ne régnait plus. Le chancelier Kohl – rappelons-nous les affiches électorales : *« Il inspire confiance »* – ne voulait pas risquer de galvauder son crédit à défendre l'œuvre de son prédécesseur et laissait monter en première ligne son ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, homme d'ordre et d'autorité, qui n'était pas mécontent de soutenir sa réputation. Pour lui, la loi est la loi. Il n'y avait aucun danger que les réponses aux deux questionnaires puissent se retourner contre les intéressés.

N'y a-t-il pas là matière à collusion entre l'administration et la statistique, bien qu'il soit précisé dans la loi que les informations révélées par la comparaison ne pourront donner lieu à sanction ? Les questions sont-elles justifiées par la nécessité de la planification urbaine (l'agriculture a fait l'objet d'un recensement particulier il y a quelques années), comme l'affirment les avocats de la loi, ou témoignent-elles de la curiosité insatiable de la technologie moderne, comme le disent ses détracteurs ? Un réflexe de peur a joué devant la « transparence » que les questionnaires semblent vouloir établir. L'Allemand conscient se refuse à devenir l'« homme de verre » d'un État surveillant ses faits et gestes. La plus haute juridiction ouest-allemande a considéré que cette inquiétude n'était pas sans fondement. Ce qui est clairement apparu en tout cas, c'est l'hypersensibilité d'une fraction significative de la population à tout ce qui pourrait ressembler à la mainmise de l'Etat moderne sur son intimité. C'est peut-être gênant pour les gouvernants, voire même parfois injurieux à leur égard. Cette attitude de suspicion n'en est pas moins une de ces données impondérables qui échappent à l'ordinateur tout en constituant une des bases de la mentalité de l'« Allemagne du changement ».

ALAIN CLÉMENT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

Etats-Unis

En visite à Washington

M. Kohl exclut toute « controverse majeure » sur le commerce Est-Ouest au sommet de Williamsburg

De notre correspondant

Washington. – Il ne faut pas s'attendre dans l'immédiat à une nouvelle offensive américaine pour restreindre le commerce Est-Ouest. C'est la conviction de M. Helmut Kohl, qui était en visite à Washington, vendredi 15 avril, pour la première fois depuis sa victoire électorale. *« Je n'ai pas de raisons de croire que ce sujet jouera un rôle majeur au sommet de Williamsburg »*, a dit le chancelier allemand au cours d'une conférence de presse qui suivait ses entretiens avec la Maison Blanche. Il exclut donc *« toute controverse majeure sur ce thème »* au cours de la réunion des pays industrialisés qui se tiendra en Virginie du 28 au 30 mai prochain.

M. Kohl a clairement fait comprendre aux dirigeants américains que l'Europe occidentale, et notamment la R.F.A., ne pouvait se permettre de perdre des marchés à l'Est en période de crise économique. L'alliance atlantique ne pourrait d'ailleurs supporter deux controverses internes à la fois : l'une – déjà en cours – sur le déploiement des missiles de l'OTAN et une autre du genre de l'embargo sur le gazoduc eurosibérien.

Le président Reagan a écouté d'une oreille attentive cet ami de l'Amérique qui s'exprimait au nom de la Communauté européenne. Et il semble avoir été sensible à ses mises en garde. Un responsable américain soulignait vendredi que toutes les études sur les relations commerciales Est-Ouest, commandées par les gouvernements alliés, ne seraient pas prêtes pour le sommet de Williamsburg. Ce qui retarderait en somme l'examen complet du dossier.

Selon M. Kohl, les Etats-Unis sont d'accord pour axer le sommet sur la situation économique des pays industrialisés. On discuterait donc surtout des moyens de combattre le chômage et d'assurer une reprise sans forte inflation.

Le chancelier allemand a plaidé avec force pour le maintien de *« contacts et voies de communication »* avec l'Est. Aussi bien dans le domaine économique qu'en matière politique. Il ne cache pas son souhait d'un sommet soviéto-américain. *« Les contacts personnels restent importants »*, a-t-il dit, quitte à admettre la thèse de Washington, selon laquelle un sommet Reagan-Andropov n'aurait de sens que s'il était très bien préparé et donnait des résultats tangibles.

En échange de ses demandes sur les rapports Est-Ouest, M. Kohl est venu offrir aux dirigeants américains un nouvel et ferme engagement sur le déploiement des fusées de l'OTAN, notamment les Pershing-2, qui doivent être installées en Allemagne fédérale. *« Nous ne sommes*, a-t-il dit, *nullement impatients d'accueillir ces engins sur notre sol et voulons que les négociations avec l'U.R.S.S. réussissent. Mais les Soviétiques doivent savoir que (...) nous tiendrons notre engagement. »* S'il approuve les dernières propositions américaines (déploiement limité des Pershing-2 et des missiles de croisière en échange d'un démantèlement partiel des SS-20 soviétiques), M. Kohl a souligné cependant : *« Nous n'avons pas encore entendu le dernier mot de Moscou. »* Le président Reagan a tourné les choses un peu autrement sur le perron de la Maison Blanche : *« Nous restons unis dans notre engagement* [d'installer les fusées de l'OTAN selon le calendrier fixé] *si la poursuite de l'intransigeance soviétique le rend nécessaire. »*

ROBERT SOLÉ.

A travers le monde

Algérie

- M. EDMOND MAIRE, secrétaire général de la C.F.D.T., est arrivé, vendredi 15 avril, à Alger, pour une visite officielle de quatre jours, à l'invitation de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), syndicat unique. – *(A.F.P.)*

Australie

- LE PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN A PARIS. – M. Bob Hawke se rendra à Paris le 9 juin prochain, au cours d'une tournée de deux semaines à l'étranger qui le mènera en Papouasie–Nouvelle-Guinée, en Indonésie, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et à Genève, où il prendra la parole devant l'Organisation internationale du travail, a-t-on appris vendredi 15 avril à Canberra. Au cours de son séjour à Paris, il rencontrera le président Mitterrand, ainsi que MM. Mauroy, Cheysson et Lemoine, secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer. – *(A.F.P.)*

Gabon

- ALLÈGEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE FRANÇAISE. – La grande commission mixte franco-gabonaise, dont les travaux ont pris fin vendredi 15 avril à Paris, a décidé que l'assistance technique française au Gabon sera allégée et améliorée afin de favoriser la relève de certains coopérants français par des Gabonais.
Ce redéploiement de l'assistance technique française, souligne un communiqué, *« répond à des obligations éthiques, politiques et financières. Les charges incombant à l'État gabonais s'en trouveront réduites. »*

Ghana

- AIDE ALIMENTAIRE FRANÇAISE. – La France va fournir au Ghana une aide alimentaire de près de 3 000 tonnes de farine, d'une valeur de 3,796 millions de francs, pour la réinsertion des réfugiés expulsés du Nigéria. L'accord a été signé, vendredi 15 avril, à Paris, au ministère de l'économie et des finances.

Libye

- HUIT RESSORTISSANTS OUEST-ALLEMANDS sont actuellement détenus en Libye, a annoncé un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères, vendredi 15 avril. Selon des sources informées, la détention de ces personnes pourrait constituer une mesure de rétorsion contre la procédure judiciaire engagée à Bonn contre un médecin libyen, le docteur Mustapha Zaidi, accusé d'avoir participé à des séances de torture d'opposants au colonel Kadhafi, au bureau populaire (ambassade) libyen, à Bonn. *(A.F.P.)*

Roumanie

- M. STANCU PAPUSOIU que la Grande-Bretagne avait renvoyé en Roumanie le 16 mars, après lui avoir refusé le droit d'asile, se trouve, depuis le 6 avril en Autriche. Les autorités roumaines l'ont renvoyé muni d'un passeport roumain et il a été arrêté à la frontière autrichienne dans un train venant de Hongrie : il n'avait ni billet ni argent. *(U.P.I.)*

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La tumultueuse « arrière-cour » de Washington

Le casse-tête centre-américain

De notre correspondant

Washington. – Le président Reagan s'évertue, depuis deux ans et demi, à expliquer sa politique en Amérique centrale. Sans grand succès. Aux États-Unis comme en Europe, ses initiatives rencontrent souvent le scepticisme, l'inquiétude ou la désapprobation. Et ceux qui les appuient se montrent plutôt discrets, comme s'ils avaient beaucoup de mal à s'en accommoder.

L'importance de l'Amérique centrale n'est niée par personne à Washington. *« C'est une de nos frontières*, répète l'administration Reagan. *La moitié de notre commerce extérieur passe par le canal de Panama et le golfe du Mexique. En temps de guerre, la moitié de nos fournitures à l'OTAN transiteraient par cette zone. Et toute nouvelle instabilité politique, toute naissance de dictature dans la région, provoquent immédiatement un afflux de réfugiés sur notre territoire. »*

C'est un langage que les Américains comprennent. Ils sont en grande majorité hostiles à l'implantation de « nouveaux Cuba » dans leur « arrière-cour ». Mais les moyens employés pour assurer la stabilité dans la région et barrer la route à la *« révolution sans frontières »* sont très discutés.

Chiffres à l'appui, M. Reagan démontre que la principale intervention des États-Unis en Amérique centrale est d'ordre pacifique. L'assistance économique aux pays amis ne dépasse-t-elle pas de loin l'assistance militaire ? En fait, cette dernière ne cesse de croître depuis deux ans et demi, en chiffres absolus comme en proportion. Si le Guatemala et Costa-Rica bénéficient de crédits modestes pour l'achat d'armes et d'un simple entraînement pour leurs officiers et soldats, le Honduras et surtout le Salvador disposent d'une aide plus importante, avec la présence de plusieurs dizaines de conseillers militaires américains sur le terrain. D'autre part, les États-Unis exercent des pressions – économiques et militaires – pour influencer ou carrément déstabiliser des régimes ennemis. Cuba en avait fait l'expérience. C'est maintenant le tour du Nicaragua.

Des fuites orientées ?

La thèse de Washington est simple. Au Salvador, on se trouve devant un gouvernement élu, qui n'est certes pas parfait, mais qui progresse dans la défense des droits de l'homme, dans la réforme agraire et la démocratisation. Un gouvernement qui irait beaucoup plus vite dans cette voie si des mouvements révolutionnaires, soutenus par Cuba et le Nicaragua, ne le harcelaient militairement en tentant de détruire les infrastructures économiques du pays. Selon Washington, une négociation avec les insurgés n'aurait de sens que si elle portait sur l'organisation d'élections libres. En revanche, tout partage négocié du pouvoir, *« au-dessus de la tête du peuple »*, est inacceptable : il ne pourrait d'ailleurs que conduire à une mainmise marxiste sur tous les rouages de l'État, comme au Laos.

Quant au Nicaragua, on lui reproche trois choses : de se donner une armée démesurée en Amérique centrale avec la participation de nombreux spécialistes soviétiques et cubains ; de chercher à *« exporter la révolution »* chez ses voisins ; d'instaurer progressivement une dictature. Le régime sandiniste aurait donc triplement trahi ses promesses. Et c'est pourquoi l'aide économique américaine, maintenue par M. Reagan pendant quelques mois de sa présidence, lui aurait été supprimée.

Élément nouveau : après des révélations de la presse américaine, Washington admet à demi-mot que la C.I.A. soutient des forces paramilitaires au Honduras et au Nicaragua dont le but avoué est de renverser le régime sandiniste. Quelque 20 millions de dollars seraient consacrés cette année par les États-Unis à des fournitures d'armes, un entraînement et des renseignements fournis aux rebelles grâce à des avions espions.

Ces fuites ne déplaisent pas forcément à l'administration Reagan. On se demande même si elle ne les a pas favorisées pour désigner les rebelles comme une force crédible de substitution au régime sandiniste. S'adressant, le 12 avril, à la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'État pour les affaires interaméricaines, présentait les deux principaux groupes – le Front démocratique national et l'Alliance révolutionnaire démocratique – comme des victimes de la *« répression sandiniste »* et des défenseurs de la liberté. *« Ils n'ont rien à voir avec le somozisme qui est mort avec Somoza »*, affirmait M. Enders.

C'est, en quelque sorte, un Salvador à l'envers. L'administration Reagan fait au Nicaragua ce qu'elle reproche dans le pays voisin. Peut-être pour pouvoir négocier un jour un double arrêt des hostilités. Mais cette nouvelle dimension de l'intervention américaine ne fait qu'inquiéter un peu plus le Congrès.

Le « Boland Amendment »

Le Kremlin peut faire ce qu'il veut en Afghanistan ou en Pologne. La Maison Blanche, elle, n'agit en Amérique centrale que sous l'œil vigilant de la presse et du Congrès. Chaque initiative du gouvernement est connue, chacune de ses divisions internes aus-

NICARAGUA ET HONDURAS

Dialogue de sourds au bord du gouffre

De notre correspondant

Buenos-Aires. – M. Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des affaires étrangères, et son collègue du Honduras, M. Paz Barnica, assistaient à la réunion du groupe des « 77 » à Buenos-Aires. Ils ont multiplié les déclarations qui mettent en évidence le véritable dialogue de sourds qui s'est instauré entre deux pays qui se trouvent au bord d'un véritable conflit armé.

Si les deux hommes affirment d'une même voix vouloir éviter cet affrontement, leurs positions restent diamétralement opposées. Qu'il s'agisse de définir les causes et la nature du conflit ou de chercher les moyens de le résoudre par la voie diplomatique.

Allez chez le psychiatre !

Selon le ministre nicaraguayen, le vrai conflit oppose les Etats-Unis au Nicaragua. *« Nous sommes victimes d'une invasion nord-américaine »*, affirme-t-il. A l'en croire, c'est l'*« œuvre des experts de la C.I.A. et du commandement sud de l'armée américaine basé à Panama »*. Le responsable de la coordination des opérations serait l'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, M. Negroponte, le *« proconsul »*, comme l'appelle M. d'Escoto. Tout en soulignant qu'il n'existe aucun différend avec le Honduras, le représentant de Managua considère que le gouvernement présidé par M. Suazo Cordova joue un rôle actif dans l'agression perpétrée contre le Nicaragua. *« Le Honduras prête son territoire aux groupes somozistes, et nous avons la preuve que des officiers honduriens interviennent dans les combats. »* *« Cela n'a rien d'étonnant*, ajoute M. d'Escoto. *L'homme fort du Honduras n'est pas, en effet, M. Suazo Cordova, mais le général Gustavo Alvarez, ex-chef des forces de sécurité publique et actuellement à la tête de l'armée. »* Or ce dernier, que le chef de la diplomatie nicaraguayenne qualifie de *« psychopathe fasciste »*, *« n'a jamais caché son intention d'envahir le Nicaragua. Les Etats-Unis ont trouvé en lui la personne idéale pour exécuter leurs plans »*, conclut M. d'Escoto.

Que répond M. Paz Barnica ? Il reconnaît que *« Trois ou quatre mille ex-membres de la garde nationale d'Anastasio Somoza se trouvent en territoire hondurien »* et qu'*« il est difficile de les contrôler »*. De même admet-il la présence d'*« une soixantaine de conseillers militaires américains »*, *« en vertu d'un accord signé avec les Etats-Unis en 1954 »*. Il nie que trois nouveaux aéroports soient en construction. *« Ces trois aéroports existent depuis longtemps. Nous sommes seulement en train de les moderniser à des fins commerciales. »* M. Paz Barnica ajoute cependant qu'*« ils peuvent aussi servir à des fins militaires »*. Le ministre hondurien des affaires étrangères se fâche tout rouge devant les accusations de son homologue de Managua pour qui *« le Honduras est un pays qui a aliéné sa souveraineté »*. *« Nos relations avec les Etats-Unis sont des relations d'interdépendance... »*, affirme-t-il et il contre-attaque aussitôt en déclarant : *« Il y a au Nicaragua dix-sept mille conseillers originaires de Cuba et d'Europe de l'Est. Ils dirigent tout, l'économie, l'éducation, l'armée... »*. Réplique de M. d'Escoto : *« Mon collègue devrait profiter de son séjour à Buenos-Aires pour se faire soigner par un psychiatre. »*

La thèse défendue par M. Paz Barnica est que le Nicaragua est au bord de la guerre civile. *« L'affrontement entre les rebelles et les forces gouvernementales est un problème interne que les autorités sandinistes essaient de déguiser en une agression externe*, affirme-t-il. *Des milliers de Nicaraguayens se réfugient au Honduras pour fuir le climat de violence qui règne dans leur pays. »* Selon le ministre hondurien, ils sont actuellement vingt-cinq mille dont quatorze mille Indiens Miskitos.

L'archevêque est « manipulé »

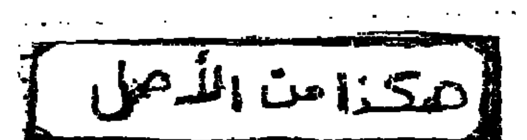
M. d'Escoto rejette catégoriquement cette interprétation. *« Il ne s'agit pas d'une guerre civile mais d'une opération impérialiste de la C.I.A. et de ses frères spirituels, les somozistes. Les Etats-Unis font croire aux envahisseurs qu'ils pourront rétablir un Nicaragua somoziste sans Somoza. Mais ils oublient que le peuple du Nicaragua est viscéralement antisomoziste »*. Le père d'Escoto reconnaît qu'il y a des mécontents au Nicaragua et que tous les opposants au gouvernement sandiniste ne sont pas des somozistes. Mais ce ne sont pas non plus d'authentiques *« partisans de la contre-révolution »*. Le commandant Zero, M. Eden Pastora ? *« Il haïssait Somoza parce que ce dernier est le responsable de la mort de son père. Quand on se réclame de Sandino, on ne peut s'allier avec la C.I.A. et participer à une invasion aux côtés d'ex-membres de la garde nationale. »* Violetta Chamorro ? *« Elle n'a jamais vraiment fait de politique. Ce qui se passe, c'est qu'elle se trouve dans une situation très douloureuse en raison de la division de sa famille. »* Alfonso Robelo ? *« La figure de Robelo apparaît sur la scène politique un an après le déclenchement de la révolution, lorsque les Etats-Unis se rendent compte que les jours de Somoza sont comptés et cherchent un remplaçant. »* L'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando Bravo ? *« Il est manipulé par l'administration Reagan, qui veut en faire le symbole de la lutte contre le gouvernement sandiniste. Malheureusement, plus qu'un chef spirituel, c'est un leader politique autour duquel se rassemblent les contre-révolutionnaires. »*

M. Paz Barnica présente son pays comme le champion de la *« démocratie »* et du *« pluralisme »* face au *« totalitarisme »* incarné par le régime de Managua. Il affirme avoir éprouvé une grande sympathie pour la révolution sandiniste à ses débuts, mais estime que le gouvernement du Nicaragua n'a pas tenu l'engagement pris en 1979 devant l'O.E.A. d'instaurer *« un régime démocratique respectueux des libertés et de la propriété privée »*. Pis encore. *« Le gouvernement sandiniste est le principal facteur de déstabilisation des régimes démocratiques d'Amérique centrale. »*

Le représentant de Managua répond que *« les sandinistes ont renversé Somoza pour faire une révolution populaire et pas pour préserver les intérêts de la classe privilégiée... Si les élections n'ont pas eu lieu au lendemain de la révolution, c'est à la demande de M. Robelo, qui craignait un raz de marée sandiniste... Nous maintenons notre objectif de procéder à des élections libres en 1985. Actuellement, le Conseil d'Etat travaille activement à l'élaboration du projet de loi sur les partis politiques »*. Quant à l'accusation de vouloir déstabiliser le régime démocratique du Honduras, M. d'Escoto déclare : *« C'est la politique des Etats-Unis qui déstabilise le gouvernement de M. Suazo Cordova et pas le gouvernement sandiniste. »*

M. Paz Barnica et M. d'Escoto ont eu un tête-à-tête privé durant leur séjour à Buenos-Aires. Le ministre sandiniste affirme avoir dit : *« Si le gouvernement de M. Suazo Cordova continue de coopérer avec la politique agressive de M. Reagan, il n'y aura d'autre issue que la guerre. »*

JACQUES DESPRÈS.



Les Etats-Unis ont toujours vu dans l'Amérique centrale leur « backyard » (arrière-cour), lieu de tapage et parfois de rixes Désormais, ils doivent y compter avec une révolution au Nicaragua et de sanglantes guerres civiles au Salvador et au Guatemala. M. Reagan, qui aimerait mettre à la raison les « exportateurs de révolution », se heurte à un Congrès allergique aux aventures. A l'extérieur, il tente de limiter la discussion à l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), soulevant là aussi des résistances Tandis que le Nicaragua et le Honduras s'insultent avant de s'affronter et que les sectes évangéliques pêchent des âmes dans ces eaux agitées...

du président Reagan

sitôt commentée. Aucun secret ne tient très longtemps à Washington. Ce n'est pas le moyen le plus commode de conduire une bataille diplomatique et des actions sur le terrain.

Flairant le danger d'opérations clandestines, la Chambre avait adopté, à l'unanimité, en décembre 1982, une recommandation rédigée par M. Edward Boland, représentant du Massachusetts. Cette disposition interdit aux États-Unis de fournir une aide quelconque à des rebelles « *dans le but de renverser le gouvernement du Nicaragua ou de provoquer un conflit armé entre ce pays et le Honduras* ».

Le « Boland Amendment » est-il violé ? Son auteur pense que oui et réclame un vote pour couper les crédits aux opérations clandestines. Plusieurs autres démocrates n'hésitent pas à y voir une réédition de l'invasion manquée de Cuba, en 1961. « *Il s'agit d'une baie des Cochons au ralenti* », a affirmé M. Gerry Studds, représentant du Maryland.

Le bourbier salvadorien

Ce n'est pas l'avis de M. Barry Goldwater, président de la commission sénatoriale sur les activités de renseignement. Après avoir entendu les explications de la C.I.A., ce conservateur déclare que le Boland Amendment n'est violé « *ni dans la lettre ni dans l'esprit* ». Le directeur de la C.I.A. lui a dit en substance : « *Que les rebelles veuillent renverser le régime sandiniste, c'est probable. Mais il s'agit d'un rêve irréalisable. Nous, nous ne cherchons qu'à exercer des pressions sur le Nicaragua pour qu'il stoppe son aide aux insurgés du Salvador.* » Le président Reagan a repris à son compte cette explication, en déclarant, le 14 avril : « *Nous respectons le Boland Amendment. Nous ne faisons rien pour essayer de renverser le gouvernement du Nicaragua. Notre seul action est d'interdire des fournitures d'armes* » (aux révolutionnaires salvadoriens).

Ce débat masque une interrogation plus profonde du Congrès sur le bien-fondé et l'efficacité de la politique reaganienne en Amérique centrale. Au Salvador, malgré une assistance croissante des Etats-Unis, la situation des forces gouvernementales ne s'est pas améliorée et on ne peut pas dire que la démocratisation avance à grands pas. Au Nicaragua, les menaces de déstabilisation extérieure ne risquent-elles pas de resserrer les rangs autour du gouvernement *sandiniste* ? *Et n'est-ce* pas faire un beau cadeau aux Soviétiques, qui, d'accusés en Afghanistan, deviennent procureurs en Amérique centrale ?

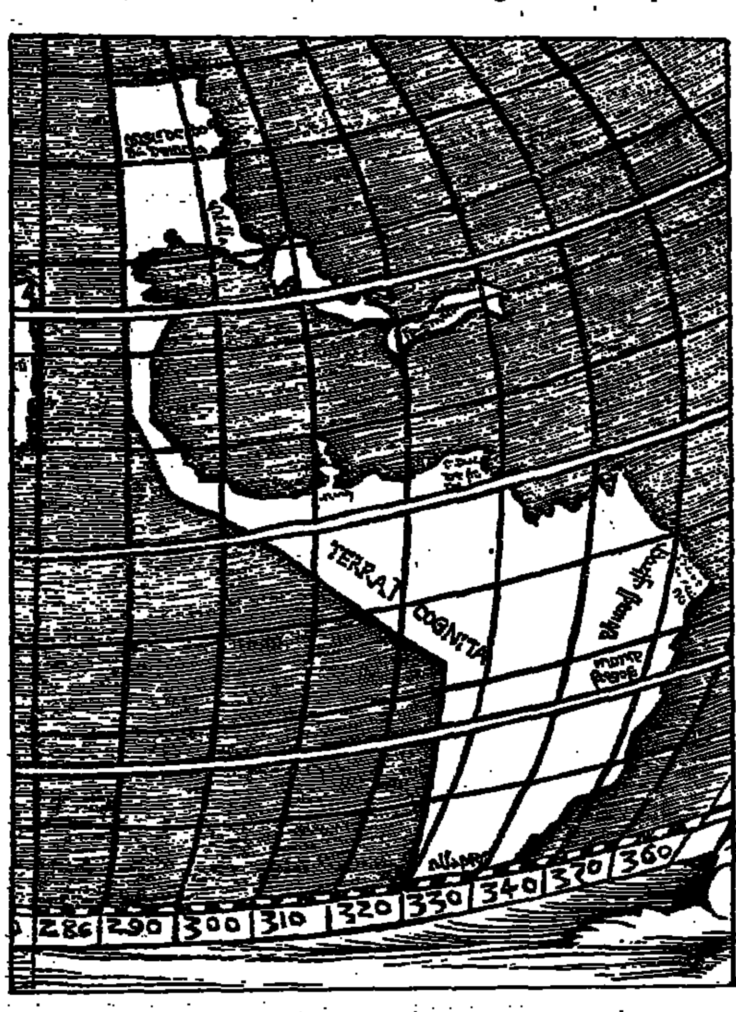
M. Reagan donne l'impression de s'être engagé un peu légèrement dans le bourbier salvadorien et de ne plus savoir comment en sortir. Trop de choses ont été affirmées à Washington depuis deux ans et demi, et avec trop d'assurance, pour qu'un changement de politique ne soit interprété comme une *défaite ou un* abandon des « amis de l'Amérique ».

Il est plus facile à M. Reagan de chercher à déstabiliser le régime sandiniste par des pressions économiques ou des opérations clandestines. Mais cette politique divise son administration : des responsables du département d'État *seraient allés récemment se* plaindre à la Maison Blanche des initiatives de la C.I.A.

Pour le moment, ce sont les « durs » qui l'emportent dans la définition de la ligne politique. On compte parmi eux le responsable du conseil national de sécurité, M. William Clark et l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Mme Kirkpatrick. La tendance « réaliste », elle, est représentée par M. Thomas Enders, l'assistant *du secrétaire d'État pour les af*faires interaméricaines, même s'il a le rôle ingrat de défendre à longueur d'année la ligne officielle devant le Congrès. On a beaucoup de mal à classer le secrétaire d'État, M. George Shultz, qui était supposé introduire une politique plus souple que celle de son prédécesseur le général Haig. Jusqu'à présent, il n'a pas changé grand-chose et a même dû s'« haigiser » pour ne pas être mis sur la touche.

Seul le Congrès a les moyens de renverser le courant, sous l'impulsion des démocrates qui sont majoritaires à la Chambre. Il est décidé à se faire entendre et à peser davantage sur les choix de l'administration. Sa tendance actuelle est de limiter au minimum l'assistance militaire aux pays de la région, tout en posant des conditions plus strictes pour l'octroi de cette aide. Les congressistes n'ignorent pas que M. Reagan les rendra responsables d'un échec de sa politique en Amérique centrale. Beaucoup *d'entre eux préfèrent* prendre ce risque plutôt que de voir se poursuivre des initiatives qui leur paraissent à la fois dangereuses et sans issue.

ROBERT SOLÉ.



La première carte où le nord et le sud du continent américain soient reliés. (*Introductio in Ptolomeum*, Cracovie, 1512.)

Le roi Hussein devrait discuter avec nous de la suspension des implantations en Cisjordanie

déclare le porte-parole du gouvernement israélien

Avant de quitter la Bulgarie, où il se trouvait en « *visite de travail* », M. Arafat a déclaré, vendredi 15 avril, que « *la porte reste ouverte pour une* [nouvelle] *rencontre palestino-jordanienne* ».

Par ailleurs, l'émissaire américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, intensifie ses consultations dans la région et a rencontré, vendredi, le premier ministre israélien, M. Begin.

De notre correspondant

New-York. — Le porte-parole du gouvernement israélien, M. Dan Meridor, a terminé une tournée de conférences aux Etats-Unis en s'adressant, vendredi, aux correspondants accrédités à l'ONU. Interrogé sur la portée du refus du roi de Jordanie d'être associé au plan de paix de M. Reagan, M. Meridor a jugé très important le fait que le souverain ait rejeté sur l'O.L.P. plutôt que sur Israël la responsabilité de son refus. « *Le principal problème du roi Hussein n'est pas Israël*, a insisté M. Meridor, *mais l'intransigeance du monde arabe. Le roi a réussi à se maintenir en jouant adroitement avec ce monde essentiellement instable, mais il s'est toujours appuyé sur le consensus arabe.* »

Pour le porte-parole israélien, c'est là une attitude sans issue, car, selon lui, plusieurs Etats arabes modérés ne souhaitent qu'une chose : ne pas avoir à donner leur avis dans certaines négociations. « *Si Sadate, Begin et Carter avaient demandé l'avis des Saoudiens lors des négociations de Camp David, Israël et l'Egypte seraient toujours en guerre* », a dit M. Meridor. « *Jérusalem*, a-t-il poursuivi, *souhaite des négociations directes avec la Jordanie, comme il en a eues avec l'Egypte et comme il en a actuellement avec le Liban.* » Pour M. Meridor, inclure l'O.L.P. dans la négociation ne peut que mener à l'échec, d'autant que l'organisation palestinienne est sur le « *déclin* » depuis qu'elle a été expulsée de Beyrouth en 1982 : « *La seule méthode est d'ignorer l'O.L.P., pas de la monter en épingle.* »

*M. Meridor a exposé une nou*velle fois le plan de Jérusalem pour la Cisjordanie et Gaza : une période intérimaire de cinq ans sous la surveillance de forces de sécurité israéliennes. Au terme d'un tel délai, a estimé le porte-parole, les choses devraient être différentes dans la région et les problèmes plus faciles à résoudre. Enfin, à propos des nouvelles colonies installées dans les territoires occupés, M. Meridor a fait valoir qu'elles n'étaient qu'un « *juste retour* » par rapport aux événements de 1948, lorsque la Jordanie avait expulsé les colons israéliens et déclaré que les terres étaient disponibles pour tous « *sauf pour les juifs* ». Il a estimé qu'une trentaine de milliers de colons israéliens ne pouvaient réellement menacer les six cent mille Arabes installés dans la région et que, *au surplus*, les *nouvelles* implantations avaient procuré des emplois à de nombreux Arabes. « *Pourquoi*, a-t-il demandé, *le roi Hussein ne vient-il pas s'asseoir à la table de négociations pour réclamer la suspension des implantations ? C'est ce que Sadate avait fait* [pour les colonies du Sinaï] *au moment des négociations de Camp David, et il avait fini par obtenir satisfaction.* » Le porte-parole a cependant admis que « *la rive occidentale et Gaza ne sont pas le Sinaï* »...

NICOLE BERNHEIM.

Iran

Le tchador ou la prison

Les femmes en Iran qui ne respectent pas le port de la *« tenue islamique »* dans la rue encourent désormais de un mois à un an de prison en vertu d'une circulaire du Conseil suprême de la justice, rendue publique vendredi 15 avril à Téhéran. Une procédure de *« flagrant délit »* sera appliquée, et les forces de l'ordre doivent présenter les accusées devant le tribunal pénal, au plus tard vingt-quatre heures après leur arrestation.

La *« tenue islamique »* que toutes les femmes en Iran doivent porter dans les lieux *publics, quelle que soit leur religion* ou leur nationalité, comporte un foulard cachant les cheveux, des vêtements amples pour ne pas souligner la silhouette, des manches longues et des *« bas non transparents »*. Une campagne pour le respect de cette tenue s'est développée ces dernières semaines. De nombreuses femmes ont été interpellées, certaines étant conduites à la prison d'Evin de Téhéran. La vente et l'achat de *« photos ou films pornographiques »* ou d'enregistrements de *« musique vulgaire »* sont passibles des mêmes peines, précise la circulaire citée par Radio-Téhéran. — *(A.F.P.)*

GUATEMALA

Dans les pieuses mains de « Frère Efraïn »

De notre envoyé spécial

Guatemala-Ciudad. — Le pasteur James de Golyer — *« Frère Jim »*, comme le surnomment ses disciples — a le sourire angélique des religieux comblés. L'Eglise du Verbe, qu'il dirige, a le vent en poupe. *« Nous sommes environ cinq cents membres actifs, mais nos adhérents se comptent par milliers »*, annonce d'entrée Frère Jim. Efficace prosélytisme en sept années de présence de cette succursale guatémaltèque d'une secte fondamentaliste américaine « Gospel Outreach » (Dépasser l'Evangile) basée à Eureka en Californie.

Le 4 février 1976, un tremblement de terre ravage le pays des Mayas : vingt-deux mille morts, un million de sinistrés. Une vingtaine de missionnaires du « Gospel Outreach » viennent participer aux travaux de reconstruction. Ils portent aussi la bonne parole au milieu des décombres. L'Eglise du Verbe est née. *Elle aurait pu rejoindre discrètement la grande famille des ad*ventistes, baptistes et autres presbytériens qui ont élu l'Amérique centrale comme nouvelle terre de mission privilégiée. Dans le seul Guatemala, aux dires des évangélistes, près du quart des 7,5 millions d'habitants fréquente les sept mille temples d'une centaine d'Eglises réformées et de sectes. Mais, comme le souligne Frère Jim, un *« divin miracle »* a tiré l'Eglise du Verbe de l'anonymat : la conversion en 1979 de *« Frère Efraïn »*, plus connu comme général Rios Montt, qui fut porté au pouvoir à la suite du coup d'Etat le 23 mars 1982. Sans cette élévation, il aurait pu accéder au *« Conseil des anciens »*, organe directeur de l'Eglise du Verbe. *« Les Anciens*, nous dit Frère Jim, *ne se contentent pas de donner des conseils spirituels. Ils définissent la politique de l'Eglise dans le pays. »*

« Frère Jim » ne voit aucune contradiction entre cette politique et les orientations gouvernementales. L'embrigadement des populations paysannes dans les milices d'autodéfense civiles ? *« C'est une excellente initiative. Elle a porté un coup sévère à la guérilla. Il est toujours plus efficace de faire pacifier une région par ses propres habitants que par des soldats venus d'ailleurs. »*

« Il suit nos conseils »

Un autre Ancien, qui n'a pas atteint lui non plus la quarantaine, le pasteur James Jankowiak, intervient à son tour : *« Le président reste membre de notre Eglise. Aussi, nous continuons à lui prodiguer nos recommandations. »* *« Bien sûr*, prend-il le soin d'ajouter, *Efraïn reste libre de les accepter ou de les refuser — Et qu'en est-il ? — Généralement il suit nos conseils* — Vous pouvez me citer un cas ? — *Le Guatemala vit actuellement un processus de renouveau moral. Nous avons incité Efraïn à lancer une campagne pour purifier le gouvernement et mettre un terme à la corruption, aux abus de pouvoir et aux mensonges. Un jour, un journaliste m'a signalé que le président n'avait pas dit la vérité à propos d'un cas de répression dans l'Altiplano. Nous avons dit à Efraïn : « Sur les affaires délicates » ou les problèmes relevant du se- » cret d'Etat, plutôt que de mentir, » pourquoi ne t'abstiens-tu pas de » commenter ? Il en va de ta crédi- » bilité et de celle de ta politique ». Le président est tombé d'accord avec nous. Et s'est engagé à prêcher l'exemple. »*

Pour plus de sécurité, deux Anciens ont été promus dès *avril 1982 conseillers à la prési*dence. Ils préparent notamment les causeries dominicales radiotélévisées du général Rios Montt, qui s'achèvent par l'inévitable *« Que Dieu vous bénisse ! »*. *« Nous avons choisi*, dit Frère Jim, *de déléguer auprès d'Efraïn Alvaro Contreras et Francisco Bianchi, en raison de leurs grandes compétences. Outre leur appartenance à l'Eglise du Verbe depuis plus de six ans, ils ont tous deux travaillé pour la grande agence de publicité nord-américaine Mac Cann-Ericsson »*.

L'Eglise du Verbe reçoit aussi un soutien financier en provenance des Etats-Unis. La centrale californienne envoie régulièrement des fonds à sa filiale guatémaltèque, *« pour assurer son expansion »*. Ce phénomène préoccupe les autorités catholiques. Dans la capitale guatémalthèque, le nonce apostolique, Mgr Oriano Quilici, sans se départir d'une prudence toute ecclésiastique, se déclare *« inquiet »* de l'influence grandissante des *sectes. Le Conseil des épiscopats* latino-américains (CELAM) considère que cette implantation représente, après le drame de la pauvreté, le plus grand défi lancé à l'Eglise catholique dans le sous-continent. A l'ambassade américaine, *on reconnaît volontiers « une montée de la tension entre les deux Eglises »*, tout en signalant au passage que *« l'Eglise catholique n'est pas ici une Eglise nationale : 80 % de ses prêtres sont étrangers »*.

De son côté, le général Rios Montt affiche la détermination des nouveaux convertis. Monté sur une *petite estrade dans un salon du pa*lais présidentiel, il nous explique, à l'aise et souriant, la mission dont il se sent investi : *« Donner une nouvelle espérance au pays, changer les mentalités »*. Un projet à long terme ? *« Oui, mais il est difficile de dire combien d'années je vais rester à la tête de la nation. »* La main sur le cœur, le président ajoute, comme pour faire écho à ses coreligionnaires : *« Je suis un homme qui désire dire la vérité. En ce sens, je n'obéis pas à la Constitution mais à la Bible »*. — « Et vous avez le sentiment que Dieu vous protège ? » *« Ce n'est pas un sentiment. C'est une certitude »*.

YVES HARDY.

A voir

Phnom-Penh et ses « envahisseurs »

Comment se fait-il que nous soyons si souvent invités au Cambodge ? C'est vrai, c'est curieux, tous les trois mois la télé nous emmène faire un tour à Phnom-Penh. On s'y *ballade comme on veut.* Dimanche encore le magazine d'A 2 va nous ouvrir les portes d'un hôpital et d'un orphelinat où nous aurons loisir de tout inspecter. Et pour ramener quelques images de Kaboul on *est obligé de planquer une ca*méra dans un cartable et d'enfouir des micros dans des foulards. Vous me direz qu'à Saigon même, les Vietnamiens se montrent beaucoup moins méfiants que les Soviétiques. *Exact. Question de tempéra*ment peut-être.

Quoi qu'il en soit, nous n'allons pas nous plaindre de ce que la mariée est trop belle. Ni trop indiscret le reportage de Paul Nahon à travers les rues *hier vides, aveugles, muettes,* dévastées par les tueurs de Pol Pot, aujourd'hui grouillantes, bavardes, animées d'une ville envahie par les paysans des campagnes alentour, trouée d'énormes marchés où *l'on trouve de tout. Y compris* des médicaments fournis par l'aide internationale et détournés de leur destination première par les rois de la carambouille. A l'hôpital dont je vous parlais plus haut, le *médecin chef nous vantera d'une* voix unie, tranquille, les avantages du régime, bien toléré, semble-t-il, par une population qui considère les deux cent mille soldats vietnamiens stationnés sur son territoire comme des « libérateurs-envahisseurs ».

Le commentaire adopte un ton d'une assez rare liberté, les questions posées à cette maîtresse d'école chargée d'inculquer la haine de l'impérialisme américain et de l'expansionisme chinois aux petits pensionnaires de l'orphelinat, sont pertinentes à souhait. Du bon travail.

Autre sujet, vaguement lié au précédent : la foi, non pas politique mais religieuse qui anime le communauté de Saint-Jean en Saône-et-Loire. Les moines mènent là une vie austère et recueillie. Ils ont l'air très gais, très contents. Ils ne se laissent pas intimider par le journaliste qui leur demande : *« Comment ça vous vient l'appel divin ? Ça gratouille ? Ça chatouille ? Ou quoi ? »*. Ni par le fait qu'il ne se gêne pas pour les accuser de fuir leurs responsabilités. Gentiment, notez. C'est fait avec tact et sensibilité. Enfin, *dernier sujet celui-là je ne l'ai* pas vu — : les ravages causés à Porto-Rico par l'utilisation abusive des hormones dans l'alimentation.

CLAUDE SARRAUTE.

* *Dimanche magazine*, Antenne 2, dimanche 17 avril, 18 h 5.

Etranger

EN ITALIE

Un mouvement de solidarité s'amplifie autour des deux journaux de gauche menacés de suppression

Deux quotidiens italiens de gauche sont actuellement au centre d'un phénomène politique aussi exceptionnel que significatif de la part des couches de lecteurs qu'ils avaient touchées.

Représentant deux histoires différentes, *Paese Sera* et *Il Manifesto*, dans leur lutte pour survivre (*le Monde* daté 20-21 février, du 2 et du 7 avril), sont largement soutenus par leurs lecteurs.

De notre correspondant

Rome. – Depuis douze jours, *Paese Sera* paraît en autogestion, alors que la société éditrice avait décidé sa fermeture le 3 avril, plaçant en chômage technique l'ensemble du personnel, journalistes et employés. Au cours d'une assemblée générale, le jeudi 14 avril, la rédaction a décidé d'entreprendre la procédure de constitution en coopérative qui, faisant d'elle une personne morale, lui donnerait droit de préemption sur le titre.

Paese Sera, qui se situe dans la mouvance communiste, existe depuis trente-quatre ans. Publié désormais sous la responsabilité de son comité de rédaction, il a réussi à réaliser une unité notable de ses trois catégories professionnelles (journalistes, employés et typographes). La création d'une coopérative n'est pas, selon le comité de rédaction, une fin, mais un moyen pour être en position de négocier avec la société éditrice.

En fait, presque deux semaines après la décision de celle-ci de fermer le quotidien, on comprend d'autant moins les raisons profondes de cette décision que les journalistes eux-mêmes ne savent pas exactement qui possède le capital de leur journal. L'hypothèse la plus plausible aujourd'hui est que les mystérieux propriétaires, qui avaient acheté, en 1981, le journal à une société dépendante du P.C.I., avaient un projet politique (on les dit prosoviétiques...) et qu'ils ont décidé de retirer leur financement à la suite de la déconfiture de cette tendance lors du congrès du P.C.I.

Cela dit, le directeur de *Paese Sera*, Piero Pratesi, et les journalistes affirment que, s'il y avait projet politique, ils n'ont jamais été soumis à des directives du propriétaire. Celui-ci n'en a pas moins licencié certains rédacteurs. Le comité de rédaction a demandé à la présidence du conseil d'ouvrir une enquête sur les véritables propriétaires de leur journal.

La condamnation à mort de *Paese Sera* a suscité une vague de solidarité dans l'opinion publique. Le quotidien a reçu en une semaine pour 120 millions de lires en dons de lecteurs. Il a d'autre part enregistré ces jours-ci des records de vente dans les trois villes où il continue à paraître (Rome, Florence et Naples).

La semaine prochaine, tous les théâtres de Rome donneront une soirée pour *Paese Sera*. Même le parti communiste, qui était en froid avec le quotidien, ayant dénoncé l'absence de « transparence » de son capital, lui témoigne désormais sa solidarité : M. Berlinguer a adressé une lettre d'encouragement au comité de rédaction.

Il Manifesto, qui, lui, se trouve dans une situation dramatique en raison du non-paiement par l'Etat des subventions pour le papier prévues par la loi sur l'édition, a aussi reçu un soutien populaire spontané d'une ampleur inattendue. C'est par milliers que, chaque jour, il reçoit des lettres d'encouragement

L'un des premiers à témoigner sa sympathie au quotidien d'extrême gauche a été le président Pertini. Chaque jour, *Il Manifesto* consacre sa dernière page à la publication de ces messages : nombre de ceux-ci sont accompagnés de dons : au total près de 100 millions de lires. *Il Manifesto* a, en outre, pu mesurer sa popularité lorsqu'il a mis en vente, la semaine dernière, un de ses numéros au prix de 10 000 lires afin d'obtenir des fonds de trésorerie : ses ventes ont doublé pour atteindre quarante mille exemplaires.

Le quotidien a, en outre, reçu des aides financières substantielles de la part des partis de gauche et des syndicats ; ces derniers offrant leur immeuble en garantie pour qu'il puisse obtenir des prêts des banques jusqu'à concurrence de 600 millions de lires (la somme que l'Etat lui doit). Le parti radical a également offert sa garantie pour un prêt à deux mois d'un même montant. Le Parti d'unité prolétarienne a, pour sa part, offert un prêt de 75 millions de lires. Particulièrement significatif, enfin, est le prêt de 150 millions de lires offert par le P.C.I. *Il Manifesto* a, en effet, été fondé en 1969 par le groupe exclu de ce parti.

PHILIPPE PONS.

Le poète hongrois Gyula Illyes est mort

(Suite de la première page.)

Les nouveaux textes qu'il publie éveillent l'attention sourcilleuse des autorités hongroises, mais également l'intérêt des communistes, et c'est ainsi qu'il va participer au fameux congrès de Kharkov, où il rencontre Aragon, Malraux, Nizan et quelques autres. De ce voyage hasardeux (il n'existait pas de rapports diplomatiques entre la Hongrie et l'U.R.S.S.), Illyes rapportera un livre qui fera sensation. Dès ce moment, Gyula Illyes a découvert sa voie et sa voix. Farouche ennemi de ceux qui admirent tant, en Hongrie, Mussolini et Hitler, les Horthy et les Gömbös, Gyula Illyes élabore des textes poétiques qui reflètent exactement ce que Pierre Emmanuel, les évoquant, disait être l'« *héroïsme du quotidien* ». Il travaille avec une sorte de fièvre à des essais (son livre sur Petöfi, par exemple), à des récits *(Ceux des pusztas)*, à des poèmes *(l'Ordre dans les ruines)*, sans abandonner un militantisme paysan qui lui tient à cœur. Pour vivre, il travaille huit heures par jour dans un bureau : « *J'obéis. Je méprise, celui auquel j'obéis* »...

Avec les préludes de la seconde guerre mondiale s'ouvre pour l'écrivain une période difficile. Il accepte de diriger une revue, *l'Etoile hongroise*, mais, à la promulgation des lois antijuives, il refuse d'y introduire la discrimination raciale. Le régime lui crée des difficultés, et d'autant plus fortes que Gyula Illyes a été le maître d'œuvre de *Trésor de la littérature française*, une vaste anthologie (du Moyen Age à Guillaume Apollinaire), qui est un hommage direct à la France occupée. Lorsque les Allemands envahissent la Hongrie (en mars 1944), Gyula Illyes prend la fuite. Il reviendra avec le nouveau régime, et Rakosi dira bientôt de lui qu'il est le « *plus grand écrivain hongrois* ». Il sera même élu député, et le restera une année durant. Mais sa liberté d'esprit, et l'obstination qu'il met à défendre les minoritaires, voire les opposants, le rendent suspect. Il dirige une nouvelle revue, *la Réponse*, vite attaquée par *Szabad Nep*, organe officiel du parti. *La Réponse* disparaîtra ; Gyula Illyes sera pris à partie par le Jdanov hongrois, Jozsef Revai ; et il sera contraint de se retirer à Tihany, aux rives du lac Balaton. Nous sommes en 1951.

En 1956, Gyula Illyes publie l'un de ses principaux recueils, rameutant quelques dix années de production poétique : *Poignées de main*. Quelques semaines plus tard, éclate ce que l'on nomme l'Octobre hongrois. De cette époque, il reste un poème fameux signé Gyula Illyes : *Une phrase sur la tyrannie*, qui se termine ainsi (dans la version donnée par Jean Follain) : « *Car là où il y a tyrannie, tout reste vain, même le chant aussi fidèle qu'il soit* »...

Les événements terminés de la façon que l'on sait, Gyula Illyes va, une nouvelle fois, intervenir en faveur des opposants et des victimes. Rabroué, il choisit un long temps de silence. Il regarde les eaux du lac Balaton. Rakosi avait raison, mais Rakosi n'avait rien compris à la parole de Gyula Illyes, – *toute de fraternité et toute de dignité*.

Ces dernières années, Gyula Illyès s'était fait le défenseur actif des minorités hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie et il avait écrit deux articles accusant notamment le gouvernement de M. Ceausescu d'« ethnocide systématique » en comparant les conditions de vie des Hongrois de Transylvanie à l'apartheid.

On trouve quelques livres de Gyula Illyes en français, principalement chez Gallimard : *Ceux des pusztas*, et, dans une adaptation de Jean Rousselot : *Vie de Petöfi*. Pierre Seghers et Ladislas Gara ont publié un choix de poèmes de Gyula Illyes dans la collection « Autour du monde » en 1956. Une coproduction de la Maison du poète (Bruxelles) et Occidental Press (Washington) reproduit, sous le titre *Hommage à Gyula Illyes*, une anthologie de textes du poète, due à divers traducteurs. Notons également un volume traduit par Cécile Mennecier, aux Éditeurs français réunis : *Sur la barque de Caron*.

Considéré comme un des plus grands poètes de notre temps, Gyula Illyes avait été proposé à plusieurs reprises pour le prix Nobel de littérature. C'est maintenant trop tard.

HUBERT JUIN.

Lectures

Qui accuser du drame libanais ?

Pourquoi le drame du Liban ? Qui l'a provoqué ? Aurait-il pu être évité ? Les livres publiés sur un sujet de cette importance ne sont pas aussi nombreux qu'on pourrait le croire. En voici quelques-uns qui ont le grand mérite de tenter de tirer la leçon d'un désastre.

« *Parce qu'il était le seul Etat arabe à fonder son régime politique sur la reconnaissance de toutes les communautés, le seul Etat arabe à n'avoir pas une religion d'Etat, mais où toutes les religions étaient, pour ainsi dire, religions d'Etat, le Liban était le révélateur le plus authentique de la viabilité ou de la non-viabilité du nationalisme arabe libéré du fondamentalisme religieux.* » Dans l'introduction à l'ouvrage de trois cent soixante-cinq pages (1) qu'il a consacré à l'histoire de la genèse et du développement du nationalisme arabe, Charles Rizk analyse les « errements » de l'arabisme qui, selon lui, sont en majeure partie à l'origine des malheurs de son pays, le Liban.

Charles Rizk n'est pas un adversaire du nationalisme arabe, loin de là, mais un critique sévère et déchiré menant la « *réflexion d'un Arabe engagé dans la vie publique, qui, pour cela, ressent l'échec du nationalisme arabe comme un échec personnel* ».

La « sous-patrie » des Palestiniens

L'étude est exhaustive et va de l'hégire, qui est l'« *acte de naissance ethnique, culturelle, politique de l'arabité* », à 1945 (l'auteur nous promet une suite). En attendant, il fait le procès de la « stratégie désastreuse » des Palestiniens qui tentèrent de prendre la relève du nassérisme après la débâcle de juin 1967. Impuissante à libérer la Palestine, la révolution palestinienne, n'a réussi « *qu'à détruire l'Etat libanais et à y faciliter l'invasion israélienne de juin 1982* ». L'auteur n'élude pas les responsabilités proprement libanaises, ni celles de la puissance mandataire qui a préféré la conception dualiste de l'opposition entre deux blocs religieux à la conception pluraliste de l'équilibre et de la coexistence communautaire du Liban. Il estime cependant que la « *sous-patrie de rechange* » que les Palestiniens furent un moment tentés de créer au Liban, à leur corps défendant, en lieu et place de leur patrie originelle, faillit mener le Liban à la partition. Il déplore le fait que les deux modèles libanais et palestinien « *les plus porteurs d'avenir pour le nationalisme arabe* » se soient ainsi retrouvés tous les deux emportés dans la même tourmente.

Il faudra cependant attendre la suite de l'ouvrage de Charles Rizk pour connaître la part de responsabilité qui incombe aux Libanais eux-mêmes chrétiens et musulmans dans le développement de la menace de partition qui, loin d'avoir été exorcisée par la liquidation de la révolution palestinienne, demeure toujours suspendue comme une épée de Damoclès sur ce pays déchiré.

Le problème controversé de la présence palestinienne au Liban est également abordé dans l'ouvrage de Georges Corm (2). Pour l'auteur, qui serre de plus près l'actualité contemporaine, puisque son essai fait l'histoire des guerres et de la paix au Proche-Orient – de la nationalisation du canal de Suez en 1956 à l'invasion du Liban en 1982, – la société libanaise est fondamentalement viciée, puisque c'est elle qui tombe « *dans l'anarchie et la violence généralisée, alors que les autres sociétés du Proche-Orient résistent apparemment à toutes les épreuves* ». La « *modernité* » libanaise n'a donc été qu'un « *trompe-l'œil* » à qui l'on attribuait un peu facilement la stabilité du pays et la démocratie apparente de ses institutions.

Georges Corm déplore notamment le fait que l'Etat libanais ait été contraint en 1969 de signer les fameux accords du Caire qui régissent les relations de l'Etat libanais avec la résistance palestinienne, autorisée ainsi à opérer contre le territoire israélien à partir de certaines régions du Sud-Liban. Il reproche également aux dirigeants libanais d'être restés neutres depuis 1948 dans le conflit israéléo-arabe. « *En fait*, écrit-il, *les dirigeants de l'Etat libanais n'ont jamais compris que pour contenir avec succès la résistance palestinienne, à l'instar des autres Etats arabes, il fallait que l'armée nationale ait acquis une légitimité dans le combat contre Israël.* »

De même, Georges Corm critique la nature même du pouvoir au Liban qui est resté depuis 1920 le monopole d'un « *club fermé, où sont alliées par la force des choses les oligarchies des principales communautés religieuses* ». Il voit dans ce fait l'explication des affrontements à l'intérieur des communautés pour un renouvellement des élites au pouvoir. Particulièrement intéressante est l'analyse qu'il fait de la montée du parti phalangiste, qui, malgré son aspect d'« *entreprise de famille* », « *traduit l'aspiration au pouvoir d'une classe moyenne chrétienne, récemment urbanisée dans une sous-culture difficilement identifiable, car elle n'est plus une culture arabe, mais n'est pas non plus une véritable culture occidentale* ».

L'auteur aborde également les implications de l'invasion du Liban et du siège de Beyrouth. Pour lui, cette guerre – la première guerre israélo-palestinienne – ne fait que consacrer la désintégration de la solidarité arabe d'un côté, le dynamisme et la puissance militaire du sionisme de l'autre « *que l'Occident se refuse toujours à freiner* ».

Le résultat est catastrophique pour les pays arabes qui perdent dans ce conflit tout ce qu'ils avaient gagné depuis le début des années 70 pour sortir de la défaite de 1967 et « *retrouver l'Occident sur un pied d'égalité* », note Georges Corm. Pour lui l'invasion du Liban parachève ce que la défaite de 1967 avait amorcé, c'est-à-dire « *l'écrasement peut-être final du nassérisme, dont l'O.L.P. et ses alliés du Mouvement national libanais, encerclés à Beyrouth, apparaissaient comme la dernière manifestation* ».

Rien ne s'oppose plus désormais au Liban à l'arrivée au pouvoir de la droite chrétienne, symbolisée par l'élection le 23 août 1982 « *dans une caserne militaire à l'ombre des tanks israéliens* » de Bechir Gemayel, qui « *apparaît comme le sauveur charismatique que tout un peuple a si longtemps attendu* ». Ce jugement, qui paraît un peu hâtif, ne tient pas suffisamment compte des facteurs intérieurs et extérieurs ayant conduit à l'élection du président assassiné. Dans leur nouvel ouvrage consacré au Liban (3), Albert Bourgi et Pierre Weiss, coauteurs d'un livre dépassionné sur la guerre civile, *les Complots libanais*, se montrent plus prudents et soulignent le caractère exceptionnel du contexte dans lequel s'est déroulée l'élection de Bechir Gemayel ; l'occupation israélienne, les pressions directes ou indirectes exercées sur certains députés, le nouveau rapport de forces favorable à la droite chrétienne créé par le départ des fedayin, le revers militaire subi par la Syrie, la passivité, voire la complicité, du monde arabe « *qui ont fini par convaincre certains hommes politiques libanais de réviser leur hostilité foncière à l'égard de Bechir Gemayel* », et enfin la lassitude et le sentiment de résignation des Libanais « *prêts à se ranger sous n'importe quelle bannière dès lors qu'on leur promettait les moyens de mettre un terme à leurs souffrances quotidiennes* ».

Albert Bourgi et Pierre Weiss consacrent un important chapitre de leur ouvrage à l'étude de « l'escalade » qui a suivi la fin de la guerre civile en 1976 pour déborder sur l'invasion israélienne de 1982. Ils notent que les conditions favorables à une candidature de Bechir Gemayel existaient presque dès la fin du premier semestre de 1981. A cette époque, le Mouvement national libanais, miné par ses divergences, avait perdu en grande partie son prestige auprès des masses en faisant « *systématiquement figure de partenaire obligé de la Syrie* » et en cautionnant une présence armée étrangère qui est loin de faire l'unanimité. La gauche apparaît ainsi comme dépourvue d'un « *projet spécifiquement libanais* ».

Le parti phalangiste profite donc du discrédit qui frappe les Palestiniens et les Syriens et de la confusion qui règne dans le camp de la gauche, qui ne s'est jamais relevé de la perte de son leader charismatique Kamal Joumblatt. Les coauteurs de l'ouvrage décèlent, dès la fin de 1981, l'apparition d'un nouveau discours phalangiste à « *double face* », la première destinée à la consommation intérieure et la seconde à l'usage extérieur qui, s'adressant d'abord à l'Islam, dont l'appui est indispensable pour toute élection présidentielle, se veut rassurante dans le but de façonner l'image « *présidentiable* » du jeune leader Kataëb.

Bechir Gemayel avait-il réussi, avant d'être assassiné, à forger cette image rassurante de « rassembleur » de la nation libanaise ? Oui, répond Georges Corm, qui affirme qu'il « *a été pleuré par toute la population* ». Albert Bourgi et Pierre Weiss conviennent qu'après sa mort Bechir Gemayel « *devient tout à la fois héros, martyr et symbole de l'unité nationale* ». Lina Mikdadi, une libano-palestinienne, auteur d'un témoignage pathétique sur la vie quotidienne durant le siège de Beyrouth (4), discerne plutôt dans les yeux des habitants de l'ouest de la capitale la « *crainte de l'avenir* », alors que « *les chrétiens de l'est paraissent inconsolables.* »

Un récit passionné du cauchemar

L'auteur, qui s'est fait un point d'honneur de vivre tout le siège de Beyrouth sous les bombes israéliennes, donne un récit passionné du cauchemar des quatre-vingt-dix jours de tourment avec leur cortège quotidien d'horreurs, de deuils, mais également d'actes héroïques d'une population déterminée à ne pas céder à la terreur et au chantage de la violence.

Le siège de Beyrouth n'a été qu'une étape – particulièrement sanglante, il est vrai – du long martyre qu'a subi le peuple libanais au cours des huit dernières années, et le bel album de photographies publié par Joseph G. Chami (5) montre que la guerre civile avec ses prolongements n'a épargné, depuis 1975, aucune région du Liban. Il est regrettable, cependant, que certaines des légendes et des textes de l'auteur, qui ne cache pas ses sympathies pour les phalangistes, paraissent dans leur formulation maladroite comprendre, sinon justifier, les bombardements israéliens aveugles de Beyrouth-Ouest et même les massacres de Sabra et Chatila.

JEAN GUEYRAS.

---

(1) *Entre l'Islam et l'arabisme. Les Arabes jusqu'en 1945. Présence du monde arabe*, Albin Michel. 392 pages, 90 F.

(2) *Le Proche-Orient éclaté. De Suez à l'invasion du Liban 1956-1982.* La Découverte-Maspero, « Textes à l'appui ». 369 pages, 95 F.

(3) *Liban, la cinquième guerre du Proche-Orient.* Editions Publisud. 315 pages, 74 F.

(4) *Surviving the Siege of Beirut*, a personal account Onyx Press, Londres. 152 pages.

(5) *Liban, jours de colère, 77-82.* Editions Distique, 9, rue Edouard-Jacques, 75014 Paris.

L'AUTOCRITIQUE DU P.C. ET DU MOUVEMENT NATIONAL

« Nous ne nous pardonnons pas... »

Durant le siège de Beyrouth, M. Georges Haoui, secrétaire général du parti communiste libanais, avait amorcé au cours de plusieurs entretiens avec les journalistes étrangers un début d'autocritique de l'action menée par son parti et le Mouvement national libanais au cours des sept années qui ont précédé l'invasion israélienne du Liban. Dans un long entretien accordé au début de 1983 à la revue *Al Tarik*, il va encore plus loin dans sa dénonciation des erreurs commises par le M.N.L., le parti communiste lui-même et leurs alliés palestiniens et syriens.

Georges Haoui affirme d'emblée que sa critique de l'action du M.N.L. constitue une « *critique de notre propre politique, car nous assumions un rôle dirigeant dans le Mouvement* ». Il dénonce en premier lieu le manque de clairvoyance chez certaines des composantes du M.N.L., qui avaient depuis 1976 écarté toute possibilité de reprise des hostilités au Liban. Il met en cause, à ce propos, le parti socialiste de M. Walid Joumblatt, fortement implanté au mont Liban, et qui a été totalement pris de court par la percée israélienne. Tournant en dérision le style « *théâtral* » des Mourabitoun à Beyrouth, dont les armes « *servaient à la parade et non à la préparation du combat* », il n'épargne pas la direction de l'O.L.P., qui s'est laissé enfermer dans Beyrouth au bout de dix jours de combats, et reproche aux Syriens leurs « *hésitations et manque de clairvoyance manifeste* ».

Georges Haoui estime que l'erreur principale commise au Liban, au cours de la période qui a précédé l'invasion israélienne, a été de ne pas avoir tiré les leçons du changement radical intervenu dans le rapport des forces régionales, à la suite de la signature des accords de Camp David, qui ont abouti au retrait de l'Égypte du camp arabe. Il estime qu'il aurait fallu alors se cantonner dans une politique défensive au lieu de se livrer à des surenchères « *qui ont poussé la résistance palestinienne à amasser des quantités fabuleuses d'armements dans le seul but de consolider la position de telle ou telle tendance palestinienne* ».

Il reconnaît que les communistes ont été « *timorés* » dans leur critique des exactions commises au Liban par l'O.L.P., exactions qui ont contribué plus que tout autre facteur à affaiblir l'audience et la position de la résistance palestinienne au Liban. Il cite parmi les abus commis par l'O.L.P. la mise sur pied d'un mini-État embryonnaire opposé au pouvoir légal et contrôlant de nombreuses régions du pays, et une certaine attitude de mépris à l'égard du citoyen libanais et des alliés du M.N.L.

« Il était peut-être trop tard »

Sur le plan intérieur proprement libanais, Georges Haoui regrette que le M.N.L. ait été contraint d'abandonner en 1976 son « *programme de réformes* » et n'ait pas su toujours donner la priorité à l'action en vue de la réconciliation nationale. « *La majorité des Libanais*, écrit-il, *attendait du M.N.L. qu'il persévère dans son action en vue d'une solution démocratique du conflit libanais. Nombreux sont ceux qui, en l'absence d'une telle politique, ont rejoint le courant confessionnel musulman ou le courant isolationniste sous la pression militaire exercée dans les régions sous contrôle phalangiste.* »

Le secrétaire général du parti communiste libanais estime en outre que son parti n'a pas suffisamment dénoncé les abus commis par certains de ses propres alliés au sein du M.N.L. et « *ne se pardonne pas* » de s'être assis à la même table avec des « *organisations qui ont commis des vols, rançonné la population, portant ainsi un sérieux coup à l'image du Mouvement* ». Il dénonce également les « *pratiques confessionnelles* » de certaines des composantes du Mouvement national qui « *ont même coûté la vie à de nombreux militants communistes chrétiens* ».

Enfin, Georges Haoui critique l'incapacité du M.N.L. à organiser la vie quotidienne dans les zones se trouvant sous son contrôle. Il rend Walid Joumblatt, le président du M.N.L., en partie responsable de cette carence en affirmant que ce dernier avait longtemps soutenu que toute action dans ce sens affaiblirait le pouvoir de l'État et pourrait paraître comme un pas vers la partition. Ces illusions, poursuit-il, nous ont fait perdre un temps précieux et lorsque nous nous sommes rendus à l'évidence que le pouvoir central était de connivence avec les phalangistes, « *il était peut-être trop tard pour organiser nos régions, livrées entre-temps au contrôle d'innombrables groupuscules créés de toutes pièces par les services secrets syriens, l'O.L.P. et par certaines forces traditionnelles musulmanes. Le M.N.L. s'est donc retrouvé totalement désarmé et impuissant face au pullulement des milices privées de tous bords* ».

J.G.

DANS SA MISSION DE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

M. Max Gallo paraît assuré d'une grande liberté d'action

Le décret précisant les attributions de M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, est paru au Journal officiel du 15 avril. M. Gallo est chargé de rendre compte des délibérations du conseil des ministres et, en outre, de conduire une mission générale d'information « sur les activités du gouvernement ». Le service d'information et de diffusion (SID), dépendant de l'autorité du premier ministre, sera placé « en tant que de besoin » sous sa responsabilité.

Interrogé sur l'étendue de sa mission, lors de sa nomination au gouvernement, M. Max Gallo soulignait qu'il travaillerait essentiellement à *« redéfinir une politique de communication »* (*le Monde* du 30 mars). *« Nous le ferons en marchant »*, ajoutait-il. M. Gallo marche aujourd'hui à grands pas. Telles qu'elles sont fixées par décret paru au *Journal officiel*, les attributions du porte-parole du gouvernement donnent à celui-ci une grande liberté d'action. Le secrétariat d'Etat de M. Gallo n'est rattaché à aucun ministère. Il dépendra donc tout autant de la présidence de la République que du cabinet du premier ministre, tout en disposant d'une appréciable marge de manœuvre vis-à-vis de l'un et de l'autre. Dans la pratique, M. Gallo et son cabinet travailleront en collaboration quotidienne avec les conseillers de M. Pierre Mauroy. Les bureaux du porte-parole du gouvernement sont, d'ailleurs, situés au 58 rue de Varenne, dans une annexe de l'hôtel Matignon. Comme prévu, toutefois, les différents rendez-vous avec la presse auront lieu à l'hôtel Marigny, près du palais de l'Elysée. La première des « rencontres » quotidiennes avec la presse doit y avoir lieu lundi 18 avril à 15 heures.

Les directives personnelles du chef de l'Etat et les consignes du premier ministre sont claires : M. Gallo est chargé non seulement d'intervenir personnellement pour expliquer, au fil de l'actualité, les décisions et orientations gouvernementales, mais encore de favoriser la communication entre les membres du gouvernement et l'opinion publique par médias interposés.

Un contrôle préalable

Puisqu'il s'agit de mieux occuper le terrain de l'information et d'assurer le meilleur impact possible à chacun des « messages » gouvernementaux, les ministres et les secrétaires d'État ont été priés d'informer le porte-parole du gouvernement de leurs besoins et de leurs intentions en matière de communication, afin que celui-ci puisse en retour programmer les actions à mener en les hiérarchisant selon les priorités du calendrier gouvernemental. Il en résulte dès à présent une certaine forme de contrôle préalable sur les activités de presse des membres du gouvernement. Tel ministre a été invité à faire différer de vingt-quatre heures la parution de sa prose dans un quotidien, afin de ne pas enfreindre la règle selon laquelle les seules déclarations officielles autorisées le mercredi sont désormais celles faites par le porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. Tel secrétaire d'État s'est entendu dire qu'il eût été préférable de ne pas accepter l'invitation d'une émission télévisée jugée peu propice à la vulgarisation des positions gouvernementales.

En revanche, M. Gallo se propose d'encourager les membres du gouvernement à s'expliquer directement avec la presse. C'est à lui par exemple que revient l'initiative de la conférence réunie conjointement, vendredi 15 avril à l'hôtel Marigny, par le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, et le secrétaire d'Etat chargé de la santé, M. Edmond Hervé, à propos du conflit entre le gouvernement et les internes et chefs de clinique. De même, il est envisagé que le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, et le secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Jean Le Garrec, exposent leurs préoccupations aux journalistes respectivement le mardi 19 et le jeudi 21 avril. Les ministres, qui regrettent parfois d'être trop peu sollicités par la presse – c'est le cas notamment de M. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes, – trouveront aussi en M. Gallo un intermédiaire qui essaiera de les aider *à trouver des auditoires attentifs.*

Pour l'Elysée et pour l'hôtel Matignon, cette nouvelle stratégie de communication implique que les membres du gouvernement et leurs entourages fassent preuve d'autodiscipline à l'égard de la presse, autrement dit se montrent plus circonspects, donc plus discrets à son endroit.

En s'engageant dans cette logique centralisatrice, le gouvernement semble ainsi accepter le risque que les professionnels de la communication lui reprochent de chercher à instituer, dans le domaine de l'information officielle, non seulement une seule source autorisée, mais une source unique.

ALAIN ROLLAT.

Des lunettes pour « résister » au socialisme

L'autre jour, à la devanture d'un kiosque, ce drôle de titre de couverture : « Des lunettes contre le socialisme ».

L'Écho des savanes, magazine de reportage et de bandes dessinées, consacrait un article et quelques photographies du cinquième numéro de sa nouvelle série à un groupe de jeunes gens qui exhibent, dans les fêtes de la nuit parisienne, des lunettes *folles-dingues, des bésicles en* délire, aux formes de queues de cerise, de volets clos ou de drapeaux croisés, auxquelles leurs créateurs donnent vocation d'œuvres d'art mais dont il faut absolument priver les myopes à la recherche d'une vision claire.

Rien de bien méchant en somme. Rien d'autre qu'une galéjade sympathique du genre journalisme « branché » sur sujet « in ». Le titre avant lecture laissait pourtant présager une menace trouble, quelque chose comme une résistance inédite à un danger insoupçonné. L'équipe de *l'Écho des savanes* a simplement voulu offrir à ses lecteurs un titre « chic et choc », faire de la retape pour une bluette sur le *dos d'un sujet grave et d'actualité.*

Le procédé, connu dans la presse et la publicité, consiste à vanter n'importe quel produit ou sujet en le rapprochant d'un concept lourd de sens, à proposer un antidote, un dérivatif dérisoire à nos préoccupations dominantes. Les humoristes en particulier savent depuis longtemps détourner nos colères ou *nos grandes peurs, en jouer sur* le mode mineur, frictionner notre inconscient collectif avec de décapantes provocations. Le retour de la guerre, la bombe atomique, l'insécurité, la crise avec son cortège de fantasmes de restrictions ont ainsi égayé les soirées où s'échangent les dernières blagues à la mode.

Ces fameuses « lunettes contre le socialisme » ont toutefois, à bien y réfléchir, une autre vertu. Elles font mouche parce qu'il est rare que le socialisme français en exercice soit ainsi passé à la moulinette de la dérision. On relevait bien, ici ou là, depuis le 10 mai 81, quelques envies, celles du dessinateur Cabu à propos du « beauf » du *président de la République*, l'acteur Roger Hanin, des caricatures auxquelles la chanteuse Dalida se prêtait obligeamment, sans oublier *le Canard enchaîné* et le groupe Charlie, contraints depuis deux ans à un virage délicat. Il y avait bien aussi les slogans revigorés de l'opposition, les *« Charlots »* de M. Michel Poniatowski et les bulles très partisanes de Jacques Faizant dans *le Figaro*, toutes ces variations, « goulag » en prime, sur la montée du péril rouge, les glaces de l'Est là-bas, les socialo-communistes ici. Mais qui pourrait franchement trouver une once d'humour à ces frénésies toujours servies au premier degré ?

C'est vrai, l'ironie, les caricatures, les fines plaisanteries ont manqué ces derniers mois. Les jours passant, il se trouve quelques éclaireurs, Guy Bedos, Pierre Desproges, qui s'amuse dans une interview aux *Nouvelles littéraires*, de la sinistrose des socialistes, Coluche, qui offre un *« remake » de la Vache et le Prisonnier* aux téléspectateurs d'une émission de variétés pour illustrer sa certitude du retour de l'occupation. Mais quoi d'autre ? C'est étrange, les Français de la scène ou de la rue paraissent hésiter à traduire par l'humour, rose ou noir, les craintes et les *mécontentements qu'ils expriment* sans détour dans les sondages et à l'occasion des élections.

Un grand vide

Deux ans après son arrivée à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing était bien plus moqué dans les gazettes ou dans les conversations que ne l'est aujourd'hui M. François Mitterrand. De M. Pierre Mauroy, on retient à peine un surnom – « Rougeot de Lille » – alors qu'en son temps M. Raymond Barre alimentait malgré lui les « Aventures de Babar » et, au-delà du cercle restreint des intellectuels, qui pense à se « payer » la tête de M. Jack Lang ?

Sans doute ce grand vide s'explique-t-il, comme en d'autres domaines, par la trop courte expérience qu'ont les humoristes de tout poil du septennat de M. Mitterrand. Pour beaucoup, le socialisme, qu'ils soient pour, contre ou indifférents, reste encore une donnée *mentale, psychologique, une part* de rêve ou une chimère qui se frotte au réel depuis trop peu de temps. Les caricaturistes, les plaisantins patentés sont souvent des gens de gauche qui se sont fait les dents sur la droite. Changer ne leur est pas facile. Combien d'entre eux auraient le sentiment de fouler aux pieds un jardin secret ?

Et pourtant, c'est sûrement un bon service à rendre au gouvernement et au socialisme à la française que de les soumettre l'un et l'autre au feu roulant des bonnes blagues et au venin de traits d'esprit. Des députés, des ministres méritent parfois, par des attitudes ou des propos, que les Français éclatent de rire. S'il se trouve quelques voix pour *craindre que le président de la* République ne se tienne à trop de hauteur du pays, si elles le jugent trop ceci ou trop cela, qu'elles sapent, dans la tradition, son piédestal ! La démocratie s'épuise à trop de prudences et de gêne guindée. Le délire est parfois un bienfait, une soupape *de sécurité psychologique* – et politique – qui n'ont pas les marques de l'irrespect.

PHILIPPE BOGGIO.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS DEVANT LE 42e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION C.G.T. DES TRANSPORTS

M. FITERMAN : « *Encore mieux que Michel Rocard !* »

M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui s'exprimait, vendredi 15 avril, devant le quarante-deuxième congrès de la fédération C.G.T. des transports, a estimé que les actions menées par le gouvernement depuis deux ans représentent *« une avancée sans précédent dans l'histoire économique et sociale de notre pays »*.

« Si le changement réalisé se résumait à ces éléments, je pense, après coup, que ma présence au gouvernement n'aurait pas été inutile », a ajouté le ministre tout en précisant que ses propos *« n'étaient pas un testament »*.

Très applaudi par les quelque deux cent cinquante délégués de la fédération nationale des moyens de transport C.G.T. (27 500 adhérents), réunis de mercredi à samedi à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le ministre devait lancer à la salle : *« C'est encore mieux que Michel Rocard devant la F.N.S.E.A. ! »*

M. Gilbert Stoquert, secrétaire fédéral de la C.G.T., avait souligné que la présence d'un ministre des transports, pour la première fois, à leur congrès, démontrait que la concertation avec les pouvoirs publics s'était instaurée.

Parlant des mesures prévues par le plan de rigueur, M. Fiterman a indiqué : *« Le gouvernement n'attend de personne qu'il lui accorde un soutien inconditionnel. Ce serait bien artificiel, bien peu conforme à la réalité de notre pays. »*

Les décisions annoncées, a ajouté le ministre des transports, *« n'excluent nullement la poursuite de la concertation sur des points essentiels avec les partenaires sociaux, et particulièrement avec les syndicats (...) Ces décisions ne résument nullement à elles seules toute la politique de ce gouvernement »*. M. Fiterman a souligné : *« Il n'est pas question de renoncer aux objectifs pour lesquels le pays s'est exprimé et dont il attend la réalisation. »*

PRÉCISION. – Dans l'article consacré à M. Rocard, intitulé « Dans le jeu du président » (*le Monde* du 16 avril), il était écrit par suite d'une coquille : *« Le ministre du Plan était un ministre de rêve. »* Il fallait lire : *« Le ministère du Plan était un ministère de rêve. »*

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La crise du football professionnel

Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a évoqué, vendredi 15 avril, à l'Assemblée nationale au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, la crise du football professionnel. Répondant à M. Royer (N.I., Indre-et-Loire), Mme Avice a notamment déclaré : *« Le football professionnel a un déficit trop important, et une meilleure gestion est nécessaire. »* Soulignant la volonté commune du ministère, de la Fédération française de football, de la Ligue nationale et de l'Union nationale des footballeurs professionnels d'*« introduire plus de rigueur en matière de gestion et de transparence financière, en particulier pour permettre un meilleur contrôle des fonds publics versés aux clubs »*, Mme Avice a rappelé que le projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, que le conseil des ministres a adopté le 6 avril dernier, devrait venir en discussion au Parlement au cours de cette session.

Ce projet permettra aux clubs de choisir entre un statut de société d'économie mixte sportive locale ou un statut de société à objet sportif. Mme Avice a ajouté : *« D'autres aspects méritent un examen attentif : l'irrégularité des résultats pour les clubs et la brièveté de la carrière des joueurs. Nous désirons apporter aux problèmes du football professionnel des solutions réalistes en refusant toute surenchère.*

« J'ai entrepris des démarches auprès des ministères des finances et de la solidarité sur trois points : la taxe sur les spectacles, l'impôt sur les sociétés, un système de prévoyance pour les joueurs (...) *Il serait regrettable que l'effort de la Fédération et de l'État ne soit pas compris par les joueurs. L'opinion, en tout cas, ne l'admettrait pas. »*

● *Les obsèques d'Achille Peretti*, ancien président de l'Assemblée nationale, maire de Neuilly (Hauts-de-Seine), décédé jeudi 14 avril à Paris à la suite d'un arrêt cardiaque, seront célébrées lundi 18 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly. L'inhumation aura lieu mardi à Ajaccio.

M. François Mitterrand a adressé, vendredi 15 avril, un message de condoléances à la mairie de Neuilly, dans lequel il déclare notamment : *« Par-delà les divergences politiques naturelles, il nous laisse le souvenir d'un homme courageux, fidèle à ses convictions et à ses amitiés. »*

De son côté, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris, a déclaré : *« J'ai perdu un ami, notre mouvement un de ses compagnons les plus prestigieux, la France un grand républicain et Neuilly un administrateur hors pair. »*

M. CHARLES BÉRAUDIER (MODÉRÉ) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE RHONE-ALPES.

(De notre correspondant régional.)

Lyon. – M. Charles Béraudier (modéré), représentant de la ville de Lyon, a été élu vendredi 15 avril au premier tour de scrutin président du conseil régional Rhône-Alpes par 72 voix contre 44 à son traditionnel rival socialiste M. Roland Bernard, député, maire d'Oullins.

Le bureau, véritable exécutif de la région, sera, comme lors des précédents mandats de M. Béraudier, monocolore et modéré. Il est constitué par les membres des groupes Rassemblement régional et Groupe régional d'action et progrès (*GRAP*).

A propos de sa quatrième élection en deux ans, M. Béraudier avait écrit dans l'éditorial du mois de mars de la *Lettre de la région Rhône-Alpes* : *« Imagine-t-on un instant ce qu'entraîne comme soubresauts dans l'organisation de nos travaux la remise en cause périodique du président et du bureau du conseil régional après chaque élection, législative, sénatoriale, cantonale, municipale (...) ! Imagine-t-on une industrie, même nationalisée, fonctionnant dans de telles conditions, avec un état-major pouvant changer tous les trois mois et un personnel incertain de son avenir ! »* « *Que le gouvernement* conclut-il, *se décide enfin à faire ce qu'il a promis, c'est-à-dire l'élection du conseil au suffrage universel, la définition claire des compétences et un statut uniforme des personnels des régions.* » – C. R.

UNE LETTRE DE M. EDMOND ALPHANDERY

Et si Delors s'apprêtait à chausser les bottes de Laval ?

M. Edmond Alphandery, député du Maine-et-Loire (U.D.F.), agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, nous a adressé la lettre suivante :

Dans *le Monde* du 9 avril, Pierre Drouin s'indigne du rapprochement que j'ai osé faire entre les décrets-lois de Laval de 1935 et le plan de rigueur que met en place Jacques Delors. Il n'hésite pas à lancer : *« Affubler son responsable d'un masque historique dégradé n'a pas grand-chose à voir avec la démocratie. »* Qu'il me soit donc permis d'apporter quelques éléments de réflexion en défense.

Contrairement au président Reagan ou à Mme Thatcher, qui, dans la voie de l'austérité qu'ils ont empruntée, ont pris, eux, le parti d'une monnaie flottante, Jacques Delors est aujourd'hui confronté à l'éternel problème qui se posait déjà dans des termes semblables à Pierre Laval : dans une conjoncture internationale mouvementée, amarrer à tout prix le franc à un système de parités fixes.

Avant la guerre, Laval faisait du maintien de la parité-or du franc (1) le pivot de sa politique économique. De même, aujourd'hui, le plan d'austérité a pour but ultime de retenir notre monnaie dans le « serpent » du système monétaire européen. Et il n'y a pas lieu de différencier ces deux expériences parce que dans l'une on aurait agi directement sur les prix et dans l'autre on se donnerait comme objectif intermédiaire le rééquilibre de notre commerce extérieur. Car il est évident qu'en dernière analyse le maintien durable de la parité de la monnaie passe par la réduction du différentiel de prix entre la France et ses partenaires.

Certes, avant la guerre, les prix baissaient dans le monde alors qu'ils montent aujourd'hui. Mais n'oublions pas que dans les années 1934-1935 la baisse à l'étranger était plus rapide qu'en France : et lorsque Laval refusait de dévaluer le franc, il était conduit à réduire encore les prix français pour supprimer « le différentiel de déflation ». Quant à Delors aujourd'hui, il doit, dans un monde inflationniste, *mutatis mutandis*, lutter pour réduire le « *différentiel d'inflation* » qui joue au détriment du franc dans le S.M.E.

Tel est donc le fondement commun à ces deux politiques. Et c'est pourquoi d'ailleurs les instruments employés par Laval et Delors présentent des similitudes. Héritant d'un déficit budgétaire brutalement aggravé (2), il fallait le réduire. Aussi, *dans les deux cas, on assiste à* des coupes dans le budget – beaucoup plus légères, il est vrai, dans le plan Delors – et à des majorations d'impôts.

Les deux expériences semblent en revanche diverger, et Pierre Drouin l'a relevé, dans la politique des prix. Là où Jacques Delors, parce qu'il doit en priorité combler les trous créés, ajuste les tarifs publics à la hausse, Pierre Laval s'est lancé, quant à lui, dans une sévère politi*que de déflation généralisée des prix* et de certaines rémunérations pour accélérer encore le mouvement de baisse.

« Un douloureux échec »

La déflation Laval est restée dans notre mémoire collective comme un douloureux échec, car elle a été ressentie socialement comme une politique d'une exceptionnelle brutalité. Et, pourtant, elle n'a été suivie ni d'une dépréciation du franc (il a fallu attendre le Front populaire pour dévaluer) ni d'une brutale aggravation du chômage puisque le nombre de chômeurs secourus est *passé de 402 000 en juin 1935 à* 420 000 un an plus tard. De même il n'y a pas eu de recul de la production puisque la production industrielle est passée pour la même période de l'indice 79 à l'indice 80 (base 100 en 1928).

Quant à Jacques Delors, il nous annonce 100 000 chômeurs de plus dès 1983, une baisse de la consommation et une amputation du pouvoir d'achat. L'histoire dira si les souffrances de nos compatriotes *dans les mois qui viennent et qui* sont, rappelons-le, la facture de deux années d'erreur, auront été plus ou moins intenses qu'en 1935. Tout dépendra évidemment de la réelle volonté et de la capacité de notre ministre de l'économie à mettre en place son plan de rigueur.

Mais ce qui est certain, c'est que la politique de Delors est encore moins « crédible » que ne l'était celle de Laval. Peut-être, d'une part, parce qu'il est conduit à augmenter certains prix alors que son objectif affiché est la désinflation, mais surtout parce qu'il est l'homme de trois dévaluations successives du franc. Or, et c'est un des apports essentiels *de la théorie moderne des politiques* de stabilisation, une politique d'austérité a d'autant moins de répercussion sur le chômage et la production que chacun pense qu'elle sera un succès. Voilà pourquoi, si notre ministre de l'économie, avec son handicap, veut réussir à maintenir la parité du franc, il devra sans doute pratiquer *une politique aux effets* qui peuvent s'avérer en définitive, plus rigoureux que celle de Pierre Laval.

(1) Voir Alfred Sauvy : *Histoire économique de la France entre les deux guerres*. Fayard, 1967, tome II, chapitre X.

(2) Voir les calculs de Christian Saint-Etienne : *La France dans la grande crise : 1929-1939 – Un modèle d'équilibre avec anticipations rationnelles*, thèse de doctorat, Paris-II, 1981, p. 97.

LE MOUVEMENT REVENDICATIF DES INTERNES, DES CHEFS DE CLINIQUE ET DES ETUDIANTS

Les hôpitaux universitaires s'enfoncent dans la grève

(Suite de la première page.)

Les grévistes n'avaient pas encore reçu, samedi matin, la lettre du secrétaire d'Etat. Celle-ci sera-t-elle suffisante pour débloquer une situation qui s'aggrave de jour en jour ? En attendant, les hôpitaux s'enfoncent dans la grève.

Les internes et chefs de clinique jugent d'autre part particulièrement intransigeante l'attitude de M. Alain Savary. Selon eux, l'obstacle le plus déterminant à une reprise du dialogue se situerait surtout du côté de l'éducation nationale.

Quand reprendront les négociations ? L'une des clés du problème se trouve certainement entre les mains de M. Pierre Bérégovoy, ministre de tutelle du secrétariat d'Etat à la santé et dans celles de M. Pierre Mauroy lui-même, que le conflit préoccupe vivement. Le premier ministre a pourtant, jusqu'à présent, choisi de demeurer en retrait.

Appel à la confiance

« *Le monde hospitalier manifeste des inquiétudes*, a déclaré vendredi 15 avril M. Hervé. *Nous avons le devoir de les comprendre.* » Mais la reprise du dialogue « *suppose la confiance qui conditionne la paix hospitalière* ». Par ces mots, le secrétaire d'Etat à la santé a donné le ton de l'appel qu'il a adressé aux internes et chefs de clinique tout au long de la conférence de presse du 15 avril.

Rappelant que plusieurs longues réunions de concertation ont déjà permis de dialoguer abondamment avec les grévistes, M. Edmond Hervé a souligné que le gouvernement avait accepté de reporter à l'automne le dépôt de la loi portant réforme hospitalière, donc, par le fait même, la préparation des textes qui lui seront annexés et régiront le statut des praticiens des hôpitaux. « *Les internes et chefs de clinique s'intéressent très légitimement*, a-t-il ajouté, *au devenir de leur profession, à leurs carrières et à leurs débouchés.* »

Le gouvernement, a encore souligné M. Hervé, a décidé d'ouvrir ou de créer de nombreux postes hospitaliers (*le Monde* du 14 avril), d'améliorer la couverture sociale des internes et le paiement de leurs gardes. Il a aussi pris l'engagement de créer une commission spéciale qui sera chargée d'étudier le problème particulier de l'installation en ville des anciens internes et chefs de clinique.

Aussi, le mouvement de grève, a conclu le secrétaire d'Etat à la santé, est-il « *disproportionné par rapport aux points qui restent en suspens* ». « *Le droit de grève est un droit essentiel. Mais l'organisation du service minimum également. Car nous avons des devoirs essentiels à l'égard des malades ; je ne tolérerai pas le service zéro* », a-t-il ajouté.

Même langage de fermeté dans la bouche du ministre de l'éducation nationale. La proposition de créer un corps de professeurs de « rang B » dans les C.H.U., a déclaré M. Savary, « *a été mal ressentie* », mais ce principe lui-même est sujet à discussion, a ajouté le ministre. L'arme qui consiste à utiliser la grève des soins pour régler de tels problèmes est, a conclu M. Savary, utilisant la même expression que son collègue, « *disproportionnée* ».

Le gouvernement, ont répondu, l'après-midi même, les grévistes, propose un contrat de concertation. « *Nous voulons que ce contrat se matérialise* », sous la forme, par exemple, d'« *un engagement ministériel* » portant sur les principaux points de revendications. « *Nous avons été*, a déclaré le docteur Alain Haertig, secrétaire général de l'Intersyndicat national des chefs de clinique assistant des hôpitaux de villes de faculté, *échaudés par les réunions organisées à l'époque de M. Ralite, qui s'achevaient dans le cacophonie.* » « *Nous demandons un contrôle de cette concertation*, a-t-il ajouté, *par un organisme indépendant* », dont feraient partie, par exemple, les directeurs d'hôpitaux et non une myriade de délégués peu directement touchés par le sujet.

Réaffirmant l'hostilité des grévistes à la création d'un corps de médecins titulaires « de rang B », bloqué à vie dans une carrière sans issue, ainsi que leur souci de ne pas voir « sacrifiée » la génération des internes de 1984, les grévistes ont insisté sur leurs inquiétudes touchant à l'avenir de la médecine libérale, principal débouché des internes et des chefs de clinique formés dans les C.H.U. Nous voulons, aussi, sur ce point, a déclaré le docteur Haertig, « *un engagement ministériel nous garantissant que l'exercice de la médecine libérale ne serait pas attaqué et qu'un système d'enveloppes globales ne viendrait pas bloquer le financement des cliniques privées* ».

Les internes et les étudiants

Parlant au nom des internes, M. Philippe Denormandie a souligné que les revendications qui fondent le mouvement d'aujourd'hui n'ont d'autres motivations, au-delà des questions catégorielles, que le maintien d'une médecine de haut niveau, dont le fonctionnement des C.H.U. est le garant. Les malades, a-t-il indiqué, comprennent et le manifestent par le soutien qu'ils apportent au mouvement.

Enfin, les délégués des grévistes ont souligné que l'un de leurs soucis majeurs était le maintien de l'autonomie des U.E.R. (unités d'études et de recherches) de médecine au sein de l'université, une autonomie que menace directement, disent-ils, le projet de réforme de l'enseignement supérieur dont le gouvernement va très prochainement saisir le Parlement. Cette autonomie, disent-ils, est elle aussi indispensable au maintien de la spécificité de la médecine au sein des instances universitaires.

A propos du mouvement de grève des étudiants en médecine, qui seront reçus le 19 avril par MM. Bérégovoy et Savary, le ministre de l'éducation nationale, a rappelé que la loi avait été votée par le Parlement (décembre 1982), et qu'il était déterminé à aller « *le plus loin possible dans l'interprétation loyale* » de ce texte. Ce dernier fera, en effet, l'objet de décrets d'application sur lesquels la discussion reste ouverte.

Répondant aux propos du ministre, le comité inter C.H.U. national déclare vouloir « *des garanties durables* » que ne pourront apporter de simples décrets d'application, « *modifiables à tout moment* ». Les étudiants en médecine ajoutent : « *Plus la grève dure, plus nous sommes déterminés.* »

CLAIRE BRISSET.

La lettre de M. Edmond Hervé

L'ensemble des internes et chefs de clinique des C.H.U., soit quelque 8 000 personnes, vont recevoir une lettre signée de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, dont nous publions ci-dessous le texte intégral :

« Dès ma prise de fonctions, à l'invitation de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, j'ai reçu vos représentants les 31 mars, 8 et 12 avril.

» Ils m'ont exposé longuement et avec précision les motifs de vos inquiétudes et le contenu exact de vos demandes. Ces réunions ont fait l'objet de comptes rendus qui vous ont été communiqués par vos représentants.

» Je vous confirme les orientations et les propositions sur lesquelles, avec mon collègue Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, je me suis engagé au nom du gouvernement.

» L'ensemble des échanges que j'ai eus me conduit à retenir le principe d'un contrat de concertation, associant les différents partenaires : aucune décision ne sera prise avant le 1er octobre. Ainsi le projet de loi portant réforme de l'organisation hospitalière ne sera pas déposé au Parlement avant cette date.

» Ce nouveau délai nous permettra d'organiser avec vous et avec tous les autres interlocuteurs hospitaliers la concertation approfondie que vous souhaitez. Des réponses ont déjà été apportées au cours de nos convesations récentes. Je vous les rappelle :

» – Votre inquiétude sur les statuts hospitalo-universitaires concernant notamment la suppression éventuelle du clinicat dans sa forme actuelle et la création d'un corps de « rang B » titulaire a été exprimée.

» Avec M. Savary, nous avons répondu que ces thèmes sont objet de concertation et que toute solution relative aux carrières hospitalo-universitaires sera examinée avec les parties intéressées.

» – Vous avez des inquiétudes sur le statut hospitalier à propos, en particulier, des modalités de recrutement et d'affectation dans les postes. Préparer ensemble un statut, c'est vous assurer les perspectives d'avenir. Il faudra, bien évidemment, éviter la multiplicité des concours et examens, tout en trouvant les meilleures modalités pour des praticiens déjà largement engagés dans leur vie professionnelle.

» En ce qui concerne les postes offerts au recrutement, les possibilités en 1983 sont importantes, compte tenu de la conjoncture : par transfert, il y aura 45 postes nouveaux de médecins hospitaliers dans les C.H.U. et les C.H.G. (centres hospitaliers généraux), qui s'ajoutent aux 500 postes créés en début d'année.

» Les demandes de création d'emplois de 1984 tiendront compte des besoins hospitaliers et des légitimes préoccupations de débouchés de votre génération.

» La nouvelle organisation hospitalière en département suscite de nombreuses interrogations : une large concertation aura lieu sur ce thème, sans préalable ni *a priori*, avec toutes les parties en cause.

» Des solutions immédiates ont été apportées :

» 1) Au problème des gardes et astreintes des internes, par le paiement de la 3e garde dès le 1er mai 1983 (1).

» 2) a celui de la couverture sociale des internes et des chefs de clinique, par la décision de porter à 12 mois à plein traitement et à 12 mois 2/3 de traitement la couverture en cas de maladie ou d'accident imputable au service.

» En outre, nous nous engageons à revoir au fond le régime des gardes et astreintes. L'hétérogénéité des situations dans les hôpitaux rend nécessaire la réalisation d'une enquête. Les résultats devront être fournis au plus tard le 20 mai 1983 et serviront de base à un projet soumis à la concertation à partir du 1er juin 1983. La rémunération et la récupération des astreintes et des gardes seront faites selon le principe du service accompli, dans le cadre des disponibilités financières générales.

» 3) Le clinicat sera maintenu dans ses modalités actuelles pour les personnes qui le commenceront avant le 30 septembre 1985. C'est ensemble que nous examinerons les dispositions transitoires ultérieures : en toute hypothèses aucune génération ne sera lésée.

» Pour les internes en pharmacie, les modalités de recrutement et le devenir des assistants-assistants (2) et des assistants hors C.H.U. ne sont pas modifiées.

» Le gouvernement considère que les problèmes de l'exercice libéral pour les anciens universitaires doivent être examinés de manière particulière ; s'agissant cependant d'un domaine conventionnel entre les médecins du secteur libéral et les caisses d'assurance-maladie, il ne peut qu'encourager la discussion entre les parties.

» Le détail de l'ensemble de nos propositions figure dans les comptes rendus communs et connus des trois dernières réunions.

» Je souhaite ardemment que les institutions hospitalières retrouvent le calme et la sérénité grâce au sens des responsabilités de chacune et de chacun.

» Le gouvernement entend assurer les praticiens de sa volonté de développer une médecine de qualité et de leur en fournir les moyens ; il apporte aussi la preuve de son esprit de concertation, tout en sachant que nous avons les uns et les autres des devoirs essentiels à l'égard des malades et de la nation. »

EDMOND HERVÉ.

(1) Les internes n'effectueront plus que deux gardes gratuites par mois (N.D.L.R.)

(2) Ce terme désigne, dans les sciences fondamentales, les assistants à l'université qui sont aussi assistants à l'hôpital (N.D.L.R.).

POINTS DE VUES

La fuite en avant

par Jean-Louis PIEDNOIR (*)
le docteur Claude PIGEMENT (**)
et Franck SÉRUSCLAT (***)

MALGRÉ les ouvertures faites par le gouvernement, les internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires ont voté la poursuite de la grève. Devant ce durcissement, la question se repose : que veulent *donc les internes et chefs* de clinique ?

Face aux nouveaux développements du conflit, la réponse peut être *double, apparemment contradictoire*, et expliquer l'importance de la grève par addition de deux types de mécontement.

D'une part se développe un discours *conservateur et totalement* incorrect souhaitant le maintien du *statu quo* face à un processus de réforme pourtant *nécessaire* : le mot *d'ordre de clinicat à quatre ans et* le rétablissement du droit à dépasser les tarifs conventionnels pour les médecins hospitaliers s'installant en *ville sont deux exemples significatifs*. D'autre part émerge un discours d'impatience attendant tout d'une *réforme hospitalière-miracle qui résoudrait par décret* et loi les questions de la démographie médicale et du rapport entre la médecine hospitalière et de ville. Les *insuffisances de précisions* dans la mise en œuvre de cette réforme ont été utilisées par les médecins hospitaliers partisans du *statu quo* et ont *irrité ceux qui* en attendaient tout. Ce mécontentement est ainsi devenu diffus dans le corps hospitalier.

Le gouvernement, conscient du *malaise, a fait*, le 12 avril, des propositions constructives dans cette double optique : pas de génération de médecins hospitaliers sacrifiée, mise *en place dans des délais corrects* de la réforme hospitalière.

Une attitude suicidaire

La *réponse négative* des internes et chefs de clinique aux propositions gouvernementales est donc déraisonnable maintenant. Elle apparaît comme l'*expression d'un choix politique*. Cette fuite en avant, révélatrice d'un profond désarroi des internes et chefs de clinique, est suicidaire. Le *statu quo* est impossible et les *70 % de chefs de clinique* de haute technicité amenés à s'installer en médecine libérale à près de quarante ans témoignent de l'échec de la situation *actuelle. A côté de cela, une loi ne* peut tordre le cou à une réalité : la médecine d'antan ne reviendra plus. La démographie médicale et le nouveau rôle des usagers l'ont enterrée. *Il faut savoir prendre le tournant.* Cet *aggiornamento* n'est pas réservé au seul corps médical, mais la nostalgie d'un passé doré rend les choses plus *difficiles pour les médecins.*

Le réforme hospitalière, à laquelle les socialistes sont profondément attachés, tout en comprenant la nécessité d'un report à l'automne dans un *souci de meilleure compréhension* entre les pouvoirs publics et le corps hospitalier, est une réponse décisive à l'impasse où se trouve la médecine hospitalière. *Il est vrai que ses modalités* doivent être soigneusement programmées par un calendrier de concertation, comme le propose le gouvernement. *Refuser actuellement* de jouer le jeu de la *réforme* hospitalière en entretenant l'illusion d'obtenir plus, toujours plus et pourquoi *pas l'impossible, est inconséquent.* L'hôpital n'échappe pas à la politique de redressement économique en cours. Les internes et chefs de clinique *doivent en être pleinement* conscients. La réforme hospitalière peut apporter une conception plus moderne et plus dynamique de l'hôpital, *elle ne résoudra pas la crise économique et l'afflux* de nouveaux médecins.

Les socialistes comprennent le malaise du corps médical hospitalier devant *la mutation d'une profession jadis* si protégée. Ils attendent, face à ces nouvelles réalités, une attitude responsable des internes et chefs de clinique. *La poursuite* de la grève *n'en est pas* le témoignage : *ainsi* les risques pris vis-à-vis des malades ne peuvent être éludés. La politique de l'autruche n'a jamais résolu les problèmes.

(*) *Délégué* national du parti socialiste à l'éducation.

(**) Membre de la commission « Affaires sanitaires et sociales » du P.S.

(***) *Sénateur du Rhône*, délégué national du P.S. à la santé.

Les raisons de la colère

Par JACQUES BARROT (*)

LE mouvement de colère des *chefs de clinique* et des internes soutenus par l'ensemble de la communauté hospitalière est sans précédent. Il est sans commune *mesure avec les traditionnelles* protestations catégorielles. Il importe d'en bien mesurer la signification.

Il est vrai que le retard mis à la sélection, dans l'ambiance des années *qui ont suivi 1968, rend aujourd'hui* très difficile l'organisation des carrières. Mais la méthode adoptée depuis vingt mois, loin d'apaiser les *peurs, les a exacerbées. La précipitation* et l'incohérence avec lesquelles le ministère Ralite a avancé plus de huit projets de réformes de statuts *ont accru la confusion sans apporter* les apaisements qu'aurait constitué une amélioration de la situation financière des internes. L'interne *d'hier acceptait d'être sous-payé* en raison des perspectives de carrière qui s'ouvraient devant lui. Tel n'est plus le cas aujourd'hui : il faut en tirer *les conséquences.*

Une idéologie du nivellement

Il y a plus. En annonçant la modification des règles du jeu, à l'horizon 1984, les ministères de la santé et de l'éducation ont paru rompre le *contrat que ces jeunes générations* ont passé avec l'université et l'hôpital, en se consacrant, plus de dix années après le baccalauréat, à la *préparation de concours bien définis.* Pourquoi, aujourd'hui encore, le gouvernement ne rassure-t-il pas clairement ces générations en cours de *route en affirmant qu'il ne leur fera* ps subir les futures réformes ? Il faut en finir avec une méthode brouillonne qui n'a pas permis d'explorer les débouchés qu'il faudra dégager progressivement, patiemment, pour ces futures générations d'internes.

Mais si la communauté hospitalière s'est solidarisée aussi profondé*ment, c'est parce qu'elle pressent* depuis deux ans, dans la démarche gouvernementale, des arrière-pensées. Les médecins ont soupçonné, derrière certaines déclarations *ministérielles, une vision manichéenne* selon laquelle leur savoir leur conférerait un pouvoir excessif... Ce préjugé anti-élitiste, appuyé sur une situation démographique explosive, ne va-t-il pas conduire à l'abaissement de la médecine française ? La question a pris une acuité très grande avec l'annonce de *la disparition, ou tout au moins de la défiguration*, du clinicat. Or, précisément, cette formation, avec ses caractéristiques à la fois hospitalières et universitaires, *sa durée est un peu* le symbole de cette médecine de très haute qualité. Inspiré par une certaine idéologie du nivellement qui *souffle du côté du ministère de l'éducation nationale*, le gouvernement jusqu'ici n'a pas vraiment éclairé ni modifié ses positions. Pourquoi veut-il *donc en découdre* avec le clinicat *comme si cela pouvait résoudre dans* l'avenir le problème de l'organisation des carrières ?

L'heure des réponses claires a sonné. En se contentant d'attendre le pourrissement d'*une grève pleine de risques*, le gouvernement prendrait une grande part de responsabilité. Il n'a pas le droit de laisser les médecins *s'enfermer dans une grève du désespoir*. Un nouveau dialogue, très vite, doit s'ouvrir. Un dialogue libéré des arrière-pensées et soutenu par l'engagement clair de préserver le haut *niveau* de la *médecine* française.

(*) Ancien ministre.

Pour un « Grenelle hospitalier »

Dans un communiqué, l'Intersyndicale des médecins hospitaliers (organisation nationale que préside le professeur Garbay) *déplore « la situation dramatique existant actuellement dans les hôpitaux universitaires et dans de nombreux hôpitaux généraux, du fait des mouvements de grève qui menacent encore de s'étendre »*. Cependant, l'Intersyndicale « *apporte son soutien à ces mouvements* » (*le Monde* du 16 avril).

L'Intersyndicale « *exige l'ouverture immédiate d'une négociation globale type « Grenelle hospitalier » entre, d'une part, les représentants hautement qualifiés des différents ministères intéressés (santé publique, éducation nationale, affaires sociales et budget) et, d'autre part, les représentants dûment accrédités par l'Intersyndicale, pour représenter les catégories de médecins hospitaliers regroupées en son sein.*

» Cette négociation, sous l'égide du premier ministre, doit s'engager dans les délais les plus brefs et discuter du projet de loi-cadre portant réforme hospitalière ainsi que des décrets d'application. Elle devra se faire sur des textes préalablement fournis par les ministères intéressés ». Comme l'avait suggéré l'Intersyndicale, la présidence de cette commission de négociation pourrait être confiée à un conseiller d'État. Des représentants de la Fédération hospitalière de France (F.H.F.) doivent être appelés à y siéger.

هكذا من الأصل

Le Salon du livre

Au carrefour des sciences humaines

LA quasi-totalité des œuvres écrites qu'ont produites les sciences humaines françaises sont exposées au Salon du livre de Paris, ainsi qu'une bonne part des œuvres étrangères marquantes. Pendant six jours, le Grand Palais devient le lieu de rencontre de toutes les interrogations que l'esprit humain pose au monde. Et pourtant, après le formidable développement que les sciences humaines ont connu autour de 1968, certaines d'entre elles aujourd'hui pâtissent d'un moindre engouement.

Nous avons voulu voir de plus près, dresser, sans prétention exhaustive, le bilan de quelques disciplines et ouvrir quelques pistes. Ce n'était pas facile, car les signes du neuf sont encore masqués par les ombres des grands noms.

Nous avons voulu aussi cerner l'influence des sciences humaines françaises à l'étranger et nous avons choisi cinq pays qui pouvaient s'intéresser à la production de nos intellectuels pour des raisons historiques ou géopolitiques. Les réponses mettent quelque peu à mal notre nationalisme. Elles révèlent, en contrepoint, que cette attitude est malheureusement partagée...

Un repli stratégique

SI l'on analyse les statistiques du Syndicat national de l'édition, on constate en sciences humaines une stagnation de la production (18 126 000 exemplaires en 1981 contre 18 383 000 en 1974), une légère tendance à la baisse des tirages moyens de 1979 à 1981 (5 526 à 5 362) et une variation peu significative du nombre des titres (3 191 en 1974 contre 3 380 en 1981).

Autant dire que ce n'est pas là qu'on trouvera des explications à l'amertume réelle de nombre d'éditeurs en sciences humaines. En fait, les statistiques ne montrent pas que les ventes se sont portées sur un nombre restreint de titres, signés de noms connus, ou sélectionnés par le système médiatique. Des ouvrages destinés, *a priori*, à un public limité ont connu de fabuleux succès, source des pires malentendus, et de futurs déboires. Au contraire, des œuvres novatrices sont restées ignorées parce que des médias les négligeaient, trop occupés à relayer les bateleurs d'estrade. Des traductions publiées à grands frais sont ainsi passées inaperçues.

Le phénomène nouveau de ces dix dernières années est que l'intérêt s'est concentré sur quelques œuvres, toujours les mêmes et, par voie de conséquence, le public ainsi « massé », a perdu le sens de la curiosité. Des universitaires ont renoncé à produire des œuvres qui engageaient leur vie intellectuelle : penser les exposait à l'accusation de suppôts du « goulag » ou au barrage des mandarins qui n'aiment que les disciples.

Une partie de l'édition a sa responsabilité dans le repli des sciences humaines quand, après les années de rêve qui ont suivi mai 1968, elle a produit, à tout va, des ouvrages mal ficelés et approximatifs, jetant ainsi le doute sur le sérieux de telle ou telle discipline. Ne parlons pas de la prolifération des jargons qui a obscurci nombre de territoires.

On pourrait ajouter que les querelles de chapelle – les luttes au sein du mouvement freudien, par exemple, – ont eu raison des esprits les mieux disposés.

BERNARD ALLIOT.

(Lire la suite page 12)

Les ethnologues angoissés par leurs succès

NOMBRE de lecteurs dilettantes cherchent dans la littérature ethnologique bien autre chose que de l'exotisme et de l'évasion. C'est avant tout une sorte de décentrement. Cette idée des non-ethnologues rejoint d'ailleurs celle que (dans le privé) l'ethnologue professe très souvent : les sociétés s'éclairent réciproquement, et l'ethnologie, par contraste, est révélatrice de soi.

Science discursive, mélange d'expérience scientifique et d'expérience personnelle, de vécu et de théorique, qu'est-ce qui fait l'originalité de l'ethnologie ? Sa sensibilité ? Son objet ? Sa méthode ? Aux yeux du public, c'est l'objet qui l'emporte : l'ethnologue s'intéresse d'abord aux sociétés de petite surface, aux ordres généralisés et hautement intégrés, aux groupes restreints où jouent à plein le fameux « fait social total ». Il est voué aux tribus. Aux isolats. Aux greniers d'humanité. D'ailleurs, quand il se tourne vers les sociétés de grande surface, l'ethnologue – fidèle à son objet – ne cherche-t-il pas à isoler des « réseaux » ou des « paquets » de relations ? Sa réussite sera de tirer de ces bouts du monde qu'il a observés des règles générales. Ainsi le lecteur, amateur d'ethnologie, s'attache-t-il plus à la parabole du livre qu'à son contenu documentaire et méthodologique. Il préfère les auteurs « dionysiens » aux auteurs « apolliniens ». Il attend de l'ethnologue – arpenteur de la réalité et observateur de l'homme en société – qu'il soit l'égal du romancier – champion de la vraisemblance. L'ethnologie se voit dès lors investie d'une mission pour laquelle elle n'est pas forcément préparée : faire de l'universel avec du local.

Ethnologie chaude, ethnologie froide... Voilà le point de partage entre les publications spécialisées et ce que l'on pourrait appeler – faute de mieux – les produits de librairie. D'où le succès affirmé des journaux de terrain, des histoires de vie, des témoignages, des voyages philosophiques et, plus généralement, de l'ethnologie narrative.

JACQUES MEUNIER.

(Lire la suite page 18)



Dessin de Cagnat

VU D'ALLEMAGNE

Un dialogue de moins en moins privilégié

DANS les années 50 et 60, certaines conditions se trouvaient réunies pour assurer aux productions françaises en sciences humaines une large audience en Allemagne : le prestige intact de Paris, la relative cohésion de certains courants de pensée, la stature de quelques maîtres penseurs. De l'autre côté, des médiateurs influents, comme Adorno ou Peter Szondi, une université en pleine expansion et des éditeurs prospères. Encore plus fortement qu'en France, la mort de Sartre a été ressentie outre-Rhin comme une rupture. Il avait joui depuis 1945 d'une gloire sans éclipse, et ses *Œuvres complètes*, traduites avec une rigueur exemplaire sous la direction de Traugott König, n'ont pas fini d'occuper les esprits. Aucun auteur français n'exerce aujourd'hui pareille influence en Allemagne.

Dans les années 70, beaucoup d'idées parisiennes ont fait irruption sous l'étiquette du structuralisme. Lévi-Strauss était connu depuis longtemps. Mais on découvrait Althusser, sans trop comprendre sa situation face au P.C.F. ; le slogan de « *l'histoire, processus sans sujet* » heurtait de front la théorie critique des héritiers de l'école de Francfort. On découvrait Foucault et, avec beaucoup de retard, Lacan. Mais le structuralisme français arrivait un peu tard, après le formalisme russe ou américain : on n'y trouvait rien de vraiment nouveau, sinon un style littéraire et brillant, mais difficile à traduire, voire même intraduisible dans le cas de Lacan.

JACQUES LE RIDER.

(Lire la suite page 13)

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

États-Unis : en attendant la percée future...

Sociologue, professeur au Centre juridique de l'université de Georgetown, à Washington, M. Norman Birnbaum évoque ici l'influence française dans les sciences sociales américaines.

UN rapide coup d'œil aux rayons de nos bibliothèques universitaires fait apparaître des traductions de Barthes, Bourdieu, Braudel, Desroche, Dumont, Lacan, Le Roy Ladurie, Moscovici, Morin... Quant à Aron, Foucault, Levi-Strauss et Sartre, ils sont considérés comme des classiques. Derrida, Furet, Ricœur et Touraine — parmi d'autres — enseignent régulièrement dans nos universités. En effet, les plus grandes bibliothèques acquièrent régulièrement les travaux les plus récents de sciences sociales en français. L'éventail complet des périodiques français (de la *Revue historique* aux *Débats*) est disponible. Mais malgré tout cela, on ne peut affirmer que l'influence française dans les sciences sociales américaines soit très forte en ce moment.

Prenons, pour commencer, notre organisation académique hautement spécialisée. Il y a des chercheurs qui lisent facilement le français, qui suivent la vie intellectuelle en France — ce sont souvent ceux qui s'y consacrent à plein temps. Il est très rare de rencontrer un historien, un psychologue ou un sociologue qui lit les travaux de ses collègues français sans être un spécialiste de la pensée ou de la société françaises. Les experts de la France servent donc souvent d'intermédiaires auprès de leurs collègues, recommandant des ouvrages et introduisant des visiteurs.

Nos historiens sont généralement au courant des méthodes et des résultats de l'école des *Annales*. Mais ils iront difficilement au-delà de Braudel, et beaucoup de nos américanistes sont superbement ignorants de l'excellent travail des Français sur la culture et la société américaines. Certains psychologues s'attaquent à Lacan, tout en préférant la relative lucidité de Piaget. Des sociologues intéressés par l'analyse globale de la société moderne lisent Touraine, ceux qui sont davantage concernés par la méthode lisent peut-être Boudon. La richesse considérable de la tradition française en philosophie contemporaine n'est connue que des philosophes américains préparés à prendre au sérieux les problèmes de l'interprétation. La *Phénoménologie de la perception* de Merleau-Ponty a été d'abord traduite en 1962, et si elle passe pour un classique, c'est seulement pour des initiés.

La situation est un peu différente pour les écrits politiques en sciences sociales. Certains auteurs français ont été adoptés pour servir nos débats internes. Aron, évidemment, comme champion du libéralisme et censeur sévère du marxisme, est considéré comme un honorable anglo-saxon. Michel Crozier également. Annie Kriegel est un membre récent de ce club, et on passe discrètement sous silence la période où elle recueillait des informations — de première main — sur le P.C.F.

Autres pays autres mœurs

A gauche, les idées de Lefebvre sur le marxisme ont eu de l'influence, et sa *Critique de la vie quotidienne* a été intégrée à l'héritage des émigrés marxistes de l'école de Francfort. L'ouvrage de Gorz, *Stratégie ouvrière et Néocapitalisme*, a eu un public considérable, mais la littérature la plus récente du socialisme n'a pas été lue ni même traduite.

Attali, Chevènement, Julliard, Rosanvallon et Viveret restent des inconnus, sauf pour une poignée de spécialistes. Beaucoup d'économistes politiques américains ne pourraient même pas identifier Fabra, Goux, Perroux ou Sauvy. Mendès France est connu comme grande figure intellectuelle en politique, mais il serait difficile de trouver un collègue qui ait lu *la République moderne*.

Autre pays, autres mœurs. Les sciences sociales, particulièrement celles qui s'intéressent à la politique, atteignent rarement l'universel. Elles traitent les problèmes dans le langage des sociétés nationales. L'assimilation du marxisme par la France d'après-guerre n'a pas d'équivalent ici, à cette échelle. Une appropriation sérieuse du marxisme a sans doute à peine commencé aux États-Unis. Nos traditions politiques sont différentes. Jusqu'à présent, et à condition qu'ils sachent ce que cela signifie, les technocrates de Washington n'aimeraient guère être qualifiés de jacobins américains. Même la traduction de l'ouvrage de Nora et Minc, *Informatique et Société*, a été largement ignorée, malgré le caractère familier de ce thème. Un effort désespéré pour consolider un libéralisme épuisé domine la pensée américaine. Un océan politique sépare nos deux nations.

Et c'est vrai aussi en philosophie. Une grande partie de la science sociale américaine, même lorsqu'elle est pétrie d'idéologie, prétend être positiviste. Les matières sont enseignées et pratiquées indépendamment de la philosophie, laquelle est essentiellement analytique. La philosophie française choque beaucoup de penseurs américains qui la trouvent intellectuellement trop ambitieuse.

Il est vrai que la « déconstruction » a fait une entrée triomphale dans nos universités, dans les départements de littérature où elle fonctionne à la fois comme une philosophie d'opposition et une politique déguisée. L'idée que le monde et les descriptions qu'on en fait sont trompeuses est, en effet, plutôt subversive, compte tenu de la platitude métaphysique (et métahistorique) de la pensée académique américaine. Cela nous indique peut-être où et quand se produira la prochaine percée des sciences sociales françaises aux États-Unis. Une nouvelle période d'agitation sociale et d'expérimentation politique — un autre *New Deal* — est probable avant la fin du siècle. Nous pourrions même (*horribile dictu*) voir renaître le langage de classe sociale. Mais même alors, la pensée française devra ici être lue en anglais... si elle doit être lue.

NORMAN BIRNBAUM.

VU DE

Argentine : avant le « boom latino-américain » ?

LA culture française a trouvé en Argentine, dès le siècle dernier, un terrain favorable à sa pénétration. Il n'est donc pas étonnant que le développement des sciences humaines françaises ait été suivie de très près sur les bords du Rio de la Plata. A l'exception des sciences économiques, où l'influence française est pratiquement nulle (sauf, peut-être, en ce qui concerne l'économie mathématique), et des sciences politiques, où elle est très réduite, toutes les autres branches des sciences de l'homme ont été profondément marquées par les idées, les hommes et aussi les querelles venus de Paris. Il suffit d'un rapide tour d'horizon pour s'en rendre compte.

L'école française de géographie a joué un rôle déterminant dans la formation des premiers géographes modernes argentins. L'influence, à partir des années 60, de l'histoire économique et sociale française, et, plus récemment, de l'histoire des mentalités, a bouleversé l'historiographie argentine, comme d'ailleurs celle de l'Amérique latine. L'existentialisme a été, à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale et jusqu'en 1960, la « philosophie par excellence ». Les intellectuels argentins ont suivi, presque aveuglément, reconnaissent-ils aujourd'hui, le débat suscité par l'œuvre d'Althusser. De même, les diverses expressions du structuralisme sont entrées massivement en Argentine. Le rayonnement de Lévi-Strauss a été considérable, encore que ce dernier ait été découvert relativement tard, à la différence du Brésil, où se réfugièrent après la guerre les grands noms de l'anthropologie française. La sociologie argentine a été marquée par les conceptions néo-marxistes d'Althusser et, plus récemment, par la sociologie scientifique française. Il faut souligner le rôle joué dans ce domaine par Alain Touraine, qui, durant son séjour au Chili, a servi de « pont » entre la France et l'Amérique latine.

Mais c'est sans doute sur le terrain de la psychanalyse que l'attraction exercée par la pensée française est la plus forte. Il s'agit pourtant d'un phénomène récent qui coïncide avec l'apparition de Jacques Lacan. Avant lui, les psychanalystes français étaient pratiquement inconnus. C'est, en effet, l'école anglaise, et plus précisément Melanie Klein, qui dominait au sein des institutions psychanalytiques officielles, telles que l'Association psychanalytique argentine. La situation change lorsque Lacan est introduit en Argentine : l'école freudienne de Buenos-Aires, fondée en 1974 par M. Oscar Masotta, comptera, la première année, trois cents élèves par semaine.

De Marx à Lacan

L'influence de Lacan dépasse d'ailleurs largement le cadre de la psychanalyse. « Bien qu'il s'agisse d'un auteur particulièrement difficile, affirme le docteur Ruben Gro, l'intérêt pour Lacan à Buenos-Aires est un véritable phénomène culturel. » Les raisons de ce succès sont multiples. « Lacan nous a apporté une sorte d'épistémologie de la psychanalyse », affirme M. Gro, qui souligne en outre « la profondeur et le sérieux de sa réflexion sur l'homme ». Pour Mme Ana Goldberg : « Lacan a constitué un refuge pour les intellectuels de gauche qui, à partir de 1976, ne pouvaient pas appliquer leurs idées dans le domaine politique. Nombre d'entre eux sont passés directement de Marx à Lacan. » M. Ramon Alcalde, l'un des principaux continuateurs de M. Oscar Masotta, affirme de son côté : « Le phénomène Lacan est le résultat de sept ans de répression. » Les disciples de Lacan en Argentine sont convaincus que son influence a donné naissance à une production de très haut niveau, « supérieure, dans bien des cas, à la production française », affirme M. Alcalde.

Traditionnelle terre d'accueil pour les idées françaises, l'Argentine est pourtant en train de changer. On assiste à l'heure actuelle à un déclin, voire à un reflux, de l'influence française. Cela tient d'abord au fait que, pour bon nombre d'intellectuels argentins, le niveau des sciences humaines françaises a baissé par rapport à celui atteint il y a dix ou vingt ans. « On assiste à une sorte d'essoufflement après l'explosion qui a précédé et immédiatement suivi mai 68 », affirme M. Francisco Delich, secrétaire général du Conseil latino-américain des sciences sociales. « Absence de construction systématique », « isolement », « bureaucratisation », tels sont les principaux reproches adressés par les Argentins à leurs collègues français. Autre facteur important, la disparition progressive des institutions culturelles de qualité. « Il ne reste pratiquement plus aujourd'hui, à Buenos-Aires, que l'Alliance française, dont le niveau est très médiocre et dont la politique est nettement réactionnaire », soutient M. Alcade. « Le temps n'est plus où les professeurs qui venaient à Buenos-Aires étaient des hommes jouissant d'un grand prestige en France », poursuit-il. Par ailleurs, les « querelles byzantines » des intellectuels français ne contribuent guère à accroître leur rayonnement. « Quand il y a trop de discussions, la méfiance s'installe », affirme M. Gro. Il est clair, par exemple, que les divisions qui ont surgi au sein des lacaniens après la mort du maître, sont en train d'affaiblir l'influence de sa pensée.

Deux mondes antagonistes

Deux facteurs propres à l'Argentine s'ajoutent aux carences du côté français : les conséquences du conflit des Malouines et les perspectives du retour à la démocratie. La guerre de l'Atlantique sud a révélé brutalement aux intellectuels argentins que la France et l'Argentine « appartenaient à deux mondes non seulement différents, mais à beaucoup d'égards antagonistes ». Elle a, en outre, contribué à resserrer les liens avec les autres pays d'Amérique latine. D'autre part, selon M. Gro, « le rétablissement de la démocratie amènera beaucoup d'intellectuels à s'intéresser davantage à la problématique de leur pays et beaucoup moins à ce qui se passe à Paris ». On note déjà, chez bon nombre d'entre eux, le désir ardent d'élaborer avec les « pays frères » du sud du rio Grande une « pensée latino-américaine », comme l'a fait, par exemple, la CEPAL dans le domaine économique. Est-on sur le point d'assister à un « boom latino-américain » en matière de sciences humaines, comparable à celui qu'a connu la littérature ?

JACQUES DESPRÉS.

Italie : un intérêt avant tout scientifique

LES sciences humaines françaises constituent un point de référence dans l'Italie contemporaine. Alors que pendant le fascisme, qui n'avait guère d'affection pour le positivisme, et pour la sociologie en particulier, l'influence avait plutôt été allemande et spiritualiste, à travers Benedetto Croce notamment (1). L'immédiat après-guerre fut marqué au contraire par une ouverture rapide et de grande ampleur à la culture française : en particulier à l'école des *Annales*. Dès 1950 par exemple, le livre de Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien* était traduit, alors qu'il était paru en France un an auparavant.

Cette rapidité des traductions, cette connaissance, voire cette diffusion en Italie dès leur parution en France (par exemple *la Mort en Occident*, de Michel Vovelle, paraît pratiquement simultanément dans les deux pays) des ouvrages français en sciences humaines sont symptomatiques du rayonnement qu'elles exercent au-delà des Alpes. Bien entendu, tous les « grands noms » en histoire, anthropologie, philosophie ou sociologie (de Braudel à Duby, Legoff, Le Roy Ladurie, à Lévi-Strauss, Foucault, Bourdieu ou Touraine) sont traduits. Les Italiens sont certes aussi sujets aux phénomènes de mode, gérés par les mass media, comme ladite « nouvelle philosophie », mais ils sont surtout attentifs à ce qui se pense et s'écrit en France, quelle que soit la notoriété de l'auteur : globalement, la perspective dans laquelle se situe l'intérêt des Italiens pour les sciences humaines françaises est avant tout de caractère scientifique.

On doit cependant, d'entrée de jeu, lever une équivoque : cette diffusion des sciences humaines françaises en Italie ne signifie pas qu'il n'y ait pas recherches et créativité en la matière au sud des Alpes. Au contraire, la production et la qualité des écrits en ce domaine — que les Italiens appellent plutôt « sciences sociales » que « sciences humaines » — sont notables. Mais ils sont pratiquement inconnus en France. En fait, l'intérêt — ce qui est regrettable pour les Italiens certes mais aussi, et peut-être encore plus, pour les Français — est très unilatéral. « La plupart des recherches, et en particulier celles menées par des spécialistes de la France, sont totalement ignorées des Français travaillant dans le même domaine », affirme M. Georges Vallet, directeur de l'école française de Rome.

L'influence des sciences humaines françaises s'exerce à plusieurs niveaux et varie selon les disciplines. Il existe des points forts traditionnels, comme la géographie de la Méditerranée, où les Français ont acquis une réputation incontestée, notamment autour de l'école de Pierre Georges. Mais c'est sans doute dans le domaine de l'historiographie que l'influence a été la plus profonde : non seulement en ce qui concerne l'histoire du Moyen Age mais également l'histoire contemporaine. Un domaine dans lequel, en raison de la réflexion sur le fascisme, les Italiens ont mené des recherches de grande valeur.

Osmose dans l'archéologie historique

Certes, l'historiographie anglo-saxonne est loin d'être ignorée — au contraire elle gagne du terrain, — mais c'est l'influence française qui a sans doute contribué le plus activement à faire régresser l'historiographie politique classique en déplaçant l'intérêt vers une histoire des mentalités. Le domaine où la réciprocité est la plus grande, où l'on pourrait parler d'« osmose » dans les recherches, est celui de l'archéologie historique. Il existe des contacts permanents et, grâce, d'une part, aux activités de l'école française de Rome et, de l'autre, à la qualité d'accueil des Italiens, les Français sont pleinement associés aux recherches italiennes. En sociologie s'est d'autre part instituée une collaboration assez étroite entre certains sociologues de Milan et de Rome et leurs confrères français. Dans le domaine de la psychanalyse, le rôle de Lacan n'est certes plus celui qui fut le sien, il y a une quinzaine d'années : il existe, cependant, à Rome, un groupe, assez marginal certes, qui publie un bulletin trimestriel *Cosa Freudiana*.

L'influence des sciences humaines françaises en Italie s'explique par plusieurs facteurs. Sans doute, après la guerre, a pu jouer une volonté d'exorciser ce qui était ressenti comme un provincialisme, et l'originalité qu'a représentée une école comme celle des *Annales* a facilité le renouvellement. L'ouverture à la France a aussi tenu au fait qu'il n'existe pas en Italie une structure interdisciplinaire institutionnalisée (comme par exemple l'école des Hautes Etudes en sciences sociales). En outre, a joué l'action d'institutions françaises favorisant les contacts personnels entre chercheurs, alors que de tels instruments pour faire connaître les recherches italiennes n'existent pas en France. Un rôle important revient enfin aux maisons d'édition italiennes qui pratiquent une politique de traduction à un degré inconnu en France — au demeurant très en retard en ce domaine — caractérisée par le choix des textes, même si parfois le commercialisme l'emporte. Enfin, les auteurs français ont un accès direct aux mass media, ce qui contribue à familiariser le public à leur pensée.

PHILIPPE PONS.

(1) Vient de paraître aux Editions du Seuil un recueil de textes de Croce, choisis et présentés par Sergio Romano, *la Philosophie comme histoire de la liberté*.

Un repli stratégique

(Suite de la page 11)

On n'oubliera pas le système éducatif qui éprouve quelque peine à faire lire ses écoliers et ses élèves de terminales, et l'Université, dont le travail multidisciplinaire n'a pas compensé les effets de la multiplication des sous-disciplines. Ce qui entre dans quelques feuillets ronéotypés constitue la matière d'une plaquette, pas d'un livre.

Une traversée du désert devenait donc nécessaire. La crise économique en s'installant dans les têtes a été, d'une certaine manière, salutaire : il fallait revenir à l'exigence. C'est ainsi que les sciences humaines reconquièrent leur statut de sciences à part entière. Par chance, le public suit, il en a pour son argent, et les travaux les plus sérieux retrouvent une audience que les éditeurs n'espéraient plus. Des intellectuels se sont rappelés qu'ils devaient, par nature et par fonction, produire des concepts plutôt que des formules pour la scène du « book business » : ils sont dans les bibliothèques ou dans leur cabinet de travail. Cette absence, signe du déclin des sciences humaines pour les pessimistes, apparaît comme un évident repli stratégique.

BERNARD ALLIOT.

L'ÉTRANGER

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

Japon : pas d'influence sur les nouvelles générations

Au Japon, l'intérêt manifesté pour les sciences humaines françaises est réel et traditionnel, Paris conservant malgré tout dans ce domaine son label de capitale des modes intellectuelles. Cependant, dans un pays où la remarquable capacité d'adaptation des techniques étrangères a toujours été inversement proportionnelle à la capacité d'absorption des idées venues de l'étranger, et où, de ce fait, les mutations industrielles n'ont guère entamé ni la psychologie, ni les rapports sociaux originaux du Japon, cet intérêt reste circonscrit à un nombre limité de spécialistes universitaires, de disciples initiés et d'esprits exceptionnellement extravertis. Rien de comparable ici avec l'engouement pragmatique, et immédiatement rentable, que suscitent les sciences économiques et technologiques venues d'Amérique.

L'ordre divin des choses

Traditionnellement peu enclins à philosopher, ou à remettre en cause l'ordre divin des choses, par le biais du débat d'idées, de l'analyse sociale et de la psychanalyse, les intellectuels se sont régulièrement tournés vers l'Europe pour leurs emprunts philosophiques, sociologiques et anthropologiques : tout particulièrement vers la France et l'Allemagne, dont les modes de pensée et d'analyse étaient universellement consacrés au dix-neuvième siècle, lorsque le Japon sortit de son hermétisme. Le phénomène s'est poursuivi, avec des hauts et des bas, en fonction des modes intellectuelles européennes et des fluctuations du nationalisme culturel nippon.

Néanmoins, pas plus hier qu'aujourd'hui, cette assiduité ne s'est traduite dans la réalité par une transformation notable de la psychologie, du mode de pensée ou des rapports sociaux : elle demeure élitiste et monopolistique. *« Nous avons,* nous disait M. Yamaguchi, éditeur féru de philosophie bergsonienne, *des spécialistes d'Alain, de Mounier, de Jung et de Sartre. Mais, sauf concordance psychologique très rare avec l'œuvre à laquelle ils sont identifiés, leur approche reste très formelle, esthétique et superficielle. Leur spécialité ne leur sert pas d'outil d'analyse mais de statut social. Dans la vie, leur comportement et leurs œuvres restent le plus souvent japonais. Quelles que soient les modes intellectuelles importées, la psychologie japonaise ne change pas : Freud a connu une très grande vogue mais, dans la pratique, il n'en reste quasiment rien. »*


Dessin de Cagnat

Pour M. Takeo Kuabara, professeur à l'université de Kyoto, spécialiste d'Alain et d'Henri Lefèbre, *« le nombre d'étudiants en sciences humaines a décrû à Kyoto au cours des dernières années ». « Il y a dix ans,* ajoute-t-il, *professeurs et étudiants étaient plus sérieux, plus actifs intellectuellement et politiquement.*

» Aujourd'hui ils manifestent peu d'intérêt pour les sciences humaines occidentales, c'est un phénomène de société. » Pour lui, *« à l'exception de Sartre, aucun grand penseur français n'a été capable d'influencer la jeunesse japonaise ».* Après l'engouement pour Sartre et Camus dans les années 70, l'intérêt est désormais plus limité et diffus. Certes, Touraine, Lacan, Deleuze, Guattari, Althusser, Baudrillard, etc. sont traduits : des revues très spécialisées, comme *Gendai Shiso (Idées contemporaines) leur consacrent des numéros.* Mais cela tient beaucoup de la mode et touche au plus quelques centaines d'initiés. Et, même si elles demeurent les plus cotées, les sciences humaines françaises subissent le contrecoup du reflux plus général enregistré au Japon dans le domaine de la littérature et de la culture étrangères. Les ventes d'ouvrages français, toutes catégories confondues, ne viennent d'ailleurs qu'au cinquième rang, derrière celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la R.F.A. et des Pays-Bas.

Onze étudiants pour la France

A l'heure de la révolution électronique, de la robotisation et de l'hyperspécialisation, le raz de marée des sciences matérielles, la compétition universitaire pour les diplômes techniques, la dépolitisation et le conformisme, laissent assez peu de temps, de place et de débouchés aux sciences humaines et aux réflexions sur la société. A cela, s'ajoute un rapport toujours difficile entre la pensée française qui prétend à l'universalisme et la culture japonaise qui se veut unique et qui reste très égocentrée.

Enfin, le discours – désormais universel – sur la supériorité du « modèle » socio-économique nippon, par opposition à ce qui est souvent perçu ici comme la « décadence » des modèles occidentaux, n'incite guère les jeunes japonais, à de rares exceptions près, à se passionner, comme le firent leurs pères et leurs grands-pères, pour l'étude des systèmes de pensée et d'analyse étrangers, français ou autres. L'an dernier, onze étudiants japonais sur un total proche de deux millions ont obtenu des bourses pour aller étudier en France les sciences humaines...

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Allemagne : un dialogue de moins en moins privilégié

(Suite de la page 11)

La théorie psychanalytique n'a pas en Allemagne la place institutionnelle et mondaine, à cheval sur diverses disciplines, qu'elle détient chez nous. Depuis sa renaissance en 1945, elle a surtout écouté les maîtres américains et anglais, tandis qu'elle ignorait les travaux parisiens. L'introduction de Lacan date de ces dernières années. On observe la formation de chapelles *sur le modèle de la rive gauche, tel* ce groupe de travail berlinois qui publie la revue lacanienne *Wunderblock*. Mais les psychanalystes allemands restent réticents. Lacan ne séduit que des esprits plus philosophiques ou littéraires.

Certaines modes intellectuelles *ont fait long feu en Allemagne. Par* exemple la vague des nouveaux philosophes n'a rencontré en son *temps qu'un scepticisme plutôt* goguenard et a passé d'emblée pour un phénomène du parisia*nisme. Quelques théoriciens, qui* suscitaient ici un vif intérêt, tel René Girard, restaient inaperçus outre-Rhin. *Aujourd'hui, on traduit des* auteurs considérés comme des francs-tireurs à l'écart des écoles et des modes : Baudrillard, Lyotard, Serres.

Après avoir longtemps tenu Ricœur pour son interlocuteur naturel, la pensée herméneutique cher*che depuis quelques années à enga*ger le dialogue avec Derrida, comme en témoignent les travaux *de Manfred Frank (1). Une nouvelle* génération d'intellectuels redécouvre Nietzsche et relit Heidegger, *lavés des éclaboussures de l'his*toire allemande à travers Deleuze ou Derrida.

La théorie parisienne ou la mouche du coche

La critique littéraire française passe mal outre-Rhin. On en est encore à révéler Blanchot et Starobinsky. *Des mouvements,* que, à Paris, on plaçait au centre du monde, comme celui de *Tel Quel,* ont eu bien peu d'écho en Allemagne. De fortes personnalités, comme Marthe Robert, restent méconnues. Le style français de la critique, qui confronte une subjectivité à un texte, choque les esprits accoutumés au sérieux « scientifique », lourd de références précises et de bibliographies exhaustives. Roland Barthes est traduit, mais pas complètement. Il sert d'allié aux Allemands qui cultivent une nouvelle élégance désinvolte, une nouvelle fraîcheur spéculative contre les pesanteurs de la *Literaturwissenschaft*. Mais il faut bien constater que de grands courants de pensée allemands occupent le terrain : l'inspiration d'Adorno, l'inépuisable potentiel de Benjamin, la « théorie de la réception » de l'école de Constance, dominée par Hans Robert Jauss.

C'est d'ailleurs souvent l'impression que donne la théorie parisienne en Allemagne : d'être la mouche du coche de recherches qui se nourrissent de travaux anglo-saxons ou de traditions allemandes. Un ouvrage aussi considérable que la *Théorie de l'action communicationnelle* de Jürgen Habermas (1981) fait à peu près comme si la philosophie et la *sociologie françaises s'arrêtaient à* Durkheim. Convenons du reste que Habermas, de son côté, trouve plus de partenaires de discussion aux Etats-Unis qu'en France.

Ce qui « marche » le mieux en Allemagne, outre les bons auteurs d'ethnologie et (tout de même !) de sociologie, c'est incontestablement l'histoire. L'école des *Annales,* Braudel, Duby, Le Roy Ladurie, ont un grand succès. Sur ce terrain, les productions françaises enfoncent l'édifice lézardé du positivisme historique, toujours capable d'excellents travaux de détail, mais privé de la veine épique et de la force de synthèse que les Allemands trouvent dans l'école française.

Mais dans l'ensemble le dialogue franco-allemand en sciences *humaines s'essouffle. Le brutal* reflux des effectifs universitaires et la morosité financière de l'édition *n'arrangent rien. Dans la presse,* les sciences humaines tiennent une place effacée : *Die Zeit* et *Der Spiegel* en parlent très peu, la *Frankfurter Allgemeine* et la *Frankfurter Rundschau* plus régulièrement. Mais on n'observe pas, comme à Paris, la « rentrée » annuelle des sciences humaines, ni de grands débats avec tribunes et polémiques.

Dans un domaine décisif, la production française déçoit la demande allemande : celui des préoccupations écologiques, « alternatives » et pacifistes. Or les titres consacrés à ces sujets envahissent les catalogues des éditeurs d'outre-Rhin et s'adressent à la jeune génération. A part les idées féministes (Simone de Beauvoir reste au centre des discussions), la France paraît n'avoir rien à offrir pour alimenter ces nouveaux intérêts.

JACQUES LE RIDER.

(1) *Cf.* « Pourquoi la philosophie française plaît aux Allemands », interview de Manfred Frank, *le Monde Dimanche* du 24 octobre 1982.



BILANS

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

En philosophie, le retour des professeurs

DEPUIS la mort de Sartre, suivie de celle de Lacan et du retrait d'Althusser, la presse s'interroge obstinément : qui va les remplacer ? Comme si la place du « grand philosophe » français était à jamais fixée dans la topographie du pays et qu'elle devait nécessairement être occupée à la manière d'un fauteuil ou d'un trône. Les noms surgissent donc, comme autant de candidatures : Michel Foucault, Michel Serres, Gilles Deleuze, Jean-Toussaint Desanti, Jacques Derrida, philosophes de profession, accrédités par leur enseignement, à qui sont joints des essayistes provenant de diverses disciplines : René Girard, Edgar Morin, Cornélius Castoriadis, Jean Baudrillard.

Pour le public, si notoires qu'ils soient, ces noms ne font pas le poids. Le fauteuil de Sartre reste inoccupé ; mieux : l'histoire a déjà transformé ce siège en piédestal dressé pour lui seul. Reste le besoin, systématiquement entretenu par les médias, d'un chef de file intellectuel. La philosophie n'a rien à voir là-dedans. Le nationalisme, si. La France a pris l'habitude, au moins depuis Voltaire, de produire un grand homme par siècle sur la scène culturelle mondiale. Le vingtième sera donc « le siècle de Sartre », mais on s'affole à l'idée que le vingt et unième pourrait ne pas porter un nom français.

Laissons-là ces niaises spéculations et voyons ce qui se passe dans la philosophie à l'heure actuelle en France. Première constatation : comme dans d'autres carrières, on y avance à l'ancienneté. Arrivés à l'âge de la retraite, d'excellents professeurs, longtemps tenus pour d'honnêtes praticiens de la philosophie, se voient promus « philosophes », sans l'avoir cherché. Vladimir Jankélévitch a connu récemment ce sort heureux ; le tour semble maintenant venu d'Emmanuel Lévinas ; demain, ce sera celui de Paul Ricœur.

Des philosophes, pourtant, au sens de créateurs d'un système philosophique, l'histoire en compte peu. Pour ne pas remonter à Platon ou à Aristote, ni à saint Augustin ou saint Thomas d'Aquin, et, pour ne pas sortir de la pensée occidentale, disons : Descartes, Spinoza, Leibniz, Kant, Hegel, Marx, Bergson. En ce siècle, Husserl, peut-être Heidegger. Sartre lui-même, appliquant le schéma marxiste selon lequel une philosophie correspond à un certain stade de la société, se définissait lui-même, en 1960, comme un « idéologue » par rapport à la philosophie, qui demeure indépassable tant que les conditions qui l'ont engendrée n'auront pas changé : le marxisme. On sait ce qu'il en est advenu au cours des dix dernières années : seuls les militants marxistes croient encore que le marxisme reste intégralement opérant pour comprendre le monde et le transformer.

Panne

Mais, de philosophie nouvelle, point encore. Ceux qu'on a appelés les « nouveaux philosophes » ont été surtout des essayistes-publicistes qui ont exprimé efficacement le reflux du marxisme dans l'intelligentsia. Aucun d'eux n'a proposé de pensée originale. Leur mentor à tous, Maurice Clavel, servi par un don exceptionnel de communication médiatique, « grande gueule chaleureuse », en d'autres termes, pensait dans l'orbite de Kant, ce qui ne date pas d'hier. Le marxisme, quant à lui, continue de fournir quelques instruments intellectuels indispensables aux historiens, ainsi que le reconnaît volontiers Fernand Braudel.

Du côté de la pensée libérale, Raymond Aron reste le maître incontesté de la philosophie de l'histoire. A gauche, on semble renoncer même à la philosophie politique conçue comme un engagement : un philosophe aussi attentif aux luttes sociales que Claude Lefort ne voit de possibilité pour une pensée politique nouvelle que dans un provisoire « retrait du politique ». Pour Blandine Barret-Kriegel, la philosophie politique ne pourra se régénérer qu'en revenant à une réflexion sur le droit, seule capable de fonder une politique des droits de l'homme entre le scepticisme libéral et le volontarisme marxiste. André Gorz, de formation sartrienne, voit le salut dans une philosophie en acte consistant à inventer des comportements sociaux nouveaux qui échappent à la logique productive, qu'elle soit capitaliste ou socialiste.

C'est au point de tangence des sciences exactes, avec les travaux de Henri Atlan, biophysicien, de René Thom, mathématicien, d'Ilya Prigogine, physicien, et des sciences de l'homme, dont Edgar Morin assure infatigablement, par son rôle de « go-between » critique, la communication, que se manifestent les modes de pensée les plus inventifs. Il se pourrait que l'enquête entreprise par Morin dans la Méthode apparaisse bientôt comme le travail le plus significatif de la philosophie véritablement contemporaine.

Les philosophes qui ont le plus marqué les années 70 : Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jacques Derrida, semblent en panne d'invention. Le premier poursuit un travail d'historien des idées qui l'éloigne décidément de la philosophie : le second métaphorise à qui mieux mieux ses découvertes de l'économie libidinale, reprises à son compte par Jean-François Lyotard ; le troisième, enfin, conçoit la philosophie comme une interrogation poétique qui le rend de plus en plus ésotérique. Il a des disciples, comme Jean-Luc Nancy et Philippe Lacoue-Labarthe, qui rivalisent d'herméticisme dans un registre avant tout littéraire. Michel Serres, pour sa part, écrit livre sur livre qui se présentent délibérément comme des vagabondages littéraires délivrés de l'épuisant travail conceptuel.

Dans la génération suivante, à l'exception de Régis Debray ou de François George, fort éloignés au demeurant, la philosophie s'est massivement repliée sur l'université : retour à la philosophie des professeurs, raillée jadis par Jean-François Revel, puis par François Châtelet. Peut-être faudrait-il introduire dans la philosophie la distinction opérée par Roland Barthes entre écrivains et écrivants : il y a les philosophes tels qu'on les a définis plus haut et les philosophants, c'est-à-dire ceux qui font des travaux philosophiques.

Trois courants se dessinent dans la philosophie universitaire actuelle qui, soulignons-le, n'a guère laissé pénétrer l'école de Francfort. L'introduction tardive, sous l'impulsion de Jacques Bouveresse, de la philosophie analytique anglaise, qui est exclusivement une philosophie de langage. La phénoménologie husserlienne classique, dont le principal connaisseur est Gérard Granel, et qui est poursuivie, à travers la filiation de Merleau-Ponty, par de jeunes philosophes tels que Jean-Louis Chrétien et Didier Franck. L'ontologie heideggérienne, enfin, qui, soustraite au gardiennage orthodoxe de Jean Beaufret, tend de plus en plus à la théologie avec Jean-Luc Marion. Ces courants produisent des travaux qui n'ont aucune chance d'être lus hors des cercles universitaires, et qui n'y prétendent d'ailleurs pas.

A l'écart de ces travaux académiques, on remarque des entreprises philosophiques comme celles de Manuel de Dieguez, critique acharné de la théologie, ou de Marc Richir, continuateur de la phénoménologie. Universitaire, lui, mais franc-tireur, Clément Rosset part de Schopenhauer et de Nietzsche pour essayer de penser le « dédoublement du réel ». Une attente se manifeste à l'égard d'un renouveau de la pensée juive dans la continuité de Lévinas, mais il est trop tôt pour en apercevoir les résultats.

Voilà le panorama, rapidement balayé du regard. Il est plat. Lorsqu'on interroge François George, qui vient de fonder une revue résolument hors des circuits universitaires, la Liberté de l'esprit, et qui met ses espoirs dans un « miracle philosophique », il répond que la « personnalité philosophique » qui le frappe le plus aujourd'hui est René Garrigues qui, tout en s'amusant à jouer au « paria », a pour seul souci de recommencer la pensée, comme le firent à chaque fois les vrais philosophes. A la question : « Quelle sera la philosophie de l'avenir ? », François George répond de la même façon que Bergson en son temps : « Si je le savais, je la ferais. »

MICHEL CONTAT.

Parmi les collections

● Gallimard : « Bibliothèque des idées », la plus prestigieuse, animée durant les années 30 et 40 principalement par J. Paulhan et Bernard Groethuysen, elle n'a pas de directeur en titre. L'Etre et le Néant, de Sartre, Phénoménologie de la perception, de Merleau-Ponty, Introduction à la philosophie de l'histoire, de Raymond Aron. Dernier titre marquant : Critique de la raison politique, de Régis Debray. — « Bibliothèque et philosophie », fondée par Sartre et Merleau-Ponty, dirigée actuellement par Pierre Verstraeten. L'Idiot de la famille, de Sartre. Publie surtout d'importantes traductions : Ernst Bloch, Gramsci, Husserl, Heidegger, Kolakowski, Lukacs, Wittgenstein. Parmi les Français : Machiavel, de Claude Lefort, le Sens du temps et de la perception chez Husserl, de Gérard Granel.

● Minuit : « Critique », dirigée par Jean Piel. De la grammatologie, de Jacques Derrida, l'Anti-Œdipe, de Deleuze et Guattari, Economie libidinale, de Jean-François Lyotard, la série des Hermès, de Michel Serres. Parmi les titres récents : le Réel, de Clément Rosset, le Même et l'Autre (quarante-cinq ans de philosophie française, 1933-1978), de Vincent Descombes. — « Arguments », dirigée par Kostas Axelos. Histoire et conscience de classe, de Georg Lukacs, l'Homme unidimensionnel, de Herbert Marcuse, Dialogue avec Heidegger, de Jean Beaufret, le Jeu du monde, de Kostas Axelos. Un titre récent : « Chair et Corps », de Didier Franck. « Le Sens commun », dirigée par Pierre Bourdieu. La Philosophie des formes symboliques, d'Ernst Cassirer. Architecture et scolastique, d'Erwin Panofsky.

● Seuil : « L'ordre philosophique », dirigée par François Wahl. Les Idéalités mathématiques, de Jean T. Desanti, De l'interprétation, de Paul Ricœur, Vérité et Méthode, de H.-G. Gadamer.

● Grasset : « Figures », dirigée par Bernard-Henri Lévy, publie surtout des essais aux frontières de la philosophie et visant un public élargi. Deux titres récents : Un destin philosophique, de Jean T. Desanti, les Stragégies fatales, de Jean Baudrillard. — Hors collection, les ouvrages d'André Glucksmann.

● Fayard : « Le temps des sciences », dirigée par Odile Jacob. L'Homme neuronal de Jean-Pierre Changeux, ainsi que des livres de Pierre Bourdieu, François Jacob, André Leroi-Gourhan.

● P.U.F. : le plus grand nombre de collections philosophiques : « Epiméthée », fondée par Jean Hyppolite et dirigée par Jean-Luc Marion. Le Rationalisme de Spinoza, de Ferdinand Alquié, Recherches phénoménologiques pour la constitution (Idées directrices pour une phénoménologie et une philosophie phénoménologique pures ; livre second), de Husserl, le Système de Leibniz, de Michel Serres. Dernier titre paru : l'Etranger et le Simulacre, de J.-F. Mattéi. — « Philosophie d'aujourd'hui », dirigée par Paul-Laurent Assoun. Freud et Nietzsche, de P.-L. Assoun, l'Antinature, de Clément Rosset, Spinoza et la pensée française avant la Révolution, de Paul Vernière. — « Questions », dirigée par Blandine Barret-Kriegel. Le Léninisme, de Dominique Colas. — « Pratiques théoriques », dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lecourt. L'Anomalie sauvage, d'Antonio Negri. — « Croisées », dirigée par Jean-Marie Benoist. L'Invention scientifique, de Gérard Holton.

● Flammarion : « La philosophie en effet », dirigée par Jacques Derrida, Sarah Kofman, Philippe Lacoue-Labarthe, Jean-Luc Nancy. Dernier titre paru : l'Impératif catégorique, de Jean-Luc Nancy.

● Payot : « Critique de la politique », dirigée par Miguel Abensour. Publie essentiellement des traductions de l'école de Francfort (Adorno, Bloch, Habermas, Horckheimer) mais aussi un classique, tel le Discours de la servitude volontaire, d'Etienne de La Boétie. — « Bibliothèque scientifique » vient de publier la réédition de la Nouvelle Atlantide, de Sir Francis Bacon, suivi de Voyage dans la pensée baroque, de Michèle Le Dœuff et Margaret Llasera. — Dans la « Petite Bibliothèque Payot » paraissent parfois des inédits, comme le récent les Ruses de la raison, d'Hélène Védrine.

● Aubier-Montaigne : « Analyse et raisons », fondée par Martial Gueroult. Dernier titre paru : Différence et subjectivité, de Francis Jacques. — « Philosophie de l'esprit ». Critique de la raison aléatoire, de Jean-René Vernes. — « Bibliothèque philosophique ». L'Art de comprendre, de H.-G. Gadamer.

● Galilée : « R.C. », dirigée par André Gorz. Fondements pour une morale, d'André Gorz, la Théorie critique de l'école de Francfort, de Jean-Marie Vincent, Actuels, de Herbert Marcuse. Dernier titre paru : les Chemins du paradis (l'agonie du capitalisme), d'André Gorz. — La collection « Débats », dirigée par Michel Delorme, publie des essais dont certains sont philosophiques : Instructions païennes, de Jean-François Lyotard, Simulacres et Simulation, de Jean Baudrillard, le Respect des femmes, Comment s'en sortir, de Sarah Kofman, D'un ton apocalyptique adopté naguère en philosophie, de Jacques Derrida.

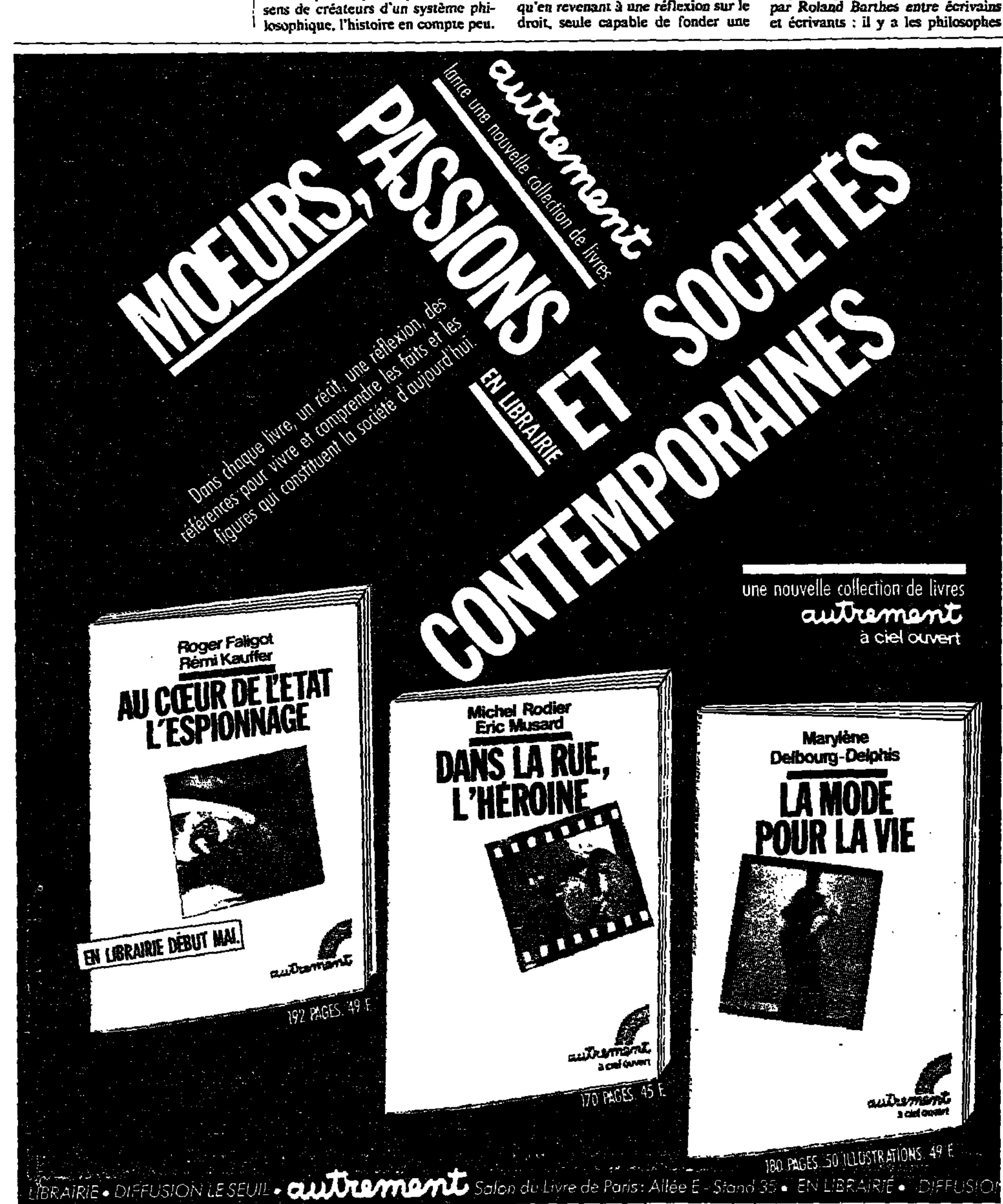
● Maspero : « Théorie », la collection dirigée par Louis Althusser et qui a publié les principaux ouvrages de celui-ci est arrêtée. Dernier titre paru : la Langue introuvable, de Michel Pecheu et Françoise Gadet. Une nouvelle collection de philosophie devrait voir le jour en 1984.

● Les éditions Anthropos et les Editions sociales-Messidor publient des travaux d'inspiration marxiste, principalement dans la collection « Terrains », aux Editions sociales.

● Verdier : « Questions », dirigée par Jacques Rolland. Essais hérétiques, de Jan Patocka. « Les dix paroles », dirigée par Charles Mopsik. Judaïsme et Altérité, de Catherine Chalier.

● Vrin : plusieurs ouvrages d'Emmanuel Lévinas. La Transcendance de l'Ego, de Sartre.

● Trans-Europ-Repress : édite des textes philosophiques pour lutter contre l'homogénéisation de l'Europe. Notes sur l'expérience privée, de Wittgenstein, l'Auto-affirmation de l'université allemande, de Martin Heidegger. — M. C.



مكذا من الأصل

ET PROMESSES

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

En psychanalyse, de nouvelles pistes


Dessin de Cagnat

DEPUIS la mort de Jacques Lacan, il ne reste plus qu'un « monstre sacré » sur la scène de la psychanalyse française : Georges Devereux. Longtemps méconnu, ce chercheur d'origine hongroise, formé par Marcel Mauss et Geza Roheim, a fondé une nouvelle discipline : l'ethnopsychiatrie. Ses ouvrages connaissent une audience sans cesse croissante dans le monde entier. En France, cette année, trois de ses livres ont été édités : *Femme et Mythe* (Édition Flammarion), *Psychothérapie d'un Indien des plaines* et *Baubo, la vulve mythique* (Édition Jean-Cyrille Godefroy), ouvrage dans lequel Georges Devereux s'en prend incidemment à l'une de ses bêtes noires : le féminisme contemporain.

Devereux est systématiquement snobé par l'*establishment* psychanalytique, qui continue à produire avec une régularité quasi obsessionnelle des livres ou des revues dont la principale fonction semble être d'autocélébration. Freud aspirait à « *troubler le sommeil du monde* » ; voilà au moins un projet auquel la psychanalyse contemporaine a renoncé.

En revanche, les études sur le père fondateur et sur le destin du mouvement psychanalytique, en France ou dans le monde, attirent de plus en plus de lecteurs curieux de connaître le genre d'hommes ou de femmes qui, au début du siècle, prirent part à la révolution freudienne. D'où le succès d'ouvrages, par ailleurs parfaitement estimables, comme ceux de Roger Dadoun : *Freud* (Édition Belfond) ; d'Élisabeth Roudinesco : *la Guerre de Cent Ans* (Édition Ramsay) ; de Jacques Le Rider : *le Cas Otto Weininger* (PUF), ou de travaux plus philosophiques comme ceux de Paul-Laurent Assoun : *Freud et Nietzsche* (PUF).

Musique et occultisme

Intérêt porté aux recherches historiques, mais aussi aux implications sociales et politiques de la psychanalyse. Deux ouvrages tout à fait remarquables avaient balisé le terrain en 1981 : *l'Age des foules*, de Serge Moscovici (Édition Fayard), et *l'Homme des foules*, de Bernard Edelman (Édition Payot). Cette année, Eugène Enriquez, avec *De la horde à l'État* (Édition Gallimard), tente de cerner le lien social, ainsi que les formes de pouvoir dans les sociétés modernes, à partir de l'œuvre sociologique de Freud.

Autre domaine qui, jusqu'à présent, avait été négligé par les psychanalystes : la musique. Freud, on le sait, se déclarait totalement « *unmusikalisch* » (non-musicien) et, dans l'index des *Écrits*, de Lacan, qui comporte plus de trois cents noms, ne figure pas un seul musicien. D'où la nouveauté d'un ouvrage collectif comme *Psychanalyse et Musique*, qui vient de paraître aux éditions Les Belles Lettres dans une nouvelle collection : « Confluents psychanalytiques », que dirige Alain de Mijolla. Ce dernier a réuni pour ce livre Pierre Schaeffer, musicien très au fait des découvertes freudiennes, et cinq analystes aimant et pratiquant la musique : G. Rosolato, J. et A. Caïn, J. Rousseau-Dujardin et J.-G. Trilling.

La musique mais aussi la parapsychologie connaissent un intérêt croissant, dont témoigne également la parution de l'ouvrage de Wladimir Granoff et Jean-Michel Rey : *l'Occulte, l'objet de la pensée freudienne* (PUF).

Si les revues de psychanalyse se renouvellent peu, il n'en est pas de même de *l'Ane*, magazine freudo-lacanien dirigé par Judith Miller et *diffusé par les éditions du Seuil*, dont chaque numéro est attendu avec curiosité ; il y est question de psychanalyse, mais aussi d'anthropologie, de philosophie, de cinéma, de théâtre et de politique sous une forme toujours originale.

Signe des temps : l'antipsychiatrie a sombré corps et biens. Les noms de Laing, de Cooper, de Berke, de Szasz n'apparaissent plus sur les couvertures des livres, et les débats autour de la folie ne mobilisent plus personne.

Terminons cependant ce panorama sur une note réjouissante : les *Œuvres complètes* de Freud vont enfin être publiées en français sous la responsabilité des Presses universitaires de France. Les premiers volumes sont prévus pour 1985.

ROLAND JACCARD.

En histoire, l'ombre trop grande des aînés

LA France des vingt dernières années a produit trop de bons historiens. Il sera difficile à la nouvelle génération des trente-quarante ans de s'affirmer face à une école et à une époque marquées par Maurice Agulhon, Philippe Ariès, Pierre Chaunu, Georges Duby, François Furet, Pierre Goubert, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Robert Mandrou, Pierre Vilar, Michel Vovelle. Il y a, dans cette abondance de talents historiques, plus qu'un hasard : un phénomène social. Et l'on peut affirmer sans trop d'audace qu'il existe un rapport entre cette floraison de la recherche la plus savante et le goût récent du public cultivé pour l'*évocation* du passé. Mais une telle équipe, diverse par les préoccupations scientifiques et les origines idéologiques, éclipse encore largement, par ses productions anciennes et surtout actuelles, une nouvelle génération dont on ne sait pas trop dans quelle direction elle va pouvoir progresser après les percées conceptuelles opérées depuis la guerre.

On ne peut exclure *a priori* l'hypothèse d'une continuité ou même d'un renouveau, mais on ne peut pas non plus rejeter celle d'un déclin de la recherche historique dans la France des années à venir. Il est rare qu'une école, qu'un mouvement intellectuel persiste plus d'une ou deux générations. Or l'expérience historiographique française s'étale déjà dans une presque longue durée. Elle démarre vers 1929, avec Marc Bloch, Lucien Febvre et la fondation de la revue *Annales*. Elle se poursuit avec Fernand Braudel au lendemain immédiat de la guerre. Elle éclate, pour le grand public, à partir de 1970.

Interrogé par *le Monde*, il y a quelques temps, Fernand Braudel n'était pas optimiste. Pour lui, la vitalité de la recherche historique reposait sur la force des sciences *sociales* françaises, celles des années 1880-1930 notamment. Le déclin de ces disciplines, les hésitations particulièrement marquées de la sociologie, de l'anthropologie, de la géographie, ne peuvent que miner, à plus ou moins long terme, la confiance en eux-mêmes des chercheurs en histoire.

Il y a, cependant, de nombreuses raisons de rester optimiste. L'histoire ne peut être touchée, comme d'autres domaines, par les désillusions idéologiques de l'instant, par l'effondrement du cadre conceptuel marxiste en particulier. Elle n'en a jamais véritablement dépendu pour son développement. D'accord sur quelques principes méthodologiques simples — nécessité du quantitatif, de l'analyse des mentalités, — les historiens français ont très largement refusé les querelles doctrinales, ils ont vécu en marge des conflits politiques. L'histoire, en France, aura été, durant les quarante années mythifiantes et souvent verbeuses qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, le refuge de l'empirisme et du respect des faits.

EMMANUEL TODD.

Une sélection

● La Bibliothèque des histoires, *chez Gallimard, dirigée par Pierre Nora. C'est certainement la plus prestigieuse des collections historiques. On l'appelle parfois avec affection la Bibliothèque du Collège de France. Tous ses auteurs ne sont pas comme Duby, Foucault et Le Roy Ladurie professeurs titulaires, mais on doit admettre que cette collection joue la sécurité : elle publie essentiellement des auteurs confirmés. Jacques Le Goff et François Furet, deux présidents successifs de l'école des hautes études en sciences sociales, ne sont pas exactement des nouveaux venus. La « Bibliothèque des histoires » fait également un utile travail de traduction des grands auteurs étrangers.*

● L'Univers historique, *au Seuil, dirigée par Jacques Julliard et Michel Winock. C'est la collection la plus audacieuse. Elle mêle conservation et innovation. Elle réédite les ouvrages classiques d'Agulhon, Mandrou, Ariès. Elle publie des livres très originaux de Zeev Sternhell sur le fascisme, français, de Pierre Darmon et Jean-Louis Flandrin sur la sexualité d'Ancien Régime, de Paul Veyne sur la méthode historique et l'Antiquité, de R. Paxton sur Vichy, de Marc Raeff sur l'Ancien Régime russe et de Joseph Rovan sur la social-démocratie allemande. Cette collection se refuse à séparer l'histoire contemporaine de l'analyse des mentalités préindustrielles. Elle ne publie que des ouvrages de qualité mais marque un goût très net pour la déstabilisation des idées reçues.*

● La nouvelle bibliothèque scientifique, *chez Flammarion, publie une proportion notable de travaux historiques. On y trouve les classiques de Pierre Chaunu sur Séville et l'Atlantique et de Pierre Vilar sur la Catalogne. « La nouvelle bibliothèque scientifique » édite souvent les travaux de chercheurs proches intellectuellement de l'école des hautes études en sciences sociales, comme André Burguière, Martine Segalen, Michel Vovelle, Jean-Claude Schmitt.*

● *En poche : « Champs », chez Flammarion. En publiant en poche les livres pionniers de Pierre Chaunu sur la* Civilisation de l'Europe classique, *de Pierre Goubert sur* 100.000 provinciaux au dix-septième siècle, *de Georges Duby sur* la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval, *d'Emmanuel Le Roy Ladurie sur* les Paysans de Languedoc, *de Pierre Vilar sur* Or et Monnaie dans l'histoire, *les éditions Flammarion ont véritablement mis la nouvelle histoire à la portée de tous, et en particulier des étudiants à court d'argent des années 70. La collection « Champs » fait de la licence d'histoire un plaisir : elle a tué l'angoisse des bibliothèques surchargées.* — E. T.

Trois collections

● « CONNAISSANCE DE L'INCONSCIENT »

Etre édité par Jean-Bertrand Pontalis dans sa collection « Connaissance de l'inconscient », chez Gallimard, c'est entrer dans l'un des clubs les plus fermés et les plus prestigieux de l'édition. Tout psychanalyste rêve d'y voisiner avec Harold Searles, Lou Andréas-Salomé, Georg Groddeck, Bruno Bettelheim ou Mélanie Klein.

Lancée en 1966 avec la correspondance de Freud, cette collection, largement ouverte sur les travaux les plus originaux engendrés par la psychanalyse dans les pays anglo-saxons, a également publié des documents originaux sur le mouvement freudien, ainsi que sur le patient le plus célèbre de l'histoire de la psychanalyse, l'Homme aux loups.

Parmi les auteurs français dont les travaux ont été jugés dignes de figurer dans « Connaissance de l'inconscient », citons Didier Anzieu, Michel de M'Uzan, Pierre Fédida, Guy Rosolato et Joyce McDougall.

● « SCIENCE DE L'HOMME »

Auteur de la Révolte contre le père, *Gérard Mendel est à l'origine d'une discipline nouvelle : la sociopsychanalyse. On ne s'étonnera donc pas de trouver dans la collection qu'il dirige depuis une vingtaine d'années chez Payot des ouvrages de psychanalystes particulièrement attentifs à la vie politique comme Alexandre Mitscherlich* (le Seuil impossible) *ou Wilhelm Reich.*

Proche de la Société psychanalytique de Paris, cette collection accueille également des auteurs comme Béla Grunberger, J. Chasseguet-Smirgel, René Held ou Pierre Marty. Pourtant le principal mérite de Gérard Mendel est ailleurs : dans l'obstination avec laquelle il édite les principaux ouvrages de M. Balint, S. Ferenczi, D. Winnicott, K. Abraham ou O. Rank. Nous lui devons de pouvoir lire en français bon nombre des textes fondamentaux du mouvement psychanalytique.

● « CRITIQUE »

L'excellente collection « Critique », de Jean Piel, aux Editions de Minuit, concerne autant la philosophie que la psychanalyse. Peu de traductions ici, mais des auteurs qui travaillent hors des sentiers battus. Ainsi Piel nous a-t-il révélé l'ethnologue Pierre Clastres (la Société contre l'Etat), *le philosophe Jean-François Lyotard* (Économie libidinale), *la psychanalyste Luce Irigaray* (Speculum, de l'autre femme) *ou encore François Roustang* (Un destin si funeste).

Vedettes de la collection : Emmanuel Levinas avec ses Quatre lectures talmudiques, *Michel Serres avec sa série sur* Hermès, *Michel Butor avec* Répertoire, *Jacques Bouveresse avec* Une parole malheureuse *et Gilles Deleuze avec* l'Anti-Œdipe, *écrit en collaboration avec Félix Guattari, ouvrage-emblème de toute une génération de l'après-mai 68.* — R. J.

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

BILANS

En linguistique une étape à franchir

LE problème qui se pose en permanence aux éditeurs français d'ouvrages de linguistique est celui-ci : comment rester à peu près à la hauteur de la linguistique américaine actuelle et conserver, cependant, un public de langue française qui permette de « faire tourner la maison », c'est-à-dire les collections ?

En d'autres termes, et un peu méchamment : comment publier des textes de recherche qui ne sont lisibles qu'aux initiés ou adeptes (et, corollairement, illisibles pour un assez grand public) dans le cadre de l'édition classique, celle qui met ses ouvrages sur le marché général du livre ?

Du côté des auteurs, le problème ne se pose pas ; ou, du moins, pas dans les mêmes termes. Ils sont tous (on est tenté d'ajouter : évidemment et normalement) universitaires, et ne sont donc tenus à aucun calcul grossier de « ventes » ou même de notoriété littéraire. Ils écrivent pour leurs pairs, français ou étrangers, et davantage en fonction de leur carrière (comprise au sens le plus noble, il va sans dire) que d'un succès d'édition.

Un public potentiel important

On osera cependant faire aux uns et aux autres (auteurs et éditeurs) le reproche d'être plus enclins à creuser l'écart, déjà trop grand, entre la linguistique française d'aujourd'hui et un public potentiel qui, sans être immense, est grand, qu'à s'efforcer de combler cet écart. Une chose est de ne rien concéder aux sordides soucis de la commercialisation d'un livre, quand il s'agit de recherche scientifique ; Autre chose est d'en rajouter inutilement dans l'hermétisme bavard, le formalisme clinquant et l'illisibilité.

C'est vraisemblablement une affaire de mode et de génération. Il n'est que comparer à cet égard, par exemple, les *Essais de linguistique française* (Nathan), du regretté Robert-Léon Wagner, modèle d'un savoir maîtrisé avec modestie, et que l'auteur désire visiblement faire partager au plus grand nombre, et la *Critique du rythme* (Ed. Verdier), d'Henri Meschonnic, dont l'intérêt théorique est très grand, mais qui donne au lecteur, si courageux qu'il soit, le sentiment d'un fichier babylonien (ou babélien ?) déversé en 713 pages étouffantes, assorti de près de deux mille références ou notes en bas de page ; ou encore, les actes du débat de Royaumont entre Piaget et Chomsky, *Théorie du langage, théories de l'apprentissage*, passé l'an dernier dans la collection de poche « Points », du Seuil ; et, chez le même éditeur, les travaux parallèles et rivaux de Nicolas Ruwet et de Jean-Claude Milner, *Grammaire des insultes et autres études* pour le premier ; *Ordres et raisons de langue* pour le second. Livres qui marquent tous deux, par des voies différentes, le désir de prendre quelque distance à l'égard du chomskysme canonique et scholastique, mais dont l'audience est beaucoup plus mince que celle du débat Piaget-Chomsky.

Signalons, cependant, les deux meilleurs ouvrages actuels consacrés à la constitution d'une théorie d'ensemble de la combinaison des signes linguistiques à d'autres modes de signification : le geste, le statut social, l'allusion, le sous-entendu. Il s'agit des livres d'Alain Berrendonner, *Eléments de pragmatique linguistique*, et de François Recanati, *les Enoncés performatifs*, tous deux publiés aux Éditions de Minuit.

La linguistique occupe en fait, dans l'ordre des sciences humaines, une place inconfortable. Par son mouvement propre, et surtout dans la mouvance des travaux de Noam Chomsky, elle tend à être (ou à se présenter comme) la plus exacte des sciences inexactes ; et, en quelque sorte, une science des choses beaucoup plus qu'une science de l'homme. Elle s'éloigne ainsi d'un public indifférencié et seulement curieux des mécanismes du langage, sans pour autant s'acquérir un public scientifique un peu consistant.

Sans doute n'est-ce qu'une étape à parcourir, indispensable. La linguistique de langue française a donné par le passé suffisamment de preuves de sa capacité d'analyse et de synthèse pour que nous soyons confiants dans son avenir.

JACQUES CELLARD.

D'une sociologie éclatée à une sociologie éclatante

Auteur de Sciences sociales et marxisme, des Processus sociaux contemporains (Payot, 1979 et 1980) et de l'Obscurantisme contemporain (Papyrus, 1983, nouvelle édition augmentée), professeur à Paris-VII, Pierre Fougeyrollas dresse un bilan de la sociologie.

PAYS d'Auguste Comte, de Durkheim, de Tarde et de Mauss, la France a exercé, en matière de sociologie, une sorte d'hégémonie qui, entre 1850 et 1950, ne lui a guère été disputée que par Max Weber et l'école allemande de sciences sociales.

Durant les vingt ans qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, quatre professeurs ont dominé, à des titres divers, le développement de la sociologie générale française : Georges Gurvitch et Raymond Aron ont tenté de concilier les traditions intellectuelles issues de Durkheim, de Weber et, jusqu'à un certain point, de Marx ; Jean Stoetzel a promu, dans ses ouvrages et par la création de l'Institut français d'opinion publique, une psychologie sociale alliant l'héritage de Tarde et de Durkheim à l'emploi des techniques d'investigation américaines ; enfin, Henri Lefebvre a introduit le marxisme dans le champ des études sociologiques de terrain. Dans le même temps, G. Le Bras développait la sociologie de la religion, G. Friedmann et P. Naville celle du travail, et G. Goldmann celle de la littérature.

Pour en revenir à nos « quatre mousquetaires », il faut reconnaître que, séparément ou ensemble, ils ont formé toute une génération dans les rangs serrés de laquelle nous discernons Balandier (l'anthropologie des pouvoirs), Gilbert Durand (les structures de l'imaginaire), Ledrut (l'aménagement de l'espace urbain), Moles (la microsociologie de la communication), L.-V. Thomas (l'anthropologie de la mort), Duvignaud (la sociologie du théâtre et des mutations culturelles), Ansart (les idéologies et les affects politiques), Morin (le cinéma), Bourricaud (les problèmes de l'autorité), Namer (la mémoire sociale), J.D. Reynaud, Claude Durand, M. Maurice, Verret et Michel Simon (les relations sociales du travail), Mendras (la paysannerie), Isambert (les pratiques et les croyances religieuses), Viviane Isambert-Jamati et Le Than Koï (la sociologie de l'éducation), Lourau et Lapassade (l'analyse institutionnelle), Baudrillard (les signes et les stratégies sociales), P.H. Chombard de Lauwe, R. Castel, Madeleine Guibert, André Michel et d'autres que les limites de cet article ne nous permettent pas de citer.

Cette génération, entendue au sens large, dont nous faisons nous-même partie, reste assez largement marquée par la formation philosophique de la plupart de ses membres qui ont vécu et qui vivent la sociologie comme une aventure personnelle plutôt que comme une réponse à une demande sociale institutionnalisée, à la différence de ce qui se passe aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale.

Le temps des écoles

Aux alentours de 1968, certains chercheurs constituent autour d'eux des équipes qui, en raison de leur homogénéité idéologique, vont prendre ultérieurement la forme d'écoles. Crozier et Boudon, influencés par la sociologie des Etats-Unis, jouent respectivement la carte de l'étude des organisations et celle de la méthode quantitative, en laissant de côté l'observation des tensions et des conflits qui mettent en cause la stabilité des sociétés industrielles. Pour leur part, Touraine et Bourdieu cherchent à épouser, chacun à sa manière, les processus sociaux en cours.

Proclamant le caractère dépassé de la lutte des classes, du moins sous ses formes traditionnelles, Touraine s'évertue à discerner la portée et la signification de ce qu'il appelle les « mouvements sociaux » : femmes, jeunes, étudiants, gens du troisième âge, écologistes, partisans de diverses minorités. Bourdieu, lui, s'efforce de fusionner la stratification sociale et l'analyse des rapports de classes en se référant à la fois à ce qu'il nomme le « capital économique » et le « capital culturel ».

A partir de là, quatre écoles, faisant souvent figure de chapelles, se sont organisées et ont revêtu, pour un temps, certains caractères dominants : un attachement à la méthodologie et à l'épistémologie pratiquées trop souvent au détriment de l'analyse en profondeur et en extension du devenir des sociétés, un affaiblissement de la problématisation et un certain renoncement à la critique sociale. Bref, cette sociologie s'est éloignée des influences durkheimiennes et wébériennes pour subir celles du fonctionnalisme américain en rejetant les problèmes posés par le marxisme (Crozier, Boudon, Touraine) ou pour tenter une sorte de compromis entre le structuralisme et le marxisme (Bourdieu).

Cessant d'être une aventure pour devenir un « métier », la sociologie espère gagner en rigueur et court le risque de s'en tenir à des constats quantifiés ou schématisés dont les contenus ne diffèrent pas essentiellement de celui des observations du sens commun. C'est le risque d'une certaine dégénérescence positiviste auquel ont largement succombé nos collègues d'outre-Manche et d'outre-Atlantique.

Outsiders et novateurs

Heureusement, à l'extérieur des quatre écoles et, parfois, à l'intérieur, des nouveaux venus apparaissent et témoignent, par leurs travaux et par leurs orientations, de l'irréductible complexité de la sociologie française.

Sous le signe de la « politique éclatée », Lucien Sfez nous a donné *l'Enfer et le Paradis*, un livre tourmenté et irritant qui ouvre de nouveaux chemins à la sociologie politique. Il a, en outre, accueilli, dans sa collection des Presses universitaires de France, des ouvrages de jeunes chercheurs, tirant de diverses façons les leçons de 1968 : Alain Médam *(Montréal interdite)*, Henri-Pierre Jeudy *(la Peur et les Médias)*, d'autres encore. Dans une autre collection des PUF, Michel Maffesoli nous a offert, en 1979, une méditation sur *la Violence totalitaire*, et il vient de publier, aux éditions Méridiens-Anthropos, *l'Ombre de Dyonisos - Contribution à une sociologie de l'orgie* qui ne manque ni de tonus ni d'horizon. Un auteur à suivre avec vigilance quant à sa démarche idéologique.

Dans le domaine de la sociologie des médias, on retiendra l'important rapport de Mattelard et Stourdzé. *Technologie, culture et communication* (Documentation française, 1982). Dans l'excellente collection « Le sens commun » que dirige Pierre Bourdieu aus Editions de Minuit, Luc Boltanski vient de produire une remarquable étude : *les Cadres — la Formation d'un groupe social*, dont l'intérêt d'actualité n'échappera à personne. Vient de sortir aussi *De la horde à l'Etat — Essai de psychanalyse du lien social*, dont l'auteur, Eugène Enriquez, nous livre sa lecture de l'œuvre sociologique de Freud et son analyse personnelle de l'Etat nazi : beau pavé dans la mare des positivistes (1).

Des jeunes femmes préoccupées par les problèmes de la condition féminine actuelle entrent dans le champ de la sociologie. C'est le cas de D. Kergoat (*les Ouvrières*, Le Sycomore, collection « Actuels », 1982) et de D. Chabaud, D. Fougeyrollas, F. Sonthonnax-Mason (*Famille, travail domestique et espace-temps des femmes*. Editions du CAESAR. Université Paris X-Nanterre, 1982). Ces ouvrages, dénués de préjugés scolastiques, étudient dans leurs connexions les rapports entre les sexes et les rapports entre les classes. Prolongeant les efforts de Michelle Perrot pour donner aux femmes une histoire, ils tendent à leur donner une sociologie.

De Suisse romande nous vient le dernier ouvrage de Jean Ziegler, *les Rebelles — Contre l'ordre du monde*, qui nous invite à comprendre le recours à la lutte armée de groupes issus du tiers-monde. C'est un refus de l'enfermement intellectuel occidentalocentrique qui donne beaucoup à réfléchir. Par ailleurs, il serait injuste de ne pas tirer un coup de chapeau à R. Fossaert, qui, malgré les graves périls du formalisme, ose écrire un *opus magnum* en huit tomes, sous le titre *la Société*, dont le sixième, *les Structures idéologiques*, vient de paraître (2). Saluons, enfin, le passionnant ouvrage, en langue française, d'un professeur parisien d'origine italienne, Antonio Benenati, *le Développement inégal en Italie*, dans lequel la science économique et la sociologie, si longtemps isolées l'une de l'autre, trouvent une admirable conjonction selon le prolongement de la pensée de Gramsci (3).

Au-delà des anciennes disciplines magistrales et des contraintes d'écoles plus récentes, des outsiders et des novateurs ou des novatrices cherchent et produisent tous azimuts. Finalement, c'est cela qui est important et qui permet d'espérer en l'avenir.

Les besoins de la société

La sociologie française manque de crédits, mais elle ne manque pas de chercheurs de qualité. Néanmoins, l'augmentation nécessaire des crédits de recherche et de formation ne serait pas suffisante pour donner à cette discipline le nouvel essor auquel elle aspire. Il faut encore que les chercheurs adaptent leurs enquêtes aux problèmes concrets et aux besoins fondamentaux de la société française et, plus largement, des autres sociétés du monde, notamment du tiers-monde.

En France, il est de la plus grande urgence que soit entreprise une étude en extension et en profondeur de la *classe salariale*, base sociale de ce qui s'est appelé le « changement » du 10 mai 1981. Une telle recherche devrait saisir les divers degrés d'homogénéité ou d'hétérogénéité économique, sociale et culturelle de l'ensemble des salariés, évaluer les rapports qu'ils entretiennent avec leurs organisations représentatives, enfin définir les limites que les représentations collectives assignent à une telle classe.

Paraît également urgente une plus grande ouverture sur le tiers-monde pour lequel les travaux de M. Godelier, de P. Ph. Rey, de C. Meillassoux et d'A.-M. d'Ans sont très précieux dans la perspective d'une collaboration interdisciplinaire entre sociologues et anthropologues. Plus généralement, toute analyse fondamentale des processus sociaux exige la coopération systématisée des spécialistes de toutes les sciences sociales. Et, à cet égard, chacun d'entre eux doit être capable de dépasser les limites de son « métier ». Impérialiste, au moins dans ses prétentions, à l'époque de Durkheim, isolée et réduite, aujourd'hui, sous l'effet des étroitesses scolastiques, la sociologie ne peut gagner la bataille de son avenir que dans et par l'interdisciplinarité.

D'une sociologie éclatée entre les tenants d'écoles antagonistes et des navigateurs plus ou moins solitaires, il est souhaitable que sorte un jour, une sociologie éclatante, s'emparant des processus qui nous emportent et nous traversent, dévoilant les contradictions auxquelles les sociétés contemporaines sont en proie, enfin dénonçant les tenants et les aboutissants de toutes les mystifications idéologiques. Organique, la sociologie peut l'être en répondant d'une manière clarificatrice à la demande sociale, dans sa globalité et dans ses détails. Critique, elle doit l'être en arrachant leur masque aux pouvoirs établis et aux représentations qu'ils propagent. Après tout, si l'on considère une certaine continuité des générations, en France ce n'est pas si mal parti.

PIERRE FOUGEYROLLAS

(1) Gallimard. « Connaissance de l'inconscient », 1983, 460 p.
(2) Editions du Seuil, 1982.
(3) *Economica*, avec une préface de H. Bartoli, 1982, 557 p.

Une encyclopédie à créer une autre à sauver

La tâche est énorme. Ne remplace pas Diderot et son *Encyclopédie* qui veut. Quand bien même serait-il ministre. Mais il est à porter au crédit de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la recherche et de l'industrie, d'avoir, juste avant de quitter le gouvernement, jeté les bases d'une vaste entreprise : réaliser une grande encyclopédie des sciences et des techniques, *« un dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers »*. Ambitieux projet dont l'avenir est désormais entre les mains de son successeur, M. Laurent Fabius qui devrait se prononcer sur ce point dans les jours qui viennent.

Cette encyclopédie remplacera-t-elle vraiment l'œuvre de Diderot ? D'un point de vue historique, certainement pas. Mais ses promoteurs, si l'on en croit les conclusions d'un rapport, remis à la mi-mars à M. Chevènement par le philosophe Dominique Lecourt, chargé de mission auprès de la direction générale du Centre national de la recherche scientifique, ont l'ambition d'en faire une œuvre qui bouleversera son époque, comme le fit en son temps l'œuvre collective à laquelle Diderot attacha son nom et consacra près de vingt ans de sa vie.

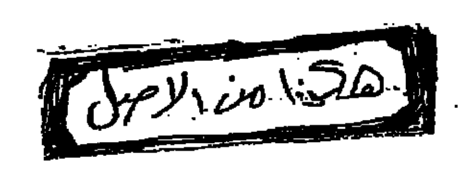
Refaire au sens strict du terme une édition moderne de *l'Encyclopédie* n'aurait pas vraiment de sens. Ce serait nier les extraordinaires moyens de communication que nous offrent les technologies d'aujourd'hui : support écrit, bien sûr, mais aussi vidéo, télématique, banques de données, etc.

Aussi la nouvelle encyclopédie française des sciences, des arts et des métiers paraît-elle plutôt être un concept d'ensemble qu'une série de volumes savants destinés à meubler les étagères des bibliothèques. Il semble en effet que les promoteurs de ce projet souhaitent amener la communauté scientifique — et celle-ci en serait, paraît-il, d'accord — à créer, perpétuer et inventorier un bouillonnement des idées et des théories.

Ainsi serait-il possible de réaliser une sorte de synthèse, de produit de haut de gamme, à partir duquel il serait possible d'extraire des produits plus diversifiés en fonction des publics. Cette opération, qui, outre les scientifiques, ferait un large appel aux historiens des sciences, n'aurait de sens que dans la mesure où elle permettrait une mobilisation plus large des efforts — formation des maîtres, irrigation de l'enseignement, vulgarisation scientifique, — en associant notamment aux travaux le ministère de l'éducation nationale. Révolution culturelle donc, pourrait-on dire, mais aussi opération commerciale à réussir. Affaire à suivre...

La survie, ou plutôt la relance de l'encyclopédie internationale des sciences et des techniques, publiée entre 1968 et 1974 par les Presses de la Cité, n'a pas cette ambition (*le Monde* du 7 février 1982). Cependant, cette œuvre de neuf mille pages, vendue à dix-sept mille cinq cents exemplaires et à laquelle ont participé des centaines de scientifiques, pourrait présenter suffisamment d'intérêt aux yeux des pouvoirs publics pour que soient envisagées sa remise à jour et sa réédition. Plusieurs formules seraient alors possibles : racheter les droits aux Presses de la Cité pour les rétrocéder à une autre maison qui s'engagerait à lancer une réédition ou lui faciliter le rachat des droits en le soutenant d'une manière ou d'une autre pour la diffusion. La défense du français, menacé, comme langue scientifique, vaut-elle cela ? Ce n'est pas M. Roger Morvan, le créateur de cette encyclopédie internationale des sciences et des techniques (qui a aussi le mérite de déjà exister !), qui en disconviendra.

J.-F. AUGEREAU.



ET PROMESSES

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

Entretiens avec deux animateurs

Pierre Nora (Gallimard) : une communauté d'exigence

« En 1966, chez Gallimard où vous entrez, il y a déjà des collections de documents, d'histoire et d'essais.

— Il y avait une riche constellation, mais éparpillée, et qui gravitait tout entière autour de l'astre littérature. Bernard Groethuysen, que Malraux déclarait l'homme le plus intelligent qu'il eût connu, avait créé dès 1927 la « Bibliothèque des Idées, » où ont notamment paru des ouvrages aussi importants que *le Déclin de l'Occident*, de Spengler, *l'Être et le Néant* ou *la Phénoménologie de la perception*. Il y avait « La Suite des temps », « Leurs figures », « Problèmes et documents », mais sans direction précise. Sans oublier « L'espèce humaine » que dirigeait Michel Leiris ou la « Géographie humaine » de Deffontaines. Mais, par exemple, il est significatif qu'à l'époque « Les essais » aient choisi, de Freud, *le Mot d'esprit* ou *la Gravida*, c'est-à-dire les textes périphériques, et pas la *Science des rêves*, ou les *Cinq psychanalyses*.

» Un des apports propres à Claude Gallimard aura été de donner à ce secteur son automonie et sa visibilité, ne serait-ce que par l'alignement des couvertures sur l'axe de quelques grandes collections. En même temps qu'il créait avec J.-B. Pontalis « Connaissance de l'inconscient », nous ouvrions en 1966 la « Bibliothèque des sciences humaines » avec *Masse et puissances*, de Canetti, les *Problèmes de linguistique générale*, de Benveniste, et *les Mots et les Choses*, de Foucault, si providentiellement sous-titré *Une archéologie des sciences humaines*. Elle compte aujourd'hui plus de soixante-quinze titres. Juste après, « Témoins », avec *Eichmann à Jérusalem*, de Hannah Arendt, *Ma vie*, de Jung, et bientôt *l'Aveu*, d'Artur London, qui en assurait le véritable lancement. La « Bibliothèque des histoires », en 1971, est venue compléter le dispositif, collection qu'ont illustrée, entre autres, *le Temps des cathédrales*, de Duby, et le *Montaillou*, de Le Roy Ladurie, et dont les trois volumes collectifs *Faire de l'histoire*, que j'ai réalisés avec Jacques Le Goff, ont éclairé le programme. Enfin « Archives », initialement lancée chez Julliard en 1964, et que Jacques Revel dirige avec moi, va bientôt fêter son centième titre et... ses vingt ans.

— Pourtant, dans un article du Débat, *de février 1982, intitulé de façon provocatrice : « Ecrivez, on ne vous lira pas », vous constatez une* « contraction dramatique du marché » *des sciences humaines.* L'« euphorie éditoriale », *selon vous, tient-elle au passé ?*

— Oui et non, c'est l'euphorie de la croissance qui est terminée. L'époque où Braudel et Lévi-Strauss, Duby, Foucault, Jacob, Le Roy Ladurie, Bourdieu, ont commencé à connaître des tirages de *best-sellers* et, tout en étant des auteurs savants, à s'intégrer à une culture publique a coïncidé avec ce que Fourastié a appelé « *les Trente glorieuses de l'économie* ». Il est vrai qu'il y a rétraction du public universitaire. Vrai que l'époque des fondateurs, dont l'exposé savant se doublait d'un effet social et politique direct, tend à s'estomper. Vrai que le type de publication auquel la tradition de la maison a toujours été fidèle est menacé. D'un côté, par la logique de la spécialisation disciplinaire. De l'autre, par le « prêt-à-penser » d'oraclés peu portés sur le travail de fond et qui a réussi à tromper un public qu'on avait saturé, par ailleurs, il faut le dire, de sous-produits inconsidérément jetés sur le marché.

Une seconde vie

» N'empêche. Je suis frappé de l'impavidité avec laquelle le vaisseau Gallimard maintient le cap. Ne prenez que ces tout derniers mois : *l'Idée républicaine en France*, de Claude Nicolet, *Style, artiste et société*, de Meyer Schapiro, le *Montaigne en mouvement*, de Starobinski, *les Catégories de la culture médiévale*, du Russe Gourevitch, autant de titres qui passeraient difficilement pour céder à la facilité ambiante. Sans compter la publication simultanée des *Rois thaumaturges*, de Marc Bloch, avec la préface de Le Goff, des *Problèmes d'historiographie*, de Momigliano, de *la Grande Transformation*, de Karl Polanyi, avec la préface de Louis Dumont, qui indiquent, comme toujours les retours aux sources, de nouveaux départs. Une nouvelle génération d'auteurs me paraît au bord de prendre la relève. Et puis, il y a les grands projets collectifs en cours de réalisation. Un volume, par exemple, qui va inaugurer un genre nouveau, les historiens se prenant eux-mêmes et leur vie comme objet d'histoire. Un autre autour des modèles de la royauté sacrée. Vous vous rappelez la formule de Merleau-Ponty : « *L'Occident agonise sous forme de sciences humaines.* » L'agonie dure, elle pourrait bien être une seconde vie.

— François Wahl, Paul Veyne et Michel Foucault viennent de créer au Seuil, une collection, « Des travaux ». Wahl, dans l'Ane, *de mars-avril 1983, exprime sa « nausée » devant le tapage de certains intellectuels, lance un appel aux « réorganisateurs de concepts » et affirme qu'il* « y aura le moins possible de poubelle » *dans son initiative. Vous sentez-vous visé par ces déclarations ?*

— Vous voulez rire ? Je suis d'ailleurs entièrement d'accord avec l'analyse du problème qu'a faite Foucault dans une récente interview à *Libération*. Foucault dont précisément je me réjouis de publier à la rentrée la suite de l'*Histoire de la sexualité*. Wahl a sûrement raison de vouloir réagir contre une certaine forme de pollution. Mais, personnellement, je me méfierais de toute espèce de « réorganisation des concepts ». Je m'en tiens à ce qui a été ma règle depuis le départ et que j'essaie d'appliquer maintenant dans *Le Débat* : qualité et rigueur d'abord, pluralisme ensuite. Ce qui m'intéresse n'est pas la communauté de convictions, c'est la communauté d'exigence. »

Propos recueillis par
RAPHAËL SORIN

Louis Audibert (Flammarion) : une période de repli

« Depuis 1980, vous êtes responsable de la « Nouvelle bibliothèque scientifique », de Flammarion, une collection ancienne et très prestigieuse. Vous supervisez également tout le domaine des sciences humaines.

— Elle a pris la suite de la « Bibliothèque de philosophie scientifique », fondée en 1902 par Gustave le Bon, sous la célèbre couverture rouge. Celui-ci voulait présenter clairement « *la synthèse philosophique des diverses sciences* » et « *l'évolution des principes qui les dirigent* ». Y furent publiés des ouvrages de Poincaré, d'Einstein, de Dauzat, de Bréhier, de Binet, etc. En 1962, l'historien Fernand Braudel *reprit la collection, rebaptisée* « Nouvelle bibliothèque scientifique ». Comme directeur de la Maison des sciences de l'homme, il était en relation avec des chercheurs du monde entier, dans toutes les disciplines ; certains étaient ses élèves. Il publia aussi bien Lorenz que Jankélévitch, fit traduire Devereux et Arnheim.

» La collection consacra Le Roy Ladurie, avec son *Histoire du climat depuis l'an mil*, Duby, pour les deux volumes de *l'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*. Elle s'ouvrit à de nouvelles disciplines, offrant au public cultivé *De la biologie à la culture*, de Ruffié ; *les Ruses de l'intelligence*, de Détienne et Vernant ; ou *les Objets fractals, BR de Mandelbrot*.

» *Braudel s'étant retiré, on renonça à plusieurs collections de création récente, « Sciences », « Bibliothèque d'ethnologie historique » et « L'histoire vivante », pour renforcer la « N.B.S. ».*

» *Je l'anime désormais, avec un conseil scientifique où figurent Georges Duby, Jean-Claude Pecker et Michel Serres. Nous cherchons à en conserver la tradition de rigueur et d'ouverture. Parmi les prochains titres, deux livres de Carlo Ginzburg, un Chomsky et un Adorno.*

— Le secteur des sciences humaines, ce n'est pas seulement la « N.B.S. ». Vous avez d'autres collections, liées à des « cheminements » philosophiques et esthétiques...

— Jacques Derrida et Yves Bonnefoy, en collaborant avec nous, effectivement, suivent des routes transversales d'une originalité complète. Derrida dirige « La philosophie en effet », avec Sarah Kofman, Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy. Leur collection tient un discours philosophique, qui « travaille » la psychanalyse, l'art figuratif ou les sciences. Elle a publié, entre autres, *la Carte postale*, de Derrida, les œuvres de Nicolas Abraham, et, tout dernièrement, un remarquable livre de Mikkel Borch-Jacobsen, *le Sujet freudien*. Elle sort bientôt la traduction du *Concept de critique esthétique dans le romantisme allemand*, de Walter Benjamin. *Dialogues*, d'Antoine Gallien, après des entretiens avec Deleuze, Duby, Chomsky et Jakobson, *doit publier un René Thom*. Enfin, « Idées et recherches », dirigé par Yves Bonnefoy, va continuer la diffusion de traités fondamentaux, après ceux de Seznec, Chastel, Corbin ou Duthuit, pour dresser une véritable « histoire de la conscience ».

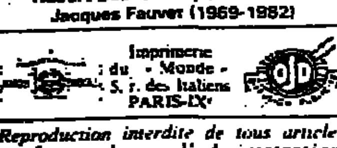
Pour rassurer les pessimistes

— On signale, un peu partout, un « recul » des sciences humaines, après l'explosion de ces quinze dernières années. Partagez-vous l'inquiétude de ceux qui souhaitent une sorte d'« occultation » de la recherche ?

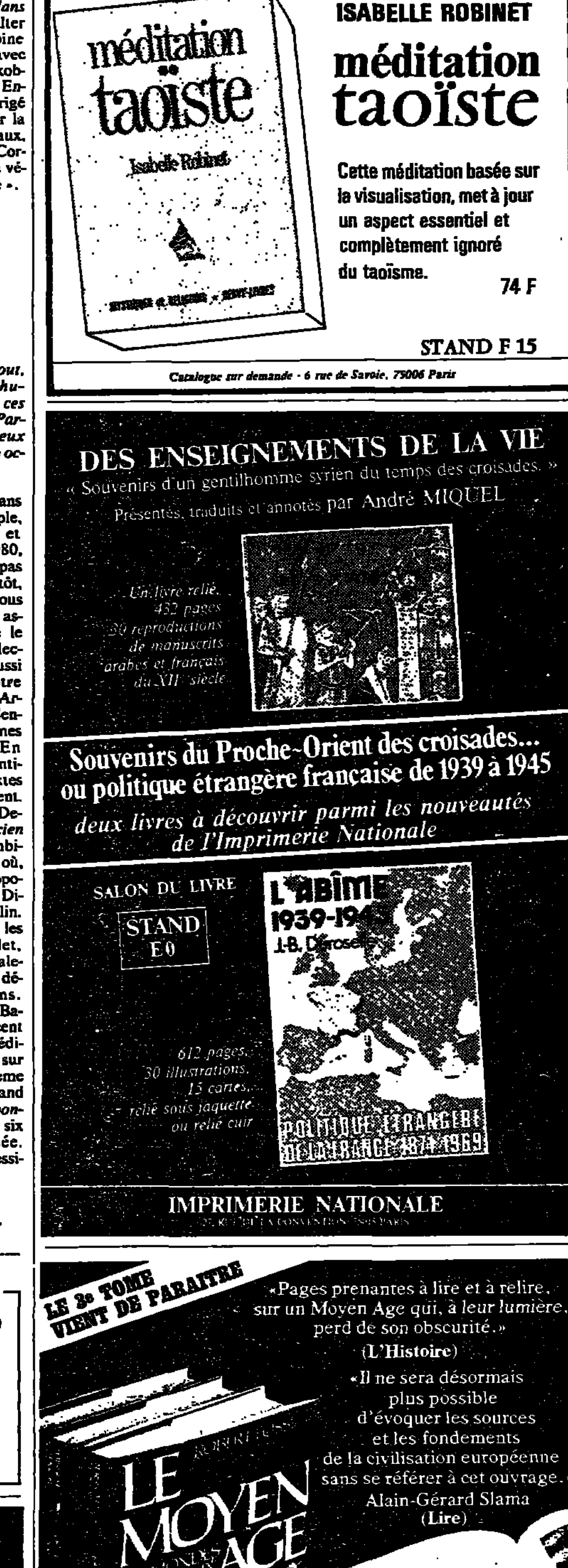
— Nous entrons, en effet, dans une période de repli. Par exemple, les *Dialogues* entre Jakobson et Krystyna Pomorska, parus en 1980, n'ont eu aucun succès et presque pas de presse. Sortis deux ans plus tôt, ils auraient fait événement. Nous croyons pourtant que nos livres, assez réfléchis, toucheront encore le public cultivé et exigeant. La collection « Champs » nous permet aussi de faire revivre en partie notre fonds, et ceux de Skira et d'Arthaud. Nous y reprenons les « Sentiers de la création » et les sommes de Chaunu ou de Grimal. En « G.-F. Flammarion », nous continuons à diffuser des grands textes classiques, édités scrupuleusement. L'appareil critique de Henry Debray et Michel Crouzet pour *Lucien Leuwen* donne une idée de l'ambition de cette collection de poche où, après Hobbes et Hume, nous proposerons *le Neveu de Rameau*, de Diderot, et *les Élégies*, de Hölderlin. Hors collection, nous continuons les *Œuvres complètes* de Michelet, avec onze tomes parus. Il faut également compter sur des succès qui dépassent toutes les prévisions. *L'Amour en plus*, d'Élisabeth Badinter, s'est vendu à plus de cent quarante mille exemplaires en édition courante. Son prochain livre sur l'ambition féminine au dix-huitième siècle peut avoir lui aussi un grand retentissement. Et la *Correspondance* Flaubert-Sand, tirée à six mille exemplaires, est épuisée. Voilà qui devrait rassurer les pessimistes. »

Propos recueillis par R. S.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037



AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

BILANS ET PROMESSES

Les ethnologues angoissés par leur succès

(Suite de la page 11)

Le divorce entre l'ethnologie scientifique et son public vient paradoxalement de son succès. Les ethnologues ont inconsciemment peur qu'une reconnaissance trop large de leurs travaux ne leur fasse perdre une spécificité durement acquise. Toujours à la recherche de ses frontières, l'ethnologie risque de se diluer à force d'être adoptée par tout le monde... Et ceci peut expliquer cela : en tant que discipline, l'ethnologie ne s'est jamais aussi bien portée ; en tant qu'institution, elle est en difficulté. Le métier touche à son zénith, et cela n'empêche pas la profession de péricliter. Douloureuse situation.

Les symptômes les plus flagrants de ce malaise se trouvent dans le discours que les ethnologues tiennent sur eux-mêmes. Faire le bilan de l'ethnologie française d'aujourd'hui revient à faire le bilan des bilans, des rapports et des pamphlets... en passant pudiquement sur les guerres de clans et les conflits de personnes. Citons pour mémoire les plus accessibles : *Où en est l'ethnologie ?*, par André Leroi-Gourhan (1955), (Fayard 1983) ; *De l'angoisse à la méthode*, par Georges Devereux (1967) (Flammarion) ; *la Paix blanche*, par Robert Jaulin (1970) (Le Seuil), les deux numéros des *Temps modernes* consacrés à *Anthropologie et Impérialisme* (1970-1971) : *Ethnologie : le deuxième souffle*, par Michel Panoff (1977) (Payot) ; *Situation actuelle et avenir de l'anthropologie en France*, colloque du C.N.R.S. (1977) ; le rapport de Claude Lévi-Strauss, dans *le Livre blanc de la recherche* (1980) ; le colloque de l'Association française des anthropologues, la contribution de Michel Izard aux assises de la recherche (1982), le plaidoyer de Luc Bouquiaux, *Des chercheurs sans chaise longue* (1982) (Atelier Alpha bleue) et enfin, pour son humour et ses perspectives philosophiques, *le Savoir des anthropologues* (1982) (Hermann), par Dan Sperber. Toutes ces publications disent combien l'ethnologie a besoin d'être reconnue et souffre, en même temps, d'être aimée pour ce qu'elle n'est pas. Ceux qui n'appartiennent pas à la profession, et qui auront le courage de parcourir ces milliers de pages, parviendront peut-être à deviner la raison profonde de tant d'agitation : les ethnologues jouent de l'exotisme pour mieux s'en dédouaner !

Décalage

Quand en avril 1981, la revue *Lire* fait un référendum sur les intellectuels, la réponse est presque unanime : Claude Lévi-Strauss. Il vient avant Michel Foucault, Jacques Lacan, Henri Michaux, François Jacob, E.-M. Cioran, Gilles Deleuze et Vladimir Jankélévitch. L'ethnologie triomphe ? En fait, elle enrage... Car elle voit dans ce plébiscite le contraire de ce qu'elle entend promouvoir : le travail d'équipe (qui compense le narcissisme intellectuel du voyageur). Et il est évident que Claude Lévi-Strauss n'a été cité que pour le travail le moins ethnologique de son œuvre, *Tristes Tropiques* (Plon). Comment expliquer ce décalage entre les lecteurs et les ethnologues professionnels ? Une grande candeur des uns et des autres, sans doute.

Les perspectives de l'ethnologie, en effet, seraient aujourd'hui beaucoup moins liées au talent de tel ou tel qu'aux capacités de l'ensemble à poser les vrais problèmes. Les thèmes de la xénophobie et du racisme, par exemple, ne sont ni démodés ni épuisés. Loin de là. Il faudra donc désormais porter le débat au-delà d'une simple confrontation entre les livres — spécialisés ou non — et leurs lecteurs.

L'idée est généreuse. Mais là encore, parce qu'elle déborde par trop le projet ethnologique, elle risque de désunir une discipline déjà composite, ou de n'en faire que l'annexe d'un autre projet. Certains le souhaitent. Ainsi, en 1969, dans la conclusion de *le Marxisme devant les sociétés primitives* (Maspero), Emmanuel Terray écrivait : « *La tâche actuelle des chercheurs marxistes... c'est d'annexer le domaine réservé de l'anthropologie sociale au champ d'application du matérialisme historique, c'est de prouver l'universelle validité des concepts et méthodes élaborés par celui-ci, c'est de remplacer l'anthropologie sociale par une section particulière du matérialisme historique consacrée aux formations économiques-sociales dont le mode de production capitaliste est absent, section dans laquelle collaboreraient historiens et ethnologues.* »

L'intention est claire. Elle n'en soulève pas moins questions et objections. Ou l'ethnologie et l'anthropologie sociale sont des sciences qui, en tant que telles, recherchent en elle-mêmes des « moments de vérité », en s'affranchissant le plus possible des directives extérieures, ou elles ne sont pas des sciences, et l'on ne voit pas qui aurait alors intérêt à les récupérer en ce nom... Autour de « marxisme et anthropologie », le débat a été alimenté par un grand nombre de livres. Il faut lire notamment les deux essais de Marc Augé : *Symbole, fonction, histoire* (Hachette), et *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort*, (Flammarion), qui sont de bonnes introductions à cette question. Et pour aller au-delà, afin d'interpréter notre propre questionnement en termes anthropologiques, on lira utilement l'un des livres les plus stimulants de ces dix dernières années : *Au cœur des sociétés*, par Marshall Sahlins, (Gallimard).

Ce débat de fond n'empêche pas l'ethnologie de poursuivre ses objectifs : observer, décrire, analyser, comparer. Les perspectives sont multiples et difficiles à cerner.

Dessin de Cagnat

Des cas concrets

L'origine de l'Etat et l'histoire précoloniale du tiers-monde ont la faveur de nombreux chercheurs, africanistes en particulier. Que ce soit la perspective structurale, avec *Rois nés d'un cœur de vache* de Luc de Heusch (Gallimard), ou l'histoire vivante et vécue de l'intérieur par Alfred Adler, dans *La mort est le masque du roi* (Payot), ou que ce soit l'approche anthropologique de l'histoire orale — comme celle d'Ivon Wilks, chez les Anglo-Saxons — avec les travaux de Claude-Hélène Perrot, Emmanuel Terray, Michel Izard et Jean-Pierre Chauveau. Notons aussi les nombreuses études sur la guerre, envisagée comme pratique sociale et moyen de reproduction de l'ordre ethnique : par exemple, *Guerres de lignages et guerres d'Etats en Afrique* (Edition des archives contemporaines).

Le rapport des sexes, lui aussi, fait florès. Maurice Godelier y consacre une grande partie de *la Production des grands hommes* (Fayard), et, traduit récemment, le livre d'Annette Weiner s'intitule calmement *La richesse des femmes ou comment l'esprit vient aux hommes* (Le Seuil). Un courant féministe se dessine et jette les premières bases d'une « anthropologie des sexes ». A suivre.

Désormais classiques, mais toujours d'actualité, les études sur les mythes, les rites, la transe et la possession, les systèmes de parenté, le nomadisme et le pastoralisme (1). Les systèmes de pensée et de connaissance ne font plus l'objet de traités théoriques, mais sont analysés à partir de cas concrets. La cuisine des autres et leurs médecines restent des sujets d'enquête très pratiqués. Parmi les publications récentes, un essai agile : *la Jungle et le Fumet des viandes*, par Francis Zimmermann (Hautes études/Gallimard-Le Seuil).

Malgré deux livres importants de Jeanne Favret-Saada, le flirt entre l'ethnologie et la psychanalyse ne tient pas entièrement ses promesses. On voit aussi s'effriter des concepts comme celui de « l'archipel vertical » qui depuis quinze ans, grâce aux travaux de John Murra, servait de pierre de touche aux explications des échanges dans le monde andin traditionnel. Il est vrai que l'ethnologie, comme l'histoire, ne perd pas en arrière ce qu'elle gagne en avant... De révision en révision, de point d'effacement en point d'effacement, elle continue d'élargir son champ.

Autre phénomène notoire ce sont les rééditions et les recueils d'articles en forme d'hommage, généralement intitulés *Mélanges*. *L'Afrique fantôme*, de Michel Leiris, a été récemment réimprimée et redistribuée (Gallimard). André Leroi-Ghouran publie coup sur coup trois livres où figurent des textes quasiment introuvables : *le Fil du temps*, *Mécaniques vivantes*, (Fayard) et une excellente vulgarisation, *les Chasseurs de la préhistoire*. (Edition A.-M. Métailié). Les « mélanges », eux, se multiplient... Après ceux dédiés à Claude Lévi-Strauss, on retiendra les écrits offerts à Georges Condominas *Cheminement*, (ASEMI EHESS) et *Orients* (Sudestasie-Privat), à Roger Bastide *l'Autre et l'Ailleurs*, (Edition Berger-Levrault), à Henri Brunschwig (numéro spécial des *Etudes africaines*), à Denise Paulme *Gens et Paroles d'Afrique*, (Editions du C.N.R.S.). Un inconvénient : les articles sont quelque fois noyés dans la structure commémorative. Il n'est pas toujours facile de trouver, dans ces gerbes de textes, celui qui promet d'autres fleurs... Il faut néanmoins parcourir ces « mélanges », où se côtoient le pire et le meilleur, si l'on veut se faire une idée du travail en train de se faire.

Aimer la vie

Dernier secteur enfin, mais pas des moindres : celui qui concerne l'ethnologie de la France et de l'Europe. Il mériterait un traitement à part. Et des livres comme *Un village du Vaucluse* (Le Seuil), par Laurence Wylie, ou *Façon de dire, façon de faire*, (Gallimard), par Yvonne Verdier, ou *l'Impossible Mariage* (Hachette), par Elisabeth Claverie et Pierre Lamaison (sans parler des témoignages que publient régulièrement Jean Malaurie, dans la collection « Terre Humaine »), ne sont pas moins rayonnants que les textes concoctés sous les tropiques. Même impression pour les deux livres de Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard* et *Espaces habités* (Galilée), consacré à l'ethnologie des banlieues.

La règle, ici comme ailleurs, pourrait être ramassée dans une remarque qui s'applique aussi bien à l'ethnologie qu'aux autres sciences humaines : faire triste ne fait pas nécessairement scientifique... Car aimer la vie n'empêche pas de la comprendre. Au contraire.

JACQUES MEUNIER.

(1) Parmi ces thèmes, il faut citer : *l'Exercice de la parenté*, Françoise Héritier, EHESS/Gallimard-Le Seuil ; *Forêt, femme folie*, Jacques Dournes, Editions Aubier. *Tambours d'eau*, J.-M. Gibbal, Editions Sycomore. Sur la médecine et la cuisine « des autres », on trouvera plusieurs titres dans le catalogue de Berger-Levrault, qui publie par ailleurs de nombreuses études sur l'ethnologie de la France.

Société

Trois agents sans pudeur

Trois policiers parisiens, une jeune fille fascinée par l'uniforme, une brève rencontre... Un an après, les trois agents de la force publique se retrouvent en correctionnelle, coupables de cette faiblesse passagère : un attentat à la pudeur.

Le 18 mars 1982 vers trois heures, Jean-Jacques Diaz, trente-quatre ans, marié et père de famille, et Albert Ventura, vingt-huit ans, lui aussi marié avec enfants, tous deux affectés au commissariat du Grand Palais, *prennent le frais aux alentours du* rond-point des Champs-Elysées, profitant d'une pause d'une *heure. Un taxi s'arrête* près d'eux, d'où descend Béatrice V., qui n'a que quinze ans et demi, mais paraît nettement plus âgée. La jeune fille engage la conversation, laissant entendre qu'elle est tout à fait disposée à se montrer très coopérante avec ces deux fonctionnaires, non pas pour de l'argent, mais pour le seul plaisir. Elle aime les jeunes hommes en uniforme...

Les deux compères ne se le *font pas répéter deux fois : l'un* d'eux va chercher sa voiture, et le trio va bientôt trouver, sur les quais de la Seine, un coin propice aux ébats. Tandis qu'ils reviennent tous trois vers le commissariat, la jeune fille fait savoir qu'elle est prête à « récidiver » *avec d'autres porteurs de képi.* Diaz et Ventura, en bons camarades, avertissent de l'aubaine leur collègue, Florian Bartkowiak, qui vient d'achever son service. Ce dernier emprunte la voiture de son camarade et bénéficie à son tour, dans les jardins qui bordent *le Grand Palais, des faveurs de la* demoiselle...

Galant homme, il lui propose ensuite de la raccompagner. En chemin, Béatrice lui avoue qu'elle est en traitement dans un établissement psychiatrique des Yvelines, *et qu'elle a fugué.* Inquiet, le gardien préfère laisser sa passagère, qui ne proteste pas... devant un commissariat du seizième arrondissement. Mais là, un officier de la paix qui, lui, ne badine pas, va constater que la jeune fille est mineure. Il décroche son *téléphone et,* dès le lendemain matin, l'Inspection générale des services est saisie du *dossier,* et les trois hommes suspendus de leurs fonctions (*le Monde,* daté 21-22 mars 1982). Quant à Béatrice, jamais il ne lui viendra à l'idée de porter plainte. Il est évident qu'elle a toujours été consentante.

Si les défenseurs des prévenus *ont tenté, devant* la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, de faire passer *pour « un léger égarement passager »* l'attitude de leurs clients, *« dont le seul tort tient tout entier dans le fait qu'ils portaient l'uniforme de la police parisienne »,* et si *« l'homme n'est pas un saint face à la tentation »,* le ministère public s'est montré, lui, d'une *sévérité* extrême. Pour le procureur, M. Philippe de Caigny, ces fonctionnaires ont eu *« une attitude des plus faibles et des plus basses »,* et leur comportement *« a été aussi indigne que répugnant ».*

Pour ces serviteurs de l'ordre, le ministère public a demandé *« une sanction particulièrement grave et lourde, car ils ont démérité aux yeux de la société ».* En condamnant le 14 avril, pour attentat à la pudeur sans violence, Diaz et Ventura à dix-huit mois de prison avec sursis et leur collègue, Bartkowiak, à douze mois de la même peine, également assortie du sursis, le tribunal, *présidé par M. Emile Cabié, a montré* que le procureur avait été entendu.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

AUX FAIENCERIES HENRIOT A QUIMPER

Ventes sauvages et usine « sous contrôle ouvrier »

Après l'annonce, vendredi 8 avril, du dépôt de bilan des Faïenceries Henriot à Quimper (Finistère), les 170 ouvriers de l'entreprise, dont 80 sont menacés de licenciement, se sont mobilisés. L'usine est « sous contrôle ouvrier ». C'est la survie d'une vieille entreprise quimperroise qui est en jeu.

De notre envoyée spéciale

Quimper. — « *Nous défendrons nos emplois jusqu'au bout.* » Depuis le 8 avril, les ouvriers des Faïenceries Henriot occupent leur usine. « *La reprise du travail a été votée par la quasi-totalité des ouvriers* », affirme M. Bernard Robert, délégué de la C.G.T. La production continue. Les chefs d'atelier n'ont plus qu'une fonction technique. La journée « portes ouvertes » de samedi 9 avril a été un « *franc succès* » : 3,000 visiteurs se sont rendus à l'usine : d'autres journées étaient organisées durant le week-end, les 16 et 17 avril. « *Des assiettes de solidarité* » devaient être mises en vente dimanche 17. Pour la C.G.T., les choses sont claires : « *La direction est responsable.* »

Une « *industrie du souvenir* » en crise, un outil de production archaïque, une absence de politique commerciale, des négligences de gestion. C'est ainsi que la C.G.T. explique le dépôt de bilan de la faïencerie. « *Certaines machines ont quinze ou vingt ans. Nous avons un produit unique : les faïences-souvenirs diffusées dans leur quasi-totalité sur le littoral breton et que les touristes n'acceptent plus de payer cher. Enfin, depuis 1977, l'endettement ne fait que croître, pour atteindre 15 millions de francs en 1981.* » Les ouvriers reprochent à la direction de ne pas avoir su créer une image de marque, de n'avoir pas voulu diversifier la production (« *On ne vend que des bols à 100 francs. Que dirait-on si Citroën ne fabriquait que des CX et pas de 2 CV ?* »), de n'avoir pas mené une politique commerciale : « *Les Américains qui achètent chez nous gèrent eux-mêmes leurs réseaux. Nous n'avons même pas de catalogue !* »

Déjà, en 1980, l'alerte était donnée. Résultat : « *Un faux plan de redressement* », des prêts à long terme qui ont encore alourdi la dette, des augmentations de capital, le renforcement de l'équipe dirigeante. Peine perdue. En mai 1982, c'est le chômage partiel. Un cabinet d'études du ministère de l'industrie s'en mêle ; les ouvriers demandent une « table ronde » ; le 8 avril 1983, c'est le verdict. « *Le dépôt de bilan est la manœuvre qui autorise la direction à licencier sans consulter le comité d'entreprise et l'inspecteur du travail* ».

Les ouvriers s'affirment prêts à négocier une solution « *sociale* ». « *On ne peut renoncer à une partie de notre salaire. Un ouvrier hautement qualifié après vingt ans d'ancienneté gagne 4 000 francs par mois, mais on accepterait, par exemple, de travailler trente-cinq heures sans compensation intégrale.* »

Des solutions ? On parle du rachat du Musée de la faïence, d'une aide à l'exportation, mais on attend surtout un nouveau partenaire. L'Association Ouest-Atlantique voit le salut dans la spécialisation, « *dans le haut de gamme* » et l'exportation : « *Auparavant, les Bretons mangeaient dans du Henriot tous les jours. Aujourd'hui, cela n'est plus possible. Il faut trouver un partenaire dans une industrie parallèle, un secteur plus performant ; ou bien un investisseur privé connaissant bien la faïence.* »

M. Pierre Crocq, directeur général de la faïencerie, a « *fait constater par huissier que la direction ne pouvait pas remplir ses fonctions* ». « *Le bilan de l'occupation est fait,* affirme-t-il ; *faute de production, les deux fours ont été mis en veilleuse. Nous n'avons pas le droit de pénétrer dans l'usine tant qu'il sera question de licenciement. Mais nous nous opposerons à la vente si elle est sauvage* ». Un accord est finalement intervenu entre la C.G.T. et le syndic : les produits de cette vente seront versés au syndic, celui-ci s'étant engagé à payer les salaires d'avril. Mais le problème de fond reste entier. Apparemment, aucune aide des pouvoirs publics n'est à espérer. C'est donc à une restructuration de l'entreprise qu'il faut s'attendre, mais, à Quimper, on craint de part et d'autre que le conflit ne dégénère.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Grave polémique à Nîmes entre les policiers et les juges d'instruction

De notre correspondant

Nîmes. — Un grave différend entre les juges d'instruction en poste à Nîmes et la police locale a provoqué un incident jeudi 14 avril : le directeur de la sûreté urbaine, M. Denis Belot, suivi par onze inspecteurs, ont fait irruption dans le bureau de M. Derdeyn, doyen des juges d'instruction. Ils ont voulu marquer leur désaccord sur sa manière de faire. Les policiers reprochaient en particulier au magistrat d'avoir consigné, au dossier d'une affaire de vol, les déclarations d'un prévenu selon lesquelles il aurait été malmené pendant sa garde à vue lors d'un interrogatoire au commissariat. C'est la section locale du Syndicat de la magistrature qui a révélé l'affaire.

Lors d'une conférence de presse, vendredi, le responsable local du S.M. M. De Monredon, a affirmé que le ressentiment des policiers — *qui s'étaient entretenus préalablement* avec le procureur — concernait en fait l'ensemble des magistrats instructeurs à Nîmes. Il a ainsi évoqué plusieurs cas récents de dissensions survenues avec les officiers de police judiciaire. « *L'agression que nous avons subie,* a-t-il notamment déclaré, *est dirigée contre notre fonction. Nous nous étions aperçus que le climat se dégradait, mais la démarche de jeudi a quelque chose de surprenant.* » Les magistrats du S.M. parlent *d'« atteinte à l'indépendance des magistrats et aux libertés individuelles ».*

Le procureur de la République, M. Oliveres et le directeur départemental des polices du Gard, M. Ceyrat, se sont abstenus de toute déclaration.

M. Derdeyn a, de son côté, adressé un rapport administratif au premier président de la cour d'appel de Nîmes, M. Challes, pour qu'il informe le garde des sceaux de l'incident et que celui-ci en fasse part au ministre de l'intérieur.

OLIVIER CLERC.

Faits et jugements

Corse : M. Broussard a rencontré des dirigeants de A riscossa

M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police en Corse, a rencontré, le 15 avril à Bastia, des responsables de *A riscossa,* association d'aide aux prisonniers « politiques » corses. L'association affirme que deux nationalistes récemment arrêtés ont subi des sévices pendant leur garde à vue.

Felix Tomasi et Charles Pieri sont soupçonnés d'avoir participé à l'attaque contre *un camp de la légion* étrangère, le 11 février 1982, au cours duquel un légionnaire fut tué et un autre grièvement blessé. Leur avocat a déposé plainte pour sévices pendant la garde à vue, le procureur de la République ouvrant de son côté une information pour « *dénonciation calomnieuse* ».

A la fin de l'entretien, M. Broussard s'est borné à indiquer qu'il faisait « *confiance à la justice* ».

Les responsables de *A riscossa* ont, quant à eux, rendu publics des extraits du rapport d'expertise du docteur Rovere, désigné par le juge *d'instruction M. Panazzi.* Selon ces extraits, Tomasi « *présentait des ecchymoses* » et Pieri « *un syndrome abdominal* ».

De source officielle on rappelle que Tomasi et Pieri ont été soumis à cinq expertises médicales. Les deux premières — après vingt-quatre *heures de garde à vue — se sont révélées* négatives. Les trois autres font partie du secret de l'instruction. Les extraits cités par *A riscossa,* souligne-t-on, ont été « *sortis du contexte* ».

D'autre part l'ex-Front de libération nationale de la Corse a revendiqué *dans un communiqué, vendredi* 15 avril, soixante-huit attentats commis sur l'île entre le 15 mars et le 10 avril, notamment la destruction d'une voiture de la gendarmerie sur un parking d'Ajaccio, à la fin mars.

Une peine de prison requise contre le colonel Papazian

La 10e chambre du tribunal de grande instance de Paris rendra, le 24 juin, son jugement dans l'affaire de corruption qui met en cause trois anciens dirigeants de la Société française de munitions et le *lieutenant-colonel Henri Papazian,* ancien chef du bureau logistique de la mission militaire au ministère de la coopération (*le Monde* du 16 avril).

Vendredi 15 avril, Mme Dominique Commaret, substitut du procureur de la République, a demandé une peine de prison ferme de deux à trois ans contre le colonel Papazian et des peines de un à deux ans, mais avec sursis, pour ses trois co-inculpés. « *Nous savons bien,* a-t-elle dit, *que, dans ce commerce des armes, tout s'achète et se commissionne, mais, si la tentation peut être forte de recourir à ces pratiques, ce n'est pas un alibi, à peine une explication, surtout lorsqu'il s'agit de versement à un officier français.* »

Du côté de la défense, Me Christian Péchenard, pour M. Jacques Nouaille, qui était P.-D.G. de la S.F.M. ; Me Jacques Le Nir, pour M. Pierre Girodet, le directeur commercial ; et Me Jean Gallot, pour le colonel Papazian, ont plaidé l'innocence et sollicité la relaxe. Me Gallot a émis l'hypothèse que M. Jean-Paul Maurice, l'adjoint au directeur commercial, aurait pu abuser à la fois le *colonel et ses propres chefs* hiérarchiques à la S.F.M.

Seul Me Rheims, avocat de M. Maurice, a plaidé coupable, mais en faisant valoir que, sans l'accord de ses supérieurs, son client n'aurait jamais pu reverser les commissions à l'officier supérieur.

Quatre heures de lutte pour maîtriser l'incendie de l'Imprimerie nationale

Un violent incendie a détruit dans la nuit de vendredi 15 au samedi 16 avril environ mille tonnes de papier vierge stocké dans les sous-sols *de l'Imprimerie nationale qui* s'étalent sur environ 6 000 m² entre les rues de la Convention, Gutenberg, de Javel et du Capitaine-Menard à Paris (15e). Les circuits électriques ont été entièrement détruits mais aucun blessé n'est à déplorer.

Appelés *vers 21 heures vendredi,* les pompiers de Paris ont mis quatre heures avant de devenir maîtres du feu. L'intensité de la fournaise, alimentée par les rames de papier servant notamment à l'impression de certains annuaires, ainsi que l'épaisseur de la fumée empêchaient les *pompiers de rester plus de quinze* minutes sur le front des flammes.

Il a fallu deux cents dix hommes venant de dix-huit casernes pour circonscrire le fléau. L'opération a été dirigée par le patron des pompiers de Paris venu sur place, le général Jacques Coupez. Le feu semble *d'origine criminelle.*

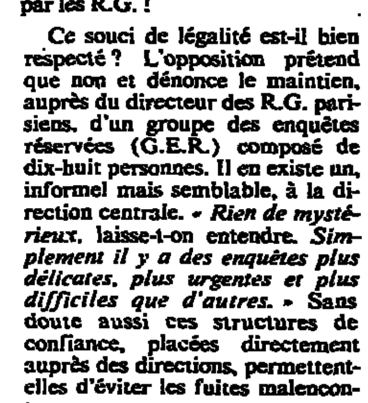
Un vingtaine d'hommes sont restés sur place pour déblayer le sous-sol afin d'éviter toute reprise du feu, travail minutieux qui devrait durer plusieurs jours.

Vent de pureté aux renseignements généraux

Filatures, écoutes téléphoniques, indiscrétions sur la vie privée... Les renseignements généraux ont mauvaise réputation. Une rumeur tenace que contredit cependant le légalisme recommandé par leur direction centrale. Vent de pureté aux R.G. ? En tout cas une volonté de moraliser ce « service public d'information » du gouvernement.

Le mystère policier réclame ses hommes de l'ombre. Voici donc les renseignements généraux, ces civils inquisiteurs et fouineurs, personnages obligés de la mythologie répressive. On ne prête qu'aux riches : l'opinion parera logiquement de tous les vices ces inspecteurs et commissaires que l'on aimerait bien imaginer en imperméable mastic et chapeau mou. Parce que, dans nos *a priori*, ils symbolisent une police *« pas franche »*, une police insidieuse et masquée ; parce que, plus encore, le pouvoir politique n'a pas dédaigné, dans le passé, exiger d'eux de menus services inavouables et peu glorieux, les R.G. traînent derrière eux comme un nuage d'opérations illégales, d'écoutes téléphoniques tous azimuts, d'indiscrétions sur la vie privée, de fichiers totalitaires. Une pieuvre du renseignement, en somme, jetant ses tentacules sur la vie politique française, flattée et courtisée par les gouvernants quels qu'ils soient, vite oublieux de leurs scrupules d'opposants.

Or, du mythe à la réalité, la vérité paraît aujourd'hui moins sombre. Certes, foin d'angélisme, les R.G. sont sur la brèche, plus que jamais au lendemain des élections municipales. Austérité, mécontentement social, manifestations de « carabins »... du directeur central aux directeurs régionaux et départementaux, des consignes de dynamisme sont actuellement transmises au personnel. A climat éventuellement plus tendu, informations fiables : il importe que le gouvernement sache précisément quelle est la tendance. Tel est le mot d'ordre. Facile d'en déduire alors que la gauche au pouvoir s'accommode aisément d'un service qu'elle n'était pas loin de vouer aux gémonies dans l'opposition. Vrai ou faux ?



(Dessin de PESSIN.)

« Petits blancs »

La réponse est nuancée. Maintenus dans leurs prérogatives après le 10 mai 1981, les R.G. ont insensiblement évolué. Pas de grand chambardement, mais une réforme en douceur mise en œuvre par le nouveau directeur central, M. Paul Roux, nommé après le 10 mai 1981. Cet ancien fonctionnaire de la S.N.C.F., entré dans la police parisienne par nécessité plus que par vocation, secrétaire général adjoint du syndicat des commissaires de police de 1970 à 1979, socialiste de longue date et n'en faisant pas mystère, croit au « renseignement propre ». Les puristes seront déçus : le changement est ici affaire de style plus que de contenu. En substance : oui, le gouvernement aura toujours besoin d'une information politique et sociale, moins éclatée que celle apportée par chaque département ministériel ; non, ce travail ne suppose pas le recours obligé à des menées illégales.

Pari d'une moralisation par touches successives, sans fracas, insufflant d'en haut une déontologie interne. La surprise est que l'initiative en fut strictement policière, le pouvoir politique se désintéressant relativement du sort des R.G.. Un pouvoir sans projet précis en la matière, la seule référence du P.S. étant un texte de 1978 attribué à la section socialiste Jean-Moulin de la police parisienne et demandant la... dissolution des renseignements généraux. Les inspecteurs des R.G. ne manquent d'ailleurs pas de se lamenter sur le peu de reconnaissance officielle de leur travail. Ainsi leurs sondages électoraux, réalisés très classiquement, à domicile, pour les villes de plus de trente mille habitants, au nom d'un « Office central des sondages », n'auraient suscité que peu d'attention. Autre exemple : leur note d'information — un de ces « petits blancs », surnom de ces rapports sans aucune référence de provenance — prévoyant les sifflets dont fut l'objet, à Paris, le 14 juillet 1982, le président de la République, resta dormir sur le bureau d'un des conseillers de M. Defferre...

« Un vent de pureté », dit un commissaire parisien pour décrire cette soif de la légalité qui aurait saisi certains fonctionnaires des R.G.. Une purification qui tiendrait dans la manière de se renseigner : comment, sur qui et où. Une douce réorientation en trois volets.

Des transferts d'effectifs, d'abord. *« La préoccupation essentielle n'est pas de savoir ce que fait le R.P.R. ou l'U.D.F., pour cela je n'ai qu'à lire la presse »*, devait déclarer M. Roux à une délégation syndicale de la C.F.D.T.-police. Et il devait approuver l'objectif que lui soumettait ce syndicat d'un *« service public d'information au fonctionnement démocratique »*. Ce choix a entraîné des mouvements de personnel, les effectifs restant stables depuis 1981 (3 600 fonctionnaires en tout), car la D.C.R.G. estime que *« le renseignement ne doit pas devenir une fin en soi »* et que, pour ce faire, *« la meilleure façon est de limiter les effectifs »*. On a donc mis plus de monde *« sur les extrêmes »*, les menées violentes, *« tout ce qui peut s'avérer dangereux pour l'ordre public, la stabilité de l'État »*.

Ouvert et fermé

En clair : terrorisme et extrême droite. Sur les six cent cinquante personnes employées par les R.G. de la préfecture de police de Paris, soixante-dix sont affectées aux seules menées terroristes. Les quatre-vingts écoutes téléphoniques journalières auxquelles a droit administrativement ce même service parisien sont, assure-t-on, uniquement orientées en ce sens. Un service supplémentaire a été créé à Biarritz afin de s'intéresser de plus près au problème basque. Enfin, une section « étrangers » a été formalisée et renforcée au sein de la sous-direction de l'information générale de la direction centrale. « Section recherches » au sein de cette dernière et « section de direction » à la préfecture de police de Paris sont plus particulièrement chargées du renseignement sur les *« menées subversives. »* Ces efforts n'ont pas été sans résultats : les diverses arrestations de l'automne dernier, qui ont porté un coup sérieux au terrorisme interne et à la mouvance Action directe, ont toutes pour origine le travail de fourmi des R.G.

Ainsi tente-t-on d'éviter un mélange des genres en dissociant nettement les fonctionnaires partant à la quête de renseignements *« de type ouvert »* — informations économiques, politiques, sociales et financières — de ceux chargés des renseignements *« de type fermé »* activistes et déstabilisation des institutions. Les premiers devraient, estime-t-on, travailler à visage découvert, sans honte ni clandestiné. Pourquoi faire mystère de ces synthèses hebdomadaires sur la situation sociale, le nombre de conflits du travail, de grèves avec séquestration ? Pourquoi avoir honte de ces travaux détaillés, aux débouchés souvent honorables ? Un récent rapport parlementaire sur les sectes ne doit-il pas beaucoup aux informations collectées par les R.G. ?

Autant le suivi du terrorisme suppose indicateurs et infiltrations, autant l'information politique générale devrait se faire en pleine lumière. C'est tout le problème de la légalité, et le deuxième volet de la « douce réforme ». Plus de cambriolages, de violations de domicile, de détournement de courrier, recommande la direction centrale. Pas de bavures à ce jour, assure-t-on, bien que les mauvaises habitudes aient parfois la vie dure. Ainsi de cet inspecteur qui, récemment, lors d'une réunion communiste en province, crut bon de noter les numéros des voitures garées à proximité. Changement oblige, il ne fut pas félicité... Il est vrai qu'en 1980, lors d'une fête socialiste, 587 numéros, pas un de moins, avaient été relevés.

Des observateurs

Sur ce chemin de la légalité, les R.G. aimeraient aller au-delà de la seule circulaire du 2 juillet 1981 concernant les enquêtes administratives de moralité et de recrutement. Signée par M. Roux, elle recommandait qu'aucune réponse à une telle demande *« ne comporte — sous quelque forme que ce soit — de référence à des condamnations pénales, à des activités syndicales ou à des opinions politiques, religieuses ou philosophiques »*. Mais les enquêtes ne sont qu'un aspect routinier et mineur de la tâche des R.G. Deux domaines restent encore dans un domaine de non-droit : les écoutes téléphoniques, le premier ministre n'ayant donné aucune suite légale au rapport qui lui fut remis à ce sujet en 1982 ; le fichier manuel des R.G., la commission nationale de l'informatique et des libertés n'ayant examiné que les 192 000 références du fichier informatisé des personnes et laissé à l'écart de ses délibérations les ... 22 millions de références manuelles accumulées par les R.G. !

Ce souci de légalité est-il bien respecté ? L'opposition prétend que non et dénonce le maintien, auprès du directeur des R.G. parisiens, d'un groupe des enquêtes réservées (G.E.R.) composé de dix-huit personnes. Il en existe un, informel mais semblable, à la direction centrale. *« Rien de mystérieux*, laisse-t-on entendre. *Simplement il y a des enquêtes plus délicates, plus urgentes et plus difficiles que d'autres. »* Sans doute aussi ces structures de confiance, placées directement auprès des directions, permettent-elles d'éviter les fuites malencontreuses...

Le troisième volet des recommandations de la direction centrale proscrit toute confusion entre la recherche de renseignements « préventifs » et leur exploitation « répressive », laissée au seul ressort de la police judiciaire. La trop forte présence de fonctionnaires des R.G. lors de l'arrestation manquée, en novembre 1982, d'Eric Moreau, proche d'Action directe, a été critiquée. *« Par péché d'orgueil*, explique un inspecteur, *on a mélangé l'action et le renseignement. Ce n'est pas bon, nous devons rester des observateurs. »*

De ce point de vue, la moralisation en cours poursuit un mouvement entamé avant 1981. La *« recherche opérationnelle du renseignement »*, façon polie de masquer des missions acrobatiques sur le terrain, fort en vogue après 1968, fut quelque peu mise au pas dès 1974 : le 15 juin 1974 disparaissait la brigade opérationnelle centrale (BOC), tristement célèbre pour ses « bitouillages » peu reluisants.

Telle est, indéniablement, la volonté d'en haut. Il reste qu'en pratique, à la base, les bonnes intentions ne suffisent pas toujours. Le métier R.G. comporte ses dangers intrinsèques. Danger de rétention d'informations, par autocensure subjective ou choix idéologique personnel du fonctionnaire... Du préfet aussi, premier destinataire des rapports, qui n'apprécie pas toujours que l'on insiste sur les troubles de son département. Danger également de manipulation des informateurs, en particulier dans les eaux troubles du terrorisme. *« Plus le travail a l'air douteux, plus les types devraient être moralement irréprochables »*, confie un routier des R.G.

C'est affaire de formation. La direction centrale, qui a organisé récemment un stage central de formation financière et d'autres sur les filatures et les méthodes de surveillance, serait favorable à une formation « R.G. » spécifique, après un tronc commun dans les écoles d'inspecteurs et de commissaires. Affaire de choix des hommes aussi. De ce point de vue, la direction centrale, où M. Roux s'est opposé à toute *« chasse aux sorcières »*, a cependant connu, depuis 1981, plus de mouvement qu'on ne croit. Sur ces quatre sous-directions, trois ont changé de titulaire et notamment les deux principales, la sous-direction de l'information politique, sociale et économique et celle de l'information générale et des étrangers.

EDWY PLENEL.

Quatre sous-directions

La direction centrale des renseignements généraux comprend quatre sous-directions :

— *Information générale et étranger*, confiée à M. Berges, et divisée en six sections (information générale, recherches, moyens techniques, liaisons extérieures, DOM-TOM, étrangers) ;

— *Information politique, sociale et économique*, confiée à M. Grangeret, et divisée en cinq sections (affaires politiques, affaires sociales et économiques, affaires financières, presse et moyens audiovisuels, enquêtes et sondages) ;

— *Affaires administratives*, confiée à M. Conorton, et divisée en quatre sections (personnel-matériel-locaux, études-organisation-formation, documentation-informatique, transmissions).

— *Courses et jeux*, confiée à M. Le Doussal, et divisée en quatre sections.

Sur 3 600 fonctionnaires employés par les R.G., 300 sont à la direction centrale et 650 à la préfecture de Paris. Restent quelque 2 600 fonctionnaires pour 100 départements, outre-mer compris, soit en moyenne 26 par département.

Formule 1 : la guerre des pneus

Deux grands fabricants de pneumatiques, Michelin et Goodyear, se livrent une guerre sans merci sur le front de la formule 1. Le français a pris le pas sur l'américain champion du monde en titre, au terme des deux premiers grands prix de la saison à Rio-de-Janeiro (Brésil) et à Long-Beach (États-Unis). Le combat entre les deux manufacturiers est l'un des éléments importants du Grand Prix de France, couru dimanche 17 avril sur le circuit du Castelet.

La recette est apparemment simple. *« Quand on veut gagner un grand prix, il faut avoir un bon châssis, un bon moteur, de bons pneumatiques, un bon pilote, une bonne organisation. Si l'un de ces paramètres ne remplit pas son rôle, on ne gagne pas. »* Ingénieur sud-africain, Gordon Murray, qui tient ces propos, travaille pour le compte de Bernie Ecclestone, patron de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des constructeurs de formule 1. Il parle d'or. Les voitures de grand prix sont des mécaniques fragiles qu'un rien suffit à dérégler.

Un véritable casse-tête chinois, ces voitures. Comment expliquer, par exemple, le comportement des McLaren lors du dernier Grand Prix de Long-Beach ? Placées dans les dernières positions sur la grille de départ parce qu'elles ont réalisé des temps de qualification médiocres, les monoplaces du Britannique John Watson et de l'Autrichien Niki Lauda prennent les deux premières places à l'arrivée.

Comment les voitures les moins rapides aux séances du vendredi et du samedi ont-elles pu être les plus rapides, le dimanche ? En ne subissant aucune modification. Habituellement, les monoplaces utilisent pour les essais des pneumatiques spéciaux fait avec une gomme très tendre, ce qui donne une excellente adhérence au bolide. Cela n'a pas été le cas. Pierre Dupasquier, directeur de la compétition chez Michelin, l'a confirmé : *« Les pneus étaient les mêmes pour les essais et pour la course. »*

Michelin et Goodyear, deux manufacturiers, deux conceptions, deux stratégies. Une rivalité. La construction d'un pneumatique de formule 1 doit tenir compte de la dimension de la voiture, de son poids, de la répartition de ce poids et de la puissance du moteur. Pour mettre en œuvre ce principe, des techniques différentes sont utilisées, l'américain Goodyear a choisi le pneu conventionnel, fait de bandes textiles et métalliques disposées en une juxtaposition d'arceaux croisés. Le contact avec le sol se fait par reptation. Ce pneu tolère une glissade de la voiture, mais ne permet pas toujours l'utilisation entière de la puissance du moteur.

Le français Michelin utilise la carcasse radiale. Les bandes sont juxtaposées dans le prolongement du rayon de la roue et sont ceinturées de filaments métalliques recouverts de gomme. Dans un virage, ce pneu se déforme sous l'effet de la force centrifuge et son adhérence au sol est supérieure à celle du « conventionnel ».

Avec l'interdiction de l'« effet de sol » — ce système de jupes latérales qui collaient la voiture au macadam comme une ventouse, — les pneus, qui sont le facteur principal de tenue de route, ont repris une importance déterminante dans la course. Le « radial », qui s'était déjà imposé dans la moitié des grands prix la saison dernière, semble désormais en mesure de prendre le pas sur le « conventionnel ».

Un troisième larron

Pour l'heure, Michelin et Goodyear, qui règnent en maîtres sur le marché de la formule 1, équipent chacun six écuries. Michelin « chausse » les français Renault et Ligier, les italiens Alfa-Roméo et Osella, les britanniques McLaren et Brabham. Goodyear, de son côté, a en charge l'italien Ferrari, l'allemand ATS, les britanniques Williams, Arrows, Theodore et Tyrrell. Mais le troisième manufacturier a porté aussi son choix sur le « radial » : Pirelli termine son apprentissage en formule I en fournissant trois écuries britanniques : Lotus, March et Tolemann.

C'est dire que la guerre des pneumatiques a bien lieu entre les deux grands. A chaque course, leur logistique est impressionnante : ils apportent chacun une cargaison de quelque mille pneus sur le circuit et en « consomment » environ quatre cents. Et chacun s'efforce d'empiéter sur le territoire de l'autre. Brabham a rejoint le camp Michelin, tandis que Goodyear a tenté de passer un contrat avec McLaren. Toutefois l'Autrichien Niki Lauda a pesé de tout son poids pour que l'écurie britannique reste fidèle au manufacturier français.

Le plus surprenant est que cette guerre, dont l'ultime enjeu est le marché du pneu de Monsieur Tout-le-monde, se terminera de toute façon par la victoire du « radial ». Après une première expérience en 1976, Goodyear devrait mettre au point avant la fin de la saison ce type de pneu pour les grands prix.

GILLES MARTINEAU.

CORRESPONDANCE

Suicide, mode d'emploi

M. Claude Guillon, coauteur, avec M. Yves Le Bonniec, du livre Suicide, mode d'emploi, *usant du droit de réponse, nous écrit :*

Bruno Frappat a consacré un long article *(le Monde* daté 6-7 février) au livre *Suicide, mode d'emploi* dont je suis coauteur avec Yves Le Bonniec. Il s'y fait l'écho des accusations portées contre nous par les parents d'un jeune homme de vingt-deux ans qui se serait suicidé en appliquant une « recette » recommandée par nous.

Contrairement à ce qu'avance notre confrère, aucun *« paragraphe »* de notre livre n'est *« consacré à la description d'un suicide selon la méthode utilisée par Pierre »* (Pierre M. s'est asphyxié avec les gaz d'échappement de sa voiture). C'est tout à fait incidemment, au détour d'un exposé juridique, que ce procédé apparaît, *évoqué en une phrase* (p. 116).

Au reste, les journalistes, qui pratiquent abondamment ce que nous avons appelé *« l'information par inadvertance »* sur les méthodes de suicide, sont mal placés pour fustiger notre légèreté.

En voici un exemple, postérieur à la parution de *Suicide, mode d'emploi. Le Monde* du 24 novembre 1982 nous apprend à l'occasion d'un article sur « La préparation mortelle d'un électrochoc » que la dose de Célocurine, un curarisant de synthèse utilisé pour obtenir une relaxation musculaire, est de moins de 10 cm3 (dosage d'une ampoule). L'usage que le public est susceptible de faire de ce type d'information peut soulever les mêmes questions que l'usage de telle phrase tirée de *Suicide, mode d'emploi*.

Je suis persuadé que le fait de nous désigner comme coupables est d'un grand réconfort moral pour les proches des suicidés. Cela ne me dérangerait pas outre mesure si l'on ne tentait à cette occasion de criminaliser notre démarche, démarche politique dont le sens n'échappe pas à nos lecteurs, leurs lettres en témoignent.

« Si le suicide était une solution, nous nous glorifierions d'y pousser le monde », écrivait André Breton, et aussi : *« Nous ne reculerons jamais devant les conséquences de la pensée. »* Nous faisons nôtres ces déclarations en rappelant une fois encore que nous intéresse avant tout *« l'énergie du désespoir »* que chacun peut tirer du choix de l'heure et de la manière de sa mort. *L'idée du suicide* est bel et bien une arme. Que d'aucuns décident de la retourner contre eux-mêmes peut m'attrister mais non pas me choquer. Je n'ai aucune morale.

Est-ce que l'on pourrait nous lâcher les baskets une bonne fois avec les *« bonnes affaires »* que nous réalisons ?

Les écrivains, comme les saltimbanques, acceptent le risque de ne gagner que l'argent que le public leur donne. C'est tout à leur honneur, je pense. On peut critiquer un livre. Mais reprocher son succès commercial à ses auteurs n'a pas de sens. Si l'on tient à intenter procès, les accusés naturels sont les acheteurs du livre ; eux seuls décident de sa vie ou de sa mort. L'entreprise est certes plus délicate... Comment distinguer les acheteurs du *Monde* de ceux de *Suicide, mode d'emploi ?*

[Observons ceci :

1) M. Guillon passe totalement sous silence le deuxième suicide évoqué dans l'article qui nous vaut cette réplique. Il s'agit d'un jeune chômeur, Patrick, sur la table duquel on a retrouvé le livre en question ouvert à la page même où les auteurs détaillent la recette médicamenteuse qui lui permit de mourir. Fâcheux oubli.

2) *« Je n'ai aucune morale »*, dit M. Guillon en revendiquant une démarche purement *« politique »*. Les survivants apprécieront la légitimité d'une « politique » qui fait du suicide des autres un aliment pour les jeux de l'esprit, les charmes de l'écriture et le profit qu'on peut en tirer.

3) Nous voulons espérer que les lecteurs du *Monde* échappent à sa lecture... Br. F.]

Où en est le jazz ?

Où en est le jazz ? Doucement malade d'embonpoint, de suralimentation, de reconstitution historique, de réédition et de savoir-faire ? Ou toujours sur la brèche, inventant dans ses zones d'ombre ce qu'on ne connaîtra que plus tard et activement refusé à l'homogénéisation croissante des musiques ?

« *Hier, les musiciens sortaient des ghettos. Aujourd'hui, ils sortent des universités* », écrivait récemment Gilles Anquetil dans *les Nouvelles littéraires*. Relevant en Wynton Marsalis, Michel Petrucciani et Bennie Wallace les seuls novateurs des années récentes, il signalait, avec justesse, à quel point, même chez eux, la leçon apprise et la mémoire fidèle restaient l'essentiel.

On pourrait augmenter la liste, l'ouvrir à ses marges hétérodoxes, faire l'inventaire des formidables musiciens en activité, la question n'est pas là (voir *le Monde* du 22 janvier).

Ce qui semble parfois quitter les musiciens de jazz, c'est le tragique qui formait, à leur insu, leur imaginaire de jazzmen. Le paradoxe de maintenant, après les années furieuses de lutte libertaire qui en furent une sorte de triomphe négatif, c'est que la ferveur d'un nouveau public s'attache à quelque chose qui ressemble à un passage à vide. Nulle déroute d'ailleurs : et on n'ira pas se plaindre que les musiciens vivent mieux ou que le racisme recule enfin. D'autant que la situation n'a pas encore viré, tant s'en faut, à l'académisme simplet, ourlé d'embourgeoisement. Et si en bout de chaîne les musiciens avaient simplement bénéficié, après coup, des temps de croissance économique ?

Mais ne serait-ce qu'en France, les conditions d'entreprise de spectacle sont plus périlleuses que jamais. Fiscalité, juridiction, contrôles divers et renouvelés viennent se mettre en travers de toute initiative, alors que le jazz et les musiques improvisées demandent — répétons-le — des législations souples sur tous les plans (sur celui des horaires, s'il faut prendre un exemple bête...). Ainsi, des associations, des lieux, ou un centre d'activité comme le CIM, dirigé par Alain Guerrini, cherchent à susciter les réunions nécessaires de concertation avec les ministères concernés (finances et travail).

De son côté, la Division de l'action musicale, dirigée par Jean Carabalona, poursuit une action entamée il y a un peu plus d'un an. *Pas seulement dans le sens* momentané et ponctuel de l'aide à la création, mais aussi dans celui, prioritaire, de l'aide aux lieux.

Avec les changements de techniques instrumentales et d'enregistrement, il est possible que la fonction de musicien (de studio, d'accompagnement, de danse, de variété) change. On peut alors imaginer que, à l'instar des « musiques improvisées », l'urgence de retrouver une pratique musicale (et une vie), dont le « jazz » au sens le plus flou a toujours été porteur, se fasse plus que jamais sentir. On peut imaginer, également, que des formes plus étranges aujourd'hui, et qui n'entrent pas dans le violent martèlement des musiques de masse (comme on dit sans nuance péjorative de la communication), apparaissent. Après tout, qui, voici dix ans, prévoyait le succès de la radio ou le développement — en pleine saison des long-porteurs et du vol-à-voile sophistiqué — des U.L.M. et des « libéristes » ?

On peut même imaginer qu'il est impossible de tout imaginer, mais que les musiciens ne sont pas à la veille de laisser nos joies et *nos tourments tranquilles*... C'est, il faut croire, ce que pensent les organisateurs d'un premier Salon du jazz et des musiques improvisées, sans exemple nulle part...

FRANCIS MARMANDE.

Rencontre avec un artiste du disque

Le temps n'est plus où on lui demandait, dans le grand magasin des Champs-Élysées où il travaillait : « *Je voudrais un disque de jazz qui ne fasse pas trop jazz : c'est pour quelqu'un qui n'aime pas le jazz...* ». Daniel Richard — tout le monde dans la profession le connaît et l'écoute — a ouvert maintenant une boutique qui est un peu plus qu'une boutique. C'est un lieu d'échange, de discussion, d'érudition amicale, de passage et d'information, que menacent bien sûr les grandes chaînes de distribution. Quand un musicien américain fait escale à Paris, il va faire le point aux Mondes du jazz sur l'état de diffusion de ses propres disques. Quant les revues spécialisées dressent une discographie, c'est par Daniel Richard qu'elles la font vérifier. Tout un réseau de collectionneurs, de passionnés, de maniaques et d'amateurs passe par sa compétence. Et, lui, il connaît l'état des discothèques individuelles de la plupart des gens du métier, sait les noms des spécialistes de partout, a appris ce qu'il faut de japonais pour déchiffrer les pochettes des importations, peut vous débiter en souriant d'impossibles numéros de matrice, ou décrire les couleurs de couverture d'une édition indonésienne qu'il n'a jamais vue. Naguère, aux Sables-d'Olonne, il était maçon et batteur amateur. Aujourd'hui, il est une des mémoires indispensables à la connaissance du jazz.

« *Il faudrait que chaque musique soit considérée comme telle, et qu'on lui adapte des principes de diffusion adéquats. À être diffusé et vendu selon les lois des autres genres musicaux, le jazz n'a rien à gagner. Il ne faut pas croire que le classique, par exemple, fait de meilleures performances de vente. Mais, à cause de sa responsabilité, ça traîne chez les grandes maisons, qui marchent avec deux ou trois tubes par an en variétés... En fait, l'argent gagné avec des bêtises permet de produire ce qui fait oublier les bêtises (et l'argent) : le produit noble, le classique.*

» *Pour le jazz, certaines grandes compagnies ne prennent aucun risque, rééditent à tour de bras, ce qui ne coûte rien et se vend bien ; d'autres conservent des catalogues prestigieux sans qu'on sache bien pourquoi, et la situation de la diffusion, de la distribution et de la mise en place reste souvent boiteuse.*

» *Si le disque est produit par une grande maison, il n'a forcément pas les mêmes chiffres de vente que ce qui fait tourner la maison. Donc, ni le service commercial ni les représentants ne suivent le produit comme le souhaiteraient le service artistique ou les musiciens. En cas de mévente, les coûts de fonctionnement deviennent trop élevés : même figurer sur une ligne de listing d'ordinateur peut être plus onéreux que de « pilonner » le produit...*

» *Quant aux petits « labels », ça se résume souvent à un type qui travaille dix-huit heures par jour, quelques autres au « noir », aux fausses factures pour essayer de s'en sortir, et à la faillite au bout du compte.*

» *Aux États-Unis, on sort le disque en grand. On le met en place partout, et s'il ne se vend pas assez vite, au bout d'un an c'est le « cut out » : le disque est soldé, sa pochette trouée sur tout le tirage, on liquide. Ce qui n'est pas, surtout pour le musicien, une solution...*

» *Les Japonais, eux, commercialisent le jazz comme le classique : ils prennent des risques, assurent les services de presse et vendent le jazz à long terme. Pas question de lui appliquer les sanctions qui régissent la variété. Pour les rééditions, ils procèdent souvent à des tirages limités, par pré-commande, surveillent les rotations, ne cassent pas, ne stockent pas.*

» *Pour les petits « labels », la situation ne s'améliorera pas tant qu'il n'y aura pas d'entente pour une centrale de distribution à la gestion rigoureuse. Ce sont eux qui prennent le plus de risques, mais ils sont trop nombreux. Pour le marché et les disquaires d'ailleurs, il y a trop de disques qui se mangent les uns les autres. C'est évidemment dû à la facilité relative de produire un disque. C'est après que commencent les problèmes. Et puis il faut le dire : il y a des disques qui ne se vendront jamais. Parce que la musique qu'ils portent (ça n'a rien à voir avec sa qualité) n'est pas faite pour la reproduction, la répétition et les habitudes d'écoute en appartement. Et certains catalogues sont de pures utopies : s'ils se vendaient, on ne vivrait pas exactement de la même façon, ça se saurait, la télévision ne serait pas celle qu'on connaît, ni la rue ni les relations entre les gens...* »

F. M.

★ **Les Mondes du Jazz, 2, rue de la Petite-Truanderie, 75001 Paris.**



Miles Davis : la star-symbole. Guy Le Guerrec-Magnum.

L'annuaire des régions

Faisant suite au *Guide du jazz 1982* (Éditions Capitales), vient de paraître l'*Annuaire du jazz des régions*, tome premier (Musique et Média, CENAM). Même équipe dirigée par Luc Delannoy, le bassiste Didier Levallet et Patrick Amine, même exhaustivité, même soin apporté à l'information, et présentation plus réussie encore. Sur les lieux, les radios, les journaux, les moyens de diffusion et d'enseignement, sur les librairies, sur les magasins de disques et d'instruments et sur les professionnels du métier, sur les musiciens, enfin, dont les adresses et le numéro de téléphone sont reproduits, il ne manque rien. L'amateur, le spécialiste ou le curieux y trouveront leur compte. Régions concernées : Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Nord, Poitou-Charentes, Provence-Côte d'Azur. L'annuaire est une mine organisée de renseignements, mais fait également le point sur le mouvement associatif et le circuit des aides publiques. En outre, dans ses présentations, il y a un ton, une vivacité qui, malgré l'éclectisme absolu des styles envisagés (ce qui est une bonne chose), n'en font pas un dictionnaire platement neutre et louchement « objectif ». Bref, l'*Annuaire 1* est un indispensable document et un témoignage très complet sur la vie musicale de ce temps. A suivre.

Un premier Salon

Du 21 au 24 avril va se tenir à Paris, dans les salons Hoche, le premier Salon du jazz et des musiques improvisés. En 1949, lors du Festival de Paris, il y eut une expérience analogue. Mais le JAPIF (Jazz Action Paris Ile-de-France), organisation qui regroupe des musiciens, des journalistes, des photographes et autres professionnels, veut, à travers cette manifestation, développer cette première initiative et l'étendre aux « musiques improvisées ». Ne jouons pas trop sur les mots : on sait que le jazz est dans son essence et dans sa pratique une musique improvisée. Ce que désigne dès lors l'expression, ce sont ces approches diversifiées, hétéroclites, du phénomène musical, dont le jazz est le premier modèle, bien sûr, mais qui tiennent à faire entendre une singularité sans suivisme.

« *Ce que nous voulons faire*, dit Alex Duthil, président du JAPIF, *c'est un Salon et non un festival. Nous avons à cœur de nous placer sur un terrain qui ne soit pas seulement esthétique, mais économique. Nous aimerions que les choses bougent au niveau de la diffusion, de la distribution des disques, mais aussi dans les rencontres et la connaissance du jazz.* » Et pour couper avec une certaine image de pauvreté austère qui sied au jazz, les organisateurs ont carrément choisi les salons Hoche.

Le Salon ne doit pas jouer le même rôle que le MIDEM, par exemple. Qu'une foire soit nécessaire dans le domaine de la variété, où beaucoup d'argent et d'inconnues sont en jeu, on le conçoit aisément. Dans la sphère du jazz, tout le monde connaît tout le monde, et chacun sait ce que l'autre fait. Comme dit Daniel Richard (voir entretien), « *quand un label sort en Finlande, si on connaît son métier, on le sait* ». Dans ce monde assez transparent, ce n'est donc pas ce qui est visé.

Le Salon veut être un lieu d'information et de confrontation d'expériences. Un lieu de contacts, de diffusion et d'échanges. « *Nous aimerions aussi aider à la connaissance du jazz français en Europe, multiplier les rapports entre professionnels, et promouvoir une image différente du jazz et des musiques improvisées en général* », poursuit Alex Duthil.

Une centaine de labels, les revues spécialisées, des associations, des écoles, des lieux de diffusion, des éditeurs, seront regroupés en quelque quatre-vingts stands. Pays représentés : une dizaine. En dehors de la première journée, réservée aux gens du métier, et pour vingt francs par jour, les visiteurs pourront assister à des concerts non-stop qui verront défiler une soixantaine de groupes. Incontestablement, les professionnels vont à la rencontre du public.

F. M.

★ **Premier Salon du jazz et de la musique improvisés, aux salons Hoche, 9, avenue Hoche, 75008 Paris, du 21 au 24 avril.**





Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS - Hébertot (387-23-23), S., 18 h 45 et 19 h 45; D., 15 h 30.

COMMISSAIRE NICOLE BOUTON - Comédie des Champs-Elysées (720-08-24), S., 19 h 15 et 21 h 30.

CREPUSCULE - JTN (271-51-00), S., 20 h 30.

VIRAGE - Ivry, Théâtre des Quartiers (670-15-71), S., 20 h 30.

LES HOMMES ET LA NUIT - Théâtre de la mer (671-47-61), S., 20 h 30; D., 16 h.

LUNE ET L'AUTRE - Comédie de Paris (281-00-11), S., 20 h 30.

MARIANNE SERGENT - Splendid Saint-Martin (208-13-45), S., 22 h.

DON QUICHOTTE - Escalier d'or (523-15-10), S., 20 h 30.

L'OPERA DE QUAT' SOUS - Théâtre Présent (203-01-55), S., 20 h 30; D., 17 h.

MON MEC C'EST MAC - Templiers (272-94-56), S., 20 h 30; D., 14 h 30.

FANICO - Beaubourg (277-12-33), S., D., 20 h 30.

LE COSMOS - Bobigny, M.C. (831-11-45), S., 20 h 30; D., 16 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), S., 19 h 30 : soirée de ballets.

SALLE FAVART (296-06-11), S., 19 h 30, la Traviata.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), D., à 20 h 30 : l'Avare; S., à 20 h 30; D., à 14 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre, S., à 20 h 30 et D., 15 h : Falsch.

ODÉON (325-70-32), S., 20 h 30; D., 15 h : Victor ou les enfants au pouvoir.

PETIT ODÉON (325-70-32), S. et D., 18 h 30 : les Sables mouvants.

T.E.P. (797-96-06), S., à 20 h 30 et D., 15 h : Erendira.

THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), S., 20 h 45 ; D., 14 h 30 : le Maître et Marguerite ; à 18 h 30 : G.R.C.O.P. + F. Verret un B.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42) (D. soir, L. et le 15), 20 h 30, dim., 17 h : les Jours de Khiyam.

AMERICAN CENTER (321-42-20) (D.), 21 h : l'Exil des cantos Pisans.

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil.

ARC (723-61-27) (D.), 20 h 30 : Journal intime.

ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), sam. 20 h 30 : le Malentendu ; dim. 16 h : les Bonnes ; dim. 16 h : Des fabliaux à Molière.

ATHÉNÉE (742-67-27), sam. 21 h : la Dédicace.

BASTILLE (357-42-14), sam. 19 h : Zig Zag dans la savane ; 21 h : Frankie et Johnnie.

BOUFFES DU NORD (239-34-50), sam. 15 h : la Cerisaie.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 19 h et 22 h, dim. 15 h 30 : En sourdine les sardines.

CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil (374-24-08), dim. à 15 h 30 : Richard II. – Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h. : Histoires de famille. – Epée de bois (808-39-74), sam. 20 h. 30, dim. 16 h. : la Mort travestie.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), sam. 21 h. : Monsieur Milord.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, sam. 20 h 30 : Oncle Vania.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté.

CONSTANCE (258-97-62), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Mohican dance.

ÉDOUARD-VII (742-57-49), sam. 21 h, dim. à 15 h : Joyeuses Pâques.

ELDORADO (208-45-42), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Azaïs.

EPICERIE (272-23-41), sam. 18 h 30 : le Crime du professeur Lebret ; sam. 20 h 30 : les Femmes savantes.

ESPACE KIRON (373-50-25), sam., dim. 20 h 30 : le Chemin vers la mort.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam. 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; dim. 17 h 30 : la Mouette.

ESSAION (278-46-42), sam. 20 h 30 : la Manekine.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (258-47-55), sam. 20 h 30 : le Paradis perdu.

FONTAINE (874-74-40), I. sam. 18 h : Vive les femmes ; II., sam. 22 h, dim. 15 h : S. Joly.

GYMNASE (246-79-79), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Guy Bedos.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; dim. 17 h : F. Lea.

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) I., sam., dim. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Tonik Blues ; 22 h 15 : Archéologie ; II., sam. 18 h 30 : Yes, peut-être ; sam., dim. 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : le Paradis à l'amiable. – Petite salle, sam. 18 h 30 : Om-Saad.

MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : la Dixième de Beethoven.

MATHURINS (265-90-00), sam. 20 h 45, dim. 15 h : l'Avantage d'être constant.

MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), sam. 21 h : l'Education de Rita.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.

MOGADOR (245-45-30), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Tu as les bras trop courts pour boxer avec Dieu.

MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 21 h, dim. 15 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, sam. 21 h ; dim. 16 h : Trois fois rien.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Homme qui rit.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 20 h 45 : Soi, je m'égalomane à moi-même.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Six heures plus tard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : le Fauteuil à bascule.

STUDIO-THEATRE BERTRAND (783-64-66), sam. 20 h 30 : Des souris et des hommes.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. sam. 20 h 30 : Freud ; sam. 22 h, dim. 15 h : l'Ecume des jours ; II. sam. 20 h 30, dim. 15 h : Huis clos.

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Samedi 16, dimanche 17 avril

THEATRE DU LYS (327-88-61) (Sam., dim.), 19 h : Descends, Durand, on sait qu't'es là ; sam. 20 h 30 ; l'Antichambre ; 22 h 30 : le Discours de l'Indien.

THEATRE DE PARIS (280-09-30) I. Sam. 20 h 30, dim. 15 h : Peines de cœur d'une chatte anglaise. II. Sam. 20 h 30, dim. 15 h : Boris Hybner et gag.

THÉATRE 18 (226-47-47), sam. 22 h, dim. 18 h : le Paradis sur terre.

THEATRE DE LA PLAINE (250-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Ménagerie de verre.

THEATRE 13 (588-16-30), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Emoi d'amour.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). – Grande Salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Amante anglaise.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), sam. 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Merci Appoline.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), sam. 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : les Femmes d'un homme.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam., dim. 15 h 30, sam. 18 h 45 et 22 h : l'Etiquette.

Les concerts

SAMEDI 16

FIAP, 20 h 30 : C. Marin (Milan-V. Galilei, Newdialer, Bach...)

RANELAGH, 16 h 30 : P.-Y. Artaud.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : M. Nakai (Schumann, Chopin, Kokali...).

SALLE GAVEAU, 17 h : Del Vescovo, Poulet, Dalberto (Strauss, Debussy, Poulenc...) ; 20 h 30 : Solistes de l'Orchestre de Paris (Brahms, Ligeti).

THÉATRE DE PARIS, 18 h : C. Joly.

ÉGLISE SAINT-MERRI, 21 h : Quatuor du Nord (Chostakovitch, Debussy, Haydn).

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Massachusetts Youth Wind Ensemble, dir. Ch. Morris (Bernstein, Ives, Milhaud...).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : R. et J.-L. Soyer (Wolf, Schubert, Tchaïkovski...).

DIMANCHE 17

THÉATRE DU ROND-POINT, 11 h : P. Strauch, F. Stohl, P. Pontier (Bach, Mozart, Beethoven...).

ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h : J.-F. Plante, J. Le Buis (K.P.E. Bach, Loeillet, Telemann).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 19 h : Ensemble Vocal M. Piquemal, dir. M. Piquemal (Schumann, Wolf, Fauré...).

LUCERNAIRE, 18 h : Musique électroacoustique.

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h 45 : J. Amade (Dupré).

ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Quatuor Castagneri (Mozart, Haydn).

SALLE CORTOT, 17 h : G. Boneu-Courtade (Bach, Mozart, Franck...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 16 AVRIL

17 h, les Désemparés, de M. Ophuls ; 19 h, Panorama du cinéma australien 1919/1982 : Smithy, de K. Hall ; 21 h, Carte blanche à P. Garrel : Absences répétées, de G. Gilles.

DIMANCHE 17 AVRIL

15 h, l'Assassinat du Père Noël, de Christian-Jaque ; 17 h, The River's Edge, de A. Dwan ; 19 h, Panorama du cinéma australien 1919/1982 : Jedda, de C. Chauvel ; 21 h, Carte blanche à P. Garrel : le Temps des châtaigniers, de J.-M. Barjol ; Continental Circus, de J. Laperrousaz.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 16 AVRIL

17 h, courts métrages de Sylvia Zade-Routtier ; 19 h, Rétrospective « Berlin et le cinéma » (Valence. 1983) : Kuhle Wampe, de S.-Th. Dudow ; 21 h, Rivière, poème de la colère, de K. Mori.

DIMANCHE 17 AVRIL

15 h, le Dernier des Mohicans, de M. Tourneur ; 17 h, la Mégère apprivoisée, de D. Fairbanks ; 19 h, Rétrospective « Berlin et le cinéma » (Valence, 1983) : Libération, de Y. Ozerov ; 21 h, l'Affaire Nina B..., de R. Siodmak.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. spéc.).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Calypso, 17e (380-30-11) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ;

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

BERLIN HARLEM (All.) (**) (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).

DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. spéc.).

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE DÉMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots. - A., v.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) : Tourelles, 20e (364-51-98).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ÉCRAN MAGIQUE (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

EFFRACTION (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Murats, 16e (651-99-75) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

GANDHI (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Victor Hugo Pathé, 16e (727-49-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

ATOMIC CAFÉ, film américain de Kevin et Pierre Rafferty et Jayne Loader, v.o. : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).

BALLES PERDUES, film français de Jean-Louis Comolli : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

ÉDITH ET MARCEL, film français de Claude Lelouch : Forum, 1er (297-53-74) ; Grand-Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; U.G.G.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE MONDE SELON GARP, film américain de Georges Roy Hill, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70 ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

T'ES FOU JERRY, (Smorgasbord), film américain de Jerry Lewis, v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) . Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Lumière, 9e (246-49-07) : Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Monparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HYSTERICAL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

L'INDIC (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-42-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murats, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MERRY GO ROUND (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Petite Salle, 14e (542-67-42).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MONSIGNORE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ermitage, 8e (359-15-71) - V.f. : U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA PETITE BANDE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PROSTITUTE (Ang., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

RAMBO (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

REVIENS JIMMY DEAN REVIENS (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES SACRIFIÉS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic, 14e (542-67-42). (H. spéc.)

SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Gaîté Boulevards, 2e (233-67-06).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (243-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : Forum, 1er (287-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EXPOSITION A L'HOTEL LAMOIGNON

1881 : la presse est libre...

Une exposition consacrée à la presse entre 1851 et 1881 a été inaugurée à l'hôtel Lamoignon le 14 avril. Cette manifestation qui fait suite à « La presse dans le centre de Paris entre 1830 et 1851 », présentée il y a deux ans, retrace l'histoire du journalisme parisien sous le Second Empire, le siège de Paris et la Commune pour aboutir à la naissance de la Troisième République et à la loi sur la liberté de la presse de 1881.

On ne pouvait trouver meilleur endroit pour célébrer une époque où le journalisme, alors unique moyen d'information de l'opinion, connaissait un essor extraordinaire que l'ancien hôtel Lamoignon où s'installait vers 1860 un jeune journaliste nommé Alphonse Daudet, collaborateur du *Figaro* et du *Bien public*, amoureux du Marais au point d'y situer un de ses premiers ouvrages (1). Il devait s'y marier et y vivre plus de dix ans puisque c'est là que naissait son fils aîné (2), qui, lui aussi, allait s'illustrer dans le journalisme... *« Nous habitions 24, rue Pavée, au Marais, l'hôtel Lamoignon, ancienne demeure du dix-septième siècle de somptueuse apparence, divisée en plusieurs appartements, amusants comme on dit, mais malcommodes... Là se réunissaient, le mercredi soir, presque chaque semaine, Flaubert, Zola, Tourguéniev, Edmond de Goncourt. »*

Tous ces noms-là, comme ceux de Dumas, Prévost-Paradol, Barbey d'Aurevilly, Sainte-Beuve, suivis de beaucoup d'autres, on les retrouve à l'exposition « La presse à Paris entre 1851 et 1881 », organisée en l'hôtel Lamoignon par M. Jean-Marc Léri, conservateur, qui a rassemblé près de deux cents documents, photos, journaux de l'époque, illustrations, portraits et gravures, puisés uniquement dans le fonds extrêmement riche de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris.

En 1852, Paris comptait quatorze journaux politiques, chiffre qui ne cessa d'augmenter jusqu'en 1860, malgré l'hostilité grandissante du gouvernement impérial dont l'organe officiel *le Moniteur* tirait à 25 000 exemplaires. Parmi les plus célèbres quotidiens de l'époque, on trouvait *le Constitutionnel*, dirigé par le docteur Véron, *le Journal des Débats* d'Edouard Bertin, *la Presse* de l'indestructible Girardin, *le Figaro* de Villemessant auxquels venait s'ajouter *le Petit Journal* dont le succès populaire allait grandissant avec sa moisson de faits divers et de feuilletons signés de Ponson du Terrail et de Gaboriau.

A côté des grands quotidiens, une presse satirique, admirablement illustrée par des caricaturistes comme Cham, Gill ou Carjat, s'efforçait de survivre malgré le muselage que lui infligeait le pouvoir en place.

La guerre (et c'est la deuxième partie de l'exposition) et le désastre de Sedan marquaient la fin d'une certaine presse, et Paris, après avoir subi quatre mois de siège, allait vivre du 18 mars au 22 mai 1871 l'expérience tragique de la Commune. Celle-ci, comme pourra le constater le visiteur de l'exposition donna naissance à une véritable floraison de petis journaux à la tête desquels deux *feuilles restées célèbres* exprimaient des sentiments ardents et généreux : *le Mot d'ordre*, de Rochefort, et *le Cri du peuple*, de Jules Vallès.

Après la Commune, l'Assemblée nationale siégeant encore à Versailles élisait Adolphe Thiers comme premier président de la République. La presse parisienne – avec trente-trois titres et un tirage de 470 000 exemplaires, auxquels venait s'ajouter la petite *presse non politique à 5 centimes* représentant 600 000 exemplaires – atteignait donc un total d'un million d'exemplaires, chiffre considérable à l'époque. Il n'empêche que, jusqu'au 16 mai 1877 où le parti républicain reprit de l'autorité, les journaux qui n'étaient pas « bien pensants » se trouvaient constamment en butte à de nombreuses difficultés.

La démission de Mac Mahon, tenant de l'« ordre moral », et l'arrivée à la présidence de la République de Jules Grévy, après les élections de 1978, marquèrent la vraie naissance de la Troisième République. Le Parlement vota immédiatement l'amnistie en faveur des communards et entreprit l'élaboration de la grande loi sur la liberté de la presse qui fut *adoptée sans discussion le 29 juillet 1881.*

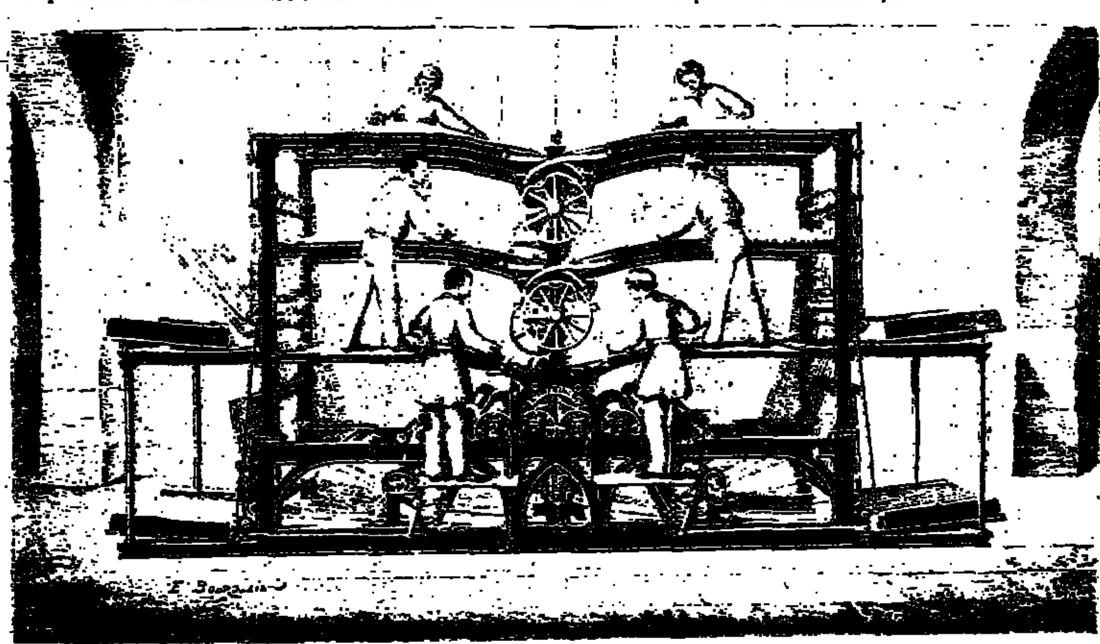
Ce texte, célébré il y a deux ans pour son centenaire, dont un exemplaire *figure* à l'exposition de l'hôtel Lamoignon, véritable charte du journalisme, aboutissement de la longue lutte menée durant tout le dix-neuvième siècle par la presse contre un pouvoir fermé à tout libéralisme, a fixé une fois pour toutes les limites des droits et de la puissance de la presse en-dehors de toute autorité gouvernementale et a remis en ordre la législation sur l'imprimerie, la librairie, en permettant, avec la suppression du cautionnement, d'écarter définitivement les contraintes administratives qui pesaient sur les journaux jusqu'en 1881 (3).

ANDRÉE JACOB.

(1) *Fromont jeune et Risler aîné.*

(2) Léon Daudet : *Paris vécu.*

(3) « La presse à Paris entre 1851 et 1881 », exposition organisée par la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel Lamoignon, 24, rue Pavée, du 15 avril au 30 juin 1983, de 14 à 18 heures, sauf le dimanche.



MACHINE A IMPRIMER LE PETIT JOURNAL (inventée par H. Marinoni).

Dancing

Carlos Gardel Ier

Pour toutes les veuves qui sont dans cette salle, pour *toutes les dames contrariées qui* auront vu disparaître leur bonhomme de mari sans avoir reçu de lui leur poids de valses musettes, de pasos et de charlestons, *moi, le gaucho de Ménilmontant*, chanteur argentin des hommes de Tito Bachicha, je dédie l'inusable et toujours d'actualité *Como te quiero.*

Citant son compatriote l'écrivain Leopoldo Lugones, Borges dit du tango que ce n'est rien d'autre qu'un *« reptile de lupanar »* : mélopée lourde et graveleuse, râpée comme les velours des claques de Buenos-Aires sur lesquels se vautraient, dans les portes entrebâillées de la Belle Époque, des bourgeois sans importance.

A 5 heures de l'après-midi, dans ce guinche bien tenu du boulevard du Montparnasse, le *« reptile »* a perdu beaucoup de son venin. Cantique plutôt, repris en sourdine par un public nostalgique qui allume en tremblant de plaisir des cierges aux icônes de *Carlos Gardel* (1).

« J'avais un peu plus de vingt ans avant la guerre. J'ai toujours aimé danser. Lui, pas. » Un chat l'attendait rue Vieille-du-Temple, au chaud, nourri par une pension militaire, le sommeil en alerte sous des bibelots rapportés du Tonkin. Les seuls moments en couleur de sa vie en gris, elle les passe là, dans les bras de cavaliers dignes et inconnus *(« ils ne parlent pas toujours »)*, avec son ami au souffle en détresse, le bandoléon. *« C'est drôle, le tango, c'est comme quand on s'endort... »*

Lumière nue après les pénombres, indiscrète et bavarde mais *hautement nécessaire* pour les repérages, les approches ; le coup d'œil aussi. Le dancing à l'ancienne s'articule autour de géométries moins simples qu'il y paraît. Le maître d'œuvre a dû tenir compte de la personnalité et des états d'âme de chacun de ses pensionnaires. On peut camper près de la piste ou s'installer sur les hauteurs, chercher la protection d'une colonnade ou l'appui d'une haie de plantes vertes. S'ensuit une circulation assez compliquée où le maladroit aura tout intérêt à savoir où il met les pieds dans cet entrelacs de tables, de chaises, de marches, d'angles et de faux plats.

Les prédateurs à tempes argentées qui pèsent de l'œil les *chances de survie de leur prochaine victime* connaissent tout de ces fins cheminements. On les voit fumer de la cigarette avant l'élan, la pose avantageuse, la cravate resserrée à bloc. *Pas gigolos*, sérieux entre deux âges, danseurs. Tout ça est rodé, très simple. Un refus n'est jamais mal pris, un *« oui »* jamais un vrai succès. Les lois du dancing.

Notre amoureuse de Carlos Gardel venait d'être rejointe par une connaissance, la permanente encore tiède, de l'or vieux à pleins poignets. Elle commentait : *« Pas mon style, pas mon genre du tout »* (un homme petit, le regard à la sicilienne, une chemise à pois) ; curieuse : *« Ça ne doit pas vous arriver souvent de ne pas danser. C'est vous qui refusez, ou quoi ? »* ; inquiète devant un rythme qu'elle *connaissait mal* : *« Il faudrait venir tout le temps, mais comme on a toujours autre chose à faire... »* Venir tout le temps, son rêve.

« ... Alla como aqui en la boca llevaras sabor a mi. » Du cubain maintenant, du terrible. Impossible de résister, de continuer à faire du tricot. Tout le monde en piste. *« Là-haut, comme ici-bas, dans ta bouche tu garderas le souvenir de moi (la saveur de mes baisers). »* Une jeune femme en noir, très comme il faut, se plie dans les bras d'un turfiste, très comme il faut aussi ; un boxeur entraîne une demoiselle qui travaillait dans les postes ; *un ancien commissaire de police* hésite.

Des moments d'émoi fantastiques, du chaloupé, en veux-tu en voilà. Malheur à celle qui fait banquette. A regarder de plus près, aucune : toutes la taille prise dans l'étau des maracas, serrées au plus près par ces coureurs de bois qui rentreront chez eux à la nuit tombée et dîneront d'une boîte de raviolis en songeant sombrement au temps qui passe. *« C'est drôle, le tango, c'est comme quand on s'endort... »*

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

(1) *Chanteur d'origine française* installé en Argentine dans les années 30. Il demeure encore aujourd'hui l'un des grands symboles du tango.

TRANSPORTS

Air France redécouvre l'homme d'affaires

Signe des temps : faute de touristes, Air France se retourne vers les hommes d'affaires. Bien qu'assurant 56 % de son trafic moyen-courrier et 45 % du long-courrier, ces derniers ont parfois eu, dans le passé, l'impression désagréable, et pas toujours infondée, d'être un peu négligés. Ce ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir, prétend la compagnie nationale, qui, bien décidée à prendre sa part dans la bataille pour le redressement de notre commerce extérieur, lance une offensive sur deux fronts en direction des voyageurs pour motifs professionnels : l'amélioration de son service et l'élargissement de ses prestations bien au-delà du voyage pour ceux qui peuvent favoriser le développement des ventes de produits français à l'étranger.

Le premier objectif a déjà commencé à se réaliser. L'introduction du Boeing 737 de petite capacité sur les lignes européennes a permis une amélioration des horaires et des fréquences dans un sens très favorable aux déplacements d'affaires. Le « nouveau service européen » introduit il y a deux ans, et dont la simplicité confinait dans les jugements de certains, à la misère, a vu sa qualité rehaussée. Le dernier volet interviendra le 1er novembre prochain avec la création, à bord des long-courriers, d'une super-classe affaires qui se distinguera davantage que la classe affaires actuelle de la classe économique.

Au-delà de son rôle de transporteur (qui en fait déjà le troisième exportateur français et le premier pour les services avec un solde positif de 2 milliards de francs en 1982), Air France entend maintenant offrir non plus seulement des billets, mais toute une gamme de services susceptibles de favoriser les échanges économiques. Sa filiale Tourisme France international (T.F.I.), agent de voyage spécialisé dans le tourisme « à l'importation », vient de faire alliance avec l'Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger. Forte d'un réseau de quarante représentations sur trente et un marchés dans le monde, l'Union compte, outre les industriels et prestataires de services français installés dans ces pays, quelque dix mille membres étrangers dont beaucoup ne demanderaient pas mieux que de commercer avec la France s'ils savaient mieux ce qu'ils peuvent y trouver. De nombreux hommes d'affaires et agents économiques dédaignent le marché français parce qu'ils n'y disposent pas de structures de pénétration et de connaissance.

C'est à cette carence qu'entendent remédier T.F.I. et l'Union des chambres de commerce à l'étranger en créant France Affaires Internationales *(France Welcome Business Club* pour les Anglo-Saxons). Cet organisme se propose de faciliter les missions en France des visiteurs étrangers, et en priorité de ceux qu'intéressent des matériels ou des technologies français. France affaires internationales (F.A.I.) mettra au point leurs voyages tant sur le plan professionnel que sur ceux du confort et de l'agrément du séjour, recherchera leurs contacts commerciaux en France, établira leurs rendez-vous professionnels et mettra au point leur programme, organisera des réunions et suivra les dossiers. L'accueil sera assuré dès l'aéroport et toute la « logistique » garantie ; hébergement, restauration, transports en France, locations de voitures interprétariat..., sans oublier les distractions.

Efficacité et qualité seront les traits dominants du service F.A.I., qui prétend *« rendre la France des affaires facile, commode, accueillante aux étrangers, en donner une image de précision, tout en mettant à portée de main du visiteur les éléments traditionnels de l'accueil français »*.

Le service vient tout juste d'être lancé, mais des entreprises de Turquie, du Pérou, ont déjà fait appel à lui. Et grâce à son efficacité, les prochains uniformes des hôtesses de la compagnie aérienne australienne Qantas risquent d'échapper à la griffe anglaise pour être *« made in France »*.

JAMES SARAZIN.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969).
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

WEEK-END D'UN CHINEUR

En attendant de laisser place au futur Opéra du XXe siècle, l'ancienne gare de la Bastille abrite encore une fois sous sa verrière le cinquième *Salon de la peinture* curiosité et le troisième Salon de la peinture du 15 au 24 avril.

Les cannes historiques sont à l'honneur : on y verra la canne-épée avec laquelle le ministre de l'intérieur Roland de la Platière se donna la mort en 1792, des cannes à tête de Louis XVI, de Bonaparte et de Louis-Philippe, des cannes antidreyfusardes, des cannes caricatures, de Clemenceau à de Gaulle, de Bismarck à Hitler.

Le Salon de la *curiosité* présente également des objets d'art populaire insolites, une pharmacie ancienne reconstituée, et Gambetta dans la nacelle du ballon qui lui permit d'échapper aux Prussiens.

Aux cimaises du Salon de la peinture, des tableaux de qualité du XVIIe au XIXe siècles.

VENTES
DIMANCHE 14 AVRIL

Les Andelys (27), à 14 h 30, meubles du XVIIIe, collection de voitures d'enfant, bibelots, tableaux. **Chartres**, à 14 h, soldats de plomb, figurines historiques. **Enghien**, à 14 h 30, tableaux modernes (grands maîtres des XIXe et XXe siècles) ; Modigliani, Picasso, Rouault, Renoir, Van Dongen. A 16 h 30 : art nouveau, « art déco ». **L'Isle-Adam**, à 14 h, autour de la table, longues *nappes*, *dentelles*, *robes* anciennes, objets de vitrine, meubles et tableaux XIXe. **Rouen** : à 10 h, grands vins de Bourgogne et de Bordeaux. **Versailles**, (chevau-légers) à 10 h, bijoux ; 14 h, argenterie.

PARIS EN VISITES

LUNDI 18 AVRIL

« Abbaye de Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, façade, Mme Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'École des beaux-arts », 15 heures, 13, rue Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Grand-Orient de France », 15 heures, 16, rue Cadet, Mme Hauller.

« La Mosquée », 15 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (Paris et son histoire).

« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Présence du passé).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

MARDI 19 AVRIL

14 h 30, 292, rue Saint-Martin, J. Joly : « L'image publicitaire dans l'affiche » (C.N.A.M.).

14 h 30, 2, place du Palais-Royal, T. Préaud : « La manufacture nationale de Sèvres de 1850 à 1940 » (Le Louvre des antiquaires).

21 heures, 36, rue Jacob, N. Moati, J. Lanzmann : « Mythologie hébraïque ».

CONFÉRENCES

LUNDI 18 AVRIL

14 h 45, 23, quai de Conti, J. Maisonneuve : « Tendance actuelle de la psychologie sociale » (Académie des sciences politiques et morales).

17 heures et 20 h 30, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « Splendeurs mandchoues autour de Pékin » (projections).

17 h 30, Institut français de polémologie, hôtel national des Invalides, Bernard Kouchner : « Les guerres cachées ».

20 h 30, 68, rue de la Folie-Méricourt, R. Israeli : « L'islam et le conflit israélo-arabe » (Centre juif d'art et de culture).

MARDI 19 AVRIL

13 h 15 : « Coulisses de l'Opéra », vestibule, Mme Hulot.

14 h 30, 42, avenue des Gobelins : « Manufacture des Gobelins », Mme Allaz (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h 10, 10, rue Pavée : « Synagogues du vieux quartier israélite » (Approche de l'art).

15 heures, 65, boulevard Arago : « Ateliers d'artistes de la Cité fleurie » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 heures, fontaine Saint-Michel : « Histoire des juifs en France », Mme Rouch-Gain.

France / service

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3429

HORIZONTALEMENT

I. Variété de poire qui se presse pour le jus Grecque. – II. Lorsqu'elle nous prend, c'est pour nous délivrer. Peut être pris ou repris. Son rajeunissement tint de la magie. – III. Son parc est l'endroit rêvé pour une halte. – IV. Fait la peau. En pente. Dans la même classe que le cousin. – V. Ont donc du mal à repousser. Un plat pour les côtes. – VI. Symbole chimique. Avait un pouvoir plus « exécuteur » qu'exécutif. Nature généreuse. – VII. A donc une mesure de trop ou un temps de retard. A remis de l'ordre dans une affaire royale. Etui. Personnel. – VIII. Est souvent obligé de descendre pour pousser. Peintre animalier. Note. – IX. Exprime le neuf. Ce n'est pas une petite nature. Mis en échec par deux fois. – X. N'est donc pas une bonne compagnie d'assurance. Elément de choix. – XI. Jeu de boule en France, jeu de balle en U.R.S.S. Arriver à joindre les deux bouts. – XII. Cherchée par des gens qui ont le goût du contact. Figure connue dans le domaine mathématique. – XIII. C'est tout indiqué. Ceux qui jouent y font vivre ceux qui travaillent. Symbole chimique. Adverbe. – XIV. Ne parle pas à la légère. Sont bien partis mais le retour sera difficile. – XV. Pièce utile dans une maison. Instrument de chirurgie.

VERTICALEMENT

1. Mise en demeure. Vidé. – 2. Genre de sport qui peut se pratiquer dans le lit. Mise au pas par les Allemands (pluriel). – 3. Difficile à supporter. Adverbe. Ensemble au point. – 4. Point de lumière. Ressource qui pallie le manque de moyens. – 5. Bête de guerre. Déplacé ou bouleversé. Dans le vent. – 6. Sort donc à nouveau de table. Ancien aveu. Possessif. – 7. Morceau où il y en a pour un mais pas pour deux. Est donc détaché après avoir été froissé. – 8. Récupère les miettes. De quoi se lécher les doigts. – 9. Un de trois. Reconnu ou confondu. – 10. Un homme qui ne vit pas de conserves. Sont donc passés à côté. – 11. Direction. Symbole de force. Ton naturel. – 12. Revenue ou revenu. Apporte toujours des renseignements de première main. – 13. S'offre à la vue ou à la visée. Tête de canard. Note. – 14. Fleuve. Ferme une partie du palais. On peut lui voir les côtes lorsqu'elle est petite. – 15. Manière de sortir dont on ne revient parfois pas. Etat de manque.

Solution du problème n° 3428

Horizontalement

I. Pantalons. – II. Yverdon. – III. Ratio. Osé. – IV. Olten. Mûr. – V. Tee. Icare. – VI. En. Usité. – VII. Cris. Go. – VIII. Relapse. – IX. Nia. Réel. – X. Insérée. – XI. En. Tus. Ut.

Verticalement

1. Pyrotechnie. – 2. Avaleur. Inn. – 3. Nette. Iras. – 4. Trie. Usé. Et. – 5. Adonis. Ru. – 6. Lô. Cigares. – 7. Onomatopée. – 8. Sûre. Se. – 9. Stère. Délit.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le samedi 16 avril à 0 heure et le dimanche 17 avril à minuit.

L'anticyclone de ces derniers jours se décale vers le Sud-Est en faiblissant. Il est progressivement remplacé par un flux de sud-ouest dans lequel remonte de l'air chaud et circulent une perturbation orageuse ainsi qu'un front froid ondulant.

Dimanche, ce front apportera des nuages et des pluies faibles le matin près de la Manche. Ceux-ci gagneront en soirée les régions s'étendant du Nord au Bassin parisien et à la Vendée. Ils y seront précédés d'un temps assez ensoleillé et doux. Après leur passage s'établira un temps variable avec éclaircies de la Bretagne à la Basse-Normandie.

Partout ailleurs, le temps sera chaud et lourd. On observera des pluies orageuses le matin près des côtes de l'Aquitaine et du Languedoc et près des Pyrénées. Dans la journée, le soleil gardera une bonne place mais les nuages deviendront de plus en plus menaçants sur la moitié est, où ils donneront des orages en soirée, en particulier de la vallée du Rhône à la Bourgogne et à la Lorraine. Le vent de sud se renforcera dans le Sud-Est et en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 12 degrés en Méditerranée, 4 degrés dans le Nord-Est, 7 à 8 degrés ailleurs.

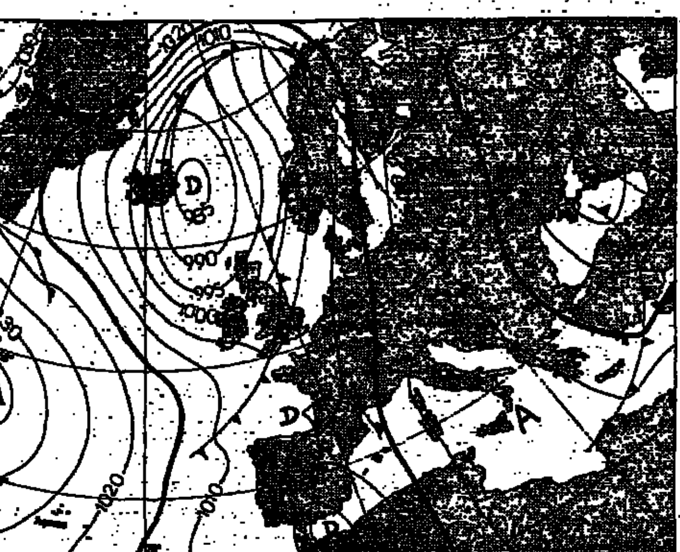
Les maximales atteindront 15 degrés dans le Nord-Ouest, 21 à 24 degrés dans la moitié est, 17 à 19 degrés dans les régions intermédiaires.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 16 avril, à 8 heures, de 1 020,8 millibars, soit 765,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 avril ; le second le minimum de la nuit du 15 au 16 avril) :

Ajaccio, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 21 et 11 ; Bordeaux, 19 et 9 ; Bourges, 15 et 2 ; Brest, 15 et 5 ; Caen, 17 et 3 ; Cherbourg, 13 et 2 ; Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 14 et 4 ; Grenoble, 13 et 2 ; Lille, 16 et 2 ; Lyon, 14 et 2 ; Marseille-Marignane, 18 et 9 ; Nancy, 14 et 0 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 18 et 3 ; Pau, 21 et 8 ; Perpignan, 20 et 5 ; Rennes, 16 et 6 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 17 et 6 ; Toulouse, 18 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 21.

PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 8 degrés ; Amsterdam, 13 et 2 ; Athènes, 18 et 9 ; Berlin, 9 et 7 ; Bonn, 13 et 1 ; Bruxelles, 14 et 4 ; Le Caire, 31 et 12 ; îles Canaries, 29 et 17 ; Copenhague, 11 et 2 ; Dakar, 26 et 20 ; Djerba, 18 et 9 ; Genève, 13 et 1 ; Jérusalem, 24 et 7 ; Lisbonne, 22 et 14 ; Londres, 18 et 3 ; Luxembourg, 15 et 2 ; Madrid, 24 et 9 ; Moscou, 6 et 0 ; Nairobi, 31 et 16 ; New-York, 13 et 12 ; Palma-de-Majorque, 19 et 4 ; Rome, 17 et 6 ; Stockholm, 10 et 0 ; Tozeur, 22 et 12 ; Tunis, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 16 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

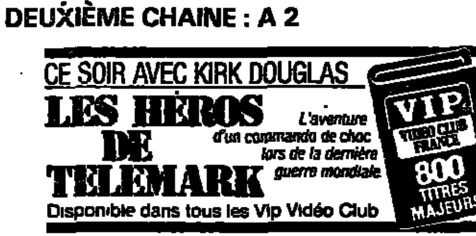
20 h 35 Série : Dallas.
Les projets de J.-R. échouent, et la société Ewing est en danger.

21 h 35 Droit de réponse.
Emission de Michel Polac.
« France-poubelle », les déchets industriels.

22 h 50 Etoiles et toiles : Hollywood.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De M. Drucker. *Autour de Gérard Lenorman, D. Gérard, M. Carta, B. Wooton, G. Bonnet...*

21 h 50 Série : Une femme nommée Golda.
De H. Gast, réal. A. Gibson, avec I. Bergman...
Dernier épisode : Golda Meïr, âgée de soixante-dix ans, après la victoire de la guerre de six jours, devient premier ministre, prend sa retraite en 1977 et meurt en 1978.

22 h 35 Document : Resnais est un roman.
De A. Andreu et G. Seligman.
Une interview d'un cinéaste de la « nouvelle vague » sur son dernier film La vie est un roman.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Variétés : Rockpalast Festival. *En direct d'Essen. Avec Dexys Midnight Runners et Joe Jackson.*

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble.
(Attention : quatre stations régionales décrochent : Alsace pour : *Dialectale* ; Limousin, pour : *L'Histoire terrible et douce de la demoiselle à la violette* ; Nord-Picardie pour : *Fête du métro à Lille* ; Provence-Côte d'Azur pour : *la Roquette d'or, open de tennis à Aix.)*

20 h 40 Programme national : La nonne sanglante.
de M. Sarfati, réal. B. Maigriot. Avec M. Laborie...
Qui s'emparera de l'immense fortune des Teufelbrück ? Roberta, la dernière du nom, ou l'infâme Arnim von Elsenfaust.

21 h 30 Série : Jackie et Sara.

21 h 55 Journal.

22 h 13 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 15 Musi-Club.



FRANCE-CULTURE

21 h 30, **Logos et langage.**
22 h 10, **La fugue du samedi :** la langue au chat.
23 h 55, **Débat :** la langue, la voix.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (donné à l'Opéra de Paris le 4 avril 1983) « Erzsebet », opéra de Chaynes ; par l'Orchestre de l'Opéra de Paris ; dir. E. Howarth ; sol. C. Eda-Pierre.
22 h, **La nuit sur France-Musique :** Le club des archives.

Dimanche 17 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Ambassadeurs nouvelle vague ; Faux tableaux ; Télévision des autres : la Grèce ; Appel du gouvernement polonais aux juifs d'Europe.

20 h Journal.

20 h 35 Film : la Piscine.
Film français de J. Deray (1968), avec A. Delon, R. Schneider, M. Ronet, J. Birkin, P. Crauchet (rediffusion).
Un couple passe des vacances tranquilles dans une villa de Saint-Tropez. L'arrivée d'un ami et de sa fille jette le trouble dans leurs relations amoureuses. Et c'est le drame... Exercice de style psychologique sur un scénario un peu mince. Le réalisateur a créé une atmosphère de tension constante, parfaitement aidé en cela par les acteurs.

22 h 45 Pleins feux.
Magazine d'actualités culturelles de J. Artur et C. Garbisu.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

18 h 5 Dimanche magazine.
Ce Cambodge de l'après Pol Pot ; Comment gagner 1 million de dollars ; Et une enquête de P. Nalton et L. Rey.

19 h Stade 2.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
En Thaïlande.

21 h 40 Documentaire : Mon frère Jean-François Champollion.
De J.-J. Bloch.

22 h 30 Magazine : Désirs des arts.
De C. Hudelot et P. Collin.
De Claude à César ; regard sur la sculpture.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de J. Garcin, en direct du Salon du livre.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Aspects du court métrage français.

22 h 30 Cinéma de minuit : les Misérables.
Deuxième épisode : Les Thénardier.
Film français de R. Bernard (1933), avec H. Baur, C. Vanel, C. Dullin, M. Moreno, J. Gael, J. Servais (N. rediffusion).
Jean Valjean reprend Cosette aux Thénardier et l'élève comme sa fille. Quelques années plus tard, à Paris, Cosette s'éprend d'un étudiant pauvre. Et Jean Valjean est menacé par les Thénardier, exploitant leur misère dans les bas-fonds. Episode centré sur les figures crapuleuses des « mauvais pauvres », l'idylle Cosette-Marius et la réapparition de Javert. Forte intensité dramatique. Admirable interprétation.

0 h 8 Une minute pour une image.

0 h 10 Prélude à la nuit.
Suite française, de Daniel-Lesur, par Li-Jian, piano.

FRANCE-CULTURE

19 h 10, **Le cinéma des cinéastes.**
20 h, **Albatros :** André Zanzotto.
20 h 40, **Atelier de création radiophonique.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (donné à la Philharmonie de Berlin le 16 octobre 1982) : « Symphonie n° 3 », de Mahler, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, les chœurs de femmes du Concertgebouw et les chœurs de la cathédrale Sainte-Hedwige ; dir. : B. Haitink. Chef des chœurs : R. Bader ; Sol. O. Wenkel, alto.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique :** Entre guillemets ; 0 h 5. Les mots de Françoise Xenakis.

Pour le détail des programmes se reporter au *Monde* des 10 et 11 avril

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 18 AVRIL

– *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre du conseil national de l'U.D.F., est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter à 19 h 15.

CARNET

Naissances

– Marie-Christine LENOBLE,
Christian MOUCHEL et Julien
sont heureux d'annoncer la naissance de
Louis-Antoine.
Paris, le 1er avril 1983.

Décès

ROGER AUFFRAY

Nous apprenons le décès de
M. Roger AUFFRAY,
survenu le 14 avril 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 18 avril, à 16 h 15, en l'église Saint-Erogat, à Dinard.

[Né le 9 février 1900 à Paris, M. Roger Auffray a consacré toute sa carrière au Comptoir national d'escompte de Paris, gravissant les échelons, notamment à l'étranger (Angleterre, Egypte, Inde, Australie, Belgique). Il a été directeur à la Banque nationale de Paris quand le Comptoir national s'est intégré à ce groupe. M. Auffray était président honoraire de la chambre de commerce française en Australie et conseiller honoraire du commerce extérieur de la France.]

– Mme Aviva Lusternik,
M. Yaacov Agam,
Ses enfants Ron, Orram et Orit,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Clila AGAM,
survenu à Rehovot, Israël, le 13 avril 1983, dans sa quarante-huitième année.

L'inhumation a eu lieu en Israël, le 15 avril 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.
4, rue Charles-Divry.
75014 Paris.

– Mme Lucette Clément, son épouse,
Mlle Sylvie Clément, sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Charles CLÉMENT,
survenu le 27 mars 1983.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière d'Antony.

Cet avis tient lieu de faire-part.
8, avenue E.-Renan, 92160 Antony.

– Le conseil d'administration et le personnel du C.E.N.E.C.A. (Centre national des expositions et concours agricoles) font part du décès de leur directeur général honoraire,
Marc COUILLENS,
ingénieur général honoraire
du génie rural des eaux et forêts,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,
chevalier des Palmes académiques.

L'inhumation aura lieu le 18 avril 1983, à 14 h 30, au cimetière de Samoreau (Seine-et-Marne).

– Les amis et tous ceux qui l'ont connu ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 avril 1983, de
Christian GASTIEN,
capitaine d'infanterie de marine (E.R.).

Les obsèques auront lieu le 16 avril 1983, en l'église de Chailley (Yonne).

– Le conseil d'administration,
La directrice,
Le personnel de l'office public d'H.L.M. du Kremlin-Bicêtre,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Antoine LACROIX,
leur président depuis 1948.

Les obsèques ont eu lieu le 15 avril 1983, à Saint-Hilaire (Allier).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Achille Peretti, née Julie Papa, son épouse,
Mme Francis Barreau-Peretti, sa sœur,
Le docteur et Mme Charles Barbier,
Le docteur
et Mme Antoine Michelangeli,
ses enfants,
Vannina,
Stéphane,
Carla,
Lætitia,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Achille PERETTI,
ancien préfet,
ancien président
de l'Assemblée nationale,
membre du Conseil constitutionnel,
maire de Neuilly-sur-Seine,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945 (4 cit.),
Distinguished Service Order,
survenu le 14 avril 1983, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 18 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

L'inhumation se fera dans l'intimité, au cimetière d'Ajaccio (Corse), où sera donnée une absoute, le mardi 19 avril.

Ni fleurs ni couronnes.

(*Le Monde* du 15 avril.)

– La municipalité,
Le conseil municipal,
Le personnel de la ville de Neuilly-sur-Seine,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Achille PERETTI,
ancien président
de l'Assemblée nationale,
membre du Conseil constitutionnel,
maire de Neuilly-sur-Seine,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945 (4 cit.),
Distinguished Service Order,
survenu le 14 avril 1983, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 18 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

Ni fleurs ni couronnes.

– Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, le Conseil de l'ordre et les Compagnons, ont la douleur de faire part du décès de leur compagnon,
M. Achille PERETTI,
(Ajax dans la Résistance),
maire de Neuilly,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
Distinguished Service Order,
survenu le 14 avril, à Neuilly, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques seront célébrées lundi 18 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Une cérémonie militaire aura lieu dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides, à 18 heures, et sera suivie d'une veillée funèbre, à laquelle les Compagnons sont instamment priés de participer avant le départ de la dépouille mortelle pour la Corse, où elle sera inhumée.

– Nîmes, Gif-sur-Yvette, Soissons.
Mme R. Schoenenberger,
M. et Mme B. Aubin,
Isabelle et Jean-Christophe,
Mme F. Schoenenberger,
Mlle L. Gauch,
parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Roger SCHOENENBERGER,
le 31 mars 1982, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu, le 5 avril, dans l'intimité.

– On nous prie d'annoncer le décès de
Mme VATIER,
née Marguerite Devonges,
survenu le 13 avril 1983, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 avril 1983, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame de Chatou, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontenay-sous-Bois.

Cet avis tient lieu de faire-part.
21, rue de Labelonye, 78400 Chatou.

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 20 avril 1974, à l'âge de dix-neuf ans, disparaissait tragiquement
Hugues-François DUFAY.
Il vivra éternellement dans notre cœur.

– Pour le dixième anniversaire du décès du
général Emile PINSARD,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

– Il y a un an disparaissait
Irène SELVINI,
née Martignoni.
Elle est toujours présente parmi nous.

– Il y a un an, à l'âge de quarante-sept ans,
Francis SOURIS
nous quittait, brutalement, silencieusement.

Que ceux qui ont su apprécier sa fidélité et sa loyauté associent dans leurs pensées le souvenir de François SOURIS et de Jeanne SOURIS-DELANNOY, qu'il a accompagnés jusque dans leur dernier voyage.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

– Université de Paris-IV, vendredi 22 avril à 9 h 30, salle Louis-Liard, M. Roger Chemain : « L'imaginaire dans le roman africain d'expression française ».

– Université de Paris-IV, samedi 23 avril à 14 heures, amphithéâtre Quinet, Mme Marie-Thérèse Mathet : « Le dialogue romanesque chez Flaubert ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 16 avril :

DES DÉCRETS

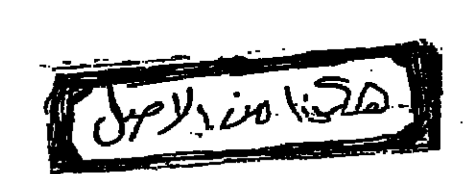
● Créant un comité interprofessionnel de développement économique des industries du cuir, de la maroquinerie et de la chaussure.

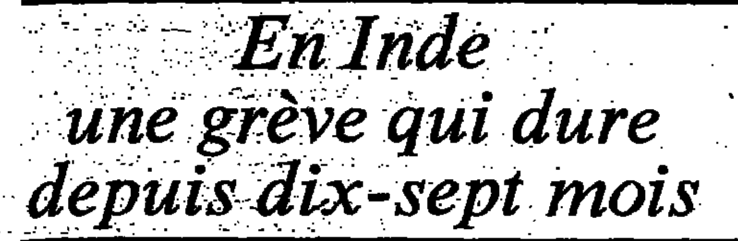
UN ARRÊTÉ

● Relatif à la définition et à la composition des sections médicales du Conseil supérieur des universités.

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'École des hautes études commerciales (promotion 1982).





En Inde une grève qui dure depuis dix-sept mois

La grève, qui continue depuis dix-sept mois dans l'industrie textile de l'ouest de l'Inde, dont le siège est à Bombay, entraîne des pertes de production énormes. Celles-ci ont été évaluées à 11,6 milliards de roupies, soit environ 8 milliards de francs. Les 250 000 ouvriers en grève ont déjà perdu pour 2,3 milliards de roupies (1,6 milliard de francs) de rémunérations au cours de cette grève qui porte sur les salaires et les avantages sociaux. Tous les efforts faits pour trouver une solution à ce conflit sont restés sans effet. Quelque 150 grévistes ont tenté, le mois dernier, de se suicider collectivement pour attirer l'attention sur leurs revendications. La police les en a empêchés. Un homme est à l'origine de ce combat, un syndicaliste pas comme les autres : Datta Samant. Peu avant d'être arrêté, le 14 avril, à Bombay, il a répondu à plusieurs questions de Vijay Singh.

La longue résistance des ouvriers du textile

De notre correspondant

New-Delhi. — Le 18 janvier 1983, on avait célébré son premier anniversaire. Avec un étonnement mêlé d'admiration. Sans précédent, en effet, cette grève paralysant, un an durant, les soixante filatures de Bombay, la capitale du textile indien.

Exceptionnelle, également, cette détermination de près de *deux cent mille travailleurs*, cette volonté obstinée à poursuivre, coûte que coûte, une lutte jugée par certains suicidaire. Impressionné, un hebdomadaire avait alors sacré « homme de l'année » cet ouvrier anonyme, quasi mythique, symbolisant la grève. Et la presse, dans son ensemble, avait braqué les projecteurs sur l'âme du conflit (« âme damnée » aux yeux du patronat), cet homme qui répand terreur ou ferveur, Datta Samant, puisqu'il faut bien l'appeler par son nom.

Personnage mystérieux et controversé que ce meneur qui se cache sous les traits d'un homme replet et timide, aux allures de petit-bourgeois à la mise soignée. *Objet d'un véritable culte dans la* classe ouvrière de Bombay, il s'y est taillé, à la force du poignet, un véritable empire, revendiquant la paternité de quatre mille à cinq mille syndicats regroupant environ 1,2 million de travailleurs. Son palmarès de négociateur s'apparente désormais à une légende colportée de bouches à oreilles. *Une légende vigoureusement* contestée par le patronat.

Un personnage en noir et blanc, troublant et déconcertant. On l'accuse de manipuler les travailleurs. Lui dénonce les bilans « manipulés » et les comptes « truqués ». On lui reproche, à lui, l'ancien médecin, de vouloir infliger à une industrie vieillie et à bout de souffle un remède de cheval dont elle risque de ne pas se relever. Datta Samant estime que *les profits* accumulés et dissimulés pendant des années devraient permettre à cette industrie de supporter aisément, au nom de la justice sociale, quelques salu*bres saignées.*

8 milliards de francs perdus

« Pour qui roule Samant ? » demandent ceux qui refusent de croire à la pureté de ses intentions. La question reste souvent sans réponse, même si les plus machiavéliques font remarquer que les patrons qui traitent finalement avec lui ne sont pas forcément perdants sur toute la ligne... Evidemment, tout serait plus simple si on pouvait le créditer d'une ambition forcenée. Il s'en défend encore qu'il ait brigué, l'été dernier, un siège au Parlement de Delhi. Sans succès, il est vrai, ce qui tendrait à prouver que son pouvoir n'est pas sans limite.

Nombreux sont d'ailleurs ceux qui voient dans cette grève son Waterloo. Le bilan n'a rien d'encourageant. D'un côté, des chiffres impressionnants. Environ cinquante millions de journées de travail perdues, en 1982, davantage, semble-t-il, que la totalité des conflits sociaux intervenus en Inde pendant cette période. Au niveau de la production, 11,6 milliards de roupies (1) de perte, soit environ 8 milliards de francs, et pour les exportations un manque à *gagner de 2 milliards. Sans parler* des retombées dans les autres secteurs de l'industrie, ainsi que sur l'activité économique de la ville de Bombay. De l'autre, la constatation que Datta Samant n'a encore atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés. Ni la répudiation du syndicat, qui, pour le moment, reste seul habilité à négocier au nom des travailleurs du textile. Ni l'acceptation, par les employeurs, des demandes d'augmentation destinées à mettre les salaires versés dans cette branche à parité avec ceux, nettement plus élevés (environ 1200 roupies pour le salaire moyen mensuel, soit *840 F, contre 700 roupies, soit* 490 F, dans le secteur textile), des autres industries locales. Ni, enfin, l'intégration des quelque 80 000 ouvriers temporaires, qui, taillables et corvéables à merci, ne touchent en moyenne que 200 à 300 roupies par mois (entre 140 et 210 F).

Aujourd'hui, alors que la grève *dure depuis dix-sept mois*, certains se demandent sérieusement si elle ne s'est pas tout simplement évaporée. Une grève fantôme, en quelque sorte. *« La grève ? Quelle grève ? »*, semblent, par exemple, interroger les membres du gouvernement central consultés à son sujet. Il est vrai que, solidarité oblige, on s'en *tient, dans la capitale*, aux *informations* fournies à ce sujet par les autorités de l'Etat du Maharashtra, lesquelles recoupent étrangement celles communiquées par le patronat. Or, à en croire ce dernier, la quasi-totalité des filatures fonctionnaient en mars avec des effectifs supérieurs à 100 000, mais à 50 % de leur capacité. Des chiffres contestés par Datta Samant *(voir interview)*. A vrai dire personne ne sait exactement quelle est la situation.

Reste, cependant, l'impression que les dirigeants indiens — notamment le nouveau gouvernement en place à Bombay depuis *février — ainsi que les propriétaires* des filatures sont désormais décidés, les premiers à crever un abcès qui risquait de détériorer encore davantage les relations entre *le pouvoir et les travailleurs*, les seconds à en finir avec un défi dangereux, car contagieux, dans la mesure où il est un peu devenu le test de la combativité de la classe ouvrière.

Il est vrai qu'après avoir, grâce à la grève, épuisé des stocks surabondants et avoir caressé l'idée de se redéployer hors de Bombay, les propriétaires semblent aujourd'hui bien décidés à tirer profit de la volonté des pouvoirs publics de mettre un terme au conflit. Une volonté illustrée par la rencontre entre le ministre du commerce et un Datta Samant jusqu'ici en quarantaine. Une initiative d'ailleurs vivement critiquée par les propriétaires. *« Pour nous*, affirment-ils, *la grève est terminée. » « Pourquoi parler avec lui ? Pourquoi lui permettre de sauver la face ? » « Notre seul problème*, expliquent-ils, *est un problème financier. »*

Aussi, pour remettre l'industrie sur les rails, sollicitent-ils du gouvernement un *important concours* financier. Les sommes demandées sont telles que certains estiment qu'il serait plus rentable, et plus juste, pour le pouvoir de nationali*ser purement et simplement* les filatures. Une suggestion avancée notamment dans les milieux de gauche qui ne désespèrent pas de voir Mme Gandhi retrouver la veine *« socialiste » qui* lui avait fait un jour nationaliser les principales banques du pays. Mais les temps ont changé, et le gouvernement a décidé, pour le moment, d'accorder aux propriétaires le soutien financier nécessaire à la reprise du travail et notamment au paiement de l'avance de 1 500 roupies (1 050 F) consentie à ceux qui acceptent de reprendre le chemin de l'usine.

« Dans toute grève prolongée, le travailleur est finalement le perdant », constatait un responsable syndicaliste qui, comme la plupart de ses pairs, ne porte pas Samant dans son cœur. *« Il aurait été finalement beaucoup plus efficace*, ajoutait-il, *de concentrer son action sur les usines les plus prospères ; mais cela aurait été moins payant pour son image de marque... »*

Quelle que soit l'issue du conflit, il est plus que probable qu'une *quinzaine de filatures ne* se relèveront pas de la grève, diminuant d'autant le nombre des emplois offerts. Mais à Bombay comme ailleurs, le gréviste a ses raisons que la logique ne connaît pas.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Une roupie = environ 0,70 F.

Datta Samant : nous exigeons notre part

— Quelles sont les demandes des travailleurs ?

— Je n'aime pas ce mot. Nous ne demandons rien, nous exigeons notre dû. Dans l'industrie textile, les salaires sont extrêmement bas, sans doute les plus bas à Bombay, *dans le secteur « organisé » (1)*. Les ouvriers qui travaillent, par exemple, dans l'industrie mécanique ou la chimie gagnent presque deux fois plus que ceux du textile *où le salaire de base* n'a pratiquement pas bougé depuis des années. Quant à l'indemnité destinée à compenser l'inflation, elle n'a pas été révisée depuis près de dix ans. Aujourd'hui, les travailleurs exigent leur part.

— Il y a également le problème des remplaçants ?

— Oui, des « badlis », c'est-à-dire ceux qui sont appelés à sup*pléer un travailleur* absent. Ils sont près de cent mille, sans statut légal. Certains ont travaillé ainsi pendant dix ou quinze ans sans parvenir à être intégrés définitivement. Aucune loi ne les protège. Ils sont à la merci des patrons qui les utilisent selon les besoins. On évite de les employer plus de deux cent quarante jours par an, car, alors, il faudrait légalement les engager. Voilà pourquoi je de*mande leur intégration.*

— Au-delà de ces demandes, il semble que les grévistes mettent surtout l'accent sur la répudiation du syndicat qui les représente et de la loi qui institue ce monopole ?

— La loi en question remonte à 1946. Elle visait à contrecarrer le *militantisme qui s'était manifesté* dans la vague de grèves intervenues à cette époque. Il s'agissait d'imposer une structure rigide dans le cadre de laquelle devraient s'opérer les négociations avec le patronat. A cette fin, un seul syndicat devait être désigné par secteur d'activité. Pour le textile, ce fut le R.M.M.S., un syndicat proche du Congrès, aujourd'hui le parti de Mme Gandhi. C'est un syndicat corrompu. Rendez-vous compte : en trente-cinq ans il n'a pas déclenché une seule grève ! Toutes les tentatives pour le déloger ont été mises en *échec*. En fait, la loi elle-même empêche tout remplacement. Constatant le succès du mouvement, le R.M.M.S. a joué les briseurs de grèves ! Sans résultat, *mais cette attitude a augmenté* la détermination des grévistes pour se débarrasser de lui. Personne ne reprendra le travail avant d'avoir au moins obtenu cela.

— Mais gouvernement local et employeurs affirment, aujourd'hui, que la plupart des filatures fonctionnent ?

— C'est un mensonge flagrant ! Certes quelque cinquante-cinq mille ouvriers sont présents sur les lieux de travail mais la plupart sont de nouvelles recrues non qua*lifiées. De simples figurants* ! Ce qui explique que la production n'atteigne qu'à peine 10 % de celle enregistrée en temps normal. La vérité, c'est que, en dépit des pressions et des menaces exercées sur les grévistes et sur leurs familles, moins de 10 % ont repris le travail.

— Comment expliquez-vous l'opiniâtreté des grévistes ?

— Dès le départ, ils savaient que la grève serait longue. La plu*part d'entre eux ont d'ailleurs* regagné leurs villages, ce qui leur a permis de subsister et, donc, de conserver un moral élevé. Quant à ceux qui sont restés à Bombay, ils se sont organisés. Des fonds ont été récoltés : environ 30 millions de roupies (21 millions de francs).

Propos recueillis par
VIJAY SINGH

(1) Secteur composé d'entreprises de plus de vingt-cinq employés (ou de plus de dix employés lorsqu'elles utilisent l'électricité). En Inde, une personne sur treize seulement travaille dans ce secteur où les salariés disposent d'un statut social relativement favorable.

Industrie et culture du coton

Représentant environ 20 % de *la production industrielle* et 11 % des exportations indiennes, faisant vivre, directement ou indirectement, de 70 à 75 millions de personnes, la culture du coton *et l'industrie textile* (la plus ancienne du pays) occupent une place très importante dans l'économie du pays.

Possédant la plus grande surface *consacrée à la culture* du coton, l'Inde arrive cependant derrière les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la *Chine* en ce qui concerne la production (7,8 millions de balles en 1981-1982). Elle est toutefois *le premier* producteur et exportateur de tissus de coton.

La production de tissus se fait dans quatre secteurs :

● *Le « Khadi Sector »*, qui emploie près de douze millions de personnes et où toutes les opérations se font à la main.

● Le secteur artisanal dit *« handloom »*, *environ six* millions de personnes, équipé de 3,8 *millions* de métiers à tisser manuels et produisant l'essentiel des tissus bon marché destinés à la *population* locale.

● Le secteur décentralisé, formé de petites unités de tissage et de traitement réparties dans le pays, employant deux millions de personnes, équipé de 350 000 métiers mécaniques, assure, avec le secteur précédent, plus de 80 % *de la production* de tissu et contribue pour 25 % aux exportations.

● Le secteur industriel, dont la capacité installée est de 208 000 métiers *(dont 61 000 à* Bombay), qui emploie un peu plus d'un million de personnes et *dont la production de tissu représente* 45 % de la production totale.

Alors que le nombre des usines intégrées (filature + tissage) est constant depuis vingt ans (293 dont 53 à Bombay), *celui des usines* de filature simple (400) augmente régulièrement. En 1978, le nombre de métiers à tisser automatiques était de 42 000, soit 21 % du total. Ce pourcentage est le plus bas au *monde : il reflète* le retard technologique *pris par* l'Inde et l'ampleur du programme de modernisation *nécessaire* pour faire face à la concurrence internationale. En 1980-1981, ce secteur a exporté 300 millions de mètres *dont 65 millions en provenance* des usines de Bombay, ce qui permet de mesurer l'impact de la grève actuelle.

D'une manière générale, le *secteur textile indien souffre* d'un manque de productivité, de coûts de production élevés et d'une sous-utilisation des capacités due aux nombreuses cou*pures de courant* et aux grèves fréquentes.

Meilleurs clients de l'Inde jusqu'à présent, la Communauté européenne et les Etats-Unis sont en passe d'être détrônés par l'Europe de l'Est, particulièrement, par l'U.R.S.S. dont les commandes considérables sont freinées par la grève de Bombay.

L'industrie du jute assure 32 % *de la production mondiale et environ 46 % des exportations* mondiales.

L'homme de Bombay

Médecin de formation — il obtient son diplôme en 1961. — *Datta Samant a d'abord flirté* avec la politique : élu à l'Assemblée du Maharashtra en 1967, sous l'étiquette « indépendant », il fut réélu sous la bannière du parti de Mme Gandhi (ce qui ne l'empêchera pas d'être incarcéré sous l'état d'urgence) (1), forma*tion qu'il quittera après s'en être* vu refuser l'investiture pour les élections générales de 1980.

Plus tenace sera son engagement syndical. Ses premiers pas *s'effectuent* déjà en marge du secteur organisé, parmi les laissés-pour-compte et les oubliés : *d'abord au sein des bidon*villes, où l'exploitation de la main-d'œuvre est totale, puis avec les casseurs de pierres des carrières de la périphérie de Bombay. Il est leur médecin puis celui qui orchestre leurs revendications, leur obtenant une augmentation de plus *de 40 roupies (28 F) par mois*. Il y recrutera par la suite, disent ses détracteurs, les hommes de main qui lui permettront d'intimider ses adversaires.

Il s'intéressera ensuite aux travailleurs de la ceinture ouvrière de Bombay. Une fois sa « base » *ainsi constituée, il s'attaquera aux* piliers du syndicalisme traditionnel, au cœur de l'empire industriel de la ville, où l'écho de ses « victoires » a déjà attiré l'attention des travailleurs mécontents. Voilà l'homme qu'il fallait. Il déclare successivement la guerre au pa*tronat des industries mécaniques* et chimiques, puis à celui de l'automobile dont il obtient, après une grève prolongée, une hausse de salaires de 60 %.

Souvent le sang coule. Parfois, il y a même mort d'hommes. Mais les nombreux démêlés que Datta *Samant a avec la justice*, loin de freiner son ascension, cisèlent son image de lutteur et de redresseur de torts.

Il ne lui restait plus qu'à prendre d'assaut le bastion du syndicalisme local : *le secteur* textile. En raison de la main-d'œuvre employée, celui-ci assure à qui le contrôle *un pouvoir considérable*. Le terrain est propice, en raison de l'insatisfaction des travailleurs face à la passivité du syndicat en place. Datta Samant s'attaque à *une première* filature, y arrache une augmentation de 175 roupies (122 F) et, surtout, y fait reconnaître son propre *syndicat*, le Girni Kamgar Union, formé en octobre 1981 et dont il se flatte de ne percevoir aucun salaire, seules ses dépenses étant remboursées.

Le mouvement est lancé. La « vague Samant » déferle. En 1981, il est à l'origine de 160 des 500 arrêts de travail et lock-out enregistrés dans l'Etat. Désormais, sa réputation n'est plus à faire.

L'ascension de Datta Samant *coïncide* avec le *crépuscule d'un* syndicalisme traditionnel, respectueux des lois, modéré, ouvert à la négociation et au compromis, inséré dans la vie nationale et relié au syndicalisme international. Un syndicalisme respecté des travailleurs et acceptable pour la *classe dirigeante.*

De ce syndicalisme-là Datta Samant est l'antithèse, un pragmatique, plus sensible aux chiffres qu'aux idéologies, un tribun, un marginal, n'ayant pour seul credo que les revendications de ses mandants. Un adepte du *« tout ou rien »*. *Un homme*, par conséquent, inacceptable aussi bien pour les leaders syndicaux *classiques que pour le pouvoir* et le patronat.

Mais, objet d'un véritable culte au sein de la classe ouvrière, Datta Samant est le champion *d'un syndicalisme d'urgence* né de l'impatience de ceux qui voient leur revenu grignoté par l'inflation. Il est aussi le leader attendu par des travailleurs que lassent des syndicats plus politisés que militants, respectueux du *statu quo* et ayant accepté d'inscrire leur action dans le cadre d'une lé*gislation nettement « anti-ouvrière »* (une loi très controversée interdit grèves et lock-out *dans les services jugés essen*tiels). La loi sur les relations industrielles promulguée en 1946 a institué à Bombay le monopole d'un seul syndicat par secteur d'activité pour, semble-t-il, prévenir la mainmise des communistes sur le secteur textile. Pour la classe ouvrière, la situation régnant depuis lors dans cette industrie constituait la parfaite illus*tration du blocage existant.* Samant allait vite devenir l'homme idéal pour mener le combat.

Déclenchée en janvier 1982, la grève des filatures de Bombay apparaît comme son coup de maître. En fait un quitte ou double. *Vaincu, son prestige serait grave*ment atteint et son avenir pour le moins compromis. Vainqueur, il *serait en mesure de dicter sa loi, à* Bombay d'abord, ailleurs ensuite. L'enjeu n'est pas mince. Le patronat l'a bien compris, *qui lutte et* résiste pied à pied. Le pouvoir également, qui soutient le patronat et ne serait pas mécontent d'infliger une leçon à ce fauteur de troubles qui affirme contrôler un million et demi de travailleurs et entend conquérir une place au *soleil dans un* mouvement ouvrier très divisé. Datta Samant a sauté dans l'arène. La foule retient son *souffle, curieuse de voir si le défi* lancé à la classe dirigeante ne se retournera pas, finalement, contre son auteur. *On pense au roman* de Kipling, à « l'homme qui voulut être roi ».

P. F.

(1) Décrété le 26 juin 1975, l'état d'urgence mettait en place un dispositif très restrictif des libertés. Il prend fin en mars 1977.

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Un exemple à suivre

Les pays qui, telle, entre autres, la *France, ont une forte* dette étrangère, devraient s'inspirer de l'exemple suédois. Dans ce royaume scandinave, la dette extérieure est gérée par un organisme entièrement indépendant : le Swedish National Debt Office, qui détient souverainement son pouvoir *du Parlement et répond* directement devant lui. Lars Kalderen, son directeur général, bien connu dans les milieux bancaires internationaux, est *lui-même nommé* par le Parlement et responsable uniquement devant celui-ci. Cette autonomie non *seulement lui vaut une* grande autorité, mais assure la pérennité d'une fonction qui requiert une longue expérience. Ces deux qualités, *que le directeur de l'office* de la dette possède au plus haut point, sont en grande partie à la base du succès rencontré par le dernier *eurocrédit du royaume* de Suède, dont le contrat de prêt, s'élevant à 1,6 milliard de dollars, a été signé au début de cette semaine sous *le soleil* de Saint-Paul-de-Vence. En outre, la nature du Swedish Debt Office lui permet d'échapper aux pressions politiques et aux *diverses contraintes* que subissent ceux qui, comme en France ou ailleurs, dépendent d'un ministère de tutelle. C'est ainsi qu'il est *possible à tout moment* de connaître le montant exact de la dette extérieure de la Suède. Lars Kalderen n'en fait pas un secret d'Etat, et son *indépendance lui* permet de le diffuser en toute tranquillité.

L'exemple déplorable récemment donné par le *Portugal, qui tente* actuellement de lever 300 millions de dollars par le truchement d'un eurocrédit bancaire, montre à quel point les *antagonismes éventuels entre* entités de secteur public peuvent nuire à un pays. Le secrétaire d'Etat au Trésor ayant décidé d'aborder l'euromarché *avec des vues différentes* de celles de la Banque centrale portugaise, qui traditionnellement s'occupait de ces opérations, une grande *confusion s'est ensuivie. La Banque* centrale s'est apparemment retirée des négociations. En fin de compte, la République portugaise va devoir *payer plus que ce qu'elle aurait normalement* acquitté, et la mise sur pied de son crédit international en a été d'autant plus fâcheusement *retardée qu'elle s'effectue maintenant* deux semaines seulement avant les élections. Lever des eurocapitaux en pleine période électorale n'est pas ce *qu'on* peut rêver de mieux.

Les investisseurs internationaux ont acquis 85 milliards d'obligations du Trésor américain en 1982. Ces *achats d'un montant vertigineux* effectués hors des Etats-Unis par des particuliers et des institutions de tous les pays se sont poursuivis cette année. Ils ont deux conséquences. D'une part, ils sont en grande partie responsables de la fermeté *persistante du dollar sur le marché* des changes. D'autre part, cela explique la relative faiblesse de l'activité du marché euro-obligataire, qui se *trouve directement en concurrence* avec l'émetteur le plus prestigieux du monde. Les investisseurs internationaux délaissent les euro-*obligations* classiques au *profit* du papier du gouvernement des Etats-Unis, qui, en plus, a l'avantage d'offrir des rapports *plus* élevés que ceux que proposent beaucoup d'euro-emprunteurs.

Festival d'euro-emprunts français

Les débiteurs français ont cette semaine fait une rentrée massive sur le marché international des capitaux.

La Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), la Société générale et l'E.D.F. sont venues solliciter *publiquement* le *secteur* libellé en dollars, tandis que la S.N.C.F. est venue drainer 60 millions dans la même devise par le canal d'un *placement qui s'est voulu* tellement privé que tout le monde en a été immédiatement avisé. En même temps, le Crédit d'équipement aux *petites et moyennes* entreprises (C.E.P.M.E.) s'est présenté sur le marché des émissions internationales en deutschemarks et la Banque *française du commerce* extérieur (B.F.C.E.) sur celui de l'eurosterling.

Ce sont 100 millions de dollars sur une durée très longue, puisque *de près de quinze ans*, que la C.C.C.E. est venue offrir avec un coupon annuel de 11,75 %. Celui-ci est parvenu à faire oublier une *échéance dont la longueur* est exceptionnelle par les eurotemps qui courent. Le rapport élevé proposé par la C.C.C.E. devrait assurer un placement *sans problème de ses euro*-obligations, qui seront garanties par la République française.

Etant une banque, il était normal que la Société générale choisisse de *lever des eurocapitaux à taux d'intérêt* variable. Elle le fait dans le cadre d'une euro-émission de 200 millions de dollars, d'une durée de *sept ans à partir d'une marge* de 0,25 % qui viendra chaque semestre s'ajouter au taux du Libor à six mois. Chaque « note » de valeur nominale de 10 000 dollars est accompagnée de 5 warrants, qui donneront chacun le droit d'acquérir jusqu'à la fin de l'année une euro-*obligation* supplémentaire de 1 000 dollars, dont le taux d'intérêt, cette fois-ci fixe, sera de 10,75 % par an. Inutile *de souligner que le produit des warrants* n'est pas destiné à la Société générale, qui ne désire pas s'encombrer d'une dette à taux fixe. C'est, semble-t-il, l'E.D.F. qui en recueillera les fruits, mais celle-ci n'en est pas restée là. Vendredi, elle a lancé à son tour une euro-émission de 100 millions de dollars sur dix ans avec un coupon annuel de 11,25 %.

Est-ce parce qu'elle a décidé de rembourser par anticipation, le 30 avril prochain, les euro-obligations à sept ans – qui en 1980 lui avaient permis de réunir 50 millions de dollars, – que la S.N.C.F. s'est lancée dans un placement privé de 60 millions de dollars ? Le remboursement anticipé n'avait pas plu *au marché, qui en plus ne comprenait* pas que la France rembourse des dollars alors qu'elle en a bien besoin. Mais il faut reconnaître que le *coupon annuel* de 13,75 % qu'avait, à une époque de vive tension sur les taux d'intérêt, accepté la S.N.C.F. est maintenant très onéreux. Quoi qu'il *en soit*, l'émission privée de la S.N.C.F., qui a une durée de huit ans et est dotée d'un taux d'intérêt variable qui sera *l'ajout de* 0,25 % du Libor à six mois, devrait, en fin de course, faire l'objet d'un « swap » contre du papier à taux fixe avec un autre emprunteur. L'identité de ce dernier est le seul élément encore secret de toute l'opération.

Le C.E.P.M.E. a eu bien raison de présenter avec un coupon de 8 % *sur un prix au pair* les 100 millions de deutchemarks, d'euro-obligations d'une durée de huit ans qu'il offre depuis le début de la semaine. Le *coupon est évidemment élevé* comparé à ce que proposent d'autres emprunteurs internationaux, mais il est préférable d'être réaliste et de re*connaître que, pour le moment*, la signature française se doit d'acquitter une prime sur le marché international des capitaux. L'euro-emprunt du C.E.P.M.E. *qui est garanti* par la République française a donc été très bien reçu, le coupon ayant fait merveille auprès des investisseurs.

Pour sa part, c'est un euro-emprunt de 50 millions de sterling que la B.F.C.E. a lancé vendredi avec la garantie de l'Etat français. *D'une durée de cinq ans, il comporte* un prix au pair et un coupon annuel de 11,50 %. L'instant est bien choisi pour emprunter dans la devise bri*tannique, qui, après bien des* faiblesses et des hésitations, paraît désormais solidement installée sur la pente ascendante.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

L'inconnue américaine

« Si les perspectives dans le domaine de l'inflation sont aussi bonnes que je le pense, alors les taux d'intérêt actuels sont trop élevés par rapport au niveau souhaitable et nécessaire pour accompagner durablement une croissance saine. » Qui parle ainsi ? M. Paul Volcker lui-même, président de la Réserve fédérale des États-Unis et défenseur rigide de l'orthodoxie monétaire, s'exprimant en début de semaine devant les membres de la commission bancaire de la Chambre des représentants à Washington.

Tout en reconnaissant que les taux actuels (10 % à 11 % pour le taux de base bancaire et *les obligations) ne menaçaient* pas la reprise de l'économie à court terme, M. Volcker attribue la tension *actuelle aux craintes d'une remontée* de l'inflation (infondées à ses yeux) et aux inquiétudes suscitées par l'ampleur du déficit budgétaire des États-Unis, *dont le financement fait* peser une lourde hypothèque sur l'ensemble des marchés financiers. Ce qu'il aurait pu ajouter, aussi, c'est, très probablement, *une conspiration* générale des banques américaines pour maintenir le taux de leur crédit à un niveau très élevé (par rapport à *l'inflation*), *de façon à* compenser une partie de leurs déboires avec leurs débiteurs d'Amérique latine et d'ailleurs.

Quoi qu'il en soit, M. Volcker s'attend à une nouvelle baisse des taux dans les mois qui viennent, en dépit de la *croissance trop rapide* de la masse monétaire (M 1 et M 2) qu'il attribue, toutefois, à des transferts provenant des fonds communs de *trésorerie vers les comptes* des institutions financières, et qu'il juge temporaire.

Théoriquement, ces déclarations lénifiantes du président du Fed auraient pu entraîner une détente des taux, dans la mesure où elles éli*minaient la menace d'une remontée.* Mais elles avaient été déjà anticipées, et n'ont eu aucune influence sur l'évolution du loyer de l'argent, *n'empêchant même pas le dollar* de monter. *« Nous ne sommes pas proches d'une baisse des taux aux États-Unis »*, estime, de son côté, M. Hervé de Carmoy, qui outre la filiale française de la banque britannique Midland, supervise les activités européennes de cet établissement. Même si une réduction de 1 % à 2 % est opérée, l'écart avec l'inflation se maintiendra, selon lui, à 6 % ou 7 % en raison de cette fameuse hypothèque du déficit budgétaire et, aussi, de l'attitude des banques américaines, désireuses de reconstituer leurs marges. *Et voilà pourquoi* le dollar reste fort...

Ailleurs, une série d'abaissements de taux a été enregistrée, essentiellement en Europe. La Banque nationale de Belgique a réduit son taux d'escompte pour la deuxième fois depuis l'ajustement monétaire du 21 mars 1983, le ramenant de 11 % à 10 %, au plus bas depuis quatre ans, cela en raison de la bonne tenue du franc belge et des rentrées de devises (pour plus de 17 milliards de francs en quinze jours). En *Italie, le* ministère du Trésor a, pour les mêmes raisons, annoncé une diminution du taux d'escompte (17 % contre 18 %), *toute* baisse ultérieure butant contre le taux d'inflation, qui est encore de 16 %.

En Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre, en réduisant ses taux d'intervention, a incité les banques à abaisser leur taux de base, ramené de 10 1/2 % à 10 %, à un point du taux de 9 % touché à l'automne dernier, et, cela, après une remontée à 11 % à la mi-janvier en raison de la faiblesse de la livre sterling. Celle-ci se portant mieux, la Banque d'Angleterre a provoqué une nouvelle détente de nature à favoriser la reprise économique en cours, mais sans vouloir aller plus loin : la livre est toujours fragile, la masse monétaire augmente trop vite et le déficit budgétaire est encore important.

A Paris, la Banque de France, qui avait d'abord laissé fléchir le loyer de l'argent au jour le jour de 12 5/8 % à 12 1/4 %, a, momentanément, *interrompu le processus*, afin, sans doute, de ne pas trop ralentir les rentrées de devises *(voir ci-dessous)*.

Toujours très actif, dans une excellente ambiance, le marché obligataire s'est montré, toutefois, assez heurté. Ainsi, sur le marché secondaire, le rendement des emprunts d'État a remonté, passant de 13,69 % à 13,79 % pour ceux à plus *de sept ans et de 13,72 % à 13,83 %* pour ceux à moins de sept ans, le mouvement étant inversé pour les emprunts du secteur public, dont le rendement continue à fléchir (14,58 % contre 14,63 %), selon les indices Paribas. Aucune raison valable n'est donnée pour ces mouve*ments divergents* si ce n'est, peut-être, une correction apportée à des variations précédemment trop accentuées. D'une façon générale, les emprunts « classiques » à taux fixe ont été un peu délaissés, au profit des émissions « à gadget », telles que la tranche à option de remboursement (« fenêtres ») du grand emprunt E.D.F. de 4 milliards de francs, très recherchée, alors que la *tranche ordinaire à 14,90 % se place* beaucoup plus mollement, surtout auprès du public : les investisseurs institutionnels. A cette occasion, relevons qu'E.D.F. envisage d'emprunter 35 milliards de francs en 1983 contre 30 milliards en 1982 : la part en devises resterait inchangée à *13* milliards de francs environ, tandis que celle en francs passerait de 17,3 milliards de francs à 22 milliards de francs.

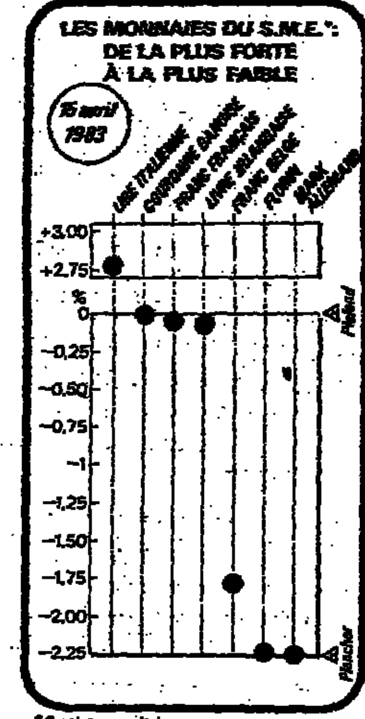
Parmi les prochaines émissions, figurent celles de la Caisse foncière de crédit, des départements de la Haute-Normandie (150 millions de francs, placée par le Crédit *industriel* de Normandie), de la banque Steindecker (150 millions de francs) et de la Banque coopérative du bâtiment et des *travaux* publics, toutes deux en placement quasiment privé. Est prévu, également, un emprunt Indosuez à 15 %, très bien accueilli en raison de *sa signature*, tandis que, selon certaines rumeurs, Paribas « sortirait » bientôt un emprunt à 14,90 %, en baisse de 0,10 %, le Crédit national s'abstenant pour l'instant. – F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 15 avril

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York ...	1,5460	–	13,6785	48,9476	41,0004	2,0565	36,3768	0,0688
	1,5060	–	13,7409	48,5672	41,2116	2,0716	36,5898	0,0692
Paris	11,3089	7,3150	–	358,05	299,91	15,0437	266,10	5,0378
	10,9599	7,2775	–	353,45	299,90	15,0766	266,28	5,0380
Zurich	3,1584	2,0430	27,9289	–	83,7638	4,2015	74,3179	1,4067
	3,1008	2,0590	28,2925	–	84,8547	4,2655	75,3384	1,4254
Francfort ...	3,7706	2,4390	33,3424	119,38	–	5,0159	88,7231	1,6794
	3,6543	2,4265	33,3444	117,84	–	5,0269	88,7852	1,6798
Bruxelles ...	75,1742	48,6250	6,6473	23,8007	19,9364	–	17,6882	3,3482
	72,6946	48,27	6,6327	23,4434	19,8928	–	17,6619	3,3416
Amsterdam ..	4,2499	2,7490	37,5880	134,55	112,71	5,6534	–	1,8929
	4,1158	2,7330	37,5544	132,73	112,63	5,6619	–	1,8920
Milan	2245,17	1452,25	198,53	710,84	595,42	29,8663	528,28	–
	2175,41	1444,50	198,49	701,55	595,30	29,9254	528,54	–
Tokyo	367,32	237,60	32,4812	116,29	97,4149	4,8863	86,4314	0,1636
	360,31	239,25	32,8763	116,19	98,5980	4,9564	87,5411	0,1656

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 avril, 3,0787 F contre 3,0417 F le vendredi 8 avril.



* Système monétaire européen

Les matières premières

Baisse des métaux – Reprise du cacao

La perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt aux Etats-Unis, d'une reprise économique qui tend à se confirmer dans certains pays (Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne) devrait provoquer une hausse des cours des matières premières utilisées à des fins industrielles.

Les stocks mondiaux restent certes encore abondants. Si les producteurs remettaient trop tôt en activité les mines et les affineries fermées, l'emballement des cours des métaux, par exemple, en serait sensiblement freiné.

MÉTAUX. – *Les cours du cuivre ont fléchi à nouveau au Metal Exchange de Londres. Plusieurs facteurs expliquent ce renversement de la tendance : stocks britanniques de métal qui atteignent leur niveau le plus haut depuis quatre ans à 310 600 tonnes (+ 2 025 tonnes), augmentation des stocks de métal affiné aux Etats-Unis de 12 500 tonnes en l'espace d'un an à 285 000 tonnes, enfin, des informations faisant état de la signature d'un accord salarial conclu pour trois ans entre les syndicats et un important producteur américain. Un tel accord – des négociations sont actuellement engagées avec cinq autres producteurs – semble exclure une longue grève pour le renouvellement des contrats de travail aux Etats-Unis.*

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, les cours de l'étain abandonnent leurs sommets à Londres. Mais la baisse enregistrée reste inférieure à 5 %. Le directeur du stock régulateur a cessé ses interventions sur le marché. Ses réserves de métal s'élèvent à 31 061 tonnes contre 32 726 tonnes à fin septembre. Lors de l'entrée en vigueur de l'accord international, elles atteignaient 27 666 tonnes.

Le recul des cours de l'aluminium s'est poursuivi à Londres. Les stocks mondiaux des pays membres de l'Institut international ont pourtant fléchi de 9 % en revenant à 4,68 millions de tonnes.

Nouvelle progression des cours de l'argent à Londres provoquée par la fermeté des prix de l'or.

CAOUTCHOUC. – *Les cours du naturel se maintiennent à des niveaux élevés sur les différents marchés, ce qui pourrait inciter le directeur du stock régulateur à procéder à des ventes. Selon certaines informations, des achats pour compte chinois de l'ordre de 10 000 tonnes auraient été effectués en Malaisie.*

Si la reprise de l'activité économique s'accentuait, il faudrait s'attendre à une nouvelle hausse des prix du naturel dans le courant du second semestre, prévoit le conseil des producteurs.

DENRÉES. – *Reprise des cours du cacao sur l'ensemble des marchés. L'augmentation de 1,2 % des broyages de fèves en Allemagne durant le premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1982, alors que les négociants tablaient sur une diminution de 10 %, a revigoré le marché. Autre facteur favorable, la diminution de la récolte de la Côte-d'Ivoire, évaluée à 385 000 tonnes contre 460 000 tonnes.*

LES COURS DU 15 AVRIL 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 060,50 (1 073) ; à trois mois, 1 088 (1 103,50) ; étain comptant, 8 880 (9 291) ; à trois mois, 8 835 (9 273) ; plomb, 293,50 (299) ; zinc, 447,50 (444,50) ; aluminium, 880 (902,50) ; nickel, 3 060 (3 245) ; argent (en pence par once troy), 763 (737). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 74,10 (73,80) ; argent (en dollars par once), 11,87 (11,09) ; platine (en dollars par once), 424,40 (412) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inchangé (71,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 320-335 (320-340). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 31,83 (31,55).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mai, 70,67 (72,20) ; juillet, 71,70 (72,50). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 417 (407) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (385). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, 43 (43,25).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 786-801 (768-780). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 267-268 (266-268).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 1 732 (1 659) ; juillet, 1 785 (1 700) ; sucre, mai, 6,90 (7,08) ; juillet, 7,30 (7,51) ; café, mai, 122,75 (121,75) ; juillet, 122,95 (121,70). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mai, 116,55 (122,50) ; août, 126,40 (131,60) ; café, mai, 1 810 (1 815) ; juillet, 1 627 (1 665) ; cacao, mai, 1 215 (1 220) ; juillet, 1 239 (1 234). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 1 341 (1 327) ; juillet, 1 360 (1 335) ; café, mai, 1 975 (1 942) ; juillet, 1 870 (1 840) ; sucre (en francs par tonne), juillet, 1 660 (1 665) ; août, 1 660 (1 655) ; tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 186,60 (190,50) ; juillet, 190,50 (195). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 145,70 (151,10) ; août, 147 (153,10).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 352 1/4 (363 1/2) ; juillet, 363 1/4 (373 3/4) ; maïs, mai, 312 3/4 (312) ; juillet, 316 1/4 (317 3/4).

INDICES. – Moody's, 1 044,80 (1 043,20) ; Reuter, 1 745,90 (1 764).

Les devises et l'or

Vive poussée du dollar
Fermeté du sterling et du franc suisse

Déjà orienté à la hausse la semaine dernière, le dollar a brusquement monté sur tous les marchés des changes (sauf celui de Tokyo), battant notamment tous ses records à Paris au voisinage de 7,32-7,33 F. Il a été accompagné par la livre sterling, que favorise la meilleure tenue des prix du pétrole sur les marchés libres, et par le *franc* suisse, très recherché actuellement, et qui a battu à nouveau son record à Paris avec *plus* de 3,57 F.

Les explications *avancées* pour ce nouvel « accès de puissance » de la monnaie américaine sont peu *claires. Le bref emprisonnement* de M. Lech Walesa en Pologne puis les rumeurs infondées d'un attentat contre le président Reagan ont certes pu, *pendant quelques* heures, doper le « billet vert », mais un fait demeure, plus fondamental : une demande continue s'exerce sur le dollar *partout dans le monde*.

Cette demande émane à la fois des opérateurs commerciaux, dont certains ont attendu, en vain, une baisse de la monnaie américaine, pronostiquée par bien des experts et des détenteurs internationaux de liquidités, qui ont acheté 85 milliards de dollars de bons et obligations du Trésor des Etats-Unis en 1982 (comme le relève ci-dessus *Christopher Hugues*), *ce qui a* permis de combler assez aisément le déficit du budget américain. S'y ajoutent, maintenant, les besoins des producteurs *de pétrole dont les res*sources diminuent, telle l'Arabie Saoudite, qui va puiser 10,5 milliards de dollars dans ses réserves placées à l'étranger (essentiellement les Etats-Unis) pour boucler son budget.

Une autre explication, fondamen*tale peut-être celle-là*, peut être trouvée dans le niveau élevé du taux d'intérêt aux Etats-Unis (voir en rubrique « marché monétaire ») qui contribue, *directement et indirecte*ment, à faire monter les cours de la monnaie américaine.

En tout état de cause, quelles que soient les raisons mises en avant, elles ne sont *guère de nature* à satisfaire le gouvernement français, qui voit ainsi, avec un certain accablement, « confisquer » les deux tiers ou les trois quarts du bénéfice que la France aurait pu tirer de la baisse du prix du pétrole pour le rééquilibrage de sa balance commerciale : depuis la veille des élections municipales, le dollar a monté de plus de 7 %, presque 8 %, une bonne part de *cette hausse étant due à la dévaluation* du franc par rapport au mark.

Encore ce dernier ne se montre-t-il pas en très bonne forme, demeurant à son cours plancher de 2,9985 F sur la place de Paris, ce qui permet à la Banque de France de continuer à récupérer des devises, *1,6 milliard de francs, officielle*ment, pour la semaine s'achevant le jeudi 7 avril, et probablement davantage (5 milliards de francs) si on prend en compte les mouvements ténébreux du poste 43 du passif.

A ce sujet, deux organismes de la City de Londres, traditionnellement peu suspects de tendresse pour leur *grand voisin du continent*, la *Lloyds* Bank et les analystes monétaires Maxwell Stamps, prévoient un nouveau réajustement du S.M.E. en *décembre prochain*, la *vigueur* renouvelée du mark lui imposant une réévaluation de 3 à 6 %.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a ancré une remontée, repassant au-dessus de 430 dollars, contre 421 dollars la *semaine précédente*.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 11 au 15 avril 1983

L'équilibre

EN deux séances, celles de lundi et mardi, le marché parisien a emporté la décision et le léger flottement observé ensuite sous les lambris du palais Brongniart n'a pas permis de freiner l'élan initial et, à la veille du week-end, l'indicateur instantané reflétait une hausse globale de 2 % pour l'ensemble de la semaine.

« *Les acheteurs ont progressivement diminué leur pression au fil des dernières séances mais les vendeurs ne se sont pas précipités pour autant* », fait remarquer ce familier de la rue Vivienne, précisant que dans sa propre charge il se trouve souvent le matin en présence de « *blocs* » (paquets de titres importants) qu'il ne peut pas négocier, faute de vendeurs pour assurer la contrepartie aux achats. De plus, la clientèle particulière, qui est souvent la première à prendre son bénéfice quand elle estime que les cours ont suffisamment progressé pour lui procurer un gain appréciable, reste en ce moment étrangement passive.

Enfin certains « *gros* » porteurs, notamment quelques compagnies d'assurances, commencent à alléger, avec d'infinies précautions, leurs portefeuilles en actions étrangères (en réalisant au passage de substantielles plus-values) et à se reporter aussitôt sur des valeurs françaises. Comment s'étonner, dans ces conditions, que ces dernières continuent à aller de l'avant en dépit de quelques prises de bénéfices aisément absorbées ? Maintenant que les boursiers ont en main non seulement les statistiques du mois de mars, mais aussi les chiffres pour l'ensemble du premier trimestre, il est possible de dresser un rapide bilan de l'évolution de la bourse de Paris au cours de ces dernières semaines. Pour certains titres, le palmarès est éblouissant. Si Pétroles B.P. culmine en tête du classement avec un gain de 175 % pour les trois premiers mois de l'année, une quantité de titres (Peugeot, Sommer-Allibert, Raffinage, A.D.G., Parisienne de Réescompte, Signaux, l'Oréal, Leroy-Somer et Sanofi ont mis entre 45 % et 70 % à leur actif et, par comparaison, les titres les plus éprouvés, tels que Viniprix (moins 23 %), Euromarché (moins 21 %) ou encore Sacilor (moins 16 %), toujours pour le premier trimestre, n'incitent pas à la commisération.

Pour la plupart des observateurs, la bourse de Paris reste orientée à la hausse, et ce phénomène n'est pas uniquement imputable aux seuls acheteurs étrangers auxquels a été dévolu un peu trop vite le rôle de bon Samaritain. Certes cette clientèle de qualité a sérieusement « *amorcé la pompe* » autour de la corbeille, ne serait-ce qu'en raison de l'importance des capitaux qu'elle est en mesure de répandre sur le marché parisien après avoir systématiquement exploité toutes les possibilités de gain, successivement sur les places d'Extrême-Orient puis sur les principales bourses européennes.

Aujourd'hui, en dépit de leur cours élevé, les Britanniques, les Américains et les Allemands s'intéressent encore aux grands titres de sociétés exportatrices. « *Ce qui est cher pour un Français ne l'est pas autant pour un Américain* », fait-on valoir pour expliquer l'attrait que continuent à susciter des actions telles que Moët-Hennessy, l'Oréal ou B.S.N. Gervais-Danone après un bref « *passage à vide* » dû à des prises de bénéfices bien compréhensibles. Va pour les grands titres ! Mais si d'autres valeurs de second rang ont été entraînées par la spirale, c'est bien que les opérateurs français, y compris les « *petits* » porteurs, n'ont pas voulu être en reste. Par instinct grégaire sans doute, ce sont toujours les mêmes compartiments qui sont favorisés : le bâtiment, les pétrolières, la distribution, encore que de façon plus sélective, et la plupart des valeurs de l'alimentation. A ce tableau en trois dimensions sont venues s'ajouter quelques touches délicates au fur et à mesure que l'intérêt des opérateurs se portait sur la haute technologie (Sagem, S.A.T., T.R.T.) ou encore sur le travail temporaire, un secteur longtemps sinistré et dont les deux principaux porte-parole, B.I.S. et Ecco, reprennent progressivement de la hauteur.

Peu à peu, le puzzle se met en place mais il est encore trop tôt pour savoir si les autres pièces, c'est-à-dire tous les secteurs qui sont encore sur la défensive, vont trouver enfin le mode d'emploi pour s'intégrer au croquis. La publication des résultats annuels des sociétés françaises peut perturber ce fragile équilibre dans un sens ou dans l'autre. Les valeurs réagissent très rapidement à ce type d'informations, entraînant de brusques à-coups sur certains titres qui regagnent cependant en règle générale dès le lendemain les écarts exagérés consentis la veille. Encore ne faut-il pas mettre toutes les sautes d'humeur de la cote sur le compte de résultats financiers plus ou moins satisfaisants. En filigrane, ce sont souvent de pures opérations financières qui se trament, témoin les surprenantes variations de Navigation, Mixte, Chargeurs Réunis constatées cette semaine, et qu'il faudra suivre de près.

Pour les prochaines semaines, le marché parisien peut encore tabler sur des liquidités importantes dans la perspective des premiers versements de coupons, dont une bonne partie devrait reprendre le chemin du palais de la Bourse. De plus les souscriptions au compte d'épargne en actions reprennent un peu de souffle dans le réseau bancaire, même si les guichetiers attendent toujours, avec une *certaine dose de philosophie maintenant*, la parution des décrets d'application. Patience, ils devraient paraître au journal officiel durant la première quinzaine de mai. C'est promis...

SERGE MARTI.

Produits chimiques

Des trois chimistes allemands, Bayer est celui dont les résultats ont été le plus affectés par la crise en 1982. Le bénéfice mondial du groupe avant impôts chute de 30,9 % pour revenir à 970 millions de DM pour un chiffre d'affaires beaucoup plus accru (+ 17,1 %), à 34,83 milliards de DM) que ceux de ces rivaux (+ 1,7 %) pour Basf et Hoechst).

Sur le plan national, Bayer n'a pas été gâté non plus. Le résultat avant impôt de la société mère a baissé de 14,3 % à 735 millions de DM. C'est moins mauvais que Basf (− 23,3 %), *mais pire que* Hoechst (− 5,4 %).

La hausse des coûts (énergie, personnel, matières premières) et l'alourdissement de la charge fiscale, liés aux effets de la crise sont à l'origine de cette détérioration.

Bayer ne donne pas de précisions sur l'origine des pertes subies qui ont pesé sur ses résultats. Mais il ne fait guère de doute que les fibres et la pétrochimie ont grevé ses comptes.

Le dividende va être fortement réduit (7 DM pour 1981) comme chez Basf et Hoechst.

L'année 1982 n'a pas été bonne pour l'Institut Mérieux. Son bénéfice a baissé de 33,9 % à 50,16 millions de francs. Pour partie, ce recul des profits est imputable à la moindre reprise des provisions antérieurement constituées sur les titres de participation. Pour l'autre, il provient de l'accroissement notable des *frais de recherche*.

Les difficultés d'autre part enregistrées par certaines filiales, sud-américaines notamment, ont pesé sur le résultat net consolidé : 34,55 millions de francs (− 59,7 %). Le dividende global est minoré de 33,3 % à 16 F. Une forte reprise de l'activité durant le premier trimestre, notamment à l'exportation, a été enregistrée.

	15/4/83	Diff.
Institut Mérieux	708	− 8
Laboratoire Bellon	335	+ 27
Nobel-Bozel	11,15	− 0,65
Roussel-Uclaf	316	+ 4,5
B.A.S.F.	544	− 5
Bayer	510	− 4
Hoechst	540	+ 11
I.C.I.	58,80	+ 6
Norsk-Hydro	460	+ 67

Métallurgie construction mécanique

Senelle-Maubeuge porte son dividende net de *9,50 F à 10,50 F*. Un dividende exceptionnel de 2 F sera versé pour le centenaire. Nordon a dégagé en 1982 un bénéfice net de 25,07 millions de F (+ 44,4 %) sur un chiffre d'affaires accru de 14 % à 534,42 millions de F. Le dividende global est fixé à 15,755 F contre 17,25 F.

Ebranlé par l'annonce d'un lourd déficit pour 1982 (600 millions de F), Creusot-Loire a chuté de *19 %*.

Escaut et Meuse a plus que doublé son résultat d'exploitation en 1982 (23,63 millions de F contre 11,04 millions).

Le bénéfice passe de 11,78 à 62,11 millions. Cette forte augmentation est due à des éléments exceptionnels (réintégration de provisions, plus-values sur cession de participation). Le dividende global passe de 33 F à 36 F.

Usinor ne va pas mieux. Pour 1982, son déficit d'exploitation atteint 2 953 millions de F, contre 3 054 l'année précédente. « *Ce résultat est préoccupant* », a précisé son président. Tous les efforts faits pour relever les prix et améliorer l'efficacité ont été annihilés par l'effondrement de la demande. Tous les espoirs d'amélioration pour 1983 s'évanouissent.

CREUSOT-LOIRE : L'HEURE DE VÉRITÉ

Une perte de plus de 600 millions de francs, excédant le montant de l'actif net, et s'ajoutant à un déficit cumulé de 1 milliard de francs de 1977 à 1980 : l'exercice 1982 aura été ruineux pour Creusot-Loire, qui n'a plus de fonds propres et va devoir les reconstituer, par réduction puis augmentation du capital, le « coup d'accordéon » classique dont Schneider, la maison mère, devra *faire les frais, seule ou avec d'autres*.

Une fois de plus, c'est la sidérurgie, ou du moins ce qu'il en reste, qui a replongé Creusot-Loire dans le rouge. En France, la filiale Imphy a perdu plus de 20 % d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, et, aux Etats-Unis, la filiale Phoenix est lourdement déficitaire, ce qui a coûté plus de 400 millions de francs.

A l'heure actuelle, Creusot-Loire a besoin de 2 milliards de francs pour panser ses plaies et effectuer les investissements indispensables, sous l'œil soucieux des pouvoirs publics. L'ampleur des problèmes, et de profondes divergences sur la nature des solutions avaient opposé à la fin de l'année dernière le P.-D.G. de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, et celui de Creusot-Loire, M. Philippe Boulin, et provoqué le départ de ce dernier. Reste maintenant à dégager les moyens financiers nécessaires, dans un contexte *économique bien peu favorable*. — *F. R.*

	15/4/83	Diff.
Alspi	68	− 1,30
Amrep	740	+ 20
Avions Dassault-B.	445	inchangé
Chant. Fce Dunk.	9 30	− 0,10
Chiers-Châtillon	13,70	− 0,03
Creusot-Loire	43,80	− 10,60
De Dietrich	310	− 17,50
FACOM	624	− 5
Fives-Lille	182	+ 12
Fonderie (Générale)	16	− 1
Marine-Wendel	56,60	+ 1,40
Métal. Normandie	9,30	− 0,10
Penhoët	425	+ 13
Peugeot S.A.	189,60	− 0,40
Poclain	85,80	− 4,30
Pompey	112	+ 9
Sacilor	11,55	+ 0,50
Sagem	1 393	+ 112
Saulnes	15	+ 0,55
Saunier-Duval	29	− 2,50
Usinor	1,51	− 0,01
Valéo	259,90	− 5,10
Vallourec	94,50	+ 5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Or fin (kilo en barre)	99 000	102 800
— (kilo en lingot)	99 000	102 000
Pièce française (20 fr.)	690	686
Pièce française (10 fr.)	401	395
Pièce suisse (20 fr.)	682	663
Pièce latine (20 fr.)	640	645
● Pièce tunisienne (20 fr.)	625	601
Souverain	801	795
Souverain Elisabeth II	880	806
● Demi-souverain	395	390
Pièce de 20 dollars	3 865	3 860
— 10 dollars	1 852	1 850
● — 5 dollars	1 041	1 050
— 50 pesos	4 285	4 295
● — 20 marks	751	751
— 10 florins	685	680
● — 5 roubles	434	429

Matériel électrique

P.M. Labinal retrouve une rentabilité proche de celle enregistrée à la fin des années 80. Pour l'exercice écoulé, le bénéfice net de la maison-mère atteint 27,94 millions de francs. (+ 37,2 %). Le résultat net consolidé s'élève à 47,78 millions de francs. (+ 32,4 %). Il comporte pour la première fois les profits de *Microturbo, qui ont contribué à renforcer* la marge bénéficiaire. Le dividende global est fixé à 16,50 F contre 14,25 F.

Alsthom annonce pour 1982 un bénéfice net de 249,9 millions de francs, en augmentation de 19 %. Le dividende global est de 20,25 F contre 18 F.

Le bénéfice net consolidé de *T.R.T.* pour 1982 est de 55,8 millions de francs (+ 15 %). Le dividende global est de 33,27 F contre 37,50 F. Les actionnaires recevront une action gratuite pour dix.

	15-4-83	Diff.
Alsthom-Atlantique	174	− 0,5
C.E.M.	31,90	+ 2,9
CIT-Alcatel	1 065	+ 80
Crouzet	181,10	+ 2,9
Générale des Eaux	395	+ 15
Intertechnique	1 019	+ 39
Legrand	1 880	+ 5
Lyonnaise des Eaux	464	− 5,5
Machines Bull	41,80	2,8
Matra	1 418	+ 118
Merlin-Gérin	800	+ 15
Moteur Leroy-Somer	580	+ 17
Moulinex	84	+ 4,5
P.M. Labinal	291	+ 53,5
Radiotechnique	369,80	+ 16,8
S.E.B.	345	+ 20
Signaux	720	+ 50
Téléméc. Electrique	1 100	+ 12
Thomson-C.S.F.	208,10	+ 1,10
I.B.M.	1 082	+ 77
I.T.T.	346	+ 27,5
Schlumberger (1)	386,30	+ 24,50
Siemens	1 260	+ 22

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,70 F.

Valeurs diverses

Bic va faire un « split » et distribuer une action gratuite pour une action détenue.

Hachette est rentré dans l'ère des bénéfices. Après une perte de 109,4 millions de francs en 1981, les comptes se soldent par un résultat positif de 103,5 millions de francs. Le résultat consolidé serait de l'ordre de 140 millions de francs (contre un déficit de 15 millions) et atteindrait 240 millions, plus-values incluses. Le dividende net est fixé à 11 F contre 2,50 F.

SITA va augmenter son capital en numéraire et émettre à 200 F une action nouvelle de 50 F pour trois. Après cette opération, une distribution gratuite sera faite (une pour huit). *Le dividende net pour 1982* est fixé à 12,10 F contre 11 F.

Tissmétal maintient son dividende global à 3,75 F.

	15-4-83	Diff.
Agence Havas	580	+ 30
A.D.G.	270	− 15
L'Air Liquide	484	inchangé
Arjomari	221	+ 16
Bic	534	+ 53
Bis	235,50	− 4,50
Club Méditerranée	702	+ 20
Essilor	1 020	+ 67
Europe 1	669	− 17
Gle Ind. Part.	300	+ 25
Hachette	964	+ 54
J. Borel Int.	147	− 2
Oréal (L')	1 488	+ 37
Navigation Mixte	189	+ 33
Nord-Est	47,90	− 3,60
Presses de la Cité	1 140	+ 20
Skis Rossignol	799	− 26
Sanofi	350	− 1,20
U.T.A.	212	− 2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	550 050	78 302 336
B.S.N.	41 750	71 283 550
Schlumberger	128 775	52 813 409
Club Méditerranée	63 625	44 476 375
Moët-Hennessy	41 675	43 710 150
Essilor (1)	37 470	37 592 440
Carrefour (1)	24 100	37 359 720

(1) Quatre séances seulement.

Bâtiment, travaux publics

Maisons Phénix enregistre pour 1982 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 22,6 millions de francs, en baisse de 24,50 %.

Le résultat net de la maison chute de 31 % et revient de 25 à 17,3 millions.

Les comptes ont été grevés par 61 millions de francs de pertes exceptionnelles.

Le dividende est minoré de 28,6 % à 10 francs net.

	15/4/83	Diff.
Auxil. d'entreprises	994	+ 5
Bouygues	693	+ 53
Ciment Français	190,50	− 11
Dumez	766	+ 9
J. Lefebvre	160,10	+ 8,1
G.T.M.	401	+ 6
Lafarge	262	+ 12,5
Maisons Phénix	466	+ 7
Poliet et Chausson	372	− 3
S.C.R.E.G.	127,50	− 2,5
S.G.E.S.B.	138	+ 8

La Belle et la Bourse

L'insolite était au rendez-vous le 14 avril à la Bourse de Londres. Miss Monde y a fait son entrée officielle sur le marché hors cote (*le Monde* des 13-14 février). Entendez les actions de Miss World Group (M.W.G.), entreprise dont l'activité consiste depuis 1951 à organiser chaque année dans la capitale britannique l'élection de la reine de beauté. L'événement a fait sensation. Pour faire bonne mesure et donner sa pleine portée à l'événement, le promoteur de ces manifestations, M. Eric Morley, avait convié deux anciennes lauréates à la cérémonie : à la suédoise Marie Stavins, élue en 1978, et la vénézuelienne Pilin Leon (1981). Miss Monde 1982, Mariasela Lebron (République Dominicaine) avait, hélas, été empêchée. N'importe. *Le* sang des boursiers londoniens, réputés pour leur flegme, n'a fait qu'un tour et les cours aussi. Timidement offertes à 60 pence pièce, les 810.000 parts émises à cette occasion (41 % du capital) ont été enlevées à 133 pence. Pas folle, Marie Stavins en avait acquis un millier au prix d'émission. Le négoce de la beauté, il est vrai, est rentable. En 1982, M.W.G. a presque triplé ses bénéfices : 156.000 *livres* sterling (1,7 million de francs). Et pour cette année, ses dirigeants comptent bien encore doubler la mise. — A.D.

Filatures, textiles, magasins

	15/4/83	Diff.
André Roudière	39,50	+ 1,10
F.F. Agache-Willot	68,50	− 1
B.H.V.	112	+ 3,50
C.F.A.O.	478	+ 8,50
Damart-Serviposte	735	− 15
Darty	697	+ 19
D.M.C.	42	+ 0,50
Galeries Lafayette	149	+ 2
La Redoute	937	+ 40
Nouvelles Galeries	75,90	+ 1,90
Printemps	123,80	+ 3,30
S.C.O.A.	28,80	+ 4,40

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	15/4/83	Diff.
4 1/2 % 1973	1 920	+ 48
7 % 1973	8 360	+ 290
10,30 % 1975	88,70	+ 0,35
P.M.E. 10,6 % 1976	89	+ 0,30
8,80 % 1977	105,70	− 0,85
10 % 1978	85,70	− 1,30
9,80 % 1978	87,90	− 0,20
8,80 % 1978	86,50	− 0,80
9 % 1979 (1)	82,80	− 0,40
10,80 % 1979	89,35	− 0,45
12 % 1980	96,55	− 0,22
13,80 % 1980	100,20	− 0,05
16,75 % 1981	108,30	− 0,70
16,20 % 1982	108,85	+ 0,55
16,20 % 1982	106,60	− 0,70
15,75 % 1982	106,40	− 0,15
C.N.E. 3 %	3 260	+ 74
C.N.B. bq. 5 000 F.	98,45	- 0,35
C.N.B. Paribas 5 000 F	98,45	− 0,30
C.N.B. Suez 5 000 F	98,46	− 0,34
C.N.I. 5 000 F	98,45	− 0,31

(1) Compte tenu d'un coupon de 90 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Le bénéfice net consolidé de *Chargeurs S.A.* (part du groupe) a diminué de 46 % en 1982 pour tomber à 146 millions de francs, cependant que le chiffre d'affaires s'est élevé à 10,6 milliards (+ 13 %).

Ce très mauvais résultat est attribué à la profonde dégradation des tarifs maritimes, qui a entraîné des déficits dans cette branche d'activité, à l'arrêt de certaines unités, notamment dans le textile, et aux pertes de changes. L'ensemble constitué par *U.T.A.*, *Spontex* et *Unitan* a, par contre, dégagé un résultat supérieur à celui obtenu en 1981.

Pour préserver l'avenir, le conseil a décidé de ne pas distribuer de dividende (11,40 F pour 1981).

Un redressement est escompté cette année.

Providence IARD annonce un bénéfice net de 42,3 millions de francs (+ 24 %) pour 1982, un dividende de 12,36 F (− 3,5 %) et une attribution gratuite de 2 actions pour 5.

	15/4/83	Diff.
Bail Équipement	204	− 5
B.C.T.	174	+ 2
Cetelem	255,50	+ 5,5
Chargeurs S.A.	200	− 9,5
Bancaire (Cie)	358	+ 16
C.F.F.	455	+ 14
C.F.I.	215,50	− 3,5
Eurafrance	427	+ 40
Hénin (La)	355	+ 14,5
Imm. Pl-Monceau.	225	+ 23
Locafrance	240	− 2
Locindus	500	inchangé
Midi	800	+ 22
O.F.P (Omn. Fin. Paris)	809	+ 21
Parisienne de réesc.	503	+ 33
Prétabail	704	+ 20
Révillon	563	+ 23
Schneider	110	− 14,1
U.C.B.	200	+ 9

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	11 avril	12 avril	13 avril	14 avril	15 avril
Terme	287 949 510	444 871 976	383 654 938	338 468 480	378 466 930
Comptant					
R. et obl.	798 093 986	1 587 916 673	1 068 147 782	722 053 559	784 169 359
Actions	124 720 245	146 766 708	126 438 739	123 742 149	172 622 082
Total	1 210 763 741	2 179 555 357	1 578 241 459	1 184 264 188	1 335 258 371

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

Franç.	120,9	122,5	122,2	122,1	−
Étrang.	120,4	122,9	121,2	123,7	−

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

Tendance	125,7	127,4	126,1	126,5	126,2

(base 100, 31 décembre 1982)

Indice gén.	118,5	120,8	120,7	119,9	120,2

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record battu

La semaine écoulée restera dans les annales. Trois jours de suite, les derniers de la semaine, Wall Street a battu tous ses records mesurés à l'indice Dow Jones, qui, chaque fois, a dépassé son plus haut niveau de toujours pour atteindre, à la veille du week-end, la cote de 1 171,33 (contre 1 124,70 le vendredi). *Cette semaine, pourtant, avait commencé* dans la pus grande indécision, pour ne pas dire dans la confusion, toute la question portant sur l'évolution des taux d'intérêt et, bien sûr, la reprise économique. Quid de l'avenir ? Par prudence, les investisseurs institutionnels avaient commencé à se dégager. Mais M. Paul Wolcker, président du Fed, allait remettre le feu aux poudres en déclarant devant le Congrès que le loyer de l'argent était trop élevé pour favoriser un véritable redémarrage de l'expansion. Les opérateurs en déduisirent que les taux allaient baisser, et, comme en même temps des nouvelles rassurantes leur parvinrent (augmentation de 34 % des ventes de voitures durant les dix premiers jours d'avril, réembauche massive par General Motors, hausse de 1,1 % de la production industrielle en mars et baisse des prix le même mois), les achats reprirent à toute allure. A signaler également l'accroissement des profits d'I.B.M. et la montée du titre au plus haut.

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Alcoa	32 1/8	31 3/8
A.T.T.	64 7/8	66 5/8
Boeing	40 5/8	41 1/4
Chase Man. Bank	55 1/2	58 3/8
Du Pont de Nem	41 3/4	43 7/8
Eastman Kodak	79 3/4	81 5/8
Exxon	31 1/2	33
Ford	39	44
General Electric	105 1/2	108 3/4
General Foods	40 3/8	41 7/8
General Motors	57 1/4	64
Goodyear	28 3/4	30 7/8
I.B.M.	103 7/8	110 1/8
I.T.T.	35 7/8	38
Mobil Oil	28 7/8	29 3/8
Pfizer	77 1/2	81 1/4
Schlumberger	42 1/4	41 7/8
Texaco	33 1/8	34
U.A.L. Inc.	33 3/4	34 5/8
Union Carbide	59 1/8	62 1/8
U.S. Steel	22 3/4	22 7/8
Westinghouse	44	45
Xerox Corp	41	40 7/8

LONDRES

Au plus haut

Fermeté de la livre, hausse de Wall Street, abaissement des taux de base bancaire, optimisme du patronat britannique : *tous les facteurs étaient réunis* cette semaine pour faire monter la Bourse de Londres. Le marché ne s'en est pas privé, et tous les précédents records sont tombés avec une hausse moyenne des cours de 3,8 %.

Indices « F.T. » du 15 avril : industrielles, 695,5 (contre 675) ; mines d'or, 651,8 (contre 598,7) ; Fonds d'Etat, 82,09 (contre 81,90).

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Beecham	383	416
Bowater	175	184
Brit. Petroleum	352	370
Charter	238	255
Courtaulds	95	96
De Beers (*)	8	8,45
Dunlop	49	60
Free State Geduld	45 3/4	48 3/4
Glaxo	870	905
Gt. Univ. Stores	565	580
Imp. Chemical	396	432
Shell	480	504
Unilever	832	835
Vickers	136	129
War Loan	36 7/8	37 1/8

(*) En dollars

TOKYO

Au sommet

Les signes de reprise économique se multipliant au Japon, le marché s'est vivement redressé pour atteindre jeudi le sommet de son histoire, avant de faire un léger pas en arrière vendredi. Le Kabuto-cho a chômé samedi, jour de fête nationale.

Indices du 15 avril : 8 552,16 (plus haut : 8 554,21 jeudi), contre 8 472,81) ; indice général, 619,39 (contre 610,54).

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Akaï	465	527
Bridgestone	498	495
Canon	1 220	1 280
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	828	821
Matsushita Electric	1 310	1 380
Mitsubishi Heavy	216	222
Sony Corp	3 480	3 520
Toyota Motors	1 040	1 090

FRANCFORT

Encore plus haut

Décidément abonné à la hausse, et malgré des ventes bénéficiaires, le marché allemand, stimulé par Wall Street, a poursuivi son avance pour parvenir à ses plus hauts niveaux depuis quatorze ans.

Indice de la Commerzbank du 15 avril : 922 contre 916,4.

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
A.E.G.	54,20	53,50
B.A.S.F.	151,90	149,70
Bayer	142,60	138,10
Commerzbank	159,40	160,80
Deutschebank	329,50	326,50
Hoechst	147,80	148,20
Karstadt	277	278
Mannesmann	171,40	168,30
Siemens	336	338
Volkswagen	178,30	176,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

FRANCE

CULTURE

ÉCONOMIE

L'abondance des informations qui nous sont parvenues nous a amenés à *reporter notre page* « Débat » consacrée à « Télévision publique et télévision privée ».

En Pologne

M. LECH WALESA VEUT RENCONTRER A NOUVEAU LES DIRIGEANTS CLANDESTINS DE SOLIDARITÉ

Varsovie (*A.F.P., A.P.*). – M. Lech Walesa a annoncé vendredi 15 avril qu'il avait l'intention de rencontrer à nouveau les dirigeants clandestins de Solidarité, en dépit de l'enquête de la police sur la réunion secrète qu'il a eue avec eux du 9 au 11 avril. Il a fait cette déclaration pendant les douze heures où il a attendu, devant le quartier général de la milice à Gdansk, que soit relâché son chauffeur : M. Mieczyslaw Wachowski avait été amené au poste à 9 heures du matin pour être interrogé.

Le même jour la police de Varsovie a annoncé avoir découvert un « *puissant émetteur, du genre de ceux dont sont équipés les services de renseignement occidentaux* » appartenant au syndicat Solidarité, et la radio clandestine a pu émettre pendant trois minutes avant d'être brouillée. Radio-Solidarité a accusé les autorités polonaises de « *cacher* » à la population « *le grand procès qui est fait dans l'arène internationale* » à la « *caste* » au pouvoir en Pologne.

En Finlande

L'AMBASSADEUR DE LA CORÉE DU NORD EST EXPULSÉ POUR TENTATIVE DE CORRUPTION

(De notre correspondant.)

Helsinki. – Le gouvernement finlandais a déclaré, jeudi 14 avril, *persona non grata* M. Yu Jae-han, ambassadeur de Corée du Nord. Il avait tenté de corrompre des parlementaires finlandais afin qu'ils fassent en sorte que la réunion de l'Union interparlementaire qui doit se tenir en octobre à Séoul, n'ait pas lieu dans la capitale de la Corée du Sud.

Le diplomate a remis 5 000 dollars à M. Johannes Virolainen, président actuel de l'Union interparlementaire, et qui était jusqu'aux récentes élections législatives le président du parlement finlandais. Celui-ci a aussitôt alerté les autorités qui, preuves en main, ont prié l'ambassadeur de quitter le pays au plus tôt.

Cette tentative de corruption s'explique par le fait que l'Union parlementaire, qui doit se réunir, le 25 avril, à Helsinki aurait pu alors amender la décision prise à l'automne dernier, à Rome, de tenir la réunion d'octobre 1983. Il est à noter que, depuis 1983 à Séoul, le Togo a proposé que l'assemblée d'octobre prochain se tienne à Lomé. – P.P.

A B C D F G H

Quand les firmes étrangères se mettent aux parfums français

La société des Parfums Grès S.A.R.L. (65 millions de francs de chiffre d'affaires) va passer sous le conglomérat britannique BAT-Industries (ex-British American Tobacco), qui détient d'importants intérêts dans plus de cent manufactures de tabac à travers le monde mais aussi dans l'industrie du papier, l'industrie alimentaire, les cosmétiques et même dans le succursalisme (*le Monde* du 15 avril). Les modalités de l'opération n'ont pas encore été définitivement arrêtées, mais les pouvoirs publics ont déjà donné leur accord. *Le coût de ce transfert de propriété est évalué à 38 millions de francs.* Mme Grès possède une part non négligeable du capital de la société.

Encore une affaire qui n'aura plus de français que le nom. Ce n'est pas la première, et ce ne sera sans doute pas la dernière dans une profession sur laquelle l'emprise étrangère ne cesse de s'étendre sans que l'on puisse mesurer avec précision le degré d'infiltration. Cette imprécision tient à l'infinie variété de cette industrie *mais aussi du secret* dont s'entourent les chefs d'entreprise. Parfumerie ou cosmétique ? Les statistiques recouvrent toutes les spécialités : parfums, eaux de toilette, *eaux de Cologne, produits de soin* pour le corps et le visage, produits capillaires, shampooings, déodorants, savons. La liste n'est pas exhaustive. Chaque ligne de produits correspond à *un marché bien défini* et répertorié, mais la plupart des sociétés du secteur, à de rares exceptions près, couvrent plusieurs d'entre eux. La difficulté s'accroît encore avec la subtile *distinction faite entre les produits bon marché* à grande diffusion et les produits de luxe distribués de façon sélective. On connaît les ventes par branche de produits, mais les firmes dissimulent *soigneusement leurs chiffres d'affaires*. Seuls les grands sont plus diserts, mais l'information qu'ils diffusent ajoute encore à la confusion.

Brièvement, l'industrie française de la parfumerie et des cosmétiques, c'est 16,7 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 53,9 % réalisés par *L'Oréal (9 milliards de francs)*, qui, tous produits confondus, se classe au second rang mondial derrière l'américain Avon (15 milliards de francs) mais de*vant le japonais* Shiseido (7,7 milliards de francs).

Impossible d'aller plus loin, et d'établir un classement de firmes par grands types de produits, encore moins de dire qui est le premier vrai *fumeur de la terre* ou le *premier fabricant* de tel ou tel produit cosmétique. De ce fait, chiffrer la part de l'étranger dans la parfumerie française de luxe tient de la gageure. Le taux de pénétration des capitaux *étrangers dans cette industrie*, tous produits confondus, dépasserait 60 %. Il était légèrement inférieur à 30 % en 1980 (taux avoué à l'époque).

Le fait est que le nombre de grandes maisons à capitaux français se réduit comme une peau de chagrin. Lanvin, Nina Ricci, Patou, Guerlain, Dior (groupe Moët-Hennessy), Givenchy (Veuve Clicquot), Lancome (L'Oréal) portent toujours les couleurs nationales. Mais Yves Saint-Laurent est *contrôlé par la firme pharmaceutique* américaine Squibb, Chanel par la société suisse Pamerco, Paco Rabanne par l'entreprise espagnole Puig, Rochas par le groupe allemand Hoechst. Nivea appartient à un autre groupe allemand, Beiersdorf, et Orlane à Norton Simon (E.-U.). Les parfums Carven gravitent dans l'orbite d'American Cyanamid, Balmain et Rapahel sont chez Revlon (E.-U.), *Coty chez Pfizer* (E.-U.), Caron chez Robins (E.-U.), Sophie Nerval chez Henkel (R.F.A.) et Elizabeth Arden chez Eli Lilly (E.-U.) (1). Inutile de s'étendre. Mais si l'on compte les intérêts *détenus indirectement* par la firme suisse Nestlé dans L'Oréal par le holding Gesparal, ce taux de 60 % ne paraît pas exagéré. – A.D.

(1) Rappelons que Cartier, dont les activités s'étendent à la parfumerie, a cédé un peu plus de 20 % de ses actions à la manufacture internationale de tabacs et cigarettes Rothmans, déjà partenaire dans la marque.

D'un sport à l'autre

TENNIS : deux Suédois à Aix-en-Provence

Le Suédois Mats Wilander, favori de la Raquette d'or d'Aix-en-Provence, a confirmé sa grande forme actuelle en dominant le Paraguayen Victor Pecci, 6-3, 6-2, vendredi 15 avril, en quart de finale. Il rencontrera en demi-finale son compatriote Joakim Nystrom, vainqueur de l'Argentin Alejandro Ganzabal, 6-2, 6-0. Battu par Wilander à Monte-Carlo, le Français Henri Leconte pourrait retrouver le Suédois en finale. Vainqueur du Colombien Jairo Velasco, 6-3, 6-2, Leconte affrontera en demi-finale un adversaire à sa portée : l'Espagnol Sergio Casal, qui est difficilement venu à bout de Loïc Courteau, 5-7, 6-3, 10-8.

FOOTBALL : les gens du Nord

Paris-Saint-Germain, le tenant du trophée, et Nantes, le futur champion de France, ont fait grosse impression, vendredi 15 avril, à l'occasion des matches retour des huitièmes de finale de la Coupe de France de football. Déjà vainqueur en Alsace au match aller (2 à 0), les Parisiens ont marqué 5 buts contre les Strasbourgeois au Parc-des-Princes (5 à 2). Les Nantais, qui avaient obtenu un résultat nul en Gironde (0-0), ont à nouveau surclassé les Bordelais sur le même score qu'en championnat (4 à 0). La surprise de la soirée est venue de Guingamp, où les joueurs d'En Avant ont éliminé l'équipe de première divi sion de Laval dans l'épreuve des coups de pied au but (4 à 2) après deux matches nuls (0 à 0).

Dans les cinq autres confrontations Nord-Sud, la qualification est revenue aux gens du Nord. C'est sans doute la première fois dans l'histoire que la Coupe de France qu'aucun club du sud de la Loire ne participera aux quarts de finale.

*NANTES b. Bordeaux 4-0 (0-0)
*PARIS-S.-G. b. Strasbourg 5-2 (2-0)
*Monaco b. BREST ... 1-0 (1-4)
*Toulouse et ROUEN .. 0-0 (1-2)
*Lyon b. TOURS 3-2 (0-2)
*GUINGAMP (D. III) et Laval (Guingamp qualifié, 4 penalties à 2) 0-0 (0-0)
*LILLE b. Martigues (D. II) 2-0 (1-2)
*Ajaccio (D. III) b. RACING PARIS-I (D. II) 1-0 (0-3)

Les clubs qualifiés sont en lettres majuscules. Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.

Aux Etats-Unis

LA PRODUCTION A AUGMENTÉ ET LES PRIX DE GROS ONT BAISSÉ EN MARS

La production industrielle a augmenté de 1 % en mars aux Etats-Unis, en dépit d'un fléchissement de celle des automobiles, en raison de « larges gains » dans le secteur des biens durables et non durables, notamment l'ameublement, les tapis et les matériaux pour la construction.

Les prix de gros ont fléchi à nouveau, baissant de 0,1 % pendant ce même mois de mars, ceux de l'énergie, essentiellement le pétrole, perdant 3,2 %, le quatrième recul mensuel *consécutif*. Les *analystes* relèvent que l'indice des prix de gros a diminué de 4,1 % pendant les trois premiers mois de l'année, ce recul trimestriel étant le premier depuis 1976, et le plus important depuis 1952.

Le numéro du « Monde » daté 16 avril 1983 a été tiré à 495 378 exemplaires

AUGMENTATION DU NOMBRE DES CHOMEURS INDEMNISÉS SURTOUT DES PRÉRETRAITÉS

Le nombre des chômeurs indemnisés à la fin mars enregistre une très légère augmentation par rapport au mois précédent : 1 705 604 bénéficiaires d'allocations fin mars contre 1 702 196 à la fin février, soit une hausse de 0,2 %, selon les chiffres provisoires publiés vendredi par l'UNEDIC (assurance-chômage). A la fin février, on avait enregistré une baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Cette augmentation est due surtout à celle des préretraités.

Fin mars, trois catégories d'allocation *enregistrent*, en effet, une diminution. Il s'agit des allocations de base (licenciement pour raison autre qu'économique) : 642 558 bénéficiaires (contre 686 392 en février) ; des allocations forfaitaires (par *exemple*, jeunes à la recherche d'un premier emploi) : 141 770 bénéficiaires (contre 149 708) et des allocations spéciales (licenciement économique) : 85 760 (contre 98 265).

En revanche, sont en augmentation les allocations de fin de droits : 221 198 fin mars (contre 193 149 en février), ainsi que les allocations de préretraite : allocations dans le cadre de *contrats de solidarité* : 108 611 (contre 86 105) ; allocations garantie de ressources licenciement : 204 179 (contre 201 385) et garantie de ressources démission : 220 301 (contre 210 163) ; allocations conventionnelles Fonds national pour l'emploi : 60 058 (contre 55 338).

LA SÉLECTION FRANÇAISE AU FESTIVAL DE CANNES

Quatre longs métrages français figurent en compétition au Festival de Cannes, qui a lieu du 7 au 19 mai *(voir nos dernières éditions en date du 16 avril)* : *l'Argent*, de Robert Bresson, qui n'avait pas tourné depuis *le Diable, probablement*, en 1977, *l'Été meurtrier* avec Isabelle Adjani et Alain Souchon, Suzanne Flon, Michel Galabru, le quatrième film de Jean Becker, le fils de Jacques Becker, qui lui, n'avait pas tourné depuis 1966 *(Tendre Voyou* avec Belmondo) ; deux films très noirs de cinéastes nouveaux : *la Lune dans le caniveau* avec Nastassia Kinski et Gérard Depardieu, de Jean-Jacques Beineix, auteur de *Diva* ; *l'Homme blessé*, de Patrice Chéreau, sur un scénario d'Hervé Guibert, l'histoire d'un amour condamné. Après *la Chair de l'orchidée* et *Judith Therpauve*, c'est le troisième film de Patrice Chéreau, directeur du Théâtre de Nanterre.

En dehors de cette sélection très équilibrée, deux films français ont été choisis pour participer à la Semaine de la critique (qui présente des premières ou des secondes œuvres) : *le Destin de Juliette*, d'Aline Isserman et *Faux Fuyants*, d'Alain Bergala et de Jean-Pierre Limonier. Enfin, *Faits divers*, du reporter-photographe Raymond Depardon, ouvrira la section « Un certain regard ».

● *La C.G.T. rejette le nouveau plan de restructuration d'Usinor.* – La fédération C.G.T. de la métallurgie « *rejette catégoriquement l'hypothèse d'un nouveau plan bis* » de restructuration chez Usinor qui a été annoncée mardi dernier par M. Raymond Lévy, P.-D.G. de ce groupe.

Dans un communiqué, la C.G.T. estime, vendredi, que ce nouveau *plan – plus restrictif que le plan initial* datant de juin dernier – « *se prononcerait pour des solutions aggravées de suppressions d'emplois encore plus considérables* ».

En outre, elle demande que les *groupes nationalisés de la sidérurgie* (Usinor et Sacilor) mettent leur plan respectif « *au niveau des objectifs retenus par le gouvernement* ».

● *Houillères : réticences pour une grève générale.* Après la journée de grève lancée par la C.G.T. vendredi 14 avril, et moyennement suivie dans les Houillères de Lorraine, la proposition de la C.F.D.T. pour une grève générale est accueillie avec réserves ; la C.F.T.C. a dit non, la C.G.T. estime qu'elle « *ne peut se permettre n'importe quoi* » et F.O. doit donner sa réponse lundi.

● *Sidérurgie : des amendes.* – La Commission européenne a imposé de lourdes amendes à onze entreprises sidérurgiques européennes qui ont dépassé leurs quotas de *production et de livraison* dans la C.E.E. La plus importante, d'un montant de 49 millions d'ÉCU (environ 49 millions de dollars), a été imposée au groupe ouest-allemand Klockner pour avoir dépassé ses quotas fin 1981 et début 1982. Deux autres producteurs ouest-allemands, Krupp Stahl et *Otto Wolff ont été* condamnés à payer respectivement 2,5 millions et 790 000 ÉCU. En France, Usinor devra s'acquitter de 6,3 millions d'ÉCU et Iton-Seine de 150 000 ÉCU. – *(A.F.P., Reuter)*.

M. Chalandon se succédera-t-il à lui-même à la tête d'Elf-Aquitaine ?

Testament ? ou manœuvre habile d'un homme sûr de conserver son poste ? M. Albin Chalandon en est, dit-on, coutumier. Le patron d'Elf-Aquitaine a pourtant tout fait pour accréditer la première hypothèse, jeudi 14 avril, devant l'Association des journalistes économiques et financiers.

Rappelant d'emblée que son mandat de président va se terminer – le 15 juin, – il glisse au détour d'une phrase qu'il n'est « *pas candidat* » à sa propre succession.

Est-ce *parce qu'il ajoute* que la décision finale appartient au gouvernement ? Est-ce parce qu'il n'épargne personne, sauf... le président de la République, salué *pour avoir mis le holà à l'intervention excessive* de l'administration dans la gestion des entreprises publiques ? Est-ce le ton assuré d'un homme qui sait où il va ? M. Chalandon n'arrive *pas, en dépit de ses efforts*, à paraître comme un patron en sursis. La rumeur l'assure. Bien que les candidats au sein de la majorité se bousculent – les *noms de deux ministres et d'un dirigeant* socialiste ont été murmurés, – l'actuel président d'Elf-Aquitaine bénéficie dit-on, en dépit de son appartenance politique, de la bienveillance *présidentielle et garde, semble-t-il*, toutes ses chances de prolonger de quelques années son mandat.

Pour un « non-candidat », le bilan dressé par M. Chalandon de la situation et une des perspectives de son groupe *n'en est pas moins une défense* et une illustration de sa politique. Au chapitre Elf et la nation, rien n'est oublié. Elf assure sa mission d'approvisionnement du pays en pétrole. Elf *soutient la technique française*. Elf *entraîne* l'industrie grâce à des investissements de 18 à 20 milliards de francs par an. Elf crée des emplois – mille sept cents en 1982. Elf participe à l'équilibre extérieur de la France en apportant tous les ans au total au moins 30 milliards de francs en devises, etc.

A la rubrique Elf et la chimie, *satisfecit* et optimisme à peine forcé. « *Quand le gouvernement nous a demandé d'entrer dans la chimie, j'ai répondu présent, contre l'opinion de mon état-major, mais j'ai fixé mes conditions : maîtrise et liberté de la gestion, apurement du passé de PUK, désintéressement du groupe Total dans ATO-Chloé, association avec un partenaire afin de soulager Elf d'une partie du poids des investissements nécessaires dans les trois ou quatre prochaines années.* »

Mission presque accomplie, si on en croit M. Chalandon. Les deux premiers points sont « *acquis* ». Les négociations avec Total « *accrochent encore sur quelques points* », mais « *on en voit la sortie* ». Quant aux partenaires, « *ce ne peut être pour l'instant que l'État ; ce peut être l'ERAP* » (...). A terme, l'objectif est de trouver un partenaire étranger.

Justification, enfin, de la politique américaine du groupe. Un point sensible. M. Chalandon prend soin d'énumérer les reproches « *parfois fantaisistes* » qui lui ont été opposés, ce qui, ajoute-t-il, « *commence à [lui] chauffer un peu les oreilles* ». Être présent aux États-Unis est *pourtant, à l'avenir*, une condition de survie, explique-t-il : « *Dans dix ans, l'industrie pétrolière sera américaine ou ne sera pas.* »

Derrière la boutade, une réalité : le *gisement de Lacq* s'épuise. Dès 1985, la baisse de production deviendra sensible, et la diminution des bénéfices atteindra 1 milliard par an. Elf, *pour maintenir à terme le niveau élevé de ses bénéfices*, a besoin d'avoir une rente minière, c'est-à-dire une production propre, dans un pays où la taxation n'est pas excessive et le rapatriement des bénéfices aisé. « *Il n'y a pas trente-six endroits dans le monde ; il n'y a guère que les États-Unis* », ajoute M. Chalandon. D'où une stratégie précise – produire quelques millions de tonnes aux États-Unis – *mais risquée*. « *Nous allons progressivement renoncer à l'exploration en zone terrestre pour nous lancer dans l'aventure de l'offshore californienne et de l'Alaska.* »

Le rachat, il y a deux ans, de la compagnie Texas Gulf, *spécialisée dans la production de phosphates,* « *était la seule et dernière occasion de faire une opération de ce type aux États-Unis* ». Mais elle n'est pas vraiment glorieuse ? La crise, reconnaît M. Chalandon, a entraîné une baisse des *résultats*, et l'état-major a déçu, et, décimé par un accident d'avion, a posé un grave problème de relève. Les difficultés sont aujourd'hui surmontées. « *Nous avons envoyé deux patrons de Paris, un pour la chimie, un pour le pétrole. Nous maîtrisons cette affaire* », dit-il. Sur le marché mondial, dans dix ans, « *il y aura deux grands producteurs de phosphates : le Maroc et Texas Gulf* ».

Reste le problème des transferts de fonds nécessaires au règlement de l'opération. Reconnaissant qu'il y a eu « *malentendu* » avec les pouvoirs publics sur ce point, le P.-D.G. d'Elf-Aquitaine s'attache à remettre les choses à leur place. Les transferts nécessaires pour régler le capital et les intérêts des emprunts représentent une *annuité* de 2 milliards de francs.

C'est beaucoup, mais cela ne représente qu'un quart des transferts totaux en devises du groupe à l'étranger tous les ans et *8 % seulement* de ce qu'il rapporte en devises à la France. Américain – un peu, – le groupe Elf n'en est donc pas moins bon citoyen... et son président un grand serviteur de l'État. C.Q.F.D.

VÉRONIQUE MAURUS.

NOUVELLES BRÈVES

● *Renault-Véhicules industriels* aurait enregistré des pertes de plus de 600 millions de francs en 1982, contre 300 millions en 1981, a indiqué, le 15 avril, le P.-D.G de la société, M. Pierre Semerena.

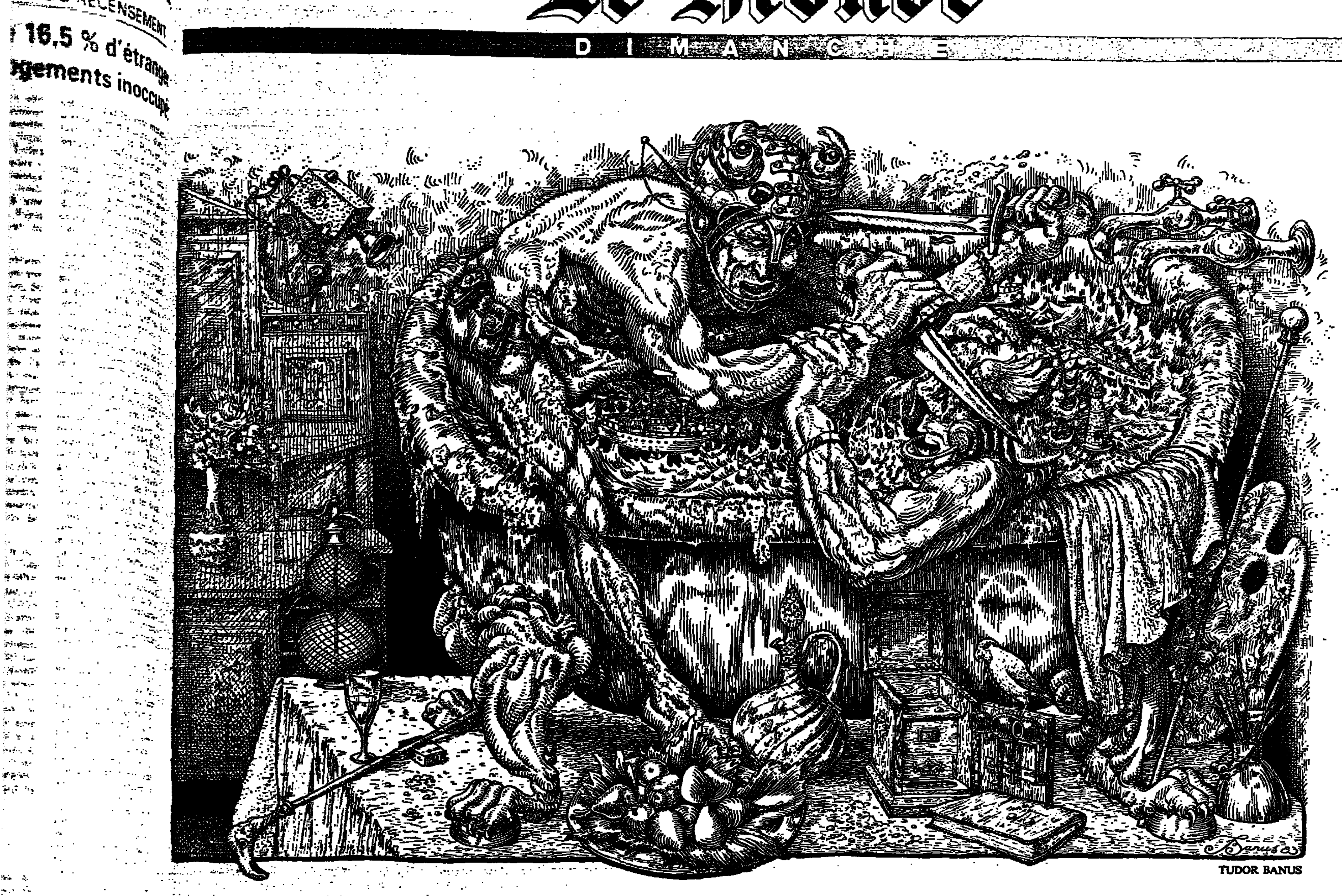
● *Bénéfices records pour I.B.M.-France.* – Très bonne année 1982 pour I.B.M.-France. La société a augmenté de 28 % son chiffre d'affaires qui atteint 22,2 milliards de francs. Son bénéfice net s'élève à 1,35 milliard de francs, soit une hausse de 60 %.

Ces performances sont dues, selon M. Caron, directeur général adjoint, à plusieurs *facteurs*. Outre le fait que le marché est resté porteur, en 1982, les « *investissements massifs effectués pendant les années 1978-1980 ont commencé à payer* ». En outre, les grands ordinateurs 3080, qui sont désormais montés dans l'usine de Montpellier, ont commencé à être livrés, notamment dans l'administration française, entraînant un gonflement des ventes.

● *Le nombre des faillites en mars est en très légère augmentation :* 1 281 contre 1 180 en février, en données corrigées des variations saisonnières. Toutefois ces chiffres doivent être utilisés avec prudence, en raison des retards dans les publications du *Bulletin officiel d'annonces légales*. Retards portant sur plusieurs centaines de jugements est encore observé dans les publications de mars, indique l'INSEE. Le bilan de janvier faisait état de 1 756 défaillances d'entreprises. L'INSEE souligne qu'« *aucun fléchissement notable du nombre de jugements prononcés n'est observé du côté des tribunaux de commerce, qui communiquent à l'INSEE leurs statistiques* ».

● *La Confédération européenne des syndicats* (C.E.S.) a décidé d'organiser une « *grande manifestation de masse* » des travailleurs européens à l'occasion du prochain sommet des chefs d'État européens, à Stuttgart, en juin prochain. Cette manifestation, dont *le Monde* du 9 avril avait fait état, devrait « *exprimer d'une manière concrète et commune la volonté des travailleurs européens de voir leurs revendications prises en compte, notamment la défense de l'emploi, la réduction de la durée du travail* ». Se félicitant de cette initiative, La C.F.D.T. envisage d'« *assurer la participation de plusieurs milliers de travailleurs français à cette manifestation* ».

Le Monde
DIMANCHE



TUDOR BANUS

La simulation bat la réalité

Scientifiques, médecins, pilotes, militaires, hommes d'affaires : l'apprentissage par simulation s'étend partout, *interposant* des « modèles » nouveaux entre le monde réel et nous.

AVANT, il y avait la réalité et l'idée qu'on s'en faisait. Il faut maintenant faire de la place pour un produit promis à un bel avenir dans notre civilisation, la simulation. Date de naissance approximative : le milieu du vingtième siècle. Origines lointaines : l'imitation et la représentation. Filiation récente : l'électronique et l'informatique. Principale caractéristique : ça ressemble à la réalité, ça en a le goût, la *couleur*, l'*odeur et la fascinante* complexité, mais ce n'est pas la réalité. Seulement une réalité de synthèse – ou une synthèse de la réalité – qui va peut-être modifier notre façon de penser et d'apprendre aussi radicalement que le plastique et les antibiotiques, ces subs*tances de synthèse créées par les* chimistes, ont changé notre façon de vivre.

Pour les esprits optimistes enclins au merveilleux technologique, la simulation n'est que la benjamine des fées qui veillent déjà sur le berceau du troisième millénaire : *la fée Electronique*, ses cousines Informatique, Aéronautique et Nucléaire.

Pour les esprits chagrins portés à l'inquiétude métaphysique, elle serait quelque peu sorcière. Car on pourrait aujourd'hui fabriquer des documents historiques de la troisième guerre mondiale, des cartes postales d'un paysage qui n'existerait nulle part ou le film du goûter d'anniversaire d'un enfant jamais né. Il suffirait de disposer d'un ordinateur puissant et, pour le moment encore, de beaucoup de temps et d'argent.

Mais les « nouvelles images » dont on a beaucoup parlé récemment (1) ne sont que la manifestation la plus spectaculaire de notre aptitude à représenter avec une perfection troublante non seulement des objets mais des mouvements et des situations réels ou simplement possibles. Tout cela *parce que nous pouvons* stocker une masse croissante d'informations sur une surface toujours plus réduite (six milliards d'informations sonores sur une seule face du « disque compact » à lecture laser), et surtout calculer toujours plus vite, avec des machines tra*vaillant au milliardième de seconde*, les données nécessaires pour reconstituer un phénomène complexe.

Première victime – tout à fait consentante, – la représentation scientifique. Dans ce domaine, nous vivions il n'y a pas si longtemps à l'âge de la planche : en gros, on n'avait pas fait tellement mieux que les encyclopédistes du dix-huitième siècle avec leurs gravures décrivant par le menu le métier à tisser ou le corps humain. Il fallait toujours choisir entre une image complète mais superficielle – l'écorché des amphithéâtres de médecine – et une succession d'images plus détaillées mais partielles – muscles, tendons ou vaisseaux sanguins – que seule l'expérience directe – la dissection par exemple – permettait *de relier entre elles*.

Un cerveau anonyme et « unique »

La simulation au contraire substitue à une vision statique, et limitée aux surfaces, une vision dynamique et globale du jeu des formes. Elle nous fait pénétrer à l'intérieur de la structure sans perdre le point de vue d'ensemble, comme dans cette étonnante bande vidéo réalisée par des chercheurs de l'université de San-Diego en Californie : pour nous faire découvrir son organisation interne, elle nous emmène en voyage à l'intérieur du cerveau humain.

Au départ, la masse rosâtre d'un cerveau anonyme. Solidifié dans un bloc de plastique transparent, il est découpé en lamelles de l'ordre du micron, dont chacune sera ensuite photographiée, puis mémorisée point par point grâce au travail de ces bénédictins modernes, les ordinateurs. « *Ainsi*, nous prévient le commentaire, *on peut visualiser le cerveau tel que l'œil humain n'avait jamais pu le voir auparavant* » : tournant lentement sur le fond noir de l'écran de l'ordinateur, un réseau de lignes colorées tisse en trois dimensions la trame précise du cerveau et reconstruit sous nos yeux, pièce par pièce, son architecture baroque où des lumières traduisent les impulsions du système nerveux, l'étrange palpitation de la pensée (2).

Le plus extraordinaire, c'est que ce vaisseau spatial éternellement en orbite dans le ciel de la machine est aussi la trace exacte du cerveau d'un être humain parmi des milliards d'autres – « *chaque cerveau est unique* », rappellent les chercheurs de San-Diego – qu'on a tiré de la banalité pour en faire un modèle. Plus spectaculaire, mais pas plus émouvant que le squelette qui hantait les salles de sciences des vieux lycées.

Un peu partout on s'aperçoit des possibilités énormes offertes par la simula*tion dans le domaine de l'apprentissage* scientifique et technique. Pour le compte de l'Association américaine du cœur, le chercheur David Horn a ainsi mis au point l'an dernier un programme particulièrement efficace de réanimation cardio-pulmonaire « *assistée par ordinateur* ».

Plus besoin d'un enseignant qui montre quels gestes il faut faire, et rectifie éventuellement ceux de l'étudiant : ce dernier suit les instructions données sur l'écran de la machine par un médecin en blouse blanche et les met en pratique sur la poitrine d'un mannequin relié à l'ordinateur. Cela lui permet de contrôler l'intensité des pressions qu'il exerce sur la cage thoracique, en observant l'écran où apparaît presque immédiatement une courbe graphique reproduisant ses mouvements – trop appuyés, trop faibles ou corrects (quand c'est bien, l'« homme en blanc » vous félicite chaleureusement).

Selon l'inventeur du programme, on apprend ainsi deux fois plus vite. Ce genre de simulation conjugue en effet trois facteurs indispensables à un bon apprentissage : un « *modèle* » éprouvé à travers des milliers d'expériences ; un élève qui apprend à son propre rythme (3) et perçoit distinctement les conséquences de ses gestes ; et un professeur d'une patience et d'une disponibilité à toute épreuve !

JOELLE STOLZ.

(Lire la suite page III.)

(1) Voir le *Monde dimanche* du 15 septembre 1982 et du 28 février 1983.

(2) Toutefois cette bande vidéo porte sur l'anatomie du cerveau et ne prétend pas donner une vision complète de sa physiologie.

(3) Il peut notamment choisir au cours de la leçon certaines options en touchant l'écran avec un « *crayon électronique* ».

LIRE

COURRIER

Pas de Big Brother à I.B.M. ?

Dans votre article « Big Brother au bureau » dans *le Monde Dimanche* du 20 mars 1983, je relève un certain nombre d'inexactitudes, notamment sous l'intertitre « L'avance d'I.B.M. ».

Que l'accès à nos locaux soit restreint constitue une mesure de protection indispensable que toute entreprise industrielle et commerciale prend ou doit prendre pour des raisons évidentes. Mais vous glissez de la notion de protection à celle de surveillance du personnel et, pour étayer vos dires, vous rapportez des inexactitudes.

1) Les badges que les employés d'I.B.M. utilisent sont, comme partout ailleurs, destinés à se faire reconnaître à l'intérieur de l'entreprise et accessoirement à déclencher l'ouverture d'une porte.

2) Ces badges n'ont rien à voir avec « *une mise en carte* » qui se serait « *faite progressivement, en douceur...* », parce que tel n'est pas l'esprit de notre compagnie. En effet, c'est exactement le contraire qui se produit en matière de suivi des horaires puisque depuis l'année dernière la décision a été prise de ne plus enregistrer le temps de présence des cadres (huit mille personnes sur vingt mille cinq cents).

3) Il n'y a pas d'autocommutateur 3750 à la tour Générale et, en admettant qu'on veuille utiliser un tel système à de tels effets, sachez que la seule utilisation qui est faite des 3750 dans certains établissements qu'occupe la compagnie est celle d'un plus grand confort au niveau de l'usage du téléphone et nullement pour collationner des données dans je ne sais quel esprit de délation qui n'est pas – c'est le moins qu'on puisse dire – ce qui caractérise I.B.M.

4) Les ouvertures magnétiques déclenchées par les badges pour accéder à certains bureaux sont des systèmes d'ouverture de porte opérée après identification du badge – comme dans un parking, par exemple – pour éviter que n'importe qui y pénètre et nullement un système d'enregistrement et encore moins de surveillance.

REMO VESCIA,
directeur de l'information I.B.M. France.

[A l'exception de la présence d'un autocommutateur 3750 à la tour Générale, M. Vescia confirme les informations publiées par *le Monde Dimanche*, notamment la nécessité d'utiliser un badge individuel pour pénétrer dans les différents locaux (et donc l'existence d'un système d'autocommutation). Il précise qu'I.B.M. n'a pas installé ces équipements à des fins de surveillance de son personnel : l'article exposait déjà les raisons données par la direction de l'entreprise. Nous n'avons fait que souligner les risques que présente ce genre d'installation, et pas spécialement à I.B.M. Ils ont paru suffisants à la commission nationale Informatique et libertés pour que, saisie par une organisation syndicale, elle suggère des modifications au système utilisé par I.B.M.]

Berlin 1933

A propos de l'incendie du Reichstag (le Monde Dimanche *du 27 février 1983), M. J. Schloesing (Paris) nous communique l'histoire qu'on racontait en 1933 à Berlin :*

Goering est tué dans un accident d'avion.

A la « réception » saint Pierre lui dit qu'il y a foule et que, momentanément, il ne pourra pas donner de chambre individuelle au maréchal. Fureur de Goering. On l'assure cependant qu'on le mettra « avec quelqu'un de très bien ».

Un peu plus tard, Goering apprend qu'il partagera une chambre avec... Moïse.

Le lendemain, saint Pierre rencontre Goering et lui demande comment s'est passé cette première nuit. « Pas mal du tout, répond Goering, c'est même intéressant. On se racontait nos petites histoires... Lui, il m'a dit qu'il avait mis le feu au Buisson ardent. »

OPHELIE

PARTI PRIS

La forme

Je ne citerai pas le nom du lecteur selon lequel seule une poignée d'élus, est capable aujourd'hui de s'exprimer sur tout (et sur rien) et détiendrait ainsi le monopole de la délibération.

Qu'un présomptueux s'expose, dans une moment d'égarement – je cite encore, – et quelques parenthèses cinglantes et guillemets dévastateurs l'auront, pour toute réponse, vite rendu à son anonymat. Le trac du postulant épistolier mine sa détermination initiale, l'idée reste enfouie et manque à tous. L'exprimer noir sur blanc est le problème, car cette élite devient, là, juge et censeur de la forme.

On a compris pourquoi ces citations ne sont point entourées de guillemets.

Parmi les lecteurs, il en est qui, sans qu'aucune timidité d'auteur les paralyse, laissent leur plume dans l'encrier.

Il est aussi ceux qui ont souvent, quelque chose à dire. Leur donner la parole n'est pas simple. Première difficulté : le lecteur qui écrit s'adresse aux autres lecteurs. La première de toutes les règles est donc d'être lu. S'exprimer est une chose, se faire entendre en est une autre. Et, quoi qu'en dise notre correspondant, le « langage de la tribu » se résume en trois règles : avoir quelque chose à dire, être clair et être court. Ce qui n'est pas le privilège – loin de là – d'une éventuelle énarchie intellectuelle et journalistique.

Le « censeur et juge », déjà mis en cause par d'autres correspondants, se trouve souvent devant un dilemme : si l'idée est intéressante, mais exprimée de façon difficile à suivre, ou maladroite, il peut la publier telle quelle. Il risque alors d'être accusé d'arrogance intellectuelle. Ne déprécie-t-il pas hypocritement le fond en montrant la faiblesse de la forme ? S'il s'efforce de reproduire en son propre langage, sans pour autant les prendre à son compte, les idées ou les sentiments de son correspondant, il est facilement accusé de les avoir trahis ou déformés.

Ces remarques ne sont ni les plaintes d'un martyr, ni les soupirs d'un pion excédé. Simplement des explications. Pourquoi le journaliste, lui aussi, ne pourrait-il s'exprimer sur son métier, sans en ignorer les avantages. Celui, par exemple, de se faire publier lorsqu'il est juge et partie...

JEAN PLANCHAIS.

ACTUELLES



Parqués

« Si les nations n'avaient pas été et n'étaient pas encore coiffés de la balance du commerce et de l'opinion qu'une nation ne peut prospérer si ce n'est au détriment d'une autre, on aurait évité, durant le cours des deux derniers siècles, cinquante années de guerre ; et nous autres peuples nous ne serions pas maintenant parqués, chacun de notre côté, par des armées de douaniers et d'agents de police, comme si la partie intelligente, active et pacifique des nations n'avait pour but que de faire du mal. Nous sommes tous les jours victimes des préjugés du temps passé ; il semble que nous ayons besoin d'être avertis que nous touchons encore à cette triste époque, et que si la barbarie qui nous poursuit doit enfin lâcher prise, il ne faut pas que nous imaginions que ce puisse être sans efforts de notre part. Plus on étudie, plus on demeure convaincu que toutes nos connaissances ne datent que d'hier, et qu'il en est peut-être davantage qui ne dateront que de demain.

» C'est donc l'instruction qui nous manque, et surtout l'instruction dans l'art en société. (...) Sans doute une partie de nos maux tient à notre condition et à la nature des choses ; mais la plupart d'entre eux sont de création humaine : au total, l'homme fait sa destinée. »

De Jean-Baptiste Say, pionnier de la science économique en France, dans son *Cours complet d'économie politique pratique* (1928).

JEAN GUICHARD-MEILL



Stade

Sortie de stade.

La partie est finie ; les projecteurs sont éteints.

La foule déambule par vagues hésitantes.

Juste derrière, mes oreilles étonnées captent les commentaires de deux supporters : « *Ce sale juif, je me demande ce qu'il fait dans cette équipe... Qu'attendent-ils pour le renvoyer en Israël ?* »

Je me tourne vers eux et j'ajoute : « *Ou pour le clouer sur » une croix, s'il reste assez de » clous et un peu de bois.* »

Les deux hommes, grands, blonds, aux yeux bleus, ne répondent pas.

Ils s'installent dans leur voiture. Sans uniforme et sans casque.

Même scène, un an plus tard, même foule et même stade.

Une main vient frapper mon épaule.

Je regarde, un peu affolé.

« *Vous perdez vos papiers, qui sortent de la poche arrière de votre pantalon... Faites attention, m'sieur, il y a des voleurs...* »

Le temps de remercier et de rectifier la position de mon portefeuille, et l'adolescent basané, aux cheveux crépus, s'est fondu dans la foule. Comment le reconnaître parmi ce groupe de jeunes « Maghrébins » qui s'éloignent, dans la nuit et le brouillard, vers une cité froide, un foyer endormi ?

Ces scènes se passent à Strasbourg, capitale de l'Europe, en 1982 et 1983.

ANDRÉ SCHWAB.
(Marmoutier.)

Merci à un inconnu

Dimanche 20 mars, 18 heures. Une petite fille, treize ans, pleure sur le trottoir devant la gare Saint-Lazare. Il s'agit de ma fille qui s'est rendue à Paris pour rejoindre sa mère à l'hôtel Crillon, place de la Concorde. Elle vient de Garches où nous habitons. Je lui ai donné de l'argent pour qu'elle puisse prendre l'autobus qui la conduira tout près de l'hôtel.

Arrivée à Saint-Lazare, elle ne retrouve pas la station d'autobus. Prise de panique – après tout elle n'est pas bien vieille, – elle m'appelle chez moi pour me raconter ses malheurs. Je lui dis alors de prendre un taxi et d'expliquer au chauffeur qu'elle le paiera une fois arrivée là-bas : sa mère l'attend.

« *Non* », répond le taxi, avec cette compréhension courtoise qui n'appartient qu'aux gentlemen. « *Pas question !* »

Et voilà cette petite fille pressée, perdue et refoulée par la seule personne au monde – à ses yeux – qui pouvait la dépanner. Alors elle s'est mise à pleurer, sur le trottoir, devant la gare Saint-Lazare.

Un homme, jeune à ce que j'ai cru comprendre, s'est approché d'elle, lui a parlé gentiment et l'a dirigée à pied, jusqu'au Crillon où sa mère l'attendait, commençant à s'étonner de son retard. Mais déjà l'inconnu avait disparu...

Si cela vous paraît intéressant, et s'il lit votre journal, cet inconnu se reconnaîtra facilement. J'aimerais lui dire, ici, que je le remercie.

YVES LUCAS,
24, bd Raymond-Poincaré, 92380 Garches.

Croquis en classe

Le collège Châteaubriand à Villeneuve-sur-Yonne, nous adresse deux croquis œuvres d'élèves de 5e B.

« RADIO-VILLENEUVE »

Il se promène partout dans la ville, son vieux poste dans la main. Il ne voit personne autour de lui car il écoute sa musique. Il marche en suivant le rythme et chante les refrains connus. Il écoute aussi tous les jours les jeux de la radio pendant son tour de ville. Le voilà devant chez moi, sur un banc. Il chante et parle. A qui ? A son poste, bien sûr, son vieux poste rouillé et couvert de Scotch ! Des gens passent et lui lancent un « Bonjour, mon vieux ! » Mais il ne répond pas, car il écoute son vieux poste. Puis voilà les enfants. Ils le surnomment « Radio-Villeneuve » et se moquent de lui.

« Il doit être fou, le pauvre vieux ! » Vieux ? Non, plus très jeune, mais pas vieux. En fait, c'est la solitude qui le fait paraître si vieux. La semaine dernière, je l'ai croisé. Il avait l'air triste. Son vieux poste n'était plus dans ses mains ridées. Maintenant, on m'a dit qu'il ne fait plus le tour de la ville, ne s'asseoit plus sur les bancs, car il n'a plus rien ; rien qu'une chambre, à l'hospice.

JULIE SINTHOMEZ.

« QUELLE HEURE EST-IL ? »

Voilà la vieille dame au foulard cramoisi, la vieille fille qui loge dans l'hôpital, là où est implanté le H entouré de noir pour le restant de la vie. La vieille dame au foulard cramoisi a des habitudes comme toutes les personnes âgées. Par exemple, elle a horreur des saletés dans les caniveaux. Alors, elle prend sa petite canne et remplace le balayeur de rue qui préfère boire un canon dans le café du coin.

Et surtout, c'est une maniaque de l'heure. Elle demande à tous les passants : « *Quelle heure est-il ?* » Et le passant répond d'un ton nerveux et pressé.

Je n'ai jamais compris pourquoi la vieille dame au foulard cramoisi demandait l'heure. Mais, un jour, un jour d'automne, j'ai compris. La phrase traditionnelle : « *Quelle heure est-il ?* » voulait dire : « *Quand mon glas va-t-il sonner ?* »

Elle est morte impatiente, renversée par un camion. Bien sûr le routier est désolé, il paiera une amende, comme tout le monde.

Cette perte ne s'est pas fait ressentir, sauf pour les passants, peut-être : ils n'auront plus la vieille dame au foulard cramoisi pour leur demander : « *Quelle heure est-il ?* »

JOCELYN LAGARRIGUE.

● Attention, danger ! L'ersatz britannique de vin, dont John Harris a donné la recette le 10 avril 1983 (« Courage, Timothée »), est fabriqué avec de l'acide citrique et non de l'acide nitrique...

VOUS ET MOI

La baston

A ma droite, un rasoir. A ma gauche, une matraque en latex noir. Au rasoir : Farid, dit Riton. A la matraque : Philippe, dit Philippe, il n'a pas d'autre nom connu.

A leurs pieds, un parterre de jeunes filles, elles ont peut-être vingt ans. Derrière, plusieurs rangées de garçons, ils sont peut-être quarante. Au-dessus, dans les balcons, les autochtones des immeubles jouxtant la rue. Eux, combien sont-ils ? Difficile à dire, les réverbères font contre-jour. On ne voit que des ombres mal dessinées dans les dormants des fenêtres ouvertes.

« Bicot ! Rebeu !...

– Va niquer ta mère !

– En... d'ta race !

– Nadin waldik, hattaiy !

– Va t'faire mettre !

– En... tes morts... ! »

Et ainsi de suite.

– A l'école d'éducateurs, on m'a enseigné le savoir académique, le savoir-faire, le savoir-dire, et un tas d'autres savoirs dont je ne me souviens plus. Mais on ne m'a pas appris « la baston » : ça, je l'ai potassé tout seul.

Pour qu'une baston réussisse, il faut des choses :

a) Des hommes : nous les avons ;

b) Des spectateurs (très importants les spectateurs) : nous les avons également ;

c) Un prétexte, n'importe lequel, le problème n'est pas là.

Aujourd'hui, nous en sommes à la *check list*des vilains mots : voyons la suite.

« Salaud ! Dégueulasse ! Il a bastonné mon petit frère.

– Ouais, t'oublies de dire, macaque, que ton petit frère a dit à Franck que ma mère était une pute.

– C'est pas vrai, il l'a pas dit, t'es un menteur !

– Menteur, moi ? Tu t'dégonfles, oui...

– J'me dégonfle ! J'me dégonfle ! Tu vas voir si je me dégonfle !. »

Les filles :

« Quelle embrouille ! Ça va mal finir. »

Les garçons :

« C'est bidon. »

Les balcons :

« C'est ça, battez-vous, ça en fera deux de moins. »

Nez à nez, yeux dans yeux, ça se jauge, ça se toise. Que dis-je, ça profère, ça éructe, ça agonit. C'est à celui qui sortira la meilleure grimace, la vomissure la plus inepte.

Voilà, les vilains mots, les prétextes, sont lâchés, le public marche, rien ne manque. Mais ne nous y trompons pas, dans cette affaire-là, c'est comme les combats de chats, l'essentiel est d'intimider, de paraître, et surtout, surtout, de ne pas décevoir ; y'a du monde, l'honneur c'est quelque chose.

« Retenez-moi, retenez-moi, sinon j' fais un malheur. Je vais m'le décalquer par terre, vous allez voir.

– Viens, j'te dis, approche. Des mots, toujours des mots, t'es bon qu'à ça. Viens, si t'es un homme ! »

Les filles :

« Mais y sont dingues, ils vont s'tuer. »

Les garçons :

« Ils sont cons. »

Les balcons :

« C'est ça, vermine, allez-y, allez... »

Passons à présent aux figures imposées.

Ils ont reculé d'un pas et font de grands gestes compliqués... C'est très impressionnant !

Puis, tour à tour, ils se poussent de leur main libre.

C'est Riton qui commence. Vlan ! Philippe vacille ; vlan ! au tour de Riton ; vlan ! Philippe. A chaque coup de boutoir, l'adversaire est un peu plus déséquilibré.

Ensuite, on passe à autre chose, et c'est Philippe, cette fois, qui entreprend. Il empoigne par la chemise Riton, lequel l'imite dans l'instant, chacun ayant grand soin d'écarter son arme pour ne pas blesser l'autre.

« J'te tiens... hein, salaud !

– Non, c'est moi... »

Les filles :

« On l'avait dit... ça va mal finir... faut faire quelque chose. »

Les garçons :

« Ils sont vraiment cons ! »

Les balcons :

« Arrêtez-les, ils vont s'tuer, appelez la police. »

Cette fois, ça y est, les acteurs, les spectateurs, sont impressionnés. La tension est à son comble.

La tête un peu penchée sur le côté, ils sont là, défaits et débraillés, accrochés l'un à l'autre, à attendre. On dirait qu'ils ne savent plus que faire. Autour d'eux, le silence s'est maintenant installé. Un silence de cathédrale ; les filles, les garçons, les balcons, personne ne dit mot.

Affleurent encore quelques velléités belliqueuses. Riton pousse Philippe, Philippe pousse Riton.

Ça fait quelques pas d'une curieuse danse, d'un curieux couple. Et puis le temps passe, rien ne se produit. Ça dure, ça n'en finit pas.

De longues minutes, et toujours rien.

Tout à coup, on a le sentiment qu'ils récupèrent. Ou plutôt non, bien que le jarret soit ferme, la prise de mains sans trémolos, on dirait qu'ils sont fatigués, comme las.

J'en ai connu qui sont restés plus de cinq minutes comme cela : immobiles, le souffle bruyant, culs par-dessus têtes, entrelacés, fallait voir. Un truc à filer des sueurs froides au Kamasoutra lui-même.

Bref, que va-t-il se passer ?

Eh bien ! à ce stade, il ne se passera fatalement plus rien. Les spectateurs ont eu leur frisson, les acteurs ont prouvé qu'ils étaient courageux. Tout le monde y a trouvé son compte.

Reste plus qu'à aider, honneur oblige, les deux guerriers à se désaccoupler.

Pour que l'opération puisse s'effectuer dans les meilleures conditions, il est recommandé d'avoir sous la main une tierce personne qui, par ses propos et ses agissements, provoquera la cessation du combat. Un passant, un spectateur, voire exceptionnellement la police, feront l'affaire. Ce jour-là ce fut moi.

La tâche était facile, l'un d'eux sortait de prison. Je lui dis que s'il se faisait prendre avec une arme blanche, il pouvait enlever sa cravate et ses lacets : il était bon.

Après dix bonnes minutes de pourparlers, uniquement pour la forme, l'incident était clos.

Finalement, les bagarres sont des choses d'une grande banalité. Elles ont pour origine mille causes : manière de déterminer la hiérarchie entre adolescents, rituel d'intégration dans une bande, etc.

Le plus souvent, elles se terminent sans dommages.

Cependant, parfois, quand les acteurs ne sont pas à la hauteur, la tension monte, le sang-froid se perd, le faux mouvement survient, et là c'est... l'accident !

SERGE POIGNANT,
service du docteur Racine, 13e Intersecteur.

La simulation bat la réalité

(Suite de la première page.)

Réanimer un blessé ou un malade, c'est pouvoir accomplir des gestes clairement définis. Le problème est beaucoup plus compliqué lorsqu'on veut que la machine transmette une compétence difficile à mesurer avec précision. Par exemple si l'on veut simuler un diagnostic médical pour former de bons médecins. Or qu'est-ce qu'un *« bon »* médecin ? Évidemment pas celui qui récite par cœur ses bouquins, mais celui qui est capable, grâce à son expérience et à son intuition, de discerner dans le faisceau parfois contradictoire des symptômes ceux qui sont vraiment pertinents.

Le « système expert » et ses règles

Une simulation de diagnostic met donc en scène au moins trois personnages : l'étudiant en chair et en os, le malade (le plus « simple » à simuler puisqu'il suffit de faire passer son dossier, réel ou fictif, dans la machine pour le consulter ensuite) et surtout ce que dans le jargon des spécialistes de l'intelligence artificielle on appelle un *« système expert »* : une machine où seraient emmagasinées l'ensemble des compétences cliniques acquises par un bon médecin, exprimées sous forme de *« règles »* (par exemple *« une fièvre inexpliquée doit faire penser au paludisme »*). Et des règles de ce genre, il y en a des milliers. Une fois qu'elles seront stockées dans la mémoire de l'ordinateur, il restera encore à simuler la comparaison entre la décision prise par l'étudiant et celle du système expert.

Dans ce domaine, on en est aux balbutiements. Le système MYCIN créé à l'université Stanford en Californie se prononce seulement sur une partie des maladies infectieuses, et il a fallu quinze ans pour mettre en œuvre un programme de diagnostic des anémies. *« La simulation représente l'avenir de l'enseignement médical*, affirme le docteur Jean-Claude Pagès, professeur de biophysique, qui travaille aujourd'hui au département éducation d'I.B.M.-France, *car elle permet de « mettre en situation » la compétence. Mais c'est très difficile et cela coûte très cher. »*

Deux avantages cependant pour les partisans de la simulation : libérés d'une partie des tâches d'enseignement, les professeurs pourraient se consacrer davantage à la recherche ; surtout, la simulation donne le *« droit à l'erreur »*. L'étudiant peut *« tuer »* son malade en toute quiétude et étudier jusqu'au bout les implications d'un diagnostic ou d'un traitement erronés. *« Si l'on avait dépensé autant d'argent pour former les médecins qu'on en a dépensé pour former de bons pilotes d'avion*, déclare Jean-Claude Pagès, *on verrait moins de médecins traînés devant les tribunaux. »*

Depuis les années 60, en effet, les pilotes d'avions militaires et civils font leur apprentissage — et suivent leurs recyclages obligatoires — sur des simulateurs de vol. Ils sont aujourd'hui tellement perfectionnés que l'on envisage dans un avenir proche une formation à *« zero flight time »* — à 100 % sur simulateurs. A Toulouse, l'entreprise Aéroformation a accueilli depuis douze ans près de quinze mille stagiaires venus du monde entier. De jour comme de nuit : le simulateur de l'Airbus-300, un monstre rutilant fabriqué par Thomson-C.S.F., *« tourne »* vingt et une heures sur vingt-quatre.

En temps réel

De toute façon, dès qu'on pénètre à l'intérieur de la cabine — reproduction parfaite d'une cabine de pilotage avec un panneau supplémentaire pour les instructeurs, — c'est la nuit magique et électronique, ponctuée seulement par la lueur des cadrans de contrôle. Devant nous, le ciel et la terre nocturnes, exactement tels qu'on devrait les voir du poste de pilotage (4), grâce à des calculatrices qui tricotent vaillamment vingt-cinq images à la seconde et peuvent donc suivre *« en temps réel »* les impulsions données au manche à balai (5).

On retrouve la même perfection dans la simulation des mouvements de la cabine, montée sur des vérins hydrauliques manœuvrés par l'ordinateur qui


TUDOR BANUS

répercute les *« ordres »* donnés par le pilote. Bruits, accélérations, contact plus ou moins brutal avec le sol lors de l'atterrissage, résistance accrue des commandes lorsque l'avion roule sur la piste. *« Ce sont vraiment les mêmes sensations que dans la réalité »*, assure l'un des instructeurs, un ancien pilote.

Mais le principal intérêt des simulateurs, c'est qu'on peut y éprouver un maximum de sensations fortes. Une grande part du travail des instructeurs consiste à concocter un cocktail de *« pépins »* en tous genres qu'ils injectent sournoisement dans le programme de vol. Brouillard à couper au couteau, piste verglacée, vents tournants, pannes de moteurs et incendies : un vrai film-catastrophe, auquel les stagiaires doivent réagir avec un sang-froid imperturbable ! *Et si une erreur a été commise*, on peut rejouer la scène pour mieux l'analyser en laissant la machine refaire toute seule les manœuvres qu'elle a soigneusement enregistrées dans sa mémoire.

Autre avantage, vous pouvez décoller et atterrir vingt fois de suite sans consommer une goutte de carburant : malgré le coût élevé de l'appareil — 3 milliards de centimes pour un simulateur d'Airbus, — une heure de simulateur revient en moyenne dix fois moins cher qu'une heure de vol.

Economie et sécurité

Economie et sécurité sont les deux mamelles de l'industrie de la simulation. *« Cette forme d'apprentissage va connaître une grande extension*, annonce Michel Dachery, l'un des responsables de la division simulateurs de Thomson-C.S.F. *Nous construisons des simulateurs de centrales nucléaires et thermiques, nous en préparons pour les usines pétrochimiques destinées à être vendues à l'étranger, ainsi que pour les centres de transmission, afin d'apprendre à gérer le trafic de l'information comme c'est déjà le cas avec le simulateur du système RITA, le réseau de communications interarmes de l'armée française. »*

En fait, tous les systèmes dont il est gênant, coûteux ou dangereux de perturber le fonctionnement sont un terrain potentiel pour la simulation. Dans beaucoup de domaines industriels, l'apprentissage du travail avec les machines à commande numérique se fait sur des simulateurs où les pièces — fictives — à usiner sont indiquées par des marquages lumineux, afin de ne pas endommager un matériel onéreux. *« De plus en plus*, ajoute Michel Dachery, *la machine s'interposera entre l'homme et le processus réel. Mais en cas de panne complexe — 10 % des cas, — l'homme devra être préparé à prendre le relais. Paradoxalement, c'est la simulation qui rétablit le contact avec une réalité que d'habitude la machine contrôle. Un peu comme si vous appreniez à conduire pour prendre le volant seulement au moment où une voiture folle arrive sur vous ! »*

De quoi réfléchir aux économies réalisables si les automobilistes apprenaient à conduire sur des simulateurs capables de reproduire les calamités auxquelles on doit un jour ou l'autre faire face : une plaque de verglas ou un chauffard qui brûle un stop. Mais qui financerait de tels invertissements ?

Qui, en revanche, est assez riche pour s'offrir les machines les plus sophistiquées, et consacre la majeure partie de ses activités à la simulation ? Les militaires, champions incontestés du genre.

Depuis longtemps, puisqu'au dix-neuvième siècle l'armée prussienne avait pris plusieurs longueurs d'avance à ses concurrentes en entraînant ses officiers au *« Kriegspiel »* — jeu de guerre sur des cartes où des pions de couleurs différentes figuraient les armées en présence. *« Rouges »* et *« Bleus »* s'affrontent de nos jours sur terrain réel lors des grandes manœuvres organisées par l'état-major. *« Mais de telles manœuvres coûtent cher*, souligne le colonel David, de l'Ecole de guerre, *et nous disposons de terrains trop limités pour les tirs à longue portée » (6)*. Soupir, regard d'envie lancé aux Américains et surtout aux Soviétiques *« qui n'ont pas ces problèmes »*.

En ces temps de restrictions budgétaires, le ministère de la défense recommande chaudement la simulation. L'expérience a montré que les jeunes recrues s'initiant à tirer au canon de 105 fermaient instinctivement les yeux par crainte du choc de recul, et gaspillaient ainsi de coûteuses munitions (7). Ils acquièrent maintenant les bons réflexes sur simulateur avant d'être envoyés sur le champ de tir. Comme les pilotes de char apprennent à guider leurs blindés sur les routes sinueuses d'une maquette au 1/300e, dans un simulateur presque aussi perfectionné que ceux des avions.

On peut aussi expérimenter des situations impossibles à réaliser en temps de paix. Les Américains simulent le flash lumineux et l'onde de choc d'une déflagration nucléaire pour y habituer leurs troupes, et les pilotes de Mirage viennent s'entraîner, dans d'étranges sphères de 8 mètres de diamètre, au combat aérien contre un autre avion. Ils ont vraiment l'illusion d'être en plein ciel, voient le sol quadrillé par les cultures pivoter vertigineusement à chaque looping, et leur adversaire leur filer sous le nez à 1.800 km/h.

Dans les bâtiments austères et très protégés du Celar (Centre électronique de l'armement), près de Rennes, on prépare, en même temps que l'hélicoptère *« d'appui et de protection »* de la fin du siècle, un simulateur de combat aérien à deux contre un, dont seuls les Américains disposent à l'heure actuelle : l'U.S. Air Force dépense chaque année 300 millions de dollars (plus de 2,1 milliards de francs) pour la simulation, si les Français sont les grands spécialistes des simulateurs de blindés.

Mieux encore, la simulation tactique, substitut au conflit. *« Trois fois par an, au niveau de la division*, explique le colonel Ledoux, *on enferme pendant quarante-huit heures dans une salle une quinzaine d'officiers en leur posant un problème tactique.* — « L'ennemi vient dans telle direction, comment engagez-vous votre corps d'armée ? » — *et l'ordinateur mesure en temps réel l'impact de leurs décisions. Ils apprennent à donner des ordres, à prévoir, organiser, et aussi à choisir au moindre coût le type d'armement. »*

Les Américains, qui possèdent une panoplie de plus de quatre cents *war-games* (jeux de guerre), dont certains simulent de façon extrêmement réaliste le champ de bataille, avec tentes, filets de camouflage, téléphones de campagne et bruits de combat, sont convaincus depuis longtemps de leur efficacité : ils favorisent l'analyse du terrain, la cohésion du commandement et l'adaptation rapide à des situations nouvelles. A condition bien sûr d'avoir les bonnes données...

Il n'y a pas que dans l'armée qu'on veut fabriquer de bons *« décideurs »*. Les techniques de simulation informatisée et la dynamique de groupe ont fait une percée spectaculaire dans l'apprentissage de la gestion économique et sociale. Venus des Etats-Unis il y a vingt ans, les *jeux d'entreprise* font maintenant partie de la formation indispensable des futurs cadres dirigeants *(voir encadré ci-contre)*.

Les émotions de l'adversaire

Mais le patronat multiplie aussi les stages de recyclage à l'intention des chefs d'entreprise confrontés, depuis mai 68 et surtout depuis mai 81, à l'*« institutionnalisation »* des syndicats. *« Les jeux de rôle » pratiqués dans mes stages*, explique l'un des principaux animateurs de ces sessions, Stanislas de Gozdawa (8), *diffèrent des simples sketches utilisés dans la formation des vendeurs pour les préparer à répondre à tous les types de clients. Lors des simulations de conflits sociaux, où chaque participant devra éprouver au moins une fois les émotions de l'adversaire, on quitte le terrain du savoir-faire pour celui du savoir-être. J'ai été frappé par l'aptitude des dirigeants à « libérer » le syndicaliste qui est en eux. Ils disent spontanément :* « Nous, à la C.G.T. » ou « Nous, à la C.F.D.T. ». *J'ai même vu un P.-D.G. devenu un « militant gauchiste » enlever de sa boutonnière sa rosette de la Légion d'honneur ! »*.

L'un des moments forts du jeu consiste à mettre dans une salle un *« comité de grève »*, et dans un autre un *« comité de direction »*, le tout enregistré en vidéo. *« On leur donne les mêmes informations, et ils doivent prendre des décisions. On s'aperçoit que le temps n'a pas la même durée psychologique : pour les patrons, c'est celui du calcul, alors que pour les syndicalistes, c'est celui de la passion. »*

Tout prévoir, jusqu'à l'enthousiasme de l'autre camp. Ce n'est pas par hasard si la simulation a dès les origines partie liée avec le jeu et la guerre : elle est sans doute le mode d'apprentissage le mieux adapté aux besoins d'un monde dans lequel il faut se montrer sans cesse plus compétitif, plus armé, plus informé. Un monde désenchanté où, selon Jean Baudrillard (9), *« à toutes les situations vécues, authentiques, se substituent des modèles, dans une espèce de leucémie du réel »*, mais où triomphe la magie de la technologie. ■

JOËLLE STOLZ.

(4) L'ordinateur a en mémoire la configuration exacte des cinquante principaux aéroports du monde.

(5) Les systèmes générateurs d'images diurnes en temps réel sont réservés à l'aviation militaire.

(6) Par exemple, les obus-flèches qui seront tirés par les tanks ont une portée de 60 km.

(7) On paie environ 200.000 F un simulateur de tir antichars, mais un missile Milan coûte entre 15.000 F et 20.000 F pièce.

(8) Auteur de *Psychoscopie des relations syndicales*, Chotard et associés éditeurs, 1981.

(9) Auteur notamment de *Simulacres et simulation*, Editions Galilée, 1981.

« Grandes manœuvres à H.E.C. »

« Deutschland : avis de l'État, l'empire est restauré à la demande générale du peuple allemand », *« Grande-Bretagne : l'état de siège est levé »*...

Des affiches rédigées à la hâte ornent encore les murs de cette salle où ronronnent doucement les consoles d'ordinateur, repues d'avoir ingurgité trop de chiffres. Dans le couloir, un communiqué des *« Brigades mauves à pois verts »* menaçant d'exercer les pires représailles : vestiges dérisoires des événements qui ont agité H.E.C., comme chaque année. Afin de faire leur stage de fin d'études en entreprise, les trois cents étudiants de troisième année participent pendant quinze jours, avec un sérieux qui n'exclut pas le délire, au jeu de simulation SIMA.

« Un jeu unique au monde, souligne M. Crermadez, responsable de l'enseignement de politique générale. *A New-York, l'université est dans la ville : leur jeu s'étend sur un trimestre et prévoit des contacts directs avec de vraies entreprises. »* Dans l'univers excentré de Jouy-en-Josas, au contraire, se recrée un microcosme du monde économique, politique et social. Les étudiants se répartissent en six pays (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne) dotés chacun de sept entreprises, d'une banque, d'un État, d'une bourse et d'un syndicat.

Après une courte période de rodage *« frontières fermées »*, les choses sérieuses commencent avec l'ouverture à l'exportation. On peut alors créer des sociétés de services — transports, publicité, conseil, presse — et des consortiums pour investir dans les pays en voie de développement. Tous les coups, ou presque, sont permis : espionnage industriel, pots-de-vin pour décrocher des contrats, *« magouilles »* en tout genre. *« A condition que cela ne se voie pas »*, précise l'un des enseignants, présents toute la journée sur le champ de bataille pour animer les équipes et contrôler la mise sur ordinateur des données apparues au cours du jeu. *« Cela permet d'établir quotidiennement les courbes comparées des taux d'inflation, des prix industriels et des salaires. Mais l'informatique n'est qu'un support, l'essentiel, c'est la capacité des étudiants à s'organiser et à négocier »*.

« J'ai vraiment connu le stress du chef d'entreprise qui doit obtenir un prêt d'un banquier ! » affirme l'un d'eux, devenu *« patron espagnol »*, tandis qu'un animateur de la Bourse note avec amusement : *« Bien sûr, on prend chaque jour en accéléré des décisions qui demanderaient normalement trois mois. Mais on se fait une idée de l'impact de la décision, même s'il n'est pas réaliste. »*

Dans ce psychodrame parfois tumultueux, chacun s'est sagement conformé à son stéréotype : les Suisses se sont avérés prudents, les Allemands nostalgiques du Reich, les Français trop timorés et les Japonais agressifs commercialement. Cette année, en effet, les enseignants ont décidé de *« corser »* le jeu en y introduisant *« le Japon »*, un groupe de cadres en stage de formation dans un autre bâtiment. *« On a retrouvé à leur égard*, remarquent les enseignants de H.E.C., *les réactions typiques du milieu d'affaires français envers le Japon : « C'est trop loin »* — à 300 mètres ! — ou *« C'est trop difficile. »* Opération réussie : le modèle était bien conforme à la réalité. A moins que ce ne soit l'inverse.

Les fous du vent

Une planche à voile qui coule si le vent est insuffisant : pour les fanatiques, plus le temps est pourri, plus le plaisir est fort...

UNE semaine à vous coller le bourdon : front occlus sur la Bretagne, coup de vent de sud-ouest, pluie horizontale, grain de nord-ouest, grêle, retour au sud-ouest, plus un vêtement de sec ! Les pêcheurs malmènent les flippers dans les bistrots du port, les plaisanciers s'organisent des soirées-diapos, les pilotes d'ailes Delta bricolent à la maison. Seul, Alain Rioualłec a le sourire aux lèvres. Samedi matin, dans un atelier glacial attenant aux locaux d'un grand professionnel du meuble de la région brestoise, il finit de « shaper » une planche, c'est-à-dire dégager la forme de ce qui, après trente heures de travail ingrat, s'appellera une *fun-board*, avec un F comme Fabuleux Frisson...

La *fun-board* est une planche de surf, petite (2,50 m), légère, sur laquelle on fixe un gréement de planche à voile. La différence ? Des possibilités très supérieures en vitesse et en évolution. Quand on monte dessus... elle coule ! Le planchiste doit se faire porter par la voile pour sortir de l'eau, ce qui impose de naviguer par un vent de force supérieure à 4 (plus de 25 km/heure). *« Avant de découvrir ça, je faisais de la planche comme tout le monde,* raconte Alain. *Pour ne pas m'ennuyer, je faisais des régates. Mais, en régate, on ne gagne pas toujours, et, quand on est derrière, on s'énerve ! En* fun-board, *on s'amuse trop pour perdre son temps en compétitions. On se retrouve avec les copains les week-ends, en rade de Brest ou sur la côte nord suivant que le vent est au sud ou au nord. On était une dizaine l'an dernier, le nombre a triplé, le phénomène se répand comme la marée noire. »* Plus la journée est pourrie, plus il fait froid, plus le « funny-planchiste » est ravi.

Ce samedi après-midi, un air polaire envahit l'Armorique. Atmosphère de cristal, vent de nord-ouest force 5, la mer moutonne, les vagues rebondissent à 5 mètres de haut contre les rochers. Une poignée de mordus se retrouvent dans la baie de Kerlouan. *« Tu prends quoi, toi ? Une 4,6 ? Moi, je mets ma 4, ça va piauler. »* Il s'agit de mètres carrés de voile. La tendance n'est pas à la surenchère car la météo annonce un fraîchissement. Combinaisons intégrales de 5 millimètres d'épaisseur *(« de toute façon, tu auras froid »)*. Pieds et mains nus *(« dans les vagues, ça remue tellement qu'il vaut mieux être en prise directe »)*. Le plus dur, paraît-il, est d'arriver à surmonter la première onglée ; après, *« ça va tout seul »*.

Le premier se jette à l'eau. La voile l'arrache, la planche se cabre sur la houle, retombe, s'enfonce, bouillon... L'homme émerge, repart au vent travers, s'appuie sur une déferlante pour gagner de la vitesse. La *fun-board* ayant un aileron à l'arrière, mais pas de dérive, remonter au vent est donc bien plus laborieux qu'avec une planche classique ou un dériveur. Le rendement maximum est obtenu par « grand largue » (vent de trois quarts arrière). C'est ainsi que le Havrais Pascal Maka a établi le record de vitesse de la discipline, 27,84 nœuds, à Weymouth, en Angleterre, en septembre 1982, par un vent de 30 nœuds. Dans ces conditions, la *fun-board* est le voilier le plus rapide, car opposant le moins de traînée au mouvement dans l'eau.

Une technique irréprochable et une bonne résistance physique

Sans dérive, le planchiste doit aussi se servir de la voile pour se diriger. Pour faire demi-tour, il n'est pas question, comme avec une planche classique, de tourner autour du mât : quand la voile ne tire plus, l'embarcation coule... Il faut « empaner », c'est-à-dire passer vent arrière, laisser pivoter la voile tout en inversant les pieds. Un bon « empanage » permet de virer dans un mouchoir de poche, un empanage médiocre... de boire la tasse à pleine vitesse. Les trépidations sont telles qu'il faut mettre ses pieds dans des arceaux.

Au bout d'une heure, deux glaçons aux lèvres bleuies sautent sur place pour se réchauffer. Dix autres silhouettes continuent leurs aller et retour dans la baie. Quand la mer sera haute, ils se retrouveront coincés au fond de l'estuaire, incapables de remonter le vent et le courant jusqu'à leur point de départ. Ils termineront leur journée par une petite course à pied jusqu'aux voitures...

« Bien sûr, la fun-board *est plus dangereuse qu'une planche à voile ordinaire ;* avertit Alain Rioualłec. *Il faut une technique irréprochable et une bonne résistance physique. En septembre dernier, on a retrouvé sur la côte anglaise, mort, un type qui était parti du nord de la Bretagne par fort vent de terre. Il a dû perdre son gréement, ou tout simplement se noyer d'épuisement. Mais, quand on y a goûté, on ne peut plus revenir aux modèles classiques. J'ai monté mon atelier de construction il y a un an. Quand je ne fabrique pas de planches, je fais de la planche, ... sinon je dors !*

Chaque planche est conçue sur mesure, suivant le gabarit, le niveau du client et ses préférences : vitesse ou évolution. Il en coûte 4 000 à 5 000 F (sans le gréement). Le prix, ôtés les 1 800 F de matières premières et les charges, laisse à Alain de quoi subsister, en construisant une unité par semaine.

De petites manufactures se créent ainsi un peu partout sur les côtes françaises : les industriels fabriquent des planches « polyvalentes » visant à satisfaire à la fois les adeptes de la planche à voile classique et la nouvelle génération, mais les 2 000 à 3 000 « purs et durs » de la *funboard* représentent un marché trop petit, et la fabrication de ces planches demeure l'apanage d'artisans. La technologie est devenue classique : ossature en mousse de polyester, stratification en fibre de verre, revêtement en résine. Mais les dessins, on va encore les chercher outre-Atlantique. La *fun-board* vient d'Hawaii : elle a été imaginée par les surfeurs pour éviter d'avoir à pagayer pour regagner le large. Bien vite, ils ont réalisé les possibilités supplémentaires de *fun* offertes par la machine. Tandis que la planche à voile « à l'européenne » ne s'est pas encore imposée au pays de l'oncle Sam, Californiens et Hawaïens s'amusent à voler de vague en vague à bord de leur planche ailée.

Chez nous, on n'en est pas encore là, et les creux de plus de 2 mètres font peur aux adeptes du *fun-board*. Dans le concert des lamentations chroniques sur les rigueurs atmosphériques, ils sont cependant les seuls à accueillir avec joie l'annonce des tempêtes. D'autres sportifs (alpinistes, pratiquants de l'aile Delta ou du kayak) rêvent de dominer une nature hostile. Mais, quand l'aiguille de l'anémomètre passe dans le rouge, on ne voit plus grand-monde dehors, sauf ces silhouettes aux combinaisons criardes, chevauchant leurs petites planches sur la mer (1).

HUBERT AUPETIT.

(1) La deuxième partie du championnat du monde de *fun-board* doit avoir lieu du 25 au 30 avril à La Torche, en Bretagne : la première a eu lieu en février aux Canaries, mais sur douze épreuves une seule a compté, le vent étant insuffisant les autres jours.

Le trésor caché des cimes de pin

Huiles pour cosmétiques ou pharmacie, aliment pour les animaux, combustible : dans les Landes, un groupe de jeunes diplômés constituent une petite entreprise pour exploiter les résidus négligés des arbres.

ILS ont bien ri, les gens de la haute lande, quand ils ont vu ces jeunes fous se mettre à récolter l'aiguille de pin. Pourquoi pas les balayures de la ménagère, pendant qu'ils y étaient ? Dans cette région pauvre et dépeuplée, les attitudes ancestrales restent fortes : les cimes de pince qui reste à encombrer le terrain quand, d'un double coup de tronçonneuse, on a récupéré les troncs, — ce n'est ni plus ni moins qu'un déchet.

Ils auraient pourtant bien pu faire autre chose de plus sérieux, ces jeunes largement pourvus en diplômes, par exemple ces deux fils du garagiste de Labrit, tous deux sortis de Centrale. Mais ils voulaient à tout prix rester au pays. Plutôt que de « s'expatrier », Dominique, l'aîné, était même revenu faire le « mécano » au garage paternel. Pendant cinq ans...

Le projet a commencé à s'esquisser quand des rencontres pour la discussion d'un contrat de pays (1), voilà quatre ans, ont permis à quelques-uns de découvrir des préoccupations communes : faire revivre le pays, et pas à partir du tourisme et du béton, mais à partir de ses ressources naturelles, le pin par exemple. Ils sont allés au Québec, voir un peu ce que les hommes de là-bas avaient su faire de leurs arbres.

Au retour, ils avaient leur idée : étudier si les aiguilles des pins maritimes des Landes contenaient, comme celles des pins sylvestres et des sapins du Canada, des huiles essentielles que, faute d'en produire, la France importe pour les parfums, les cosmétiques, les détergents et les produits pharmaceutiques.

Ils créent alors — c'est en 1979 — une Association d'études pour la valorisation des cimes de pin. Ils sont huit : ingénieurs scientifiques (Centrale, Mines), ingénieur agronome, technicien de gestion forestière, juriste, animateur de groupe... Tout ce dont ils disposent comme temps et comme argent va passer dans la mise au point d'une machine capable de distiller une dizaine de kilos d'aiguilles de pin et dans l'extraction des premières huiles. Des contacts sont pris avec des laboratoires et des clients potentiels : pas de doute, il y a là un produit intéressant.

Pour aller plus loin, l'équipe obtient une aide du ministère du travail, sur les fonds de la « ligne expérimentale » (2), plus une subvention pour création d'un « emploi d'utilité collective » (3) : Dominique peut ainsi se consacrer aux recherches qui rendront possible le passage au stade industriel.

Sonnant avec acharnement à toutes les portes, ils rassemblent l'argent nécessaire aux premiers investissements. De grosses sociétés, intéressées, leur proposent de participer au capital. *« La facilité aurait été de se laisser bouffer »*, commentent-ils. Tenant à leur indépendance, ils ont refusé ces participations. Mais ils ont accepté des prêts, d'Elf-Aquitaine par exemple. Pourront-ils rester indépendants ? *« Je ne vois pas quel intérêt ils auraient à nous absorber. Ils n'arriveraient pas à des coûts de production comparables aux nôtres, leurs structures sont trop lourdes. »* Dominique montre le bâtiment neuf qui s'élève en plein bois, à quelques kilomètres de Labrit : *« Vous avez vu les bureaux, les toilettes ? Parquets, lambris, carrelages, c'est nous qui avons tout fait, week-end après week-end. »*

Il n'y a pas d'absentéisme

Ils sont aujourd'hui quinze, parmi les plus qualifiés de la région, à assumer ensemble le présent et l'avenir de la S.A.R.L. Biolandes, au capital de 500 000 F, constitué de quinze apports égaux. Deux fois par mois, ils se réunissent pour les décisions importantes, et *« il n'y a pas d'absentéisme »*. Mais n'y travaillent, pour le moment, que Dominique et Philippe, technicien agricole, spécialiste du compost. Un premier alambic fonctionne depuis quelques mois, un deuxième vient d'être installé.

Il y aura bientôt vingt salariés. S'agira-t-il d'une entreprise classique et d'un salariat non moins classique ? *« Nous avons des idées à ce sujet. Mais nous démarrons à peine; et nous ne savons pas si nous arriverons à les mettre en pratique. Le principe serait que tout le monde soit intéressé à l'affaire... »*

Leur projet ne s'enferme pas dans les murs de l'usine. C'est un projet social autant qu'industriel.

Engagé à gauche, Dominique trouve normal d'avoir dans l'équipe de Biolandes des hommes d'opinion différente, dans la mesure où tout le monde partage la même vision d'un « pays » ressuscité par le vouloir-vivre commun des jeunes. (*« On n'embauche que des jeunes,* dit-il. *A trente et un ans, je crois bien que je suis le plus vieux. »*)

Soucieux de ne pas donner le pouvoir au capital, mais pas gênés de manier de l'argent, ils sont à la fois à l'étroit dans les catégories politiques classiques et très politisés au sens radical du terme. Ils travaillent à l'échelle locale. Ceux qui ne sont pas pris entièrement à Biolandes se retrouvent dans les chambres de métiers et de commerce, dans la gestion du parc régional et celle du massif forestier, dans le lancement récent de petits élevages de truites éparpillés à travers la haute lande.

Les cimes de pin sont pour eux une richesse exploitable sans porter atteinte au paysage landais, à la vie landaise, dans tout le département et sur place, dans la senteur familière de la forêt. Un véritable trésor : *« Quand nous produirons les 50 tonnes d'huiles essentielles qui constituent notre objectif actuel, nous utiliserons à peine 10 % des déchets disponibles dans un rayon de 20 kilomètres. »*

Ces huiles pourraient en outre avoir un usage médical, puisque la faculté de pharmacie de Montpellier en étudie les effets antibactériens. Et elles ne sont pas la seule production de Biolandes. Une fois les aiguilles broyées et la distillation faite, le résidu est mis à fermenter pour former un compost. Celui-ci a été expérimenté avec succès par l'Institut technique interprofessionnel de Chambourcy et le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes de Langon. Des expériences ont également été faites sur place à partir de mélanges variés de « biolandes », de tourbe brune des Landes et d'argile locale : *« Ça pousse aussi bien qu'avec 100 % de tourbe importée »*, affirme Philippe.

D'autre part, si l'on réduit en poudre les résidus de distillation, on peut en faire... un aliment pour les animaux. A Theix, près de Clermont-Ferrand, le Centre de l'Institut national de la recherche agronomique a conclu à la digestibilité de cette farine et poursuit ses études sur plusieurs centaines de lapins et de moutons.

Reste le bois des cimes de pin. Pour récupérer les aiguilles, il faut le découper. Voilà donc un matériau presque prêt à utiliser. *« C'est notre trésor de guerre. »* A utiliser un peu plus tard. Pour faire du charbon de bois ou des sacs de bûchettes. Quand ils seront un peu moins débordés de travail...

Ah ! j'oubliais : il y a aussi la sciure ; elle alimente la chaudière de distillation (4). ■

MARIE-CLAUDE BETBEDER.

(1) Contrat de pays : procédure destinée à redonner vie aux zones rurales les plus atteintes dans leur économie et leur démographie, en développant la concertation locale, en soutenant les initiatives par un apport financier de l'Etat, de la région, du département, et en *« substituant la logique du contrat à celle de la subvention »*.

(2) Fonds spécial destiné à soutenir le démarrage d'expériences techniquement novatrices.

(3) *Le Monde dimanche* du 16 octobre 1982. Les emplois d'utilité collective ont précédé les emplois d'initiative locale.

(4) Biolandes, Le Sen, 40420 Labrit.

CROQUIS

A la manière de...

Gallus pratique une religion nouvelle : il est supporter de rugby à XV.

Il participe avec une assiduité scrupuleuse au grand rite dominical et rien ne saurait l'empêcher, l'heure venue, d'aller retrouver la foule de ses compagnons dans l'enceinte sacrée. Là, dans une chaleureuse bousculade, il défie le vent, la pluie, le gel et la canicule.

Un contradicteur obstiné peut le jeter dans une violente colère ; car enfin il sait, lui, de quoi il parle, lui qui connaît par cœur le nom et le surnom de tous les grands hommes du rugby ; lui qui possède, pieusement conservées dans certains coffrets, les reliques vénérables des plus glorieux martyrs de ce sport, dont un précieux lambeau d'étoffe taché de sang acquis au prix de combien de sacrifices !

Il sait que manquer une seule des quatre rencontres du « Tournoi » où joue l'équipe de son pays serait un péché mortel qui le ferait immédiatement excommunier pour haute trahison. Aussi se prépare-t-il longtemps à l'avance. Sa famille est prévenue et résignée : il est devenu susceptible, nerveux, angoissé ; sa conversation s'est réduite à quelques mots chargés de sens : essai, transformation, mêlée, vingt-deux, ouverture...

Quand le grand jour est arrivé, son exaltation mystique est à son comble : vous le voyez parcourir les rues en cortège, brandissant des banderoles et des insignes mystérieux et scandant les formules rituelles. Si la cérémonie est réussie, si « son » équipe a remporté la victoire, Gallus ne se contient plus ; il exulte, il court, il embrasse, il crie, il pleure, il est heureux, fier et généreux. Mais si la cérémonie a été maussade, si son équipe a eu le dessous, la haine et la révolte grondent dans son cœur, il accable d'injures le ciel et les arbitres ; on l'a trompé, volé, bafoué ; sa foi chancelle, son esprit se trouble ; l'atmosphère familiale sera lourde.

J.-L. CHARRIÈRE.

Son absence

Et puis elle rentrée — rentrée comme ça, avec tous ses sacs, comme si de rien n'était. Elle se tient souriante parmi les enfants, qui regardent tous la télévision. Ils n'ont pas l'air de trouver son retour extraordinaire. « Ah ! tu es là ? », dit l'un d'eux. Les autres ne lèvent même pas les yeux de l'écran.

Félix n'a pas réagi au bruit de la clef dans la porte. Il dormait. Six heures du soir. Il passe son temps à dormir...

Puis, encore assoupi dans un rêve, il entend sa voix. Sa voix ! Il se lève, il se précipite, le goût du sommeil toujours dans la bouche, vers le salon, où elle se tient. Il se jette, se jette sur elle, d'une façon terriblement révélatrice de l'amour intense qu'il éprouve pour elle. Son élan est si fort que, par maladresse, il heurte sur un meuble tout un éventail de fleurs séchées qu'autrefois elle avait soigneusement disposées là, bouquet par bouquet, souvenirs fragiles de vacances passées tous ensemble.

Quelques fleurs s'éparpillent sur la moquette, tant de petits soleils morts, qu'en plus, avec sa gaucherie, il piétine... des petits soleils jaunes, rouges, mauves : en miettes.

Elle, elle a l'air plutôt agacée. Ce manque de retenue... et puis ces fleurs. Et tous cela pour une absence de deux heures ! Le temps de faire une course. Mais, que voulez-vous, les chiens sont les chiens. Et elle se baisse pour lui caresser doucement le museau.

NAOMI MALAN.

Toits en tous sens

Charpentes en plastique, tuiles en cuivre ou en béton, toitures souples ou inversées, « parapluies » magnétiques : autant d'innovations possibles pour les maisons individuelles. Mais les règlements, les faibles moyens des artisans et les goûts de la clientèle freinent leur utilisation.

La maison individuelle a profondément changé : du gros œuvre aux finitions, techniques et matériaux nouveaux ont permis d'améliorer l'habitat tout en réduisant autant que possible les coûts de construction. Grâce à cette évolution, l'habitabilité, l'isolation thermique et phonique, l'éclairage, le chauffage central, hier encore perçus *comme luxe, sont devenus les éléments* normaux d'un confort quotidien.

Seule, ou presque, la toiture n'a pas changé mais ses éléments semblent être aujourd'hui l'objet de recherches nouvelles. Industriels, entrepreneurs et architectes s'intéressent à des procédés et à des matériaux nouveaux.

Du côté de la charpente, la planchette en bois a lentement supplanté la poutre en chêne de nos aïeux, et l'on s'oriente vers l'utilisation du métal et du béton. Déjà, l'ossature des maisons Phénix, entre autres, est en acier : une technique qui paraît intéresser nombre de constructeurs. Plus prometteuse encore — car moins chère — la charpente en béton précontraint est déjà utilisée par certains entrepreneurs du midi de la France. Dans les grands groupes industriels on croit beaucoup aussi à l'avènement du plastique : la charpente en P.V.C. (polychlorure de vinyle) armé allierait comme la tuile en métacrylate, souplesse d'utilisation, *légèreté et durée.*

D'autres matériaux de couverture ont vu le jour ; pêle-mêle, on peut citer le bardeau de bitume (d'origine américaine), la tuile en cuivre, l'ardoise en amiante-ciment (pudiquement nommé fibre-ciment), la tuile en béton... L'antique tuile de terre cuite elle-même, en perte de vitesse régulière sur le marché, se cherche une nouvelle jeunesse. On semble avoir surmonté les difficultés techniques qui contraignaient à utiliser des éléments de petite dimension. De *vingt-quatre tuiles au mètre carré on est* passé à une douzaine ; mieux encore, Guiraud Frères — spécialiste de la « brique hauteur d'étage », — commercialise depuis peu un modèle de tuile, la « Jumbo », économique en matière première et en temps de pose avec ses sept éléments au mètre carré.

Dès 1975, avènement véritable de l'isolation dans le bâtiment, à la suite du « choc pétrolier », les bureaux d'étude et de recherche ont essayé de la marier aux composants de toiture alors qu'auparavant l'isolant était posé après la construction du toit. Cette recherche entraîne une simplification des opérations : associer l'isolant à des éléments de charpente permet un gain de temps — et donc d'argent — à la pose. Les « caissons chevronnés » (bacs en bois recouverts de mousse isolante) et les « panneaux sandwichs » (bois-isolant-bois), évitant la pose des lattes, litons et pannes (baguettes ou tasseaux de bois sur lesquels on pose la couverture). Dans le même ordre d'idée sont apparus les « isolants *supports de couverture* » où les matériaux isolants servent aussi de support : deux produits concurrents sont commercialisés depuis 1981 par Strati-France et Elf-Isolation, deux filiales d'Elf-Aquitaine.

Tout en un

Les matériaux isolants eux-mêmes évoluent. Certes les fibres minérales (« laine de verre » et « laine de roche ») restent les plus employées, mais des produits dérivés du pétrole comme le polystyrène et, plus récemment, le polyuréthane, commencent à s'installer sur le marché. Si leur prix d'achat est plus élevé, leur côté pratique à poser les rend compétitifs. Dans l'avenir il faudra aussi compter sur les « nouveaux » isolants (parfois fort anciens) tirés des productions nationales : si l'usage de la paille ou des cartons et papiers recyclés n'est pas originale, celle de la plume de poulet ou des sels pour stockage de chaleur (1) l'est davantage.

« *Les axes de recherche ne manquent pas*, souligne Gérard Blachère, président de l'Institut de la construction industrialisée. *Comme dans le reste du bâtiment, il s'agit généralement de composés bon marché mais chers en frais de pose, ou de composés coûteux mais économiques à la mise en œuvre.* »

Cette deuxième option amène à repenser complètement la toiture. La fabrication en usine d'une toiture complète — que certains baptisent le « tout en un » — posée sur le chaînage de la maison en plusieurs éléments, voire un seul élément que l'on déplie, n'est pas du rêve. Plusieurs procédés préfigurent déjà peut-être la couverture de maison individuelle de demain : un toit préfabriqué posé en une heure avec une grue.

Avec les progrès réalisés dans l'étanchéité, la toiture-terrasse (accessible ou non) pour maison individuelle, sur le modèle américain, peut sans doute se répandre en France, alors qu'aujourd'hui elle représente seulement 3 % du marché. Certains vont plus loin dans le renouvellement de l'architecture et proposent la « toiture à pentes inversées », les pentes descendent non vers l'extérieur, mais vers une rigole centrale dans l'axe de la maison. Mise à part l'innovation esthétique — majeure, — une telle conception permettrait de diminuer la gravité des accidents du travail : au lieu de tomber d'une hauteur de la toiture et de la maison, le couvreur maladroit chutera seulement de la hauteur de la toiture.

Encore plus audacieux, aux frontières de la science-fiction, quelques révolutionnaires parlent de la toiture souple ou encore du « parapluie magnétique ». La première évoque la fable de La Fontaine sur le chêne et le roseau : des câbles flexibles faisant office de structure plieront sans casser sous toutes les charges. Le second projet propose de repousser électrostatiquement toute eau et toute humidité grâce à un puissant champ magnétique émis depuis la maison. Seul problème : il serait impossible de capter les ondes de radio et de télévision dans un rayon de 50 mètres aux alentours. Attendons les réseaux câblés...

« *De toute façon*, conclut Vincent Simonet, ingénieur d'études au ministère de l'urbanisme et du logement, *la toiture de demain sera de plus en plus — architecturalement et techniquement — indépendante du reste de la maison individuelle, et elle ne participera plus à la structure proprement dite de l'habitation.* »

Mais de nombreux obstacles freinent le développement de ces innovations. Ils sont moins d'ordre technique qu'esthétique. Alors que l'on peut varier partout sur l'Hexagone la couleur et la texture des crépis, les dimensions des fenêtres, portes et carreaux, la forme et la teinte *des volets, la hauteur de la maison*, la réglementation fait du toit (composants et pente) un monde à part, la dernière « marque » locale... pas toujours respectée : on voit des toitures en ardoise au milieu d'un village provençal, des maisons couvertes de tuile « canal » dans la Bretagne profonde.

Jusqu'à présent, le « chapeau » de la maison individuelle reste pris dans un carcan difficile à faire évoluer : un village typique ayant du charme, un lotissement neuf devrait avoir aussi le sien.

Moins de six personnes

Autre frein, la structure des entreprises de construction des toitures (90 % employant moins de six personnes), peu favorable à l'introduction des techniques nouvelles, qui impliquent souvent des investissements ou un « surcoût » au départ. Par exemple, selon les charpentiers, les prix — pose comprise — des composants à isolation intégrée sont plus élevés que ceux de la solution traditionnelle artisanale.

Enfin, 80 % des bois utilisés pour les composants industriels sont importés, principalement des pays scandinaves. Nous ne manquons pas de forêts, mais les dimensions des bois français sont incompatibles avec celles réclamées par les industriels du bâtiment.

« *Dès lors*, regrette Michel Platzer, responsable du secteur bâtiment à l'*Agence nationale de valorisation de la* recherche (Anvar), *l'industriel qui voudrait innover devra tout prendre en charge : de la conception et de la production au service après-vente. Il sait prendre à son compte ses propres risques mais il ne pourra jamais contraindre les responsables de la mise en œuvre et du contrôle de la construction à assumer les leurs* ».

Dans tous les cas il devra également compter avec la clientèle, ses choix pratiques et esthétiques. Soucieuse d'un gain d'espace, celle-ci préfère le comble aménageable comme en témoignent les chiffres : la part de ce dernier est passée de 25 % en 1975 à 50 % en 1981 au détriment du comble perdu. D'autre part, si elle a parfaitement accepté le remplacement des moellons irréguliers au profit du « carreau de plâtre », lisse et rectiligne, commode pour installer les meubles, elle renonce malaisément aux antiques poutres apparentes en bois. Certains font même installer de fausses poutres en polystyrène imitant le bois, préférant cette solution à une charpente traditionnelle dont ils redoutent les difficultés d'entretien (pourtant parfaitement maîtrisées aujourd'hui). Pour sa *sécurité et son confort, le client veut une* charpente moderne, mais il s'attache encore à un côté rustique même s'il est factice.

Résultat : les innovations marquantes sont encore peu répandues sur le marché de la toiture et surtout de la couverture. Les matériaux nouveaux se contentent souvent de copier les formes traditionnelles jusque dans leur présentation. « *On s'oriente vers des matériaux sans cesse plus élaborés*, constate Alain Chaize, chef de la division toiture au Centre scientifique et technique de bâtiment (C.S.T.B.), *mais la tuile en cuivre ou le revêtement plastique ne semblent pas rentables pour une profession du bâtiment qui répugne à utiliser des matériaux coûteux.* »

Rentabilité : les promoteurs-constructeurs de maisons individuelles cherchent plutôt à gagner sur la productivité que sur la technologie. En majorité, ils sont surtout intéressés par les aspects pratiques des produits industrialisés — disponibilité, délais de livraison et sécurité sur le chantier. Du reste, les prix dans la construction variant principalement selon les quantités commandées, les habitudes de travail, les marges des entreprises et leur situation géographique, il est extrêmement délicat de les comparer pour en extraire une hiérarchie.

Cependant le ministère de l'urbanisme et du logement et l'Anvar, associée au plan construction, espèrent découvrir puis favoriser les matériaux et les techniques de demain. Le premier a lancé avec le programme « Habitat 88 » un appel d'offres à tous les professionnels pour encourager l'innovation dans le bâtiment ; le second une consultation sur « charpente-toiture-couverture ». Depuis longtemps, l'administration veut aider l'amélioration de l'habitat — qui représente le premier investissement des Français (32 % des dépenses en 1981). Encore faut-il que ces appels d'offre ne soient pas, comme par le passé, au coup par coup, sans continuité ou débouché. Un suivi durable demeure la seule arme réelle de l'administration pour faire émerger des solutions vraiment originales. ■

HUBERT D'ERCEVILLE.

(1) Voir *le Monde dimanche* du 14 mars 1982. Ce sont des sels utilisés dans les maisons solaires, qui se liquéfient quand la température augmente, et se recristallisent quand elle baisse.

CRIBLE

ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Voix synthétique

Fabriqué en Grande-Bretagne, le Gearshift Programmer possède une voix artificielle qui *suggère* poliment au conducteur d'un véhicule *routier*, dans toute langue voulue, de changer de vitesse de façon à harmoniser au maximum le régime du moteur et la vitesse du véhicule. La courbe optimale des changements de vitesse est calculée en usine pour tout moteur donné et le microprocesseur de l'appareil est programmé en conséquence.

★ *Actualités industrielles de Grande-Bretagne*, 33, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 266.91.42, p. 233 ou 253.

Invasion de rats

La ville historique d'Olinda près de Recife, reconnue par l'UNESCO comme faisant partie du « *patrimoine culturel de l'humanité* », est envahie par les rats. Selon un conseiller municipal de la ville — qui compte 300 000 habitants ; il y aurait à Olinda 3 millions de rats qui se reproduisent rapidement. Les dégâts sont chaque jour plus importants, affirme-t-il, en ajoutant que les habitants de l'ancienne capitale du Pernambouc sont menacés par de graves maladies comme la leptospirose.

★ *AFP Sciences*, 11, place de la Bourse 75002 Paris. Tél. : (1) 233.44.66.

BOITE A OUTILS

Alimentation

Un petit dossier simple et bien fait pour le grand public sur l'évolution des habitudes alimentaires dans la *Lettre de SOLAGRAL*, *numéro* 13. Il met clairement en évidence les bouleversements des habitudes alimentaires en France au cours des cinquante dernières années, les liens entre l'évolution de l'alimentation dans les pays industrialisés et celle des pays sous-développés (les cas de l'Algérie, du Pérou sont plus spécifiquement évoqués) et indique les ouvrages de référence sur le problème.

★ 100, rue St-Hélier, 35100 Rennes, Tél. : (99) 79.22.40.

Rouler sans essence

A l'heure des restrictions et de l'essence chère, rouler sans essence fait rêver... En tout cas le public s'intéresse de plus en plus aux combustibles de substitution et aux véhicules novateurs ; alors que la recherche *dans ce domaine*, les autres sources d'énergie, va lentement. Traduit de l'américain, *Rouler sans essence*, de John Ware Lincoln, propose au lecteur un tour d'horizon complet sur les solutions de remplacement : alcool de céréales, générateurs de gaz portatifs, voitures électriques... Il trouvera à chaque chapitre un bref historique, une description des essais réalisés, des problèmes rencontrés et des solutions possibles. Ce livre offre aussi la possibilité aux bricoleurs intéressés par le problème de réaliser eux-mêmes un projet. Il est illustré de nombreuses photos, croquis et tableaux explicatifs.

★ « Editions de la lanterne », BP. 1379 25006 Besançon cedex. *Diffusion* librairies : *Alternative*, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

Ecologie humaine

Le Centre européen d'écologie *humaine* de l'université de Genève organise, en collaboration avec des universités françaises, belge, italienne et portugaise, un programme européen d'écologie humaine, considérée comme une composante de plus en plus importante de la vie économique de nos pays. Les thèmes suivants sont traités parallèlement dans l'ensemble des universités partenaires : concepts d'écologie : biologie de l'homme et des populations ; l'interface biosocial et culturel ; ergonomie, écologie, conditions de travail ; santé et conditions de vie ; *économie* et gestion de l'environnement ; écologie et politique.

Sept universités sont affiliées au programme : Belgique : université libre de Bruxelles ; France : université de Bordeaux-I ; université de Paris-V (René-Descartes) ; université de Toulouse-III (Paul-Sabatier) ; Italie : universita di Padova ; Portugal : universidade de Evora ; Suisse : université de Genève.

★ *Centre européen d'écologie humaine*, 5 rue Saint-Ours, 1211 Genève 4, Suisse, Tél. 022.20 93 33 - int. 2163.

Bibliothèque du futur

Le Futurist — vol. XVII nº 1 — donne une liste et des résumés des vingt-cinq derniers ouvrages sur le futur publiés en 1982 et disponibles à la *World Future Society*. On y trouve *The Angry West : A Vulnerable Land and Its Future* (l'Ouest en colère : une terre vulnérable et son futur), de R.D. Lamm et M. McCarthy ; *The Apocalyptic Vision in America : Interdisciplinary Essays on Myt and Culture* (la Vision apocalyptique en Amérique : esais interdisciplinaires sur les mythes et la culture), de L.P. Zamora ; *Creating Your Future* (Créer votre futur), de M.J. Cera ; *The Day After Midnight : The Effect of Nuclear War* (le Jour après minuit, les effets de la guerre nucléaire) de M. Riordan...!... et des ouvrages sur le courrier électronique, le futur de la technologie avancée, l'A.D.N., les grandes organisations, l'avenir des villes, etc.

★ *Book Service, World Future Society*, 4916 ST. Elmo Avenue Bethesda, MD 20814, Etats-Unis.

ASSOCIATIONS

Un organisateur de la solidarité

En redistribuant à de petites associations l'argent reçu des donateurs, la Fondation de France cherche à encourager l'innovation sociale. Elle ne veut pas être qu'un financier.

La solidarité, nécessité nationale ? Certes. On a voulu en 1981 l'affirmer au fronton d'un ministère. Mais la solidarité se décrète-t-elle ? Vertu privée, *initiative collective, domaine gouvernemental*... dans quel espace peut-elle nicher ? A cette question, la Fondation de France (1) apporte, depuis quatorze ans, une réponse qui n'emprunte ni à la pure action individuelle – la solidarité n'est pas la charité – ni au volontarisme étatique – elle ne s'impose pas d'en haut. Tout simplement, la solidarité *s'organise*. Sinon, entre tous ceux qui sont individuellement motivés ou sensibilisés par certains problèmes et ceux qui agissent collectivement pour les résoudre, les rencontres sont souvent impossibles ou aléatoires.

Institution privée déclarée d'utilité publique, La Fondation de France recueille les fonds versés par des donateurs et les redistribue à ceux qui en ont l'usage. Elle reçoit et elle donne.

Environ 170 000 *dons arrivent chaque année dans ses* caisses, soit 50 millions de francs. Ces dons sont différents en volume et en nature. Quelques gros chèques voisinent avec une multitude de petites sommes. Ces versements minimes qui, en s'additionnant, finissent par représenter une masse conséquente, témoignent de l'audience de la Fondation auprès du public. *« On aime bien recevoir des chèques minuscules »*, confie Sylvie Tsyboula, chef de service des programmes.

Que faire de l'argent *ainsi* recueilli ? Dans certains cas, le problème ne se pose même pas. Le donateur a spécifié la destination de sa contribution. Soit qu'il ait donné l'argent pour financer sa propre fondation (il y a ainsi 180 fondations personnalisées), soit qu'il ait défini l'affectation des sommes confiées (enfance, handicapés...). Environ six donateurs sur dix précisent *leurs objectifs*.

La tâche de la Fondation de France est *donc* très claire. Il s'agit, *en tenant* compte des vœux explicités, d'attribuer ces sommes à qui saura les utiliser. C'est une fonction de relais, mais elle n'est pas purement mécanique. Les choix des donateurs sont intégrés à des programmes d'action et de recherche établis par la Fondation *en s'appuyant sur l'avis de « comités polyvalents »* d'experts, de séminaires de réflexion, etc., bref une politique de prospection des besoins sociaux. 65 % des actions concernent le domaine social.

Actuellement, l'effort porte principalement sur l'enfance (en 1982, cinquante-trois lieux d'accueil ont été créés : haltes-garderies, crèches parentales, ludothèques...) ; les jeunes ; la santé (de nombreux lots concernent la lutte contre le cancer) ; les transports des personnes *âgées et les transports adaptés en zone rurale. D'autres domaines font* aussi l'objet d'attributions comme l'aide au développement de technologies « appropriées » dans le tiers-monde ou la protection de la nature et l'innovation technologique (énergie, micro-informatique). Le spectre est large mais laisse échapper certains domaines. *« On ne prétend pas tout faire »*, précise Sylvie Tsyboula, qui indique elle-même les secteurs dans lesquels la Fondation est peu – ou pas – présente : action culturelle, loisirs, vacances...

C'est à intervenir là ou le système de protection de l'Etat *et des collectivités* est le plus *insuffisant que la Fondation s'emploie* le plus. Correction des inégalités, des lacunes, des dysfonctionnements : cette vocation la pousse vers l'innovation sociale. C'est ce qui l'amène à rencontrer le mouvement associatif, qui récupère 95 % des fonds distribués.

Ce sont bien les petites associations articulées sur les problèmes concrets qui constituent le vivier de la Fondation de France. Au caractère « volontariste » des programmes s'opposent la dispersion et le fractionnement des aides distribuées. La Fondation pratique consciemment le « saupoudrage » : *« Entre 1977 et 1981, elle a aidé cinq cent quarante et une associations. On travaille plus avec les petits parce que ce sont ceux qui ont le plus besoin de nous*, dit Sylvie Tsyboula. *Par ailleurs, ces petites associations, ces associations marginales, sont souvent les plus innovantes. »*

Elle reconnaît en même temps que ce concept d'innovation sociale est un peu usé. *« Jusqu'en 1977, nous avons vu les problèmes apparaître et les solutions originales se développer. La société française est devenue beaucoup plus réceptive. De ce fait, l'innovation fait moins peur. Elle a perdu son mordant. Aujourd'hui, je parlerais plus volontiers d'initiative que d'innovation. »*

Cela n'empêche pas la Fondation d'avoir un rôle de stimulation. Les opérations qui se banalisent sont abandonnées. Les associations sont financées pour des périodes relativement brèves – de trois à cinq ans. Au-delà, elles doivent continuer par leurs propres moyens ou trouver d'autres financements.

Politique des petits pas, des petits paquets. Une grande modestie est de mise. *« Nous sommes souvent naïfs, mais la naïveté ça paye parfois. »* La Fondation a compris que, dans ce domaine, le spectaculaire n'est pas le plus souhaitable. Les « révolutions minuscules » sont souvent des révolutions secrètes. *Leurs résultats n'en sont* pas moins tangibles : mise en place de crèches parentales, bourses-projets pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans et aide à la création d'emplois, appartements thérapeutiques, clubs du troisième âge (la Fondation se flatte d'avoir contribué à leur démarrage) ; transport de handicapés *dans les villes, minicars et taxibus* pour les personnes âgées... la Fondation a à son actif des réalisations importantes, menées sans tapage, mais dont elle est fière.

Le bilan de cette multitude de soutiens dispensés peut donc être jugé positif. Mais au-delà de cet aspect, on met l'accent, à la Fondation, sur la création d'une « dynamique » entre les acteurs de l'initiative sociale et les donateurs. La Fondation de France ne veut pas être qu'un intermédiaire financier. Elle dirige des flux d'argent, mais d'un argent qui va des personnes aux personnes. La solidarité n'est pas qu'une affaire de gestion. ■

MICHEL PICHOL.

(1) Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 563-66-66.

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES* : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐ Manifestations ☐ Sessions et stages ☐

* *Cocher la rubrique souhaitée.*

VOTRE TEXTE :

1 . . . .
2 . . . .
3 . . . .
4 . . . .
5 . . . .
6 . . . .
7 . . . .
8 . . . .
9 . . . .
10 . . . .

- Prix de la ligne : 25 F T.T.C. (28 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au *J.O.*
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

Lycéens étrangers Amériques Europe cherchent familles en France pour partager vie fam. Année scolaire 83-84. Vivre sans frontière, 285-04-64.

Troupe théâtrale cherche grande maison sans confort, août 83 (préparation spectacle). Tél. (88) 66-74-87 Martin Koenig, 10, rue Fonderie, 67400 Illkirch.

Association loi 1901
LES ATELIERS D'ÉCRITURE
ELISABETH BING
Documentation sur demande
Joindre 4 timbres à 1,80 F pour frais d'envoi
P.G. B.P. 245
75227 Paris Cedex 05

MANIFESTATIONS

Conférence, par G. Brunet, du Mvt humaniste athée, sur Les religions orientales dans le paganisme romain *Lundi 18 avril, 20 h, à l'AGECA* 177, rue de Charonne, Paris (11e)

Sessions et stages

L'Atelier de la vis à Gornies, 34190 Ganges (67) 73-65-06, organise des stages menuiserie *de 11 et 15 jours tte l'année*. Init. et perfect. Hébergement. Agrément formation perm.

« Roman familial et trajectoire sociale. » Stage d'implication et de recherche, du 10 au 13 juillet 1983, dans la région *parisienne, organisé par* GERMINAL. Prix : 1 800 F. Renseignements : 28, rue Lacretelle, 75015 Paris. Tél. 532-31-74. Mardi et jeudi.

Stages (25-30 avril/6-11 juin). « Technologie et utilisation de fours en fibres à cycle de cuisson économique » pour céramistes désireux de construire un four à faible consommation d'énergie. Rens. et inscription : *GEFOSAT, 6, rue d'Alger*, 34000 Montpellier. Tél. (67) 58-97-52 et (67) 65-94-06.

Ordimath (ass. 1901) organise *chaque samedi de 10 h à 17 h* des journées d'initiation à l'informatique. Prix : 350 F. *125, bd Richard-Lenoir*, 75011. Tél. 700-40-90.

Stages à 110 km de Paris. Les Granges du vallon, 89100 Soucy (86) 96-83-37. Rempaillage ou encadrement. Mai 30-1, 7-8, 22-23, 4-5 juin. Cuis. rapide, faire le pain : 11-15 mai.

Stage de développement de la créativité, méditation transcendantale. Conf. mar. 19 av. 20 h, sam. 23 et dim. 24 av. 15 h. 13, r. E.-Marcel, Paris (1er). 236-04-78.

CONFÉR. mercredi 20 avril LA MÉTÉOROLOGIE EN MONTAGNE à 20 h - Entrée gratuite
RANDO PÉDESTRE dim. 17 avril
R.-V. Gare de Lyon 8 h 36 pr Boutigny 25 km, niveau moyen
SORTIE FALAISE dijonnaise. 23-24 avril
Réunion préparatoire jeudi 21, à 19 h
Pr ts rens. : CLUB ALPIN FRANÇAIS
7, rue La Boétie, (8e)
742-36-77

Apprenez l'Espagnol vite et *bien en découvrant l'approche* suggestopédique. Stage le 30 mai 1983. Tél. 326-22-64.

STAGE « Recréation » Provence. Masque. Danse. Mime. Maquillage. Théâtre. Clown. Bande dessinée. Photo vidéo. *Informatique*. Hôtel-Dieu, 04150 Banon. Doc. 3TB.

FAIRE SON JOURNAL DE A A Z
Apprenez à réaliser un journal : techniques journalistiques, secrétariat de rédaction, maquette. 6 jours du 25 au 30 avril. C.F.D., 5, bd Voltaire, 75011. 357-71-04.

Stages tennis printemps-été. École tennis Portes de Paris. Pour tous renseignements complémentaires : téléphoner au 855-16-29 (répondeur).

Éventail d'enseignement sur la prévention médico-sociale infantile précoce. Lieu Paris. Cours : 2 jours × 9 mois. 6 000 F. Séminaires : la journée, 800 F. Concerne : personnels médicaux, para-médicaux, socio-éducatif. Renseignements et programmes : Ass. Puymentin, 23, rue Lalande, 75014 Paris. Tél. (1) 322-21-75.

CONSEILS

Les groupements d'intérêt public

Le Journal officiel du 18 mars 1983 publie un décret d'application de la loi *d'orientation* et de programmation pour la recherche et le développement technologique (15 juillet 1982) qui instituait dans son article 21 des groupements d'intérêt public (G.I.P.).

Depuis quelques années déjà, et le Conseil d'État le remarquait dans un rapport de 1971, il manquait dans le droit public français une formule qui, pour des actions définies, véritables missions de service public, permettrait la coopération entre des personnes morales de droit public *et des personnes morales de droit privé. C'est ainsi qu'est née une nouvelle per*sonne morale : le G.I.P., actuellement limité au secteur de la recherche.

Très brièvement, voici ses principales caractéristiques :

– *en premier lieu, il s'agit d'un contrat entre « une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé pour exercer ensemble pendant une durée déterminée des activités de recherche et de développement technologique ou de gérer des équipements d'intérêt commun à ces activités »* et cela dans un but autre que de réaliser et de partager des bénéfices. *C'est donc une personne morale sans but lucratif, et l'on peut ainsi noter ce qui sépare le G.I.P. des G.I.E. (1) qui se créent dans le but de* favoriser le développement économique de chacun de ses membres ;

– en second lieu, le contrat doit être approuvé par l'autorité administrative qui en assure la publicité. Cette approbation fait l'objet d'un arrêté publié au *Journal officiel* et c'est cette publication qui lui confère la personnalité morale. L'arrêté indiquera notamment *« la dénomination et l'objet du groupement, l'identité de ses membres, l'adresse de son siège social et la durée du contrat ! »*

La *mission de service public dont se trouve investi le G.I.P. a conduit* le législateur à imposer un certain nombre de conditions : les personnes morales de droit public, les entreprises nationales ou les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent y être majoritaires et un commissaire du gouvernement est nommé auprès du groupement. Ce commissaire a des pouvoirs étendus : *il dispose entre autres d'un droit de veto suspensif de quinze jours pour les décisions qui* pourraient mettre en cause le bon fonctionnement du G.I.P. Enfin, le groupement est soumis au contrôle de la Cour des comptes dans les conditions prévues par la loi du 22 juin 1967.

A partir de ces textes, dont la portée est, répétons-le, relativement restreinte, on va pouvoir examiner la mise en œuvre d'une nouvelle personne morale intermédiaire entre l'association de la loi de juillet 1901, qui trop *souvent ne constituait pour l'administration qu'un « subterfuge juridique »* auquel on reprochait de participer au démantèlement de la puissance publique, et le G.I.E., plus propre au développement d'activités de nature essentiellement économique.

Nous ne pouvons que souhaiter que l'expérience ainsi entreprise incite le gouvernement à présenter prochainement au Parlement un projet de loi qui étendrait à d'autres secteurs et généraliserait la mise en place de G.I.P. Un tel projet a d'ailleurs été examiné et approuvé par le Conseil d'État depuis le 10 juin 1982.

(1) Voir *le Monde Dimanche* du 13 février 1983.

* Cette rubrique est rédigée par Service-Association, association Loi 1901, 24, rue de Prony 75017 Paris. Tél. : (1) 380-34-09. Télex : Servass 650344 F.

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Aménagement de La Villette

L'association VIA (Villette et alentours), créée en juin 1981, entend permettre aux habitants de ce quartier de jouer un rôle actif dans l'aménagement de leur cadre de vie, et promouvoir une vie de quartier en revitalisant les activités économiques, sociales et culturelles. Elle a créé plusieurs groupes, *pour effectuer des enquêtes sur l'état* des immeubles et sur l'artisanat dans les alentours du futur parc de La Villette. Elle entreprend aussi un inventaire de la vie quotidienne présente et passée du 19e arrondissement, en recueillant photos, plans, gravures, affiches, chansons, documents familiaux, etc. afin de réaliser des expositions.

* VIA, 16, rue des Annelets, 75019 Paris. Tél. : (1) 240-69-52.

Découverte du cinéma

L'Union française des centres de vacances et de loisirs (U.F.C.V.) organise, du 9 au 19 mai, une session de formation autour du Festival de Cannes. Outre la possibilité de visionner un nombre important de films, elle veut offrir l'occasion de découvrir concrètement la réalité économique et sociale du cinéma, en même temps que les courants et les forces qui font évoluer le septième art.

* U.F.C.V., 119, rue Paradis, B.P. 10, 13251 Marseille Cedex 6. Tél. : (91) 37-04-86.

Animateurs de chantiers

L'association d'échanges internationaux *Concordia* organise à la Pentecôte deux stages de formation d'animateurs de chantiers de jeunes. Le premier organisé en collaboration avec les centres d'entraînement aux méthodes actives (CEMEA) concerne des animateurs de chantiers accueillant des adolescents ; le second, du 19 au 23 mai, en collaboration avec une association allemande, est destiné à initier des animateurs de chantiers franco-allemands.

* Concordia, 27, rue du Pont-Neuf, B.P. 238, 75024 Paris Cedex 01. Tél. : (1) 233-42-10.

Personnes âgées

L'association Vivre aujourd'hui, qui s'est constituée récemment, veut aider les personnes âgées à maintenir leur équilibre, non en offrant une aide matérielle supplémentaire, mais en leur permettant d'échanger leurs expériences entre elles et avec les autres classes d'âge. Elle entend favoriser un esprit de « confiance en la vie » par des publications, des débats, des rencontres, des fêtes et des voyages.

* Vivre aujourd'hui, 65, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 526-72-22 (de 11 h. à 13 h.).

RENDEZ-VOUS

Universités populaires

Du 6 au 8 mai, l'Université populaire du Rhin, créée il y a vingt ans et qui compte près de 10 000 auditeurs pour des activités diverses dans 16 villes d'Alsace, organise à Mulhouse un colloque international sur « le renouveau des universités populaires » : le mouvement, qui a connu ses heures de gloire au début du siècle, renaît spontanément dans plusieurs régions : en Auvergne comme dans certains arrondissements parisiens par exemple. Ce colloque, auquel doit participer Ivan Illich, réunira des praticiens, des chercheurs et des animateurs d'éducation populaire.

Il sera consacré au public et aux enseignants de ces nouvelles animations, et confrontera ce renouveau aux grandes universités populaires allemandes et suisses.

* Université populaire du Rhin, 19, rue des Franciscains, 68100 Mulhouse. Tél. : (89) 59-25-25.

Rêves, rimes, bouquet de vers, d'octosyllabes ou d'alexandrins. Baudelaire, Rimbaud, Perse ou Perros : parole donnée à la poésie à l'occasion de la « Journée » organisée par le ministère de la culture, le 23 avril. Témoignages, enquêtes, lectures buissonnières sur France-Culture ; évocation-collage sur le Mal-Aimé, Guillaume Apollinaire sur A 2 ou reportage cosmique autour de Saint-John-Perse, sur FR 3.

Ce chant des muses mis à part, la semaine est à l'image d'un printemps pluvieux. Alors, ne manquons pas le *combat « glacé »* par hockey interposé entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie, et la demi-finale de Coupe d'Europe entre Widzew de Lodz et la Juventus de Turin. Surveillons aussi le nouveau magazine scientifique de TF 1, *Saga*.

« Parole donnée », jusqu'où ?

DIX jeunes harkis de Châlons-sur-Marne racontent, dans un pavillon vide, *« plein de leurs souffrances et de leurs rêves »*, la France, *« cette amère patrie »*. Des jeunes de la ZUP de Saint-Laurent-du-Var retournent volontairement dans ce collège qu'ils manquent régulièrement ou chez le patron qui avait ébouillanté l'un d'eux, prêts à *« aller jusqu'au bout d'eux-mêmes » — « à poil, si tu insistes »*, diront-ils au journaliste. Des séminaristes de Dijon (1) parlent du doute, du célibat, de l'Église, se débarrassant symboliquement de leur soutane, nous débarrassant de nos préjugés : cette image d'eux-mêmes, ils l'ont défendue à Paris, lors d'une projection à la presse.

Ce film est le leur. Sept fois déjà cette année, l'émission « Parole donnée », sur FR 3, *imaginée par Daniel Karlin et Claude Otzenberger*, a permis à des groupes de jeunes de réaliser leur propre film. Leur contrôle s'exerce bien au-delà des thèmes retenus et jusqu'au montage : ainsi les séminaristes votèrent pour décider des coupes à effectuer, leur film étant trop long de vingt minutes.

Place est ainsi faite, malheureusement jusqu'en juillet seulement (2), à une tentative exemplaire : celle, comme l'affirme Claude Otzenberger, de *« laisser un peu plus la parole aux jeunes »* sans en faire un simple élément de l'enquête du journaliste. Point de questions pièges ni de commentaires parallèles ; pas de discours sur la jeunesse : la parole donnée n'est pas reprise.

La règle n'est pas sans risque. Les jeunes d'un collège de jésuites de Bordeaux prendront, eux, cette parole pour dire, malgré les mises *en* garde de la journaliste Annie-Claude Elkaïm, leur haine des homosexuels et leur racisme latent. *« Les femmes,* dira un de ces jeunes, *ce sont toutes des salopes. »* Boutade ? Provocation ? Les parents et les professeurs seront surpris. Les réactions de la presse nationale seront assez vives et trois des sept jeunes, après avoir donné leur accord pour la diffusion, se rétracteront au dernier moment. L'émission ne sera sauvée par FR 3 qu'au prix d'un débat où, à la fin du film, les jeunes tenteront de s'expliquer. *« J'ai beaucoup changé »*, dira l'un : *« Je ne pensais pas que ce film aurait une telle importance »*, affirmera un autre. Bien que membres d'un club d'audiovisuel, ils n'avaient pas réalisé pour autant la portée de certaines de leurs déclarations. Aucun pourtant ne remettra en cause le travail réalisé : le jeu était dangereux mais les règles avaient été respectées.

Le message d'espoir des scouts

Les scouts de Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle) sont aujourd'hui beaucoup plus amers. Le film leur aurait largement échappé, même si, après neuf mois d'efforts, ils donnèrent leur accord pour la diffusion.

Leur déception est d'autant plus grande qu'ils avaient accueilli avec bonheur l'idée de s'adresser, de leur ZUP de la banlieue de Nancy, à la France entière. De dire leur scoutisme débarrassé de tous les folklores, leur volonté *« d'actions concrètes et de projets ambitieux »*, des raids à skis à la construction en deux jours d'une passerelle, leur volonté enfin d'ouverture au monde grâce à un centre d'accueil qu'ils voulaient réaliser pour *« les paumés de la ZUP »*. Cette tentative se révéla un échec, et le film en fut l'histoire. On y voit, en effet, les jeunes désœuvrés refuser catégoriquement l'ouverture à leur intention d'une telle structure : *« Les scouts nous abaissent,* affirme l'un d'eux durant le film, *on se sent petit à côté d'eux. » « Chez les scouts,* déclare un autre, *il y a le milieu ouvrier et les autres. »*

Donner la parole « librement » aux jeunes : une vieille ambition de la presse écrite et audiovisuelle. L'émission de FR 3 l'a tenté après d'autres. Sans éviter les conflits avec les adultes, journalistes et réalisateurs.

Le groupe des scouts impute aujourd'hui cet échec à l'interventionnisme des réalisateurs de FR 3, et à lui seul. *« Il s'est trouvé,* explique leur porte-parole, François Enginger, *que notre message d'optimisme et d'espoir rentrait tellement en conflit avec leurs propres convictions qu'ils ne pouvaient accepter le film tel que nous le désirions. »* Il se trouve aujourd'hui, un mois après la diffusion le 10 mars, un jeune chômeur de la ZUP, Pascal, qui rejette encore *« ces scouts avec qui on ne s'entendra jamais »*. François n'en démord pas : *« Ce n'est pas leurs paroles ; on leur a fait dire, tout ce qu'on veut. »* Et d'ajouter, avec une extraordinaire naïveté : *« Si on me laisse les manipuler pendant deux jours, j'en fais des scouts. »*

« Je ne suis pas une caisse d'enregistrement »

La réalisatrice, Geneviève Bastid, n'a pas supporté ce prosélytisme. Elle-même ancienne « guide » et ancienne « jeannette », elle reconnaît être sortie d'une neutralité à laquelle elle *ne croit pas*. Elle a ainsi provoqué pendant le film l'interview des jeunes de la ZUP, et suscité une confrontation entre les uns et les autres. *« Ce film est aussi mon film,* dit-elle ; *je suis une réalisatrice et pas une caisse d'enregistrement. Il me fallait intervenir à partir du moment où je n'étais plus d'accord sur les choses essentielles. »* D'où des conflits innombrables avec ses compagnons durant un tournage qui fut largement un psychodrame : tous en parlent comme d'une épreuve. La coupe, il est vrai peu significative, que la direction de FR 3 imposa à tous au dernier moment — au mépris de la règle du jeu — remit inutilement de l'huile sur le feu : *« Cette parole des jeunes,* écrivirent alors les scouts à la presse, *ne fut que mensonge et manipulation. »*

L'enfantement fut douloureux, mais l'enfant est pourtant bien vivant. Peut-être plus que d'autres, par ces propos contradictoires qui traversent l'émission. A l'honneur de ceux qui, par curiosité, voulurent immédiatement redonner cette parole qu'ils auraient pu garder pour eux seuls. Mais charité bien ordonnée... ■

NICOLAS BEAU.

(1) Cette émission a été diffusée le 14 avril.

(2) *Daniel Karlin ayant été nommé* à la Haute Autorité et Claude Otzenberger sur TF 1, cette émission « Parole donnée » ne sera pas poursuivie après le mois de juillet. La transition est actuellement assurée par Michèle Benayoun.

les films

PAR JACQUES SICLIER

★ A VOIR
★★ GRAND FILM

DIMANCHE 24 AVRIL

LES MISÉRABLES - Troisième époque : LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE **

Film français de Raymond Bernard (1933), avec H. Baur, C. Vanel, J. Servais, J. Gael, E. Genevois (N.).
FR 3, 22 h 30 (85 mn).

Reconstitution magistrale de l'insurrection républicaine de 1832. Héroïsme romantique sur les barricades, mort de Gavroche, fuite de Jean Valjean, emportant Marius inanimé dans le dédale des égouts de Paris... La mise en scène de Raymond Bernard manifeste encore plus sa puissance et son lyrisme. On y verra s'achever à regret cette fresque hugolienne dont Harry Baur et Charles Vanel, le forçat repenti et le policier acharné, ont été les figures de proue. Dans l'histoire du cinéma français des années 30, ce film garde une place exceptionnelle.

JEUDI 21 AVRIL

DUEL AU SOLEIL **

Film américain de King Vidor (1946), avec J. Jones, G. Peck, J. Cotten, L. Barrymore, H. Marshall.
FR3, 20 h 40, (125 mn).

Western baroque — malheureusement présenté en version française — qui doit autant à son producteur, David O. Selznick, qu'à King Vidor, remplacé, d'ailleurs, avant la fin du tournage. Spectacle superbe et aussi, et surtout, l'histoire d'un amour fou où Jennifer Jones, en métisse, fascine par sa passion, son érotisme. Il est vrai qu'elle inspirait Selznick (il en fit une star et l'épousa) et Vidor.

LUNDI 18 AVRIL

LE TROU NORMAND

Film français de Jean Boyer (1952), avec Bourvil, N. Basile, J. Marken, J. Fusier-Gir, B. Bardot.
TF 1, 14 h 20 (100 mn.)

Bourvil, à trente-deux ans, est obligé de retourner à l'école pour passer le certificat d'études. Arlette de Pitray, descendante de la comtesse de Ségur, a écrit le scénario de cette farce paysanne. Le réalisateur ne s'est pas foulé. Une jeune actrice aux joues rondes fit, ici, ses débuts : Brigitte Bardot...

MARTIN ROUMAGNAC *

Film français de Georges Lacombe (1946), avec M. Dietrich, J. Gabin, M. Lion, M. Herrand, D. Gélin.
TF1, 20 h 35 (110 mn).

Marlène Dietrich en marchande d'oiseaux, dans une ville de province française (avec des toilettes dignes de Hollywood), cause le malheur de Jean Gabin. C'est le seul film que ces deux vedettes mythiques aient tourné ensemble (à la place des Portes de la nuit, *de Marcel Carné). Rien que pour eux, il vaut la peine d'être vu.*

MOI, FLEUR BLEUE *

Film français d'Éric Le Hung (1977), avec J. Yanne, J. Foster, S. Rome, B. Giraudeau.
FR3, 20 h 35 (95 mn).

Un petit air de populisme et de « réalisme poétique » pour les aventures amoureuses d'une adolescente moderne (Judy Foster), qui a des allures et un langage dessalés, mais le cœur près du bonnet. « Sympa », comme le routier incarné par Jean Yanne.

MARDI 19 AVRIL

MAIGRET VOIT ROUGE

Film français de Gilles Grangier (1963), avec J. Gabin, V. Sanipoli, F. Fabian, G. Decomble. (N.)
A2, 20 h 40 (85 mn).

Une enquête de Maigret où Gabin travaille dans la routine. Action embrouillée. Pour l'atmosphère Simenon, on peut repasser.

L'AVARE

Film français de Jean Girault et Louis de Funès (1979), avec L. de Funès, F. David, H. Bellon, C. Gensac, M. Galabru.
FR3, 20 h 35 (105 mn).

De Funès, tenté par Molière, a supervisé de très près la réalisation de cette comédie, qui hésite entre le style du théâtre classique et les gags façon Gendarme de Saint-Tropez. *C'est raté, ennuyeux.*

VENDREDI 22 AVRIL

LA VIE D'UN HONNÊTE HOMME *

Film français de Sacha Guitry (1952), avec M. Simon, M. Pierry, F. Guérin, L. Marconi, P. Carton. (N.)
A2, 23 h 5 (90 mn).

Un bourgeois austère prend l'identité de son frère jumeau, mauvais garçon décédé, pour vivre — croit-il — à sa guise. Cette idée de Sacha Guitry conduit à une comédie de mœurs où l'on déballe du linge sale en famille, où l'humour noir des scènes et des dialogues reflète la misanthropie de l'auteur. Michel Simon est génial.

DIMANCHE 24 AVRIL

747 EN PÉRIL

Film américain de Jack Smight (1974), avec C. Heston, K. Black, G. Swanson, G. Kennedy, D. Andrews.
TF1, 20 h 35 (110 mn environ).

Voyage aérien périlleux dans un Boeing en détresse. Suspense habituel du « film-catastrophe », groupe humain typique (parmi lequel apparaît Gloria Swanson, la star des années 20). Rassurez-vous tout de suite : Charlton Heston est là pour tout arranger.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 18	MARDI 19	MERCREDI 20	JEUDI 21	VENDREDI 22	SAMEDI 23	DIMANCHE 24
TF 1	20 h 35 Film : Martin Roumagnac, de Georges Lacombe. 22 h 25 L'Enjeu, magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.	20 h 35 Saga, un nouveau magazine consacré à la science. 21 h 40 Café-théâtre : spectacle Pierre Dac. 22 h 50 Court métrage : *Porté par la voix*, de M. Davaud.	*19 h 55 Football : Widzen de Lodz — Juventus de Turin.* 21 h 50 Documentaire : Olivier Messiaen et les oiseaux.	*20 h 35 Téléfilm : Tenue de soirée de rigueur*, de P. Jamain. 22 h 10 Documentaire : Les yeux du désert en Irak, de J. Vidal (2e partie).	20 h 35 Portrait : Guy Bedos. 21 h 40 Série : Lucien Leuwen, d'après Stendhal. 22 h 45 Série documentaire : Les grandes expositions (Claude Lorrain).	20 h 35 Série : Dallas. 21 h 35 Droit de réponse, de M. Polac. Les accidents *du travail*. 22 h 50 Magazine du cinéma : Étoiles et toiles. Alain Resnais.	20 h 35 Film : 747 en péril, de Jack Smight. 22 h 15 Documentaire : Vivre un cauchemar. Un témoignage sur le camp de Ravensbrück.
A 2	20 h 35 Le grand échiquier, de J. Chancel. Autour de Patrick Segal et François-René Duchable.	20 h 40 Film : Maigret voit rouge, de Gilles Grangier. 22 h 10 Lire, c'est vivre : « Souvenirs de la maison des morts », de Dostoïevski.	20 h 35 Téléfilm : la Veuve rouge, de E. Molinaro (deuxième et dernière partie). 22 h 10 Magazine : Moi... je, de B. Bouthier.	20 h 35 L'histoire en question : Complots pour de Gaulle, de A. Decaux. 22 h Magazine : Les enfants du rock. Sex machine, King Sunny Ade. 23 h 20 Spécial Coupe d'Europe de football.	20 h 35 Série : Médecins de nuit — dernier épisode. 21 h 35 Apostrophes. Passez les frontières. 23 h 5 Ciné-club : cycle Michel Simon) : La vie d'un honnête homme, de Sacha Guitry.	20 h 35 Sport : Hockey sur glace : U. R. S. S. - Tchécoslovaquie. 21 h Variétés : le grand prix Eurovision de la chanson.	20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. 21 h 40 Document : Les heures chaudes de Montparnasse : à la recherche d'Apollinaire. 22 h 30 Concert magazine : Sawallisch et l'Orchestre national de France (Schumann).
FR 3	20 h 35 Film : Moi, fleur bleue, d'Éric Le Hung. 22 h 30 Magazine de la mer : Thalassa. 23 h 10 Prélude à la nuit : Vivaldi.	20 h 35 Film : (hommage à Louis de Funès) : l'Avare, de Jean Girault. 22 h 40 Prélude à la nuit, Vivaldi.	20 h 35 Spectacle 3 : La Périchole, opéra d'Offenbach. Avec l'Orchestre de la Suisse romande, dirigé par J. Soustrot. 22 h 15 Prélude à la nuit : Vivaldi.	20 h 35 Ciné-passion : Duel au soleil, film de King Vidor. 23 h Mémoires de france : La mer pour mémoire. 23 h 45 Prélude à la nuit.	20 h 35 Magazine Vendredi : Pièges à femmes. 21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. 22 h 40 Prélude à la nuit : Stravinski.	20 h 35 Tous ensemble : Saint John Perse. 21 h 40 Série : Jackie et Sara. 22 h 15 Musiclub : Rodrigo.	20 h 35 Magazine littéraire : *Boîte aux lettres*, de J. Garcin. Stendhal. 21 h 35 Aspects du court *métrage français*. 22 h 30 Cinéma de minuit : les Misérables (3e partie), de Raymond Bernard. 23 h 55 Prélude à la nuit.

TÉLÉVISION

Enfants

Comment c'est fait, la télé ?

C'EST *quoi un dessin animé ?* Comment on fait un « direct » ? Et le journal ? Celui qu'on regarde tous les soirs ? Comment toutes ces images de guerres, de grèves, de manifestations, comment tous ces discours qui viennent du monde entier, arrivent, puis sont organisés, triés et montrés ? Quatre petites émissions de quatorze minutes chacune pour expliquer la télévision aux enfants, ce n'est pas beaucoup, c'est très peu, mais c'est une première expérience. Annette Suffert et Cati Couteau espèrent bien continuer ensuite.

Productrices d'émissions pour enfants depuis de nombreuses années, elles ont décidé de commencer de montrer comment on fabrique des images, comment on travaille à la télévision — les coulisses — parce que la « télé » fait tellement partie de la vie aujourd'hui qu'on ne songe plus à maîtriser l'instrument. *« Les jeunes consomment en moyenne vingt heures de télévision par semaine »*, explique Annette Suffert. Après avoir *« inquiété les parents »*, *« horrifié les éducateurs »*, le petit écran est entré *« dans la grisaille du quotidien »*, mais, rappelle Annette Suffert, *« si à l'école on apprend à lire et à écrire, on n'apprend pas à regarder la télévision »*.

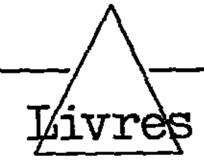
C'est donc un matériel pédagogique que proposent les deux productrices. Mais présenté sous forme de reportages assez simples et vivants. Dans la première émission, on assiste à la minutieuse procédure qui aboutit à mettre en mouvement le petit personnage râblé de Vagabul : un enfant visite l'atelier, pose des questions (aux dessinateurs, aux techniciens), touche les boutons, puis raconte son enquête aux copains. L'idée est intéressante, mais menée, c'est dommage, sur un ton un peu « gnan-gnan ». La seconde émission montre les questions que peuvent poser des metteurs en scène et des comédiens pour adapter une pièce de théâtre à la télévision.

La troisième, la plus intéressante (les adolescents sont très critiques), regarde comment se fait un « direct » au cours d'un match de rugby (avec la répartition du rôle des caméras, l'équilibrage des couleurs, l'emplacement des micros, etc.). La quatrième, enfin, explique la journée d'une équipe de la rédaction de Soir 3.

Voilà. Quatre émissions sans prétention mais utiles, à faire regarder à vos enfants, et qui complètent la nouvelle série, destinée celle-ci aux adultes, « Télé à la une », un regard de la télévision sur elle-même que propose TF 1.

CATHERINE HUMBLOT.

★ ÉCRAN OUVERT, FR 3, les jeudis 21 et 28 avril, 5 et 12 mai, 18 h 30 (14 minutes chacune).



Livres

L'aristo des mots

VENTS, pluies, vagues océanes ou palmiers sauvages, les éléments brutaux du cosmos contenus dans un coquillage sonore. Il suffit de l'appliquer à l'oreille pour qu'il chante les rêves des hommes en partance, les rois en exil ou les femmes lascives de l'enfance. Ce chant ample et solitaire, traversé de mystères et de légendes est l'un des plus beaux témoignages poétiques de notre époque. Son auteur n'est ni un homme facile à rencontrer, comme Guillaume Apollinaire, ni vagabond, comme Rimbaud ou Verlaine. Il a des allures d'aristocrate sévère, un peu hautain. Non content de s'appeler Alexis Léger-Léger, il se baptisa — *en toute simplicité* — Saint-John-Perse. Ce nom magique aussitôt prononcé évoque une série de recueils de poèmes difficiles d'accès — *Vents, Anabase* ou *Amers* — un immense champ de mots *souvent trouvés au plus profond des dictionnaires* millénaires.

A l'occasion de la journée de la poésie organisée par le ministère de la culture, le 23 avril, FR3 Aquitaine a fourni à Daniel Gélin et Jacques Tréfouel l'occasion de partir sur les traces du poète : à *Pointe-à-Pitre*, en Guadeloupe, où il a passé son enfance, à Bordeaux où il fit ses études... Le documentaire en forme de voyage recueille de nombreux témoignages de poètes (Pierre Emmanuel, Guy Tyrolien...), mais Saint-John-Perse reste toujours aussi mystérieux. Ses poèmes, lus par Daniel Gélin et Laurent Terzieff, auraient mérité mieux qu'un simple éloge, peut-être une analyse, une critique.

MARC GIANNÉSINI.

★ SAINT-JOHN-PERSE, FR 3, samedi 23 avril, à 20 h 35 (52 minutes).

LUNDI 18 AVRIL

TF 1

11 h 25 **Vision plus.**
12 h **H.F. 12 (info).**
Spécial « voyage en direct » au Quotidien de Paris.
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **D'hier et d'aujourd'hui** (et à 16 h).
14 h 20 **Film : le Trou normand,** de Jean Boyer.
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Film : Martin Roumagnac,** de Georges Lacombe.
22 h 25 **Magazine économique : L'enjeu,** de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.
Au sommaire : les grands contrats internationaux de la France (Technip au Maroc, Creusot-Loire au Brésil, Thomson en Egypte) ; les trente-cinq heures (à Kronenbourg, à la MAIF, à Cit-Alcatel) ; Régine, reine de la nuit ; les nouveaux actionnaires.
23 h 25 **Journal.**

A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h 5 **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**
13 h 35 **Cette semaine sur A 2.**
13 h 45 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h 5 **Série : Têtes brûlées.**
15 h 55 **Reprise : Apostrophes.**
Le monde comme il va (diff. le 15 avril).
17 h 15 **La télévision des téléspectateurs.**
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.** (I.N.C.).
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Le grand échiquier,** de J. Chancel.
Autour de l'écrivain Patrick Segal et du pianiste François Duchable : l'Orchestre de Chambéry et de la Savoie. D. Lockwood, Kiri Te Kanawa, Romain Didier, etc.
23 h 15 **Journal.**

FR 3

18 h 10 **Messages.**
Hebdomadaire télévisé des P.T.T.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
L'Église catholique.
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Tintin.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Film : Moi, fleur bleue.** d'Eric Le Hung.
22 h 10 **Journal.**
22 h 30 **Magazine : Thalassa.**
De G. Pernoud.
Phares et balises.
23 h 6 **Une minute pour une image.**
D'Agnès Varda.
23 h 10 **Prélude à la nuit.**
Les Quatre Saisons, *de Vivaldi « le Printemps », par l'Orchestre des solistes de l'Opéra de Paris.*

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.,** 20 h, Avant-première du concours Eurovision de la chanson 1983 (2e partie) ; 21 h, *le Grand Bazar,* film français de C. Zidi ; 22 h 50, La joie de lire.
- **T.M.C.,** 19 h 35, Feuilleton : Dallas ; 20 h 35, *l'Insolent,* film de J.-Cl. Roy ; 22 h 10, Club 06.
- **R.T.B.,** 20 h, *Parfum de femmes,* film de D. Risi.
- **TÉLÉ 2,** 20 h, Série : L'affaire Jésus ; 20 h 30, Chansons souvenirs ; 21 h 30, Cabaret wallon ; 22 h 25, Indépendants, à votre service (P.M.E. : la sous-traitance n° 2).
- **T.S.R.,** 20 h 10, Spécial cinéma ; 23 h, L'antenne est à vous.

MARDI 19 AVRIL

TF 1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.)**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Féminin présent.**
A votre santé ; à 14 h 5, Émissions pédagogiques ; à 14 h 25, Feuilleton : Section contre-enquête ; à 16 h 55, les Pique-talosse.
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **Magazine scientifique : Saga.** De M. Tréguer.
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 40 **Café-théâtre : spectacle Pierre Dac.** Réal. J. Plait.
« Les Pensées », « le Schmilblic », « Phèdre », interprétés par la Compagnie Jean-Baptiste Plait.
22 h 50 **Court métrage : Porté par la voix.** De M. Davaud.
Vocalises d'un ténor, premiers cris de l'enfant... plusieurs approches des phénomènes vocaux.
23 h 20 **Journal.**

A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 35 **Émissions régionales.**
13 h 50 **Série : la Vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h 5 **Série : Têtes brûlées.**
15 h 55 **Reprise : la Chasse aux trésors** (dif. dimanche 17).
16 h 45 **Entre vous,** de L. Bériot.
Les Auxiliaires des aveugles ; châteaux en Vexin.
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 40 **Film : Maigret voit rouge,** De Gilles Grangier.
22 h 10 **Magazine Lire, c'est vivre.**
De P. Dumayet : Souvenirs de la maison des morts, de Dostoïevski.
Du bagne enduré par Dostoïevski en 1848 au goulag de Chalamov : une lecture du romancier russe approfondie par des témoignages de dissidents, victimes des purges staliniennes.
23 h 5 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Amnesty International.
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Tintin.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**
20 h 35 **Film (hommage à L. de Funès) : l'Avare,** de Jean Girault.
22 h 20 **Journal.**
22 h 38 **Une minute pour une image,** d'Agnès Varda.
22 h 40 **Prélude à la nuit.**
« L'Été », de Vivaldi.

> *« Regarder la TV, c'est vivre sans risque des amours, des haines, des craintes, des enthousiasmes qui renouvellent la sentimentalité familiale, c'est animer l'intimité caractéristique de l'espace domestique. »*
>
> (Hubert Lafont, sociologue, dans la revue *Autrement,* janvier 1982.)

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.** 20 h, Série : Le grand frère (2e partie) ; 21 h, *Escalier interdit,* film de R. Milligan ; 23 h, La joie de lire.
- **T.M.C.,** 19 h 35, Cirques : le cirque de demain ; 20 h 35, *la Dernière Course,* film de J. Rancie ; 22 h 10, Télé-ciné-vidéo.
- **R.T.B.,** 20 h, Feuilleton : A l'est d'Eden ; 20 h 50, Minute Papillon ; 21 h 55, Musique russe : Tchaïkovski.
- **TÉLÉ 2,** 20 h, Point de mire : Expo 58.
- **T.S.R.,** 20 h 5, Feuilleton : Dallas ; 20 h 55, Zanskar, une vallée au bout du monde ; 21 h 50, Entretien avec Ch.-H. Favrod ; 22 h 25, Hockey sur glace.

MERCREDI 20 AVRIL

TF 1

11 h 25 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Un métier pour demain : agent général d'assurances.**
13 h 50 **Mer-cre-dis-moi-tout.**
15 h 45 **Jouer le jeu de la santé.**
15 h 50 **Les pieds au mur.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Dessin animé.**
19 h 25 **Journal.**
19 h 55 **Football : Coupe européenne des clubs champions.**
Widzew de Lodz — Juventus de Turin, (demi-finale, match retour).
20 h 45 **Tirage du loto,** (mi-temps).
21 h 50 **Document : Olivier Messiaen et les oiseaux,** réal. D. R. Tual.
Trajet, philosophie d'un compositeur contemporain. Cette émission pourrait être diffusée à 22 h 45 en cas de prolongation du match.
22 h 50 **Journal.** (ou 23 h 45 en cas de prolongation du match).

A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 5 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 30 **Stade 2 midi.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Les carnets de l'aventure.**
14 h 30 **Dessins animés.**
15 h 5 **Récré A 2.**
17 h 10 **Platine 45.**
17 h 45 **Terre des bêtes.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : La Veuve rouge.**
(deuxième et dernière partie), de J. Curtelin, réal. E. Molinaro.
La reconstitution de la vie scandaleuse de Marie Reinart, la Veuve rouge, courtisane accusée d'un parricide : une affaire qui déchaîna la presse au début du siècle. Dialogue vif. Françoise Fabian sensible, rouée.
22 h 10 **Magazine : Moi...je**
de B. Bouthier.
Play back ; Père et fils ; Dansons ; Le son du mois : les camelots ; Turf-boulevard ; Spécial couples, etc.
23 h **Journal.**

FR 3

15 h **En direct de l'Assemblée nationale.**
Questions au gouvernement.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
Le tour du monde en 42 jours.
18 h 55 **Tribune libre.**
Association des Amis de la Bibliothèque documentaire *iconographique des* contemporains.
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé : Tintin.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Spectacle 3 : La Périchole.**
Opéra en trois actes d'Offenbach (enregistré au Grand Théâtre de Genève), mise en scène : J. Savary.
Avec l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J. Soustrot, et N. Rosenhein, R. Cassinelli, P. Martinelli, C. Ossola, Chasler...
22 h 55 **Journal.**
23 h 13 **Une minute pour une image,** d'Agnès Varda.
23 h 15 **Prélude à la nuit.**
« L'Automne », de Vivaldi, par les solistes de l'Opéra de Paris.

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.,** 18 h 45, Feuilleton : Tom Sawyer ; 20 h, Série : La croisière s'amuse ; 21 h, *Trois milliards d'un coup,* film de Peter Yats ; 22 h 55, La joie de lire.
- **T.M.C.,** 19 h 35, Série : Un ours pas comme les autres ; 20 h 25, Football : Coupe européenne des clubs champions (Widzew de Lodz/Juventus de Turin, demi-finale ; 22 h 10, Gogo rythmes.
- **R.T.B.,** 20 h 5, Jeu : La chasse aux trésors ; 21 h 5, Vidéogram ; 22 h, Planète des hommes.
- **TÉLÉ 2,** 20 h, Sports 2.
- **T.S.R.,** 20 h 5, Football : Lodz-Turin ; 21 h 35, Téléscope : magazine scientifique.

JEUDI 21 AVRIL

TF 1

11 h 25 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Objectif santé.**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Suspense : l'Impossible rançon.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Tenue de soirée de rigueur.**
Réal. P. Jamain, avec Y. Renier, D. Colas, A. Sinigalia, A. Walle...
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 10 **Documentaire : les yeux du désert en Irak.**
de J. Vidal (2e partie : Une trilogie).
Promenade archéologique autour de trois cités « savantes » de l'antique Mésopotamie : Tell-Harmal (Sorbonne des sables où ont été découverts les théorèmes de Pythagore et le postulat d'Euclyde), Warka (et la « dame de Warka », première sculpture grandeur nature, au teint de lait) et Tell-es-Sawan (la cité du silex). Un documentaire sobre, un brin didactique mais bien documenté.
23 h 5 **Journal.**

A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 35 **Émissions régionales.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h 5 **Téléfilm : Enlèvement par procuration.**
De M. Rubin, réal. C. Allen. *Un comédien en mal de rôle sert d'intermédiaire dans une affaire de kidnapping.*
16 h 15 **Un temps pour tout.**
17 h 25 **Les mystères de la mer.**
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Libre expression : Le C.N.P.F.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **L'histoire en question : Complots pour de Gaulle.**
D'A. Decaux. *13 mai 1958 : de Gaulle revient au pouvoir. Parallèlement, des insurgés algérois s'emparent du siège du gouvernement général.*
22 h **Magazine : Les enfants du rock.** *Sex machine ; King Sunny Ade.*
23 h 20 **Coupe d'Europe de football.**
23 h 25 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Ecran ouvert ; Bugs Bunny.
(Lire notre article ci-contre.)
18 h 55 **Tribune libre.**
F.N.S.E.A.
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Tintin.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Ciné-passion.**
De M.-C. Barrault.
20 h 40 **Le film : Duel au soleil.**
De King Vidor.
22 h 45 **Journal.**
23 h **Mémoires de France : La mer pour mémoire.**
De P. Ory.
Avec D. Fernandez : le point des recherches archéologiques sur la Côte d'Azur.
23 h 43 **Une minute pour une image.**
D'Agnès Varda.
23 h 45 **Prélude à la nuit.**
« L'hiver », de Vivaldi, par les solistes de l'Opéra de Paris.

PÉRIPHÉRIE

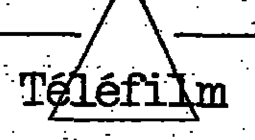
- **R.T.L.,** 18 h 45, Feuilleton : Bizarre, bizarre ; 20 h : Feuilleton : Dallas ; 21 h, *le Cercle rouge,* film français de J.-P. Melville ; 23 h 20, Essais : les cabriolets.
- **T.M.C.,** 19 h 35, Feuilleton : La légende irlandaise ; 20 h 35, *l'Assassin,* film italien d'E. Petri ; 22 h 5, Eurosports : magazine sportif.
- **R.T.B.,** 20 h, Autant savoir : les produits dangereux ; 20 h 25, *Gator,* film policier de B. Reynolds ; 22 h 15, Le carrousel aux images et le monde du cinéma.
- **TÉLÉ 2,** 20 h, C'est chouette la musique ; 20 h 55, *Concert :* 4e Festival international de la guitare à Liège ; 21 h 45, Clap ; la fête aux images.
- **T.S.R.,** 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Hockey sur glace ; 22 h 15, Hippisme ; 23 h 5, Big Gelato (récital).

Information

La science pour tous

REPORTAGES sur le vif, courtes séquences d'information filmées avec les techniques vidéo les plus avancées, un plateau de sommités... Voilà ce que nous annonce le nouveau magazine de TF 1. *Saga*, de Michel Tréguer, le troisième mardi du mois à 20 h 35, est investi d'une grande ambition : associer les Français à la vie de l'esprit, aux dernières connaissances scientifiques, sciences exactes ou humaines, philosophie ou savoir traditionnels. Une mosaïque savante animée par le maître d'œuvre Michel Tréguer avec Isabelle Stengers (écrivain), Didier Gilles (sociologue) et Paul Caro, directeur de recherche au C.N.R.S. et chroniqueur dans les colonnes du *« Monde dimanche »*.

★ SAGA, TF 1, mardi 19 avril, à 20 h 35 (60 minutes).



Téléfilm

Deux smokings à laisser au placard

SUR quelle galère Yves Régnier (le commissaire Moulin à la télévision) et Daniel Colas, acteur de théâtre, ne se sont-ils pas embarqués en prétendant écrire et interpréter un film dit « burlesque » ? Ni l'un ni l'autre n'ont manifestement le don du genre, et ce n'est pas le « truc » non plus du réalisateur, Patrick Jamain, dont c'était du reste la première incursion dans le domaine de la comédie, avec cette mauvaise blague (pour le téléspectateur) intitulée « Tenue de soirée de rigueur ».

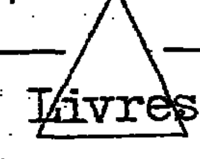
De la tenue et de la rigueur, ni le scénario, ni les dialogues, ni l'interprétation, ni la mise en scène n'en ont dans une « spécialité » aussi exigeante que le rire. Quant à la soirée, il vaut mieux la passer, jeudi, ailleurs que sur TF 1.

L'idée et l'histoire sont inconsistantes : deux fanfarons sans le sou, qui ont entrepris de « s'éclater » par le truchement du jeu, partent écumer les casinos. Auto-stop, petites combines, gain miracle, filles de palace, déconfiture, tous les clichés sont réunis. Les péripéties sont si prévisibles et si peu drôles, à une ou deux scènes près, les gags si vulgairement « tarte à la crème » et les dialogues si affligeants, que les acteurs (Régnier et Colas) se croient obligés de corriger l'insigne faiblesse des auteurs (Colas et Régnier) en... forçant outrageusement leur jeu. De grimaces en gesticulations, dans des situations stupidement équivoques ou violentes (comme la scène finale de l'incendie), ils ne réussissent à arracher au spectateur qu'un sourire gêné.

Si l'on en croit la notice remise à la presse, Daniel Colas et Yves Régnier avaient l'ambition, ni plus ni moins, de réaliser du premier coup une œuvre dans la lignée des Marx Brothers. C'est-à-dire de revêtir tout de suite le smoking avant d'avoir jamais enfilé un bleu de travail. Pour ce qui concerne la direction des programmes de TF 1, qui diffuse à la meilleure heure d'écoute ce navet, il y a des chapeaux à claques qui se perdent.

MICHEL CASTAING.

★ TENUE DE SOIRÉE DE RIGUEUR, TF 1, jeudi 21 avril, 20 h 35 (90 minutes).



Livres

Une tête et une voix

L'EXTRAORDINAIRE tête d'Apollinaire, épaisse et comme coupée à la hache, deux yeux ronds, en noir et blanc sur fond rouge avec une petite dentelle sur le côté. La voix d'Apollinaire, cette bizarre voix haut perchée, un peu pontificale, récitant le *Pont Mirabeau* sur un disque rayé. Émotion. Sa voix et d'autres, celle de Pierre Mac Orlan, d'André Salmon, de Philippe Soupault, de Marc Chagall... tressent une sorte de guirlande ou de ballade autour d'Apollinaire.

Images et voix, que Jean-Marie Drot a sorties de ses propres « archives » pour nous montrer une nouvelle version — en couleur — des « Heures chaudes de Montparnasse » qu'il avait tournées en 1957, en noir et blanc. Jean-Marie Drot s'est toujours passionné pour la conservation des archives de la télévision, qu'il aime vivantes, c'est-à-dire non enfermées, utilisables toujours, et toujours réutilisées. Il a fait des collages, coupé et remonté les témoignages des amis alors vivants et aujourd'hui presque tous morts. C'est assez émouvant donc, bien qu'il n'ait pas échappé à quelques-uns des « clichés » obligatoires du genre, et qu'il ait survolé superficiellement plusieurs aspects de sa vie.

C. H.

★ LES HEURES CHAUDES DE MONTPARNASSE, A 2, dimanche 24 avril, à 21 h 40 (52 minutes).

VENDREDI 22 AVRIL

TF 1

- 11 h 25 **Vision plus.**
- 12 h **H.F. 12 (info).**
- 12 h 30 **Atout cœur.**
- 13 h **Journal.**
- 13 h 50 **Portes ouvertes.**
- 14 h 5 **Émissions pédagogiques (C.N.D.P.)**
- 18 h **C'est à vous.**
- 18 h 25 **Le village dans les nuages.**
- 18 h 50 **Histoire d'en rire.**
- 19 h 5 **Météorologie.**
- 19 h 15 **Emissions régionales.**
- 19 h 40 **S'il vous plaît.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Portrait : Guy Bedos.** Réal. D. Sanders. *Portrait de Guy Bedos à travers les regards de Simone Signoret, Jean-Loup Dabadie... et à travers des extraits de son spectacle.*
- 21 h 40 **Série : Lucien Leuwen.** D'après le roman de Stendhal ; réal. Cl. Autant-Lara, adapt. J. Aurenche, P. Bost. Avec B. Garcin, N. Jamet, A. Lualdy, J. Monod... *Bathilde de Chasteller tombe malade pour déjouer le complot des milieux aristocratiques qui veulent la séparer de Lucien Leuwen...*
- 22 h 45 **Série documentaire : Les grandes expositions.** Émission de J. Plessis. *Claude Gellée, dit « le Lorrain », peintre graveur du XVII[e] siècle, auteur de marines baignées de la lumière du soleil couchant.*
- 23 h 40 **Journal et cinq jours en Bourse.**

A 2

- 10 h 30 **ANTIOPE.**
- 12 h **Journal (et à 12 h 45).**
- 12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
- 13 h 35 **Emissions régionales.**
- 13 h 50 **Série : La vie des autres.**
- 14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
- 15 h 5 **Série : Têtes brûlées.**
- 16 h **Variétés : Chantez-le-moi.** *Ces grandes chansons que nous offrent les poètes.*
- 17 h **Itinéraires.** De S. Richard. *Angola : Une journée, une vie d'une femme.*
- 17 h 45 **Récré A 2.**
- 18 h 30 **C'est la vie.**
- 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19 h 15 **Emissions régionales.**
- 19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Série : Médecins de nuit.** De B. Gridaine. Avec G. Beller, C. Allegret, R. Carpentier... *Dernier épisode : ultime sauvetage d'un médecin de nuit à la recherche d'un confrère fou. Bons sentiments.*
- 21 h 35 **Apostrophes.** Magazine littéraire de B. Pivot. *Sur le thème : « Passez les frontières ». Sont invités : P. Bourgeade* (les Serpents) ; *P. Cauvin* (Dans les bras du vent) ; *P. Curval* (Ah ! que c'est beau New York) ; *F. Mallet-Joris* (le Clin d'œil de l'ange) ; *F. Musso* (la Longue-Vue ; le Point sur l'île) ; *K. White* (Terre de diamant ; Scènes d'un monde flottant).
- 22 h 55 **Journal.**
- 23 h 5 **Ciné-club** (cycle Michel Simon) **: la Vie d'un honnête homme.** Film de Sacha Guitry.

FR 3

- 18 h 30 **Pour les jeunes.** Il était deux fois ; Bugs Bunny.
- 18 h 55 **Tribune libre.** La C.G.T.
- 19 h 10 **Journal.**
- 19 h 15 **Emissions régionales.**
- 19 h 50 **Dessin animé : Tintin.**
- 20 h **Les jeux.**
- 20 h 30 **D'accord pas d'accord**
- 20 h 35 **Vendredi : Pièges à femmes** Magazine d'information d'A. Campana. *L'organisation du travail féminin à travers le témoignage d'Henriette, employée de bureau, licenciée pour avoir refusé certaines « avances » de ses chefs.*
- 21 h 35 **Journal.**
- 21 h 55 **Magazine de la photo ; Flash 3.** De J. Bardin, P. Dhostel et J. Eguer. *La revue de presse ; Flash 3 rétro : J.-M. Cameron ; Actualité ; Portrait de M. Padovan...*
- 22 h 38 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
- 22 h 40 **Prélude à la nuit.** *Suite de « l'Histoire du soldat », de Stravinski, par le London Sinfonietta.*



PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, *Fantômes à l'Italienne*, film italien de Renato Castellani ; 21 h 30, Feuilleton : Dynastie.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Un juge, un flic ; 20 h 35, *les Gros Malins*, film de R. Le Boursier ; 22 h 10, Chrono-magazine automobile.
- **R.T.B.**, 20 h, A suivre : *Magazine d'information* ; 21 h 5, Dernière séance : *l'Heure de Marie*, film argentin de R. Kuhn.
- **TÉLÉ 2**, 20 h 5, Théâtre : *Peau de vache*, pièce de Barillet et Grédy ; 22 h 5, Spectacle magazine.
- **T.S.R.**, 20 h 35, La chasse aux trésors ; 21 h 35, Rock et belles oreilles ; 23 h, *Benilde ou la Vierge mère*, film de M. de Oliveira.

SAMEDI 23 AVRIL

TF 1

- 9 h 45 **Vision plus.**
- 10 h 15 **La maison de TF 1** (et à 13 h 35).
- 12 h **Bonjour, bon appétit.** Magazine de la cuisine, de Michel Oliver : terrine de merlan aux légumes.
- 12 h 30 **La séquence du spectateur.**
- 13 h **Journal.**
- 16 h 10 **Documentaire : Les grands explorateurs.** *Henry Morton Stanley et le mystère des origines du Nil.*
- 16 h 55 **Série : La Lumière des justes.**
- 18 h **Trente millions d'amis**
- 18 h 30 **Pépin câlin.**
- 18 h 35 **Magazine auto-moto.**
- 19 h 10 **D'accord, pas d'accord** (I.N.C.).
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **S'il vous plaît.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Série : Dallas.** *Encore quelques coups bas !*
- 21 h 25 **Droit de réponse.** Emission de Michel Polac. *Les bras m'en tombent (les accidents du travail).*
- 22 h 50 **Etoiles et toiles : Alain Resnais.** Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.
- 23 h 30 **Journal.**

A 2

- 10 h 15 **ANTIOPE.**
- 11 h 10 **Journal des sourds et des malentendants.**
- 11 h 30 **Platine 45.**
- 12 h **A nous deux.**
- 12 h 45 **Journal.**
- 13 h 35 **Série : Colorado.**
- 15 h 10 **Les jeux du stade.**
- 17 h **Récré A 2.**
- 17 h 50 **Les carnets de l'aventure.** *« Aventure à Bleau », de J.-P. Janssen : « La montagne sacrée », de R. Messner.*
- 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19 h 10 **D'accord pas d'accord** (I.N.C.).
- 19 h 15 **Emissions régionales.**
- 19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Sports : Hockey sur glace.** U.R.S.S.-Tchécoslovaquie.
- 21 h **Variétés : Eurovision de la chanson.** Grand Prix, en direct de Munich.
- 23 h 20 **Journal.**

FR 3

- 12 h **Objectif entreprises.** Émission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
- 13 h 30 **Horizon.** Magazine des armées.
- 18 h 30 **Pour les jeunes.** *La malédiction de Kriss Pusaka ; l'ours Paddington.*
- 19 h 10 **Journal.**
- 19 h 15 **Emissions régionales.**
- 19 h 50 **Dessin animé.**
- 20 h **Les jeux.**
- 20 h 35 **Tous ensemble : Saint John Perse.** Une émission de D. Gélin, réal. J. Tréfouel. (Diffusée dans toutes les régions à l'occasion de la journée de la poésie.) *(Lire notre article ci-contre.)*
- 21 h 40 **Série : Jackie et Sara.** *Les bêtises de deux collégiennes anglaises.*
- 21 h 55 **Journal.**
- 22 h 13 **Une minute pour une image**, d'Agnès Varda.
- 22 h 15 **Musiclub.** *Autour du « Concerto d'Aranjuez », de Rodrigo.*

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, « Chips » : A l'écart de *la route* ; 21 h : Concours Eurovision de la chanson 1983 ; 23 h 45, Ciné-club : *Mariage royal*, film de S. Donen.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Série : Opération trafics ; 20 h 35, *Un vrai patriote*, film de R. Wilson ; 21 h 50, Chansons de toujours.
- **R.T.B.**, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 21 h, *la Martingale*, téléfilm de A. Booch.
- **TÉLÉ 2**, 21 h, Concours Eurovision de la chanson 1983 (en direct de Munich).
- **T.S.R.**, 20 h 10, *Pablo est mort*, film franco-suisse de Ph. Lefabre ; 21 h 55, Benny Hill.

DIMANCHE 24 AVRIL

TF 1

- 9 h **Émission islamique.**
- 9 h 15 **La source de vie.**
- 10 h **Présence protestante.**
- 10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
- 11 h **Messe,** célébrée avec les enfants de Geispolsheim, près de Strasbourg.
- 12 h **Télé-foot.**
- 13 h **Journal.**
- 13 h 25 **Série : Starsky et Hutch.**
- 14 h 30 **Sports Dimanche** (et à 16 h 10).
- 15 h 40 **Série : Arnold et Willy.**
- 17 h **Racontez-moi une histoire.**
- 18 h **Les animaux du monde.** *Les animaux du monde en poésie.*
- 18 h 30 **Jeu : J'ai un secret.**
- 19 h **Le magazine de la semaine : Sept sur sept.** *De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.*
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Film : 747 en péril,** de Jack Smight.
- 22 h 15 **Documentaire : Vivre un cauchemar.** Ravensbruck, le témoignage de Georgia T., un film de M. Offenberg, sur une musique de Schoenberg. *Le témoignage de Georgia T., née en Bulgarie, exilée en Pologne au début de la dernière guerre, arrêtée par les nazis et envoyée au camp de concentration de Ravensbruck.*
- 23 h 10 **Journal.**

A 2

- 10 h **Gym Tonic** (et à 10 h 45).
- 10 h 30 **Magazine du cheval.**
- 11 h 15 **Dimanche Martin.** Entrez les artistes.
- 12 h 45 **Journal.**
- 13 h 20 **Dimanche Martin** (suite). Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, l'École des fans ; 15 h 55, les Voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
- 17 h 5 **Série : Arcole ou la terre promise.**
- 18 h 10 **Dimanche magazine.**
- 19 h 5 **Stade 2.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Jeu : La chasse aux trésors.**
- 21 h 40 **Documentaire : Les heures chaudes de Montparnasse.** A la recherche de Guillaume Apollinaire, de J.-M. Drot et M. Lagneau. *(Lire notre article ci-contre.)*



Portrait d'Apollinaire, par Vlaminck.

- 22 h 30 **Concert magazine.** (En liaison avec France Musique), l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallish, interprète la « Symphonie n° 2 » de Schumann.
- 23 h **Journal.**

FR 3

- 10 h **Images de ...**
- 10 h 30 **Mosaïque.** *L'expression théâtrale des jeunes de l'immigration (la Rose des sables, Çà et là, Troupe du Chapeau, Théâtre Action Tréteaux). Invités : l'écrivain M. Charef et la chanteuse A. Ionatos.*
- 17 h 45 **Pour les jeunes.** *La révolte des filles, le professeur Balthazar : Lassie.*
- 18 h 45 **L'Echo des bananes,** *J. Mc Laughlin, R. Gotainer, R. Ocasek, M. Man...*
- 19 h 40 **Spécial DOM-TOM.**
- 20 h **Série : Merci Bernard.**
- 20 h 35 **Boîte aux lettres.** Magazine littéraire de J. Garcin, en direct de Lyon. *Stendhal entre la droite et la gauche, avec R. Andrieu.*
- 21 h 35 **Aspects du court métrage français.** « L'art du verre et du feu », de M. Perrotta ; « Réalités rares », de B. Delbonnel..
- 22 h 5 **Journal**
- 22 h 30 **Cinéma de minuit : les Misérables (3[e] partie).** Film de Raymond Bernard.
- 23 h 53 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
- 23 h 55 **Prélude à la nuit.** *Chorale interuniversitaire de Varsovie.*

> *« De grands chefs-d'œuvre sont nés de la commande, précise, d'un pape ou d'un roi... Si les créateurs ne veulent pas travailler en fonction d'un public, ils peuvent toujours aller créer ailleurs qu'à la télévision. »*
>
> (Pierre Desgraupes, P.-D. G. d'Antenne 2, interviewé par *la Vie*, 7-13 avril 1983.)

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, Série : La loi selon Mc Clain ; 21 h, *l'Homme de Kiev*, film de J. Frankenheimer.
- **T.M.C.**, 19 h 30, Série : Yes minister ; 20 h, Nouvelles du monde ; 20 h 35, *Drapeau rouge*, film américain de D. Taylor ; 22 h 10, Cible : série policière ; 23 h 10, Série : Soap.
- **R.T.B.**, 20 h 5, Variétés : A la Belle Epoque ; 21 h 5, Série : Bel Ami, d'après Maupassant.
- **T.S.R.**, 20 h, Série : Le parrain ; 20 h 50, Tickets de première ; 21 h 45, Table ouverte.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 18 AVRIL

7 h 2, **Matinales** : la diffusion du livre en France : le *monde au futur.*
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White ; à 8 h 32, armée et société.
8 h 50, **Échec au hasard.**
9 h 7, **Les lundis de l'histoire** : les dossiers secrets de la France contemporaine (le désastre de 1940).
10 h 45, ***Le texte et la marge*** : « Madame de Staël », par G. de Diesbach.
11 h 2, **Musicothérapie**, par A. Feron et M.-S. Humeau.
12 h 5, **Vidéo Babil** : l'image vidéo.
12 h 45, **Panorama**, avec J.-M. Pelt.
13 h 30, **Les tournois du royaume de la musique.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « le Noël aux prunes », de J. Anglade.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Laboratoires ; à 16 h, Œuvres-clés, clés du temps ; à 17 h, Raison d'être.
17 h 32, **Instantané** : magazine musical.
18 h 30, **Feuilleton** : La certaine France de mon grand-père.
19 h 25, ***Jazz à l'ancienne.***
19 h 30, **Présence des arts** : Hommage à Picasso au musée d'Antibes.
20 h, **« La princesse Blanche »**, de M. Regnault, d'après Rilke. Avec M. Bouquet, R. Bret, C. Laborde...
21 h, **L'autre scène, ou les vivants et *les dieux*** : *la Modération* selon Montesquieu, avec B. Manin.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MARDI 19 AVRIL

7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White ; à 8 h 32, Armée et société ; à 8 h 50, Le sillon et la braise.
9 h 7, **La matinée des autres** : le rire à travers les *cultures.*
10 h 45, **Un quart d'heure avec...** J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
11 h 2, **Journée Carlo-Maria Giulini** : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, ***Vidéo Babil*** : *la « paluche »* et les nouveaux mystères de New-York.
12 h 45, **Panorama** : le Salon du livre.
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : œuvres de *Mallarmé.*
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Magazine international ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : La certaine France de mon grand-père.
19 h 25, ***Jazz à l'ancienne.***
19 h 30, **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui ; histoire des instruments de mesure, avec J. Terrien.
20 h, **Dialogues** : Le radicalisme est-il de droite ? Avec J. Nebout et R. *Remond.*
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MERCREDI 20 AVRIL

7 h 2, **Matinales** : *(voir lundi).*
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White ; à 8 h 32, Armée et société.
8 h 50, **Échec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, ***Le livre, ouverture sur la vie***, avec A. Rochegude, auteur de « Anom et les esprits de la rizière ».
11 h 2, **La musique prend la parole** : la sonate excédée (Beethoven).
12 h 5, **Video-babil** : autour de J.-L. Godard.
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Jazz et musique à Grenoble.** (et à *17 h 32* et *20 h*)
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : trois œuvres de L. Bloy.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : *mariage* et *promotion* sociale.
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : Itinéraires retrouvés ; à 15 h 35, Nature ; à 16 h, La science à l'infinitif ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : La certaine France de mon grand-père.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, ***La science en marche.***
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

JEUDI 21 AVRIL

7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : *Kenneth* White ; à 8 h 32, Armée et société ; à 8 h 50, le sillon et la braise.
9 h 7, **Matinée de la littérature.**
10 h 45, **Questions en zigzag** : à Anne Martin-Fugier pour « la Bourgeoise ».
11 h 2, **Jazz et musiques à Grenoble** (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, **Vidéo babil** : travail d'une écriture.
12 h 45, **Panorama**, avec M. Cardinale.
14 h, **Sons.**
14 h 5, ***Un livre, des voix*** : « la Mère des croyants », de C. Louis-Combet.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires retrouvés ; à *17 h, French is beautiful.*
18 h 30, **Feuilleton** : la certaine France de mon grand-père.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la *médecine*** : l'automation dans les laboratoires, avec le professeur Siest.

20 h, **Nouveau répertoire dramatique** : « A force de planter des clous dans le ciel », de L. *Cordrie.* Avec J.-L. Benoit, M. Simonian, A. Valmy...
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

VENDREDI 22 AVRIL

7 h 2, **Matinales** : (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White *: à 8 h 32,* Armée et société.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des arts du spectacle.**
10 h 45, **Le texte et la marge.**
11 h 2, **Jazz et musiques à Grenoble** (et à *13 h 30 et 16 h).*
12 h 5, **Vidéo-babil** : Nam June Paik.
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : *le Saint office*, de M. *Rheims.*
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : les inconnus de l'histoire. (L'ombre de Gide.)
18 h 30, **Feuilleton** : la certaine France de mon grand-père.
19 h, **Actualités magazine.**
19 h 30, **Les grandes avenues de la science moderne** : le Boson W, avec le professeur *M. Froissart.*
20 h, **La psychologie et le problème des valeurs** : une approche diélienne, avec M. Bydlowski.
21 h 30, **Black and blue.**
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

SAMEDI 23 AVRIL

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance.**
8 h 30, ***Se comprendre aujourd'hui pour vivre demain*** : les images de la science.
9 h 7, **Matinée du monde contemporain** à Cannes, à l'occasion du MIP-TV.
10 h 45, **Démarches avec...** Y. Moulier et *M.-H. Devillers.*
11 h 2, **Musique** : poésies.
12 h 5, **Le pont des arts.**
14 h, **Poésie ininterrompue** (à l'occasion de la Journée nationale de la poésie) : J. Tortel lit Lautréamont ; R. Barthes lit Verlaine ; A. du Bouchet lit Baudelaire ; P. Quignard lit La Fontaine ; J. Risset lit M. Scève ; A.-M. Albiach lit Mallarmé et M. Butor lit Rimbaud ; hommage à G. Perros, R. Caillois et G. Perec ; les revues de poésie ; entretien avec J. Grosjean ; à 20 h, lecture publique (en direct du Musée d'art moderne) par dix poètes contemporains.
22 h 5, **La fugue du samedi.**

DIMANCHE 24 AVRIL

7 h 9, **La fenêtre ouverte.**
7 h 15, **Horizon**, magazine religieux.
7 h 40, **Chasseurs de son.**
8 h, **Orthodoxie.**
8 h 30, **Protestantisme.**
9 h 10, **Ecoute Israël.**
9 h 40, **Divers aspects de la pensée contemporaine** : l'Union rationaliste.
10 h, **Messe**, à Girmont (Vosges).
11 h, **Les musiciens français contemporains** : G. Amy, Y. Baudrier, T. Aubin, M. Dubois (et à 12 h 45, 16 h 5 et 23 h).
12 h 5, **Allegro.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Ravensbrück** : des femmes dans la déportation.
17 h 30, **Rencontre avec...** J.-C. de Tymowski.
18 h 30, **Ma non troppo.**
19 h 10, **Le cinéma des cinéastes.**
20 h, **Albatros** : André Zanzotto.
20 h 40, **Atelier de création radiophonique** : Individuum collectivus.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

« Dessine-moi un enfant »

Radio-France Internationale et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) organisent un concours de dessins pour les enfants du monde entier ayant de *sept à quatorze ans sur* le thème « Dessine-moi un enfant de chez toi ».

Les dessins, qui peuvent être réalisés au crayon, au feutre ou à la peinture, doivent avoir un format environ de 21 cm sur 29,7 cm *et être envoyés au plus tard* le 30 septembre 1983 à « Différences - concours de dessins », 89, rue Oberkampf, 75011 Paris, sans oublier d'indiquer vos nom et adresse. Les treize meilleurs dessins seront publiés sous forme d'un calendrier 1984 pour le 35e anniversaire de la déclaration universelle *des droits de l'homme. Trois* prix seront accordés : un voyage à l'étranger, une bourse de 1 000 F et une mappemonde.

La présence suédoise en France

La rédaction française de Radio-Suède Internationale est installée *depuis* le 16 *avril* à Paris *et* jusqu'au 23 elle émet chaque jour des programmes à partir des studios de Radio-France Internationale. Les émissions porteront *essentiellement sur la présence* suédoise en France (entretiens avec des Suédois actifs dans les domaines de l'économie, de la culture et des sports).

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 18 AVRIL

6 h 2, ***Musique légère de Radio-France*** : œuvres de Hossein, Gérard.
6 h 30, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : œuvres de Roussel, Ravel, par le Nouvel Orchestre philharmonique (dir. G. Amy).
7 h 45, ***Le journal de musique.***
8 h 10, **Concert.**
9 h 5, ***D'une oreille l'autre.***
12 h, **Semaine F.M.**
12 h 35, **Jazz** : Eubie Blake.
13 h, **Opérette** : œuvres de Strauss, Lehar, Donizetti.
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Mendelssohn, Stravinski (sol. F. Kerdonkuf, piano).
14 h 4, **Musique légère.**
14 h 30, ***Musiciens à l'œuvre*** : Islande ; œuvres de Sveinbjörnsson, Runolfsson, Isolfsson, Leifs.
17 h 5, **Les intégrales** : La musique religieuse de Mozart.
18 h, ***Jazz.***
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du Théâtre du Ranelagh) : musique traditionnelle de Turquie.
19 h 35, **L'Imprévu** (en direct du studio 119).
20 h 30, **Concert** (en direct de la *salle de concert* de la faculté de musique de l'université de Cambridge, *West Road*) : concert *final* du concours des journées internationales du quatuor à cordes ; Quatuor Artis (Radio autrichienne) ; Quatuor Berwald (Radio suédoise) ; *Quatuor Rafael* (N.O.S.) ; Quatuor Brodsky (U.K.L.B.) ; Quatuor Coull Strings *Quartett (B.B.C.).*
22 h 45, **Fréquence de nuit** : portraits-robots ; œuvres de Rameau, Forqueray, Duphly, Weiss, Boulez.

MARDI 19 AVRIL

6 h 2, ***Musiques du matin.***
7 h 5, **Concert** : œuvres de Webern, Mozart par le Quatuor Lasalle.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : œuvres de Saint-*Saëns, Ravel par le Nouvel* Orchestre philharmonique (dir. E. Tcharakov, A. Dumay, violon).
9 h 5, **« D'une oreille l'autre ».**
12 h, **Archives lyriques.**
12 h 35, **Jazz** : Eubie Blake.
13 h, **Les nouvelles muses en *dialogue.***
14 h, **Chasseurs de son stéréo** : musique de l'*Inde primitive.*
14 h 30, **Les enfants d'Orphée** : les animaux de la préhistoire.
15 h, **Musiciens à l'œuvre** : Portugal : œuvres de Seixtas, Sousa Carvalho...
17 h 5, **Les intégrales** : la musique religieuse de Mozart.
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du Studio 106 de Radio-France) : rencontre jazz et musique *contemporaine.*
19 h 35, **L'imprévu** (en direct du studio 119).
20 h 30, **Concert** (en direct de la salle Pleyel à Paris) : danses de Galanta, de Kodaly ; Symphonie concertante pour hautbois et *orchestre* à *cordes*, de Ibert ; Symphonie no 4 « Romantique », de Bruckner, par l'Orchestre national de France (dir. Ch. Von Dohnanyi ; soliste : M. Crocquenoy, hautbois).
22 h 45, **Fréquence de nuit** : la Galerie Ellington.
23 h 35, **Jazz-club.**

MERCREDI 20 AVRIL

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères.**
6 h 30, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** *: œuvres de Mozart.*
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : Hommage à Ch. Münch ; œuvres de Berlioz, Brahms par l'Orch. National de France, dir. M. Rostropovitch.
9 h 5, **« D'une oreille l'autre ».**
12 h, ***Avis de recherche*** : *œuvres* de Sauguet, d'Indy.
12 h 35, ***Jazz*** : Eubie Blake.
13 h, **Opérette.**
13 h 30, **Jeunes solistes** : (enregistré au studio 107 le 30 mars) : œuvres de Boucourechliev, Fouillaud, Carter (J.-L. Menet, Miroglio, solistes).
14 h 4, ***Microcosmos.***
17 h 5, **L'histoire de la musique.**
18 h, **Jazz** : où jouent-ils ?
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) : Novelette de R. Schumann, 24 préludes de Chostakovitch avec B. Roulet, piano.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, ***Concert*** (*donné au théâtre* du Rond-Point des Champs-Élysées *le 13 décembre 1982*) : Chamber music no 3 d'A. Lason, Canto de W. Kotonski, Strophes de Penderecki, Tableau vivant de Z. Krauze, De Metamusicae de S. Krupowicz, Vivace et cantilena de Baculewski, Stabile, Mobile e passacaglia de L. *Zielinska*, Kammerkonzert de M. Balcewicz par l'Ensemble intercontemporain, dir. A. Myrat.
22 h, **Fréquence de nuit** : portrait de W. Gieseking (œuvres de Bach, Brahms, *Gieseking*, Ravel, Piston, Chopin, Mozart.

JEUDI 21 AVRIL

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : œuvres de Bach, Mendelssohn.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : « Deuxième symphonie » de R. Schumann par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein.
9 h 5, **L'oreille en colimaçon.**
9 h 20, ***D'une oreille l'autre.***
12 h, **Le royaume de la musique.**

12 h 35, **Jazz** : **Eubie Blake.**
13 h, **Concours international de guitare.**
13 h 30, **Poissons d'or** : œuvres de Ph. Glass.
14 h 4, **Musique légère** : œuvres de *Lammand, Ganne.*
14 h 30, **Musiciens à l'œuvre** : Roumanie (œuvres de Toduta, Georgescu, Olah, Constantinescu, Taranu, Draga, Moldovan).
17 h 5, **Les intégrales** : la musique religieuse de Mozart.
18 h, **Jazz** : *le bloc-notes.*
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du *Studio 106 de Radio-France*) : le groupe Texture.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** (en direct de la salle Pleyel) : « les Hébrides », ouverture et le « Concerto no 2 » de Mendelssohn, « Roméo et Juliette » de *Prokofiev, par l'Orchestre national* de Monte-Carlo, dir. L. Foster, O. Charlier, violon.
22 h 30, **Fréquence de nuit** : portrait de Brian Eno, « musicien généraliste ».

VENDREDI 22 AVRIL

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** *: œuvres de Debussy.*
7 h 45, **Le journal de la musique.**
8 h 10, **Concert** : *Une vie de héros* de R. Strauss, par l'Orchestre National de France, dir. K. Sanderling.
9 h 5, ***D'une oreille l'autre*** *: œuvres* de Mozart, Verdi, Tchaïkovski.
12 h, **Actualité lyrique.**
12 h 35, **Jazz s'il vous plaît.**
13 h, **Avis de recherche** : œuvres de Sibelius, Leimer.
13 h 30, **Jeunes solistes** (enregistré *au studio 119 le 7 avril*) : *œuvres de* Hahn, Barber, Villa-Lobos, avec J. Bialeoko, chant, D. Navia, piano.
14 h, **Equivalences** : œuvres de Liszt, Ravel.
14 h 30, **Les enfants d'Orphée** : les animaux de la préhistoire.
15 h, ***Musiciens à l'œuvre*** : Grèce ; œuvres de Skalkottas, Dragatakis...
17 h 5, ***Les intégrales*** : la musique religieuse de Mozart.
18 h, **Jazz** : le clavier bien rythmé.
18 h 30, ***Studio-concert*** (en direct du Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Telemann, *Haendel, Buffardin*, par l'ensemble Musica Antiqua de Cologne.
19 h 35, **L'imprévu** (en direct du studio 119).
20 h 20, ***Concert*** (*donné au Théâtre* des Champs-Élysées à Paris le *9 juillet 1982*) : « Prologue et fantaisie de W. Walton ». « Concerto pour violoncelle et orchestre », de Saint-Saëns, « Cinq Métaboles », de Dutilleux, par l'Orchestre national *de France*, dir. M. Rostropovitch, M. Kliegel, violoncelle.
22 h 15, **Fréquence de nuit** : Portrait de Monteverdi.

SAMEDI 23 AVRIL

JOURNÉE CHOPIN

6 h 2, **Samedi-Matin.**
8 h 5, **Bach et Chopin.**
9 h, ***Magazine de P. Bouteillier*** (en direct du MIP-TV à Cannes) : Chopin et les médias.
10 h, **Les contemporains polonais de Chopin** : œuvres de Obinski...
13 h 5, ***Magazine de J.-M. Damian*** : l'importation de disques polonais.
15 h, ***Concert*** : œuvres de Chopin.
17 h, **Studio-Concert** (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) : œuvres de Chopin, Franchomme, avec D. Wayenberg, piano, M. Levinas, piano, Y. Chiffoleau, violoncelle.
18 h 30, **Chopin et son musée imaginaire.**
19 h 30, **Un contemporain de Chopin** : Ch.-*U.* Alkan.
20 h 30, **Concert** (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Bruits de fête de Lizst, concerto pour piano et orchestre de Chopin, *symphonie no 4 de G. Onslow, par* l'Orchestre national de France, dir. H. Soudant, *J.*Ogdon, piano.
23 h, **Le club des archives.**

DIMANCHE 24 AVRIL

6 h 2, **Concert promenade** : musique viennoise et musique légère.
8 h 2, **Cantates** : intégrale des cantates de J.S. Bach.
9 h 10, **Les matinées de l'orchestre...** en Angleterre : de Sir *Hamilton Harty à Sir Adrian* Boult : œuvres de H. Wood, Mendelssohn, Mozart, Berlioz, Elgar...
11 h, **Concert** (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Mozart, Beethoven.
12 h 5, ***Magazine international.***
14 h 4, **Hors commerce** : œuvres de L. Dallapiccola, *Malipiero...*
17 h, **Comment l'entendez-vous ?** : « L'amateur non éclairé » : œuvres de Brahms, Pergolèse, Haydn, Verdi, Mozart.
19 h, ***Jazz vivant.***
20 h, **Les chants de la terre.**
20 h 30, **Concert** (donné à la salle Pleyel le 16 mars 1983) : « Pour mémoire », de J. Lenot ; « Prélude à l'après-midi d'un faune », de Debussy ; « Concerto pour piano et orchestre », de Brahms, *par* l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm, Cl. Arrau, piano.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : concert donné au *Théâtre des Champs-Elysées* le 23 novembre 1982 ; en simultané avec A 2. « Symphonie no 2 », de R. Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch ; *23 h 15, Entre guillemets* ; 0 h 5, Les mots, de F. Xenakis.

A écouter

Anti-tubes

« Aux produits standardisés, je préfère une chanson qui fasse peut-être naître un petit moment d'émotion, qui agace ou parfois agresse. Le « tube », la chanson débitée en tranches, ne m'intéressent pas. Je leur préfère une chanson qui vit, qui palpite, qui ait une courte vie, et soit l'occasion de faire partager quelque chose autour d'elle. » C'est la déclaration d'intention du producteur Marc Legras avant d'inaugurer le nouveau *« créneau » que lui confie* France-Musique. Ce connaisseur défendra donc, à côté des autres musiques « reconnues » par la chaîne, la chanson au sens populaire sinon au *sens* « noble » du terme.

Il s'agira de chanson française, mais, *heureusement*, on l'étend ici jusqu'à « francophone ». Sans vouloir être désobligeant pour les tenants des répertoires breton, occitan ou catalan — qui, eux aussi, inventent au présent, — au Québec ou en Belgique, également, la chanson *s'est réveillée.*

M.-L. B.

★ *L'arbre à chansons*, France-Musique, chaque samedi de *15 h* à 16 h 30.

La musique pour guérir

Quatre émissions qui pourraient bien *être appelées à se* prolonger tout au long de l'année. La musicothérapie est-elle une *simple* pratique à la mode ? Un engouement passager ? Une science exacte ? On en parle beaucoup ces temps-ci sans trop savoir que cette méthode thérapeutique — qui consiste à *soigner les gens par la musique*, — bien connue des Africains, a connu ces dernières années un développement considérable dans le monde. La musicothérapie *concerne* tous les aspects de la vie depuis le moment foetal jusqu'à l'agonie (mais elle ne peut être appliquée qu'à une minorité de gens), elle peut servir pour l'accouchement, pour la surdité, la délinquance, l'alcoolisme, la drogue, les maladies *psychosomatiques*, la shizophrénie, l'angoisse, les allergies, la douleur, l'insomnie, les *accidents cardiaques*, les comas, etc.

Marie-Sophie Humeau non *seulement redéfinit* le mot, elle fait le point des recherches, des spécialisations, des techniques utilisées en France et dans le monde. Un travail considérable qui lui a pris *deux ans*. Elle a fait le tour des différents services médicaux en France, interrogé *des médecins*, des psychiatres, des musiciens, analysé les tendances, relevé les ambiguïtés, *montré* les conditions de la recherche et de la formation, confronté les expériences. Cette première série d'émissions se terminera sur des conseils pratiques : *bibliothèques*, adresses, etc.

C.H.

★ *La musicothérapie*, F.C., 18, 25 avril et 2 mai (11 h2), le 25 avril (13 h 30).

Radios locales

● **Radio Latina ? Une fenêtre ouverte sur le monde latin**, celui d'Europe et celui d'Amérique, une réaction à l'influence anglo-saxonne qui s'exerce de plus en plus sur la France, une volonté de modifier l'image passéiste accolée aux pays de culture latine. Le samedi 23, *l'émission « Autour de l'Amérique latine » proposera* un hommage à l'écrivain Alejo Carpentier (17-18 h) : du 18 au 24, elle participera au deuxième Festival de la chanson latino-américaine de Managua (Nicaragua). (Radio latina, 105,25 MHz, Clamart).

● **Les quarante mille étudiants** séjournant la moitié de l'année sur l'immense campus de Bordeaux ne méritaient-ils pas d'avoir leurs émissions ? *Les voilà comblés* avec Radio-100. La station se propose d'être un lien entre la population estudiantine et le reste de la cité. « Avec ou sans pépin » est une de ces émissions-service précieuses pour les étudiants ; dossiers, informations pratiques, petites annonces, rencontres avec des étudiants « venus d'ailleurs » (tous les lundi, de *20 h 30* à 22 h, *sur* Radio-100, 94,3 MHz, Bordeaux).

● *Sartre est venu régulièrement* (entre 1940 et 1950) passer un ou plusieurs mois en Anjou. Accompagné de Simone de Beauvoir, il s'y reposait et travaillait chez sa vieille amie, Mme Morel, à qui il dédia « Huis clos ». C'est l'arrière petit-fils de son hôtesse qui, rassemblant les souvenirs de sa famille, auxquels il joint une interview de Simone de Beauvoir, *nous racontera ces moments peu connus de la* vie du philosophe (le 22 avril, sur Danger-FM, 98 MHz, Angers).

● **Qui ne se souvient de la silhouette menue**, de son élégance discrète et de sa voix fluette, qui rappelait gentiment à l'ordre ses ouailles respectueuses : « On dit : merci, Madame » ? Il s'agit de Mireille, bien sûr, et son petit conservatoire de la chanson. Elle revient *sur l'antenne de Radio-service-Tour-Eiffel. On l'écoutera avec* émotion et avec nostalgie (tous les samedis, de 12 h à 12 h 30 sur Radio-Tour-Eiffel, 101,5 MHz).

Stations nationales

Europe 1

Chuchotements. Un *nouveau* chroniqueur économique, M. Jean Matouk, P.-D. G. de la banque Chaix depuis décembre 1982 et professeur à la faculté de Montpellier, *va faire son apparition tous les samedis, à* 7 h 55, sur l'antenne d'Europe 1. M. Matouk est membre du comité directeur du parti socialiste *depuis* 1979 et ancien conseiller personnel de François Mitterrand pour les questions économiques et financières. De là à chuchoter que son arrivée est destinée à contrebalancer la chronique quotidienne — et critique — de Jean Boissonnat...

De son *côté*, M. Serge July, directeur de *Libération*, prendra, à 8 h 35 le samedi, la place de M. Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Observateur*, qui, lui, interviendra dans la soirée du même jour entre 19 heures et 20 heures.

France-Inter

L'aventure, c'est l'aventure... Suscitant, au cours des âges, les rêves et les assauts de générations d'aventuriers et de héros, le Grand-Nord peu à peu se laisse apprivoiser. Il sera en *tous cas le sujet d'une grande* « saga » proposée par France-Inter pour célébrer l'Année mondiale de la communication.

Nicolas Hulot suivra ainsi l'expédition hivernale de Janusz Kurbiel au pôle Nord *magnétique*, et interviendra plusieurs fois par jour en direct sur l'antenne (du 16 au 22 avril, et samedi 23 avril, de 11 heures à 12 h 45).

Serge Martin, reporter à la rédaction d'Inter, participera au *raid du G.M.H.M. (groupe militaire* de haute montagne) du commandant Marmier à travers l'île Bylot : 500 kilomètres sur la banquise, à l'assaut d'une chaîne de *montagnes* culminant à plus de 2 000 mètres (du 16 au 23 avril, dans les différents *journaux, et le 19 avril*, à 19 h 20, pour un « Téléphone sonne ».

Jacques Pradel *consacrera* cinq émissions spéciales à Nanisivick, à « La découverte du pays des Inuits ». Un portrait de ceux qui ont toujours vécu dans le Grand-Nord canadien (du 18 au 23 avril, de 14 heures à 16 heures).

Enfin, Eve Ruggieri commencera *le 18 avril l'histoire de* Jack London, lui aussi héros et symbole de l'aventure... (à 8 h 45 *tous les jours*).

La Médiathèque de Belgique

Un réseau de diffusion culturelle

« Nous tentons de faire au niveau des programmes vidéo ce que la FNAC a réussi avec le matériel mais dans un esprit de service public. » Cette comparaison de Pierre Gordinne, responsable de la Médiathèque de la communauté française de Belgique, résume bien les enjeux d'un réseau qui, entre la radiotélévision, le câble et les vidéo-clubs, a imposé le principe d'une diffusion culturelle de la vidéo. Un réseau qui n'a pas d'équivalent en France malgré les initiatives de la Direction du Livre, des mouvements associatifs ou de l'Institut national de la communication audiovisuelle.

Au départ, il y a la Discothèque nationale de Belgique, créée en 1956, une association privée mais financée à 70 % par l'État, les collectivités locales et les universités, et à 30 % par les usagers. Elle possède aujourd'hui une collection de trois cent mille enregistrements, gère une centaine de centres locaux et réalise annuellement plus de deux millions de prêts pour une population qui compte, dans la communauté française, quatre millions d'habitants. Parallèlement, la Discothèque s'est diversifiée : au fil des années, elle a intégré à ses collections les cassettes sonores, les cours de langues et les montages diapos sonorisés. Attentive à l'évolution des technologies, elle propose dans quelques semaines la location de lecteurs de disques audionumériques avec un catalogue de disques compacts de plus de deux cents titres, à faire pâlir d'envie les revendeurs français les mieux approvisionnés.

La Discothèque nationale devient donc médiathèque, et c'est dans ce cadre qu'elle s'intéresse, dès le début des années 70, à la production vidéo. C'est d'abord la création d'un vidéobus, qui met à la disposition des groupes et des associations un matériel de production. Mais, très vite, les responsables de la Médiathèque s'intéressent aussi à la diffusion et s'adressent aux groupes belges et français pour constituer un premier catalogue.

Il s'agit essentiellement, à l'époque, de réalisations militantes ou d'organismes socio-culturels bien différents des produits « grand public » diffusés habituellement par les centres de prêt.

« Au début, explique Pierre Gordinne, *les responsables des discothèques ont été un peu désorientés, mais nous avons été aidés par une modification de la situation institutionnelle. Le ministère de la culture, notre principal bailleur de fonds, s'est vu confier des responsabilités d'animation et de formation dans des secteurs aussi divers que la santé, la protection de la jeunesse ou le planning familial. Du même coup, notre mission de diffusion culturelle s'est élargie, et nous avons constitué, autour du catalogue vidéo, un public d'enseignants et d'associations. »* Parallèlement, la Médiathèque se lance dans des actions thématiques avec des bibliothèques, ce qui lui permet d'intégrer des productions vidéo dans des catalogues multimédias sur l'énergie, le troisième âge ou l'éducation sanitaire.

Mais cette collection de vidéogrammes va sensiblement s'enrichir à la suite de deux initiatives. En 1978, les responsables de la Médiathèque parviennent à convaincre la Radiotélévision belge de langue française (R.T.B.F.) de l'intérêt de la diffusion culturelle. Un accord leur permet d'intégrer au catalogue quelque cent cinquante émissions dont les droits sont disponibles. D'autres accords lui amènent des réalisations de la chaîne britannique Thames Television, des écoles de cinéma, puis des télévisions locales qui commencent à fleurir en Belgique.

Un « vidéo-théâtre »

Il y a un an et demi, la Médiathèque décide de franchir un nouveau pas et d'inscrire à son catalogue des vidéocassettes d'éditeurs privés. Plus de mille films de long métrage sont ainsi disponibles à la Médiathèque de Bruxelles et dans sept centres régionaux, en concurrence directe avec les vidéo-clubs. *« Nous ne pouvions pas ignorer la demande du public,* explique Pierre Gordinne. *Mais la location de films nous permet de continuer à diffuser les cassettes plus institutionnelles. Nous restons ainsi fidèles à notre vocation de service public en offrant un catalogue beaucoup plus étendu que n'importe quel vidéo-club. »*

La demande se porte bien entendu massivement sur les films de fiction, mais les documents socio-culturels représentent tout de même 10 % des locations de la Médiathèque. Le système marche bien auprès du public scolaire. Pour les établissements équipés d'un magnétoscope, la Médiathèque propose un abonnement annuel de 350 F qui donne accès à tout le catalogue. Ceux qui n'ont pas de magnétoscope viennent par classes entières, au « vidéo-théâtre », cette salle de projections permanentes à la carte. Mais la Médiathèque loue aussi des magnétoscopes, ce qui lui a permis d'élargir son public, notamment vers des groupes de jeunes qui organisent fréquemment des soirées vidéo.

La Médiathèque est donc solidement implantée dans la communauté française, ce qui n'empêche pas Pierre Gordinne de s'interroger sur l'avenir : *« L'audiovisuel belge est en pleine déstabilisation. Les libéraux, majoritaires au niveau national, ne cachent pas leur préférence pour une privatisation. La R.T.B.F. est aujourd'hui directement concurrencée par R.T.L. Demain, peut-être, par les réseaux câblés, dont le statut juridique est encore imprécis. Si la télévision payante donne de nouveaux programmes sur les câbles, que restera-t-il du marché de la vidéocassette et, surtout, de la diffusion culturelle ? Nous devons nous préparer à des mutations prévisibles, en renforçant l'expérience que nous avons acquise en matière de programmes. Quelle que soit l'évolution des techniques de diffusion, on aura de plus en plus besoin de banques de programmes. Nous cherchons aussi à renforcer notre collaboration avec la R.T.B.F., pour mieux informer le public sur les diverses utilisations de l'audiovisuel. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(*) Médiathèque de la communauté française, 2a, rue Marché-aux-Peaux, 1000 Bruxelles. Tél. (02) 511-22-04.

VIDEOCASSETTES SELECTION

L'année cinéma

Après « 1982, l'année *choc* », *Hachette et Channel 80* proposent « 1982, l'année cinéma ». La formule — un montage de documents commentés — est toujours la même, mais la succession d'extraits de films est bien moins indigeste que la compilation des bandes et photos d'actualité. La sélection, *effectuée par le magazine Première,* est sans surprise : on y retrouve la remise des césars, le Festival de Cannes, l'inévitable hommage aux chers disparus et *quelques pages spéciales sur le* cinéma américain ou le comique français.

On y cherchera en vain mention de films difficiles ou méconnus, qu'une telle initiative aurait pu réhabiliter. La cassette reprend purement et simplement le « box office » de l'an*née, et son effet est fort simple.* Si vous n'êtes pas un client assidu des salles de cinéma, vous vous précipiterez sur le premier programme venu pour rattraper votre retard. Si vous êtes déjà un gros consommateur, il ne vous reste plus qu'à confronter votre palmarès personnel avec *celui de la cassette et à combler* rapidement vos rares lacunes. La vidéo paie ainsi une part de son tribut au cinéma.

★ *« 1982, l'année cinéma ».* Commentaire de Jean-Claude Brialy. Une production Channel 80 et Première. Distribué par R.C.V.

Montreuil images

Depuis sept ans, la municipalité de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a doté son service d'information d'un secteur vidéo. L'équipe en place a réalisé une vingtaine de documents qui servent de supports à des débats, à des expositions ou à des animations. La plupart concernent la vie des quartiers, des entreprises ou des équipements collectifs de Montreuil, mais certains, par la portée générale de leur sujet, dépassent largement les frontières de la ville et sont utilisables dans d'autres contextes.

C'est le cas d'une remarquable série de films tournés en 1979 à l'occasion de l'Année internationale de l'enfance : *Ça marche l'école, Un enfant parmi l'autre, Cinq enfants en été.* La richesse des témoignages sur les relations enfants-adultes ou enfants-institutions, l'originalité de la démarche, font de ces documents de passionnants instruments de réflexion ou d'animation. Le catalogue de la vidéothèque de Montreuil com*prend aussi des films sur le troisième âge (C'est beau la vie)* et l'adolescence *(Parlez-nous de nous),* ainsi qu'une production sur la Résistance. Ces vidéocassettes sont disponibles en format V.H.S. ou U-Matic 3/4 de pouce, la vidéothèque de Montreuil louant le cas échéant le matériel de diffusion.

★ *Montreuil images,* Vidéothèque de Montreuil : 82, rue Victor-Hugo, 93100 Montreuil (tél. : 858.91.49, poste 400).

FILMS

Mortelle randonnée, de Claude Miller, avec Michel Serrault et Isabelle Adjani. Édité par Sunset video et distribué par G.C.R.

Wolfen, de Michael Wadleigh, avec Albert Finney et Diane Verona. Édité et distribué par Warner Home video.

Les bourreaux meurent aussi, de Fritz Lang, avec Brian Don Levy, Anna Lee et Walter Brennan. Édité et distribué par VIP.

Documents

Hitler, une carrière, de Joachim Fest et Christian Herrendoerfer. Édité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

Benito Mussolini, de Roberto Rosselini. Édité et distribué par VIP.

J.-F. L.

PRATIQUES

VIDÉO

Vidéo rurale

Le magazine agricole mensuel *D'un soleil l'autre,* diffusé sur *FR 3 le dimanche à 12 heures,* s'ouvre aux réalisations vidéo indépendantes. Il fait donc appel aux productions des clubs vidéo, nombreux en milieu rural. Un comité de sélection choisira les séquences qui seront diffusées, au rythme d'une par mois, à partir de septembre prochain. Renseignements : *D'un soleil l'autre,* 18, cours Albert-Ier, 75008 Paris.

Plasticiens asphyxiés

Les quatre ateliers vidéo abrités par l'U.E.R. d'arts plastiques de l'université de Paris-I sont sur le point de fermer leurs portes. C'est pourtant l'un des rares lieux en France où les futurs professeurs d'arts plastiques, animateurs socio-culturels, maquettistes audiovisuels, peuvent trouver une formation universitaire aux nouvelles possibilités de l'image électronique. L'équipement de ces ateliers n'a jamais été très performant : quelques antiques magnétoscopes 1/2 pouce à bande, une régie sommaire et un V.H.S. de salon. Malgré cela et avec un budget annuel de 2 092 F, les trois enseignants et leurs étudiants étaient parvenus à coproduire des documents intéressants avec l'Institut audiovisuel de Saint-Cloud et le Centre Beaubourg. Aujourd'hui, le matériel est définitivement hors d'usage et son renouvellement ne semble pas à l'ordre du jour, faute de crédits. Une asphyxie paradoxale lorsqu'on parle partout du renouveau de la création audiovisuelle française.

J.-F. L.

Une caméra avec générateur de caractères

La caméra VC26S de Thomson est le premier modèle de la marque à être équipé d'un dispositif de mise au point automatique dit autofocus. Mais ce modèle, développé par le Japonais Matsushita, recèle bien d'autres attraits. Tout d'abord l'analyseur d'images est de type Newvicon ; il garantit ainsi de bonnes images, même dans des circonstances d'éclairement peu favorables. Autre nouveauté, la commande du magnétoscope sur la poignée de la caméra, toutes les touches d'usage courant sont à disposition, sous la main du preneur d'images. Mais la grande surprise, c'est de trouver un mini-clavier commandant un générateur de caractères qui permet de surimpressionner sur l'image vidéo soit un titre complet, soit la date de la *prise de vues. Ajoutons que cet* appareil est pourvu d'un système de fondu pour estomper l'image et nous aurons, avec le VC26S, fait connaissance avec une des caméras d'épaule les plus complètes du marché.

PHILIPPE PÉLAPRAT.

HI-FI

Centrale musicale portative

A première vue, le Sharp GF 990G ressemble à ce qu'il ne faut plus appeler un *carry component,* c'est-à-dire à une mini-chaîne portable avec un tuner, un ampli, un double lecteur de cassette, un égaliseur et deux mini-enceintes détachables. La surprise est cachée dans un compartiment *discret de l'appareil. Il* s'agit d'un clavier couplé à un puissant synthétiseur musical. Les possibilités de l'instrument sont étonnantes : choix du rythme (valse, swing, rock, béguine) et de l'accord, sélection de tonalité, tempo, contrôle de diapason. Une mémoire de grande *capacité démultiplie encore* les capacités de l'appareil. La partie enregistrement permet de retranscrire la musique ainsi composée sous forme analogique ou digitale.

La présence de deux platines à cassette signifie que nous sommes en présence d'un mini-*banc de duplication.* En plus de la recherche et de l'arrêt automatique en début et en fin de séquence, le système permet la duplication à grande vitesse, comme chez les professionnels, et l'égaliseur graphique travaille sur cinq bandes de fréquence pendant la copie. Selon le constructeur, cette véritable « centrale musicale » devrait susciter des élans créatifs à la maison comme à l'école.

Ph. P.

Photo

Stages et concours diapos

Véritable spectacle audiovisuel, le diaporama (ou montage photographique sonorisé) consiste en *la projection de photographies,* sur un thème, en synchronisme avec une bande sonore. Les formes en sont diverses, depuis la simple conférence enregistrée sur bande magnétique et illustrée de diapositives, jusqu'à la présentation de diapositives sur plusieurs écrans *(la Multivision), parfois associée à* un film de cinéma, accompagnée d'un enregistrement stéréophonique. Ainsi, le diaporama fait-il appel à plusieurs disciplines (photo, cinéma, son, écriture, montage image et son...). Il existe une initiation à ces techniques sous forme de cours, de stages et de *manifestations audiovisuelles,* destinés tant aux amateurs qu'à des professionnels.

L'École nationale Louis-Lumière (8, rue Rollin, 75005 Paris) propose des stages de formation à la production d'un diaporama. L'université de Provence (3, place Victor-Hugo, *13331 Marseille, Cedex 3) assure* une formation complète très large, sur trois ans. Le prochain concours d'entrée sera ouvert début mai aux titulaires du baccalauréat ou aux élèves de terminale dans certaines conditions.

Des stages de formation ou des présentations commentées sont également assurés par des organismes privés (TAV-Simda, 18, rue Tav-Goudet, 75270 Paris, ou la Société française de photographie, 9, rue Montalembert, 75007 Paris).

Le diaporama, enfin, fait aussi l'objet de compétitions qui se dérouleront au début de l'été : Premier concours de diaporama de Doué-la-Fontaine, du 1er au 3 juillet (envois avant le 30 mai, renseignements à M. Albert, 111, avenue du 8-Mai, 49130 Les Ponts-de-Cé) ; Coupe de l'Europe du Diaporama à Epinal, du 16 au 19 juin (envois avant le 15 avril, renseignements à M. Thouvenot, 44, *rue François* à Epinal).

ROGER BELLONE.



Haydn par le Quatuor Tatraï

En 1793, sous l'œil attentif de son élève Beethoven, Haydn composa en vue de son second séjour à Londres une série de six quatuors à cordes (opus 71 et opus 74) parfois appelés *Quatuors Apponyi*, du nom du leur dédicataire. En 1794-95, il en fit exécuter certains dans la capitale britannique aux mêmes concerts que ses dernières symphonies. Il s'agit donc des premiers grands quatuors de l'histoire de la musique conçus expressément pour être entendus non en privé, mais dans une vaste salle publique. D'où des sonorités parfois orchestrales (opus 74 nº 1), et la présence dans chacun d'entre eux, comme dans les symphonies de l'époque, d'introductions lentes ou d'éléments formels en tenant lieu.

Depuis une quinzaine d'années, sans se presser mais avec un résultat artistique d'autant plus impressionnant, le Quatuor Tatraï de Budapest nous livre les éléments d'une intégrale en cours des quatuors de Haydn. Sans compter les *Sept Paroles du Christ*, il y a en tout soixante-huit quatuors dont quarante-quatre sont maintenant parus. Plusieurs albums sont déjà « de référence » ; celui consacré aux *Quatuors Apponyi*, qui confirme les très hautes qualités de l'ensemble, mérite de le devenir aussi. L'interprétation, intelligente et sensible, fait vivre la musique de l'intérieur, et on apprécie en particulier d'admirables mouvements lents (cf. celui à caractère d'hymne, de l'opus 74 nº 3, dit *le Cavalier*). A ne pas manquer (3 d'Hungaroton, SLPX 12246-48).

MARC VIGNAL.

Le quatuor en sol de Schubert par le Quatuor Brandis

Est-ce la création des *15ᵉ et 13ᵉ Quatuors* de Beethoven qui amène Schubert à composer de son côté, en 1826, des quatuors aussi monumentaux que le *ré mineur* (sur *la Jeune Fille et la Mort*) ou le *sol majeur* D.887 ? Sans doute, car les amateurs de l'époque n'avaient guère envie de jouer des œuvres d'une telle longueur. Schubert se projette ainsi dans l'avenir avec une vigueur et une profondeur exceptionnelles ; lui qu'on a souvent dit inapte aux grandes formes, écrit de vastes développements d'un souffle indéniable.

Le Quatuor Brandis, encore peu connu en France, mais qui est constitué de solistes de la Philharmonique de Berlin, avec un superbe violoncelliste, Wilfrid Boettcher, déploie le *Quatuor en sol* dans toute son envergure avec de splendides sonorités, souligne la grandeur du style et la force de l'accent schubertien par des phrasés qui sont comme des « coups de rame » tirant le lyrisme du plus profond de l'âme ; on pense déjà au sublime *Quintette à deux violoncelles*.

A travers toute l'œuvre, on retrouve l'ambivalence du majeur et du mineur, qui crée une couleur lyrique très poignante, l'opposition de trémolos, tantôt en arcs-en-ciel irisés, tantôt en blizzards frissonnants (d'où le nom de « quatuor des tremblements » qu'on donne parfois à cette œuvre), avec des complaintes mélancoliques d'un accent exquis et déchirant, et souvent de grands accords dressés, d'une énergie farouche. Etonnant paysage intérieur d'un être solitaire luttant avec le doute et la mélancolie, et certainement pas l'image d'un vaincu (Orfeo, LC 8175 ; distribution Harmonia Mundi, HM 69).

JACQUES LONCHAMPT.

Ravel, Duparc et Debussy par Elly Ameling

Elly Ameling a choisi pour son dernier disque trois œuvres de « jeunesse » de Ravel, Duparc et Debussy. Mais que la musique française était donc jeune et géniale à la fin du siècle dernier ! Ravel, à vingt-huit ans, écrit *Shéhérazade* sur trois poèmes de Tristan Klingsor d'un orientalisme délicieux qui font lever des volées de rêves magiques dans cette musique voluptueuse d'une étincelante lumière ; Duparc, à vingt et vingt-deux ans, dit pour toujours, avant de s'enfermer dans le silence de la maladie, l'extase de l'amour dans la *Chanson triste* et tout ce qu'éveillent en nous les strophes baudelairiennes miraculeuses de *l'Invitation au voyage* ; Debussy, encore à la villa Médicis, quitte tout doucement les vêtements de ses pères en cette *Damoiselle élue*, dépouillée de toute rhétorique et surcharge, où apparaissent déjà les traits de Mélisande et de saint Sébastien l'androgyne, sur des paroles de Dante-Gabriele Rossetti dont il transcende le symbolisme précieux, même si lui aussi décore les mots d'or, de lys et d'étoiles.

Elly Ameling a un sens très rare de la prosodie et du style français, comme l'avaient montré ses admirables enregistrements des mélodies de Fauré, et sa voix marie le mot et la musique comme s'ils étaient passés à travers toute l'étoffe vibrante de son être. Dès qu'elle soupire : « *Asie, Asie, Asie* », nous voici partis bien loin pour un voyage que nous ne voudrions pas voir finir.

Edo de Waart, tout aussi subtil et amoureux de la musique française, l'accompagne à merveille avec son Orchestre de San-Francisco, aux sonorités entrelacées à la voix comme un bouquet de fleurs printanières (Philips, 6514.199).

J. L.

« Ciboulette » de Reynaldo Hahn

On supporte ou non cette vision du « petit peuple des Halles », comme on l'appelait alors, par les aristocrates de 1920, familiers plutôt du monde de Proust. Robert de Flers et Francis de Croisset, les librettistes, en rajoutent à chaque réplique dans ce qu'ils croyaient être le franc-parler et la naïveté dudit populaire. On résiste moins à la légèreté et au charme de la musique de Reynaldo Hahn, à son sens mélodique si bien accordé à la voix, qu'il connaissait parfaitement.

Une équipe enthousiaste, rassemblant des vétérans (Mady Mesplé, Nicolaï Gedda, José Van Dam) et de plus nouveaux venus (Colette Alliot-Lugaz, François Le Roux) dans un bel entrain évitant toute charge et toute vulgarité. Cyril Diederich, spécialiste, et mieux, amoureux de la musique française, traite avec beaucoup de délicatesse et de bonheur une partition somme toute plus riche qu'on ne le croit. Avec aussi Jean-Christophe Benoît, Claude Vierne, Marcel Quilleveré, l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo et l'Ensemble choral Jean-Laforge.

Pour qui aime le genre, une réussite (*deux disques* EMI, 167-73105/106).

ALAIN ARNAUD.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions ici, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous avons demandé d'autre part à ces disquaires d'attirer l'attention sur des *disques anciens « à redécouvrir »*. (Cette semaine, le choix de la FNAC-Marseille.)

	CLASSIQUE		JAZZ		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	G. VERDI, « la Traviata », I. Cotrubas, dir. C. Kleiber (D.G.G.).	W.-A. MOZART, « Airs d'opéra », T. Stich-Randall (EMI).	K. et M. LABÈQUE, « Gladrags » (EMI).	P. ERSKINE, « Contemporay » (DAM).	MICHEL JONASZ, « Tristesse » (W.E.A.).	G. LAFAILLE, « Folie douce » (Musidisc).	PINK FLOYD, « The Final Cut », (EMI).	M. FAITHFULL, « A child's adventure » (Phonogram).
2	CANTELOUBE, « Chants d'Auvergne », F. von Stade (C.B.S.).	J.-S. BACH, « Clavier bien tempéré », F. Gulda (Harmonia Mundi).	B. EVANS, « Paris concert » (W.E.A.).	R. CARTER, « Etudes » (W.E.A.).	B. LAVILLIERS, « Etat d'urgence » (Barclay).	N. KAUFMANN, « Enlèvement demandé » (W.E.A.).	U. 2, « War » (Phonogram).	SPANDAU BALLET, « True » (R.C.A).
3	W.-A. MOZART, « Airs d'opéra », T. Stich-Randall (EMI).	J. BRAHMS, « Concerto nº 1 », V. Ashkenazy (Decca).	COUTURIER CELEA QUINTET, « The Game » (J.M.S.).	COUTURIER CELEA QUINTET, « The Game » (J.M.S.).	C. LARA, « T'es pas drôle » (R.C.A.).	B. LAVILLIERS, « Etat d'urgence » (Barclay).	C. CROSS, « Another Page » (W.E.A.).	VAN MORISSON, « Inarticulate Speech of The Heart » (Phonogram).
4	J.-S. BACH, « Variations Goldberg », G. Gould (C.B.S.).	CANTELOUBE, « Chants d'Auvergne », F. von Stade (C.B.S.).	CAPON - GALLIANO - PERRIN (DAM).	P. MEYER, « Racines croisées » (Import).	J. CLERC, « Pantin 83 » (A.E.).	ARMANDE ALTAI, « Nocturne flamboyant » (Phonogram).	M. JACKSON, « Thriller » (C.B.S.).	SLY AND THE FAMILY STONE, « Ain't but the one way » (W.E.A.).
5	G. VERDI, « Falstaff », dir. C.-M. Giulini (D.G.G.).	SCHUBERT, « Sonates en ut mineur D 958 », Radu Lupu (Decca).	WEATHER REPORT, « Procession » (C.B.S.).	HORN STUFF, Cathy Valdes (Media 7).	C. COUTURE, « Quoi faire » (Phonogram).	L. BEAUSONGE, « Ombre » (R.C.A.).	M. FAITHFULL, « A child's adventure » (Phonogram).	PHILIP GLASS, « The photographer » (C.B.S.).
6	G. MAHLER, « 8ᵉ symphonie », Orchestre philharmonique tchèque, dir. V. Neumann (Eurodisc).	H. DUTILLEUX, « Métabole » (Erato).	R. CARTER, « Etudes » (W.E.A.).	BOB MINTZER, « Source » (Media 7).	J.-J. GOLDMAN, « Au bout de mes rêves » (C.B.S.).	G. MANSET, « Comme un guerrier » (Pathé).	P. COLLINS, « Hello I must be going » (W.E.A.).	PIG BOY, « Lend and ear » (New Rose).
7	J.-S. BACH, « Passion selon saint Matthieu », dir. M. Corboz (Erato).	G. MAHLER, « 8ᵉ symphonie », Orchestre philharmonique tchèque, dir. V. Neumann (Eurodisc).	CHICK COREA, « Trio music » (E.C.M.).	STECKAR TUBAPACK, « Suite à suivre » (JAM).	F. LALANNE, « Celle qui m'a emmené » (Phonogram).	CASTELAIN, « De bric et de broc » (W.E.A.).	CARLOS SANTANA, « Havana Moon » (C.B.S.).	TEARS FOR FEARS, « The Hurting » (W.E.A.).
A REDÉCOUVRIR	J. HAYDN, « Theresiennemess », L. Bernstein (C.B.S. 35839).		BILLS EVANS, « You must believe in spring » (W.E.A. 56879).		ALAIN BRICE, « Partir » (Phonogram 6313273).		F. GROOVIES, « Supersazz » (C.B.S 33273).	
A REDÉCOUVRIR	E. ELGAR, « Cello concerto opus 85 », D. Barenboïm, J. Dupré (C.B.S. 576529).		CHICO FREEMAN, « Spirit sensitive » (DAM), Indian Navigation 1045.		G. MANSET, « Y'a une route » (P.M. 6613036).		COASTERS, « Import japonais » (W.E.A. - PU 583 A).	



MARC SEBERG « Marc 83 Seberg »

Qui mieux que Philippe Pascal chante le rock en France ? Qui dit les choses comme il sait les dire, avec dignité et un sens du drame ? Qui possède son magnétisme, sa magie ? Simplement personne. Une expression unique dans l'Hexagone, qu'on ne lui enlèvera pas au-delà des frontières et que d'ailleurs les Anglo-Saxons pourraient bien lui envier. Le présenter ainsi, c'est, de toute évidence, lui donner la vedette. Ce qu'il refuse catégoriquement. *Marc Seberg n'est pas son* groupe : il est le chanteur de Marc Seberg, la nuance est importante. Mais qu'y peut-il, Philippe Pascal ? Vulnérable et empêtré dans ses contradictions. Être sur le devant, s'exposer et puis se retrancher derrière les autres musiciens, derrière un *nom de groupe*, le jeu n'est pas sans risque. Déjà au sein de Marquis de Sade, il en était la voix, le visage, le style, et si les *autres étaient aussi importants*, c'est lui qu'on retenait. De même avec Marc Seberg, quels que soient les talents conjugués de Pierre Corneau à la basse, de Pierre Thomas à la guitare ou d'Anzia (qui tenait déjà la guitare sur le premier 33 tours de Marquis de Sade), ils sont condamnés à vivre dans son ombre. Il n'y a pas là d'illusions à se faire. On l'attendait depuis longtemps ce premier disque de Marc Seberg. A la séparation de Marquis de Sade avaient succédé les formations d'Octobre et de Sax Pustuls. Philippe Pascal, quant à lui, attendait, disait-il, un brin cynique (envers lui-même ?) « *de voir les erreurs des autres pour ne pas faire les mêmes* ». Prendre le temps, trouver la bonne formule, choisir des musiciens non pas pour leur technique mais pour l'esprit qui anime leur jeu : un groupe dans lequel se fondre. On peut penser que la concrétisation sur le vynile de ce disque produit par Steve Hillage est le travail d'Anzia, qui a su pallier, voire diriger, les doutés, les hésitations, les changements d'humeur de Philippe Pascal. Marc Seberg perpétue l'esprit de Marquis de Sade, ses références européennes dans la culture, l'imagerie, les nuances, les climats, les sonorités. Une musique d'élans et de lyrisme, *une musique en profondeur*, grave, avec des mélodies émouvantes à force d'aridité et de rigueur. Tout est pesé, ici tout a du poids : les guitares qui s'agrippent aux thèmes, déliées ou bien crispées, la rythmique lancinante, lourde de conséquences, la voix qui s'élève, magistrale, poignante. Le poids des mots, le choc des sons. On *le préfère, Philippe Pascal*, quand il chante en français (*Sylvie, Jour après jour, Sans mémoire*), mais on ne lui en veut pas de chanter en anglais même si l'on sent bien que, là encore, *c'est pour se cacher derrière un* langage qui l'engage moins. A travers l'âpreté, l'austérité de la première écoute se dégage très vite une beauté limpide et virginale dont l'importance est internationale. Marc Seberg 83 est un millésime qui confère au rock français une fierté qui lui manquait. (Virgin, 201945).

ALAIN WAIS.

Jazz

Django Reinhardt et Stéphane Grappelli : « 1949-1950 »

La musique de jazz a plus d'un rapport de similitude avec la *musique classique*. Entre autres attitudes communes, celle-ci et celle-là n'éprouvent pas de honte à avoir un passé ancien, à s'en féliciter, et à le remémorer. Voici Reinardt et Grappelli de nouveau édités. Les amateurs de cette équipe qui ne possédaient pas nécessairement les plages qui sont ici offertes vont pouvoir les acquérir. Les plus jeunes explorateurs du jazz — parmi lesquels les amis de la guitare, si nombreux aujourd'hui — trouveront là occasion de les découvrir.

Django et Stéphane — il ne faut jamais les dissocier en ces années d'autrefois — ont enregistré ensemble cent merveilles *jazziques : en 1934, pour Ultraphone* ; en 1935, pour Decca ; de 1936 à 1939, pour Pathé-Marconi, puis, de 1946 à 1950, *pour Pathé encore, et, à la fin* des années 40, pour Victor aussi. Ce sont les œuvres de cette époque ultime du quintettre que *republie le département* français de Victor-RCA.

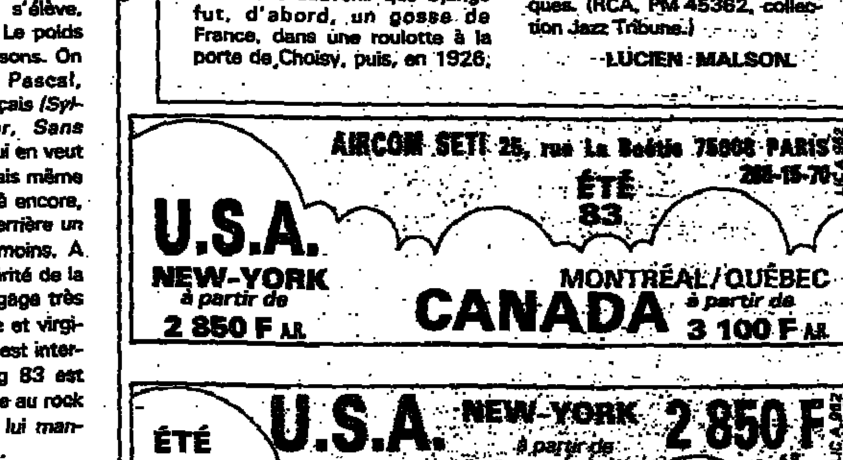
Trente-deux plages (dont vingt-deux avec Grappelli) enregistrées pour la firme par Django sont retenues pour le double album qu'on a glissé sous une pochette qui reproduit le texte de l'acte de naissance de Jean Reinhart, signé Reinhard par son père, avec une autre orthographe. Jean (dit Django) héritera des deux graphies et les cumulera dans son nom.

Ce recueil est l'occasion de nous faire souvenir que Django fut, d'abord, un gosse de France, dans une roulotte à la porte de Choisy, puis, en 1926, *un partenaire des bals musette* pour l'accordéoniste Guerino, et enfin, en 1946, une vedette du Carnegie Hall, invitée par Duke Ellington. *En ce disque*, Django est, on le voit, en pleine heure de gloire.

Les Tsiganes ont apporté trois types de musique : les *Gitans d'Espagne, le flamenco* ; les Ooms d'Europe centrale, la csardas ; les Manouches de France, un jazz original qui *doit tout à Django* et à ce « gadgo », ce non-tsigane, qu'est Stéphane Grappelli. Michel-Claude Jalard, connaisseur savant *du domaine*, a souligné, avec pertinence, ce rôle de Grappelli : « *Il a ouvert*, écrit-il à son compagnon, *le monde où il devait faire œuvre et carrière. Il a, par la hauteur même de son art, empêché que les tendances du milieu manouche ne se referment pour Django.* »

L'association guitare-violon, qui a été reprise et perpétuée par une foule de jazzmen tsiganes, et qui trouve l'une de ses *plus belles incarnations* en ce volume, eut, toutefois, un précédent — rendons la justice jusqu'au bout — dans les disques de deux Italo-Américains : Salvatore Massaro (alias Eddie Lang) et Giuseppe Joe Venuti, et ce, dès 1928. Il restait à donner à ce couple instrumental l'imagination, la sensualité, la violence qui s'expriment ici. Django et Stéphane se sont chargés de la transmutation. Ils furent inventeurs et exploitants du trésor. Pour ces plages, ils acceptèrent la réapparition du piano. En ce sens ils revinrent au point de départ de l'aventure, où Franck Signorelli frappait le *clavier pour conforter l'action de* Venuti et Massaro, Ritals épiques. (RCA, PM 45362, collection Jazz Tribune.)

LUCIEN MALSON.



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

ENTRETIEN

Alexis Jacquemin et le défi de la désindustrialisation

Professeur d'économie à l'université de Louvain-la-Neuve, Alexis Jacquemin estime que l'un des aspects les plus inquiétants de la crise économique est la désindustrialisation des pays développés.

DOCTEUR en droit et en science économique, diplômé de l'université de Berkeley, Alexis Jacquemin a été professeur dans de nombreuses universités américaines, canadiennes et françaises, puis directeur du cabinet du ministre belge de la politique scientifique.

Auteur de plusieurs ouvrages économiques, dont *Économie industrielle européenne* (1), il est actuellement directeur du centre de recherches interdisciplinaire « Droit et Économie Industrielle » à l'université catholique de Louvain-la-Neuve. Ses travaux portent plus particulièrement sur les problèmes de concurrence, d'économie industrielle, d'échanges et de transferts de technologie internationaux, avec une approche tentant de concilier les analyses économique et juridique des phénomènes.

« La crise économique, par son ampleur et sa durée, semble défier la capacité des politiques économiques à offrir des alternatives satisfaisantes. Présente-t-elle selon vous un caractère dominant ?

– La crise présente des aspects multiformes. Mais la problématique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est essentiellement liée à une capacité d'adaptation : c'est la question de savoir comment nos pays sont capables de réagir à des changements extrêmement rapides, imposés tant par la concurrence internationale que par les modifications de nos habitudes de vie. Avec nos grands ensembles industriels, et compte tenu de la rigidité croissante que l'on constate sur le plan économique et social au nom des « droits acquis », mais aussi sur le plan politique et même mental, sommes-nous encore capables de nous adapter ? Avons-nous conservé la flexibilité, la mobilité, la rapidité de réaction nécessaire ? Et quel peut être le coût tolérable de ces ajustements ? Telles sont, je crois, les questions essentielles que nous devons poser.

– Cette crise se traduit essentiellement par l'inflation et surtout le chômage. Mais ce dernier résulte pour vous en grande partie d'un autre phénomène explicatif de la crise : la désindustrialisation des économies occidentales, et surtout européennes. Quelle est la nature de ce phénomène ?

– Le concept de « désindustrialisation » (2), tel qu'il a été élaboré au départ par l'école de Cambridge, en Grande-Bretagne, partait d'un constat : celui de la chute du poids de l'industrie dans l'activité économique globale, au profit des activités de service. Une évolution tend ainsi à se dessiner, nous faisant passer d'un type de société dans lequel l'industrie était la principale source de création de richesses à une société post-industrielle au sens de Fourastié ou de Bell. Ce qui pose, bien sûr, le problème politique d'accepter ou non cette évolution.

La dangereuse hypertrophie des services

– Quelle est la norme en la matière ? Peut-on dire que, dans telle société, l'industrie a un poids trop grand ou pas assez grand ?

– Il est impossible de dire qu'il y a une proportion optimale de l'activité industrielle au sein d'un économie. Mais, si l'on poursuit la tendance à l'hypertrophie des services, une série de problèmes graves vont se poser : pressions inflationnistes, ce secteur bénéficiant généralement de gains de productivité moins importants ; *tensions financières*, les investissements risquant de se détourner de l'activité productive ; dynamisme général de l'économie compromis ; enfin, il ne faut pas oublier que, les services suivant l'industrie, l'interdépendance est très forte. L'exemple du Japon, qui est en train de devenir la première place financière du monde – suivant ainsi le développement de son industrie – en est l'illustration.

– N'y a-t-il pas aussi un problème d'indépendance nationale ?

– Jusqu'à un certain point, pour des productions considérées comme critiques : défense nationale, filière informatique, alimentation, par exemple. Mais il s'agit là d'un problème d'autonomie dont la solution peut être trouvée autrement que sur un plan strictement national : par exemple dans une zone géographique plus vaste comme la C.E.E. De toute façon, l'argument ne peut être généralisé sous peine de retomber dans l'utopie autarcique, avec tout ce que cela comporte de dommageable.

– Quelle est la réalité de la désindustrialisation en Europe aujourd'hui et quelles peuvent en être les conséquences à court et moyen terme ?

– L'emploi industriel est en train de décroître dans tous les pays européens, Italie exceptée. Or l'emploi créé dans les services est loin d'avoir compensé ce mouvement. De plus, la multiplication de services publics très peu exportables – pour ne pas dire pas du tout – et de services de type marchand difficilement exportables par nature risque de conduire certains de ces pays à un cercle vicieux de dépendance et de déficits extérieurs accrus.

» Or seuls les gains de productivité permettent à une économie de fonctionner, de maintenir ses services publics, de sauvegarder la qualité de vie. Et ces gains de productivité ne peuvent venir *que de la partie marchande* de l'économie. Vous n'aurez de quoi faire fonctionner la partie non marchande de l'économie que si la partie marchande dégage un surplus suffisant.

» Dès lors, la désindustrialisation, combinée au risque de protectionnisme qu'elle contribue elle-même à alimenter, risque d'amener à des points de rupture. Nous y arrivons déjà dans certains pays : on se rend compte qu'on n'est plus capable de supporter les charges de sécurité sociale d'assurer une éducation de qualité, de payer des pensions décentes.

Le syndrome du « père protecteur »

– N'y a-t-il pas pourtant, notamment en France, un appel important à la prise en charge par l'Etat d'un nombre croissant de prestations ? Cette demande est en contradiction avec le développement du secteur marchand.

– Il y a un mouvement puissant en Europe, France y compris, avec la loi sur la décentralisation, qui comprend que, pour assurer de façon adéquate l'ensemble des services qualitatifs, il faut se placer au niveau des collectivités et des communautés locales, et non à celui de l'Etat central.

» Plus fondamentalement, je crois que l'attitude actuelle de la population peut s'expliquer par une sorte de syndrome du « père protecteur ». En période de crise, on recherche la protection. On la recherche d'autant plus que le processus d'ajustement des économies aux chocs est incertain et que, par conséquent, tout le monde ne paye pas le même prix pour l'adaptation nécessaire : il y a des régions plus éprouvées que d'autres. On ne peut demander aux gens d'accepter plus *facilement de prendre* des risques, sans qu'une réelle volonté de justice distributive se soit manifestée dans ce domaine.

– Dans le cas français, la structure de la société ne vous semble-t-elle pas exercer une influence décisive sur la façon dont cet ajustement s'opère ?

– Pour un observateur extérieur, ce qui est frappant dans le cas de la société française, par contraste avec la société allemande, suisse, voire – mais c'est en *train de craquer – belge, c'est sa polarisation* politique. Le concept droite-gauche est si net que les affrontements sont constants et le consensus introuvable. On en arrive à une situation figée, où la méfiance réciproque et le refus de ce que l'autre accomplit me font penser à ce qui s'est passé un certain temps en Grande-Bretagne : nationalisations, dénationalisations, renationalisations, redénationalisations, se succédaient selon les gouvernements, ce qui revenait en pratique à détruire toute l'efficacité du système *productif britannique*. Je crois que c'est l'un des gros dangers de la société française.

BERNARD SPITZ.

(Lire la suite page XIV.)

(1) *Économie industrielle européenne. Structures de marché et stratégies d'entreprise* (Dunod).

(2) Cf « Le phénomène de la désindustrialisation et la Communauté européenne » dans la *Revue économique*, novembre 1979.

ENTRETIEN

Alexis Jacquemin

(Suite de la page XIII.)

» Le second réside, à mon sens, quel que soit d'ailleurs le groupe au pouvoir, dans la tentation permanente de collusion entre *les pouvoirs publics et certains pouvoirs privés ou nationalisés importants ; bref en un néocorporatisme qui, dans une perspective* de reconquête du *marché intérieur*, conduirait à une protection par l'Etat de ses champions nationaux. Ce danger n'existe pas qu'en France. Tous les pays s'y livrent plus ou moins, y compris la vertueuse Allemagne, toujours prompte à se draper dans des considérations sur la nécessité d'un libéralisme intégral, mais qui applique, dans le seul secteur des produits d'alimentation, quelque deux cents lois, règlements et directives diverses.

Les socialistes et les nationalisations

– L'ajustement du système productif à la situation internationale est l'un des objectifs essentiels de toute politique industrielle. Que pensez-vous de la politique menée en France depuis deux ans dans ce domaine, par comparaison avec ce qui se fait dans d'autres pays, l'Allemagne par exemple, qui n'a pas de ministère de l'industrie ?

– Je ne crois pas qu'il existe un modèle de politique industrielle – comme il n'existe plus, d'ailleurs, de modèle économique. On a parlé à une certaine époque du modèle suédois. Il s'est écroulé. Le dernier en date, c'était le modèle autrichien. Mais les déficits effroyables de ses grandes sociétés nationales ont remis les choses en place. Il faut donc se faire à l'idée que cette sécurisante notion de « modèle » n'existe plus.

» Ensuite, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de ministère de l'industrie en Allemagne qu'il n'y a pas de politique industrielle. En réalité, il y a une politique relativement interventionniste dans à peu près tous les pays européens, que ce soit pour améliorer l'environnement des entreprises ou pour favoriser les investissements.

» Quant aux choix français, notamment en matière de nationalisations, dire : « on nationalise pour nationaliser » ou : « on nationalise parce qu'on est socialistes », relève d'une conception archaïque.

– Le gouvernement socialiste n'a pas justifié officiellement les nationalisations en ces termes. Il a plutôt insisté sur le « caractère entraînant », pour l'économie, de la nécessité de s'opposer à la position de monopoles de certaines entreprises et sur le refus d'une certaine logique capitaliste conduisant notamment à des suppressions d'emplois.

– Vous additionnez là beaucoup d'arguments différents. Je ne dis pas que les socialistes ont nationalisé uniquement pour le principe, mais simplement que l'argument selon lequel la nationalisation s'impose parce qu'un pouvoir socialiste s'installe est toujours faux et archaïque. Cela étant, je sais qu'on n'a pas présenté cela comme la justification de base.

» Je ne crois pas davantage à l'argument du monopole : avec la concurrence internationale actuelle, c'est une illusion de croire que ces grands groupes occupent une position de monopole. *Il suffit* de voir leurs difficultés sur les marchés extérieurs pour s'en convaincre.

» Je crois en revanche beaucoup plus à l'argumentation qui a été évoquée par certains socialistes en France, et qui reproche à ces groupes de n'avoir pas respecté leur propre logique capitaliste : en préférant fonder leur développement sur les considérations d'ordre financier ou familial, sur des relations de personnes, plutôt qu'à travers une logique industrielle. Peut-être alors que les nationalisations permettront de retrouver une démarche rationnelle et industrielle, d'ailleurs toujours fondée – *quoi qu'on en dise – sur une logique de profit, puisque c'est celle qui prévaut* sur le marché *international*. Mais il n'est pas dit que cela va réussir. Il n'est pas dit non plus que ne vont pas se manifester d'autres types de lobbies et de groupes de pression, cette fois internes aux pouvoirs publics.

– A quoi ou à qui pensez-vous en disant cela ?

– Je pense, par exemple, au fait qu'il y a des corps différents, que les formations ne sont pas les mêmes, que d'un ministère à l'autre l'entente n'est pas nécessairement tout à fait cordiale. En somme des conflits de compétence peuvent se dessiner entre ministères et responsables politiques, exactement comme auparavant il y avait des conflits de territoire entre responsables du privé. Ce qui est tout aussi préjudiciable pour la mise en œuvre d'une logique industrielle. Cela rejoint les conclusions des études que j'avais faites avec le professeur Encaoua ; nous avions pu observer que la présence de grands groupes français dans *certains* secteurs plutôt que d'autres répondait aux *caractéristiques* organisationnelles de ces secteurs (3).

– Quel jugement portez-vous sur la manière dont les grands pays industrialisés tentent de relever le défi de la désindustrialisation ?

– Du point de vue de la vitesse d'ajustement, le contraste est encore malheureusement assez net entre l'Europe et les États-Unis, où l'on observe un recentrage rapide des ressources vers les secteurs nouveaux, au Texas et en Californie notamment. Mais le coût social accepté en contrepartie de cette mobilité est effroyablement lourd. Des poches *de pauvreté* quasiment irré*cupérables se forment* peu à peu. On retrouve là l'idée, *développée* naguère par *Prebish* et par le grand historien français Fernand Braudel, de centre et de périphérie. A l'origine, l'idée était que les pays industriels constituaient le centre, et les pays en voie de développement la périphérie. Mais à l'heure actuelle on se rend compte qu'il y a un centre et une périphérie dans toutes les grandes nations : un centre industriel dynamique, et une périphérie en voie de sous-développement posant des problèmes qui risquent de devenir très explosifs. » ■

BERNARD SPITZ.

---

(3) « Organizational Efficiency and Monopoly Power : the case of French Industrial Groups », par D. Encaoua et A. Jacquemin, dans l'*European Economic Review*, n° 1, 1982.

DERIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos, abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretien.

JEAN DUVIGNAUD (sociologue)

Il faut pouvoir rire de tout

« Fou rire ou rire du fou, rire jaune ou comme une baleine, beaucoup d'images sont associées à ce rire provocateur et libérateur à la fois. Or, lorsqu'on cesse de rire de soi, ce sont les autres qui se mettent à rire de vous...

– Le rire est toujours plus ou moins subversif ; on casse quelque chose en riant. Et c'est précisément la force de l'homme de pouvoir remettre en cause le monde dans lequel il est enfermé, sinon nous serions condamnés à vivre toujours dans un monde figé, et nous ne serions que des abeilles ou des fourmis. Or, nous sommes précisément capables de rire. C'est Genet qui disait qu'il aime bien les Grecs, puisqu'ils se mettaient à rigoler de leurs dieux, donc du sacré ; c'est, en effet, une qualité très profonde qui caractérise certains peuples. Je crois que le rire permet de se délivrer de *tout* ce qui existait *avant* soi. Il faut donc pouvoir rire des mots, des lois, des ancêtres, *bref* de tout ce *qui* nous est *imposé*.

– Le rire serait le pouvoir subversif par excellence ?

– Le rire est, en effet, une force de subversion : d'ailleurs les grandes dictatures sont toujours – terriblement – sérieuses. Regardez la tête de Pinochet ou de Staline, ils ont un regard d'une effrayante gravité et ils ne tolèrent aucun rire, personne dans leur entourage ne rit, car, si quelqu'un osait rire, il risquerait de démolir quelque chose. Or, ils ont peut-être de l'humour – qui n'est pas exclu de l'exercice du pouvoir, même totalitaire, – mais ils n'ont pas le rire, qui, lui, est anarchiste.

– Où situeriez-vous la frontière entre l'homme ayant de l'humour – se moquant des autres – et celui qui a le rire – sachant se moquer de lui-même ?

– Lorsqu'on rit de soi, on rit forcément aussi des autres. Prenez Charlie Chaplin : son génie réside précisément dans sa capacité de rire à la fois de lui-même et des autres. La dérision permet de casser le lien trop solide qui existe entre le rôle dans lequel on est enfermé et le statut qu'on vous accorde. J'aimerais bien voir un juge rire au moment où il condamne quelqu'un, mais ce n'est jamais le cas. Lorsque Aristote affirmait que *« le rire est le propre de l'homme »*, c'est plus vrai encore qu'on ne peut l'imaginer : le rire est vraiment cette force qui secoue, qui ébranle le corps, une sorte d'éruption volcanique, une catastrophe intérieure. Le rire est donc par définition *matérialiste, il* est la matière *en ébullition, en mouvement, d'où peut germer l'apparence de l'esprit.*

– Serait-ce à cause de cela que le « fou du roi » avait recours à cette force décapante du rire pour proférer les vérités les plus sanglantes ?

– Dans leur grande sagesse, les sociétés dites archaïques savaient très bien que l'exercice solitaire du pouvoir exclut le rire et qu'au contraire le rire, lorsqu'il accompagne le pouvoir, permet de le mesurer, de le relativiser. Les rois des vieilles sociétés africaines, comme les souverains mérovingiens et carolingiens, *avaient leurs bouffons, qui se moquaient d'eux, les obligeant à rire de leur propre situation. Le « fou du roi » s'est institutionnalisé, devenant presque une sorte de profession.* Lorsque le pouvoir accepte le rire, c'est qu'il est déjà beaucoup moins dictatorial et dominateur que les pouvoirs abstraits qui nous dominent ; on aurait bien aimé voir nos dirigeants rire d'eux-mêmes...

– On a l'impression, précisément, que plus nos politiciens deviennent des technocrates, moins le rire demeure sur la scène politique...

– Nietzsche remarquait déjà que les hommes politiques ne savaient pas rire, tandis qu'il songeait au grand rire qui ferait éclater le cosmos, et dont il voyait une sorte de germination métaphysique, car il pensait que le rire était une force dionysiaque. Dans la mesure où le rire évoquait ce que l'homme pouvait être en dehors du calme rationnel de l'ordre, il pouvait à la fois mettre en question cet ordre et replacer l'homme dans une situation nouvelle.

» Nietzsche soutenait que les grandes idées non seulement viennent au monde sur des pattes de colombe – c'est-à-dire en silence, – mais prennent – souvent – la forme d'une grande rigolade, car une idée sérieuse dite sérieusement n'est qu'une idée sérieuse, tandis que les grandes idées qui germent grâce au rire vont beaucoup plus loin... *Les civilisations ont tout intérêt à s'ouvrir à ce qui les rend dérisoires, car une civilisation qui se prend au sérieux est en train de mourir.*

– Notre civilisation, par sa philosophie chrétienne et sa survalorisation de la raison, n'est-elle pas déjà allée trop loin dans sa dérision de la dérision ?

– Chez les Grecs, on pouvait représenter les dieux ivres et en train de rire aux éclats, et même dans la Bible Loth est en plein délire. Tandis qu'à partir du christianisme on ne rit plus parce que nous sommes dominés par le péché originel, et tout ce que nous faisons ne peut que se retourner contre nous. Le rire signifie pratiquement insulter l'incarnation. Vous avez beaucoup de sociétés qui ont porté la dérision jusqu'au sacré – en Thaïlande, le théâtre Liké se paie la tête des représentations sacrées – parce que la dérision rend le sacré inopérant, inexistant. Ce qui a empêché les Grecs d'être monothéistes, c'est qu'ils ont su rire de leurs dieux. Nous sommes restés *jusqu'au dix-neuvième siècle chrétiens et dogmatiques, précisément parce que nous ne savions jamais rire de nos dieux.*

– Notre impossibilité de rire de nos dieux et l'effacement du rire de la scène politique ont-ils pu contribuer à l'aliénation actuelle ?

– A partir du moment où vous pensez que l'histoire est aussi sérieuse que le monothéisme divin, qu'il existe un esprit du temps, on ne peut plus rire de l'histoire, donc de la politique, puisqu'elle est sérieuse. Or, l'histoire n'étant pas sérieuse, nous devrions justement en rire, de la même façon que d'autres sociétés savaient rire de leurs dieux. Mais nous respectons beaucoup trop ce que nous croyons être l'inévitable destin qui pèse sur nous ; c'est peut-être justement parce qu'il est inévitable qu'il vaudrait mieux en rire.

» Le rire est bien le propre de l'homme, c'est la chose la plus humaine de l'homme ; les animaux ne savent pas rire. Peut-être rions-nous aussi parce que nous sommes la seule espèce qui sait qu'elle va mourir. » ■

GUITTA PESSIS PASTERNAK.

POÉSIE

JACQUES DARRAS

Jacques Darras est né en 1939. Il dirige la revue *In'Hui* (Aujourd'hui en langue picarde). Il a traduit William Carlos Williams, Ezra Pound, David Antin... Il a notamment publié *Conrad and the west* (Macmillan), *la Maye* (In'Hui) et *Catch as catch can* (photographies au quotidien). Cette poésie veut emprunter son rythme au jazz, au sport, à la souplesse américaine. Ses juxtapositions sont des montages qui veulent faire sauter les images.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Hortillons

« il faut douze personnes pour faire un bateau »
j'écoute le monde et je le gouverne
la liquidité des phrases est troublante
celui qui parle n'est pas un Viking
celui qui parle n'est pas un prophète de la Bible
le contact de l'eau suscite les vocations
je suis un mauvais apôtre
je demande à cette grande perche hirsute si je peux me dissocier
je tiens à mon déluge personnel
je veux mon arche familiale
je veux mon eau rêveuse
il faudra pagayer
il faut payer en conséquence
nous serons les païens de la pagaie
nous serons les hurons de l'eau maraîchère
le paradis est végétal
il pleut des saules
les laitues se suivent et se ressemblent
nous avançons dans un cimetière
la mort jardine
la mort est une touffe de joncs d'où dépasse une canne
je divise l'eau à parité
je suis la balance du mouvement
j'avance une rive sous chaque bras
nous retardons
l'heure de la tourbe approche
la cathédrale est une grande barque noire à cornets
la cathédrale est une barque par reflet de l'eau dans le ciel
il faut douze apôtres pour faire une cathédrale
celui qui parle n'est pas le guide des rieux
celui qui parle n'est pas l'hortillon
celui qui parle est le maître de la parole
il use de la surface de l'eau comme d'une lame
il coupe les racines du reflet avec le fer de l'eau
il affine les aires de la parole avec l'eau des rieux
le marché sur l'eau était une parabole vive
la terre venait en marchant jusqu'aux portes de Dieu
l'abondance venait en marchant sur l'eau
l'abondance recevait son reflet dans la bénédiction de Dieu
l'abondance était Dieu
Dieu était végétal
nous ne sommes pas du reflet
nous sommes du mouvement
nous venons nous détendre dans les rieux
nous cueillons le passé à fleur de rames
nous venons planter la ville dominicalement dans l'eau
nous nous perdons liquidement au parcellaire
John Ruskin se nourrissait encore de références
ce serait la Venise du Nord, disait-il
John Ruskin jouait aux villes
John Ruskin jouait à l'échange des villes
John Ruskin était le stratège du reflet
je suis la nef
je suis la barque
je suis le mouvement communal
je suis le repos du seigneur
je ne faucarderai pas sans permission
je ne toucherai pas au massif de nénuphars
je suis l'histoire en marche
j'avance à vitesse réglementaire
je sortirai du paradis dans trois quarts d'heure
je rendrai ma pagaie

CHRONIQUES

LANGAGE

Adroites adresses

QUI le premier, dans les années 1880, eut l'idée de faire de la banale adresse d'une lettre, à la fois, un jeu poétique savant, une joie pour le destinataire, et, pour le méritant messager de ces œuvres postales, une énigmette à vite et bien percer ? Mallarmé, cela est à peu près certain. Le premier, et sinon le seul, au moins le plus fécond en cette sorte de vers de circonstance.

La toute récente et magistrale édition critique de ses *Poésies*, par les soins de Carl-Paul Barbier et de Gordon C. Millan, chez Flammarion (1), nous en livre, non pour la première fois (2) mais avec tous leurs tenants, aboutissants, remords et retouches, le texte des cent trente-cinq quatrains-adresses qui nous sont parvenus.

Cent trente-cinq, ce n'est pas peu, surtout pour une période relativement courte de la vie du poète : sept ans, huit tout au plus, de 1886 à 1893. Cette année-là, Mallarmé lui-même réunit à peu près cent de ces quatrains, les retouche et les prépare pour une édition qui ne se fera pas sous cette forme. En définitive, vingt-sept seulement des *Récréations postales* paraîtront en décembre 1894, et dans... *The Chap-Book* de Chicago, Etats-Unis ! Une menue pièce à verser au dossier de l'inculture américaine...

Avec cette publication, si partielle qu'elle fût, prend fin l'activité poético-postale du maître. Des tâches plus nobles le requièrent. Sans doute aussi juge-t-il que ces amusements ne sont plus des cinquante ans de son âge ? Plus probablement, le projet de les éditer, peut-être conçu de bonne heure, avait-il été pour beaucoup dans le goût de les écrire.

Et l'idée ? Elle en vint à Mallarmé (écrit-il lui-même dans la préface à la publication de Chicago) « *à cause d'un rapport évident entre le format des enveloppes et la disposition d'un quatrain — par pur sentiment esthétique* ». On peut cependant douter que ce rapport, nullement évident n'en déplaise aux mânes du poète, entre l'enveloppe et quatre vers toujours de huit syllabes ait suffi à les faire naître. Pas davantage le plaisir (ambigu) de « *poser des énigmes aux facteurs* », comme paraissent le penser Barbier et Millan.

Non. Plus simplement, Mallarmé eut de très bonne heure et conserva toujours le goût éminemment français de ces *Kleinigkeiten* (3) pour lesquelles paraît avoir été créé notre octosyllabe. En témoigne dès 1861 (il a dix-neuf ans) la pièce dédiée *A un poète immoral* (p. 104 de la même édition citée), et bien d'autres. S'ajoutait à ce goût, dans le cas qui nous occupe, le piment d'une stricte contrainte : le nom du destinataire et celui de la rue, au moins. D'où l'impression de bouts-rimés (mais par quel virtuose !) que donnent tels de ces quatrains.

Ainsi le suivant, sans doute de l'hiver 1886-1887 :

Dans sa douillette d'astrakan
Sans qu'un vent coulis le jalouse
Monsieur François Coppée à Caen
Rue, or c'est des Chanoines, douze.

Et encore, deux autres, et des mêmes mois, ce qui donne à supposer que Mallarmé médita ses premiers quatrains-adresses non pour des amis, mais pour ses pairs, et peut-être avec quelque intention provocatrice, à laquelle ils ne répondirent d'ailleurs pas. L'un est adressé à Verlaine :

Je lance mon pied vers l'aîne
Facteur, si tu ne vas où c'est
Que rêve mon ami Verlaine,
Ru'Didot, Hôpital Broussais.

Le pauvre Lélian y gît en effet depuis le 5 novembre 1886, pour un premier séjour. L'autre à Villiers de l'Isle-Adam :

Monsieur le comte de Villiers
De l'Isle-Adam ; qu'on serait aise
D'avoir parmi ses familiers.
A Paris, place Clichy, seize.

Deux ou trois encore, peut-être un peu plus tardifs, et toujours à des confrères en littérature. La verve acrobatique de Mallarmé s'y donne libre cours pour fournir une rime au numéro des rues :

Poètes, race disparue
Victor Margueritte, l'un d'eux
Il loge chez sa maman, rue
Bellechasse, quarante-deux.

∴

Va-t'en, Messager, il n'importe
Par le tram, le coche ou le bac
Rue, et 2, Gounod à la porte
De notre Georges Rodenbach.

∴

Rue, as-tu peur ! de Sèvres onze
Subtil logis où rappliqua
Satan tout haut traité de gonze
Par Huysmans qu'il nomme J.K.

Comprendre Joris-Karl (Huysmans), qui signait de ces initiales et dont la sulfureuse réputation, après la publication d'*En rade* (1887), n'est plus à faire. A côté des poètes, musiciens et peintres. A Claude Monet :

Monsieur Monet que l'hiver ni
L'été, sa vision ne leurre
Habite, en peignant, Giverny
Sis auprès de Vernon, dans l'Eure.

A Ernest Chausson, son presque voisin dans le haut quartier de Saint-Lazare :

Arrête-toi, porteur, au son
Gémi par les violoncelles,
C'est chez Monsieur Ernest [Chausson,
22 boulevard de Courcelles.

Et trois derniers, à regret mais les ciseaux menacent, à des dames :

A Madame Durand je baise
La main. Vite facteur debout
Qu'on le dise au soixante-seize
Rue aux maisons hautes Taitbout.

∴

Nancy, facteur. Nous nous plaisons
A t'envoyer chez Adolphine
Godfrin, faubourg des Trois- [Maisons,
Que recouvre la neige fine.

∴

Rue, ô jeux ! de la Barouillère
Huit, Gabrielle Wrotnowska
Emplit une antique volière
De son rire d'harmonica.

∴

Et voilà ! Pour les, fort précisément, cent vingt-quatre autres adroites adresses de Mallarmé, la lectrice et le lecteur que chatouille la curiosité se reporteront à quelqu'une des éditions mentionnées. D'autres poètes, nous ne connaissons pour notre part que fort peu de ces jeux, dont ces deux de Pierre Louys à Paul Valéry, méritent d'être lus. Ils sont, croyons-nous, de l'année 1901 ou 1902 :

Facteur charmant, petit chéri,
Porte vite ce poulet jaune
A Paul-Ambroise Valéry.
Trois, via, rue ou street de Beaune.

∴

Au seigneur Valéry, poète et maestro,
Veuillez offrir ce bleu gravé d'encre [amarante.
Courez. Sa rue a nom Villejust, [numéro Quarante.

∴

Si parfait poète que soit Louys en mainte occasion, ses adresses sont loin d'égaler celles du maître. Celui-ci notait élogieusement que « *pas une de ces lettres n'a manqué son destinataire* ». Qu'en serait-il aujourd'hui ?

On ne saurait faire grief à nos trieurs, routeurs, facteurs et factrices, harassés d'un courrier toujours croissant, de s'en tenir aux lettres dûment « adressées », avec Cedex, code postal et tout et tout, plutôt que d'élucider des exercices poétiques. Le procédé est donc à déconseiller s'il s'agit d'envoyer en catastrophe à son percepteur le prochain tiers provisionnel. Pour le reste, et en tout cas pour la correspondance amoureuse, faisons confiance, comme le faisait voici cent ans Stéphane Mallarmé, à la sagacité et à la gentillesse de nos « postaux » et « postales ». Mais n'en abusons pas ! ■

JACQUES CELLARD.

(1) Stéphane Mallarmé, *Œuvres complètes, I, Poésies*, un fort volume de 794 pages, Flammarion éditeur (avec le concours du Centre national des lettres), 170 F. Cette édition a été préparée par Carl Barbier, de l'université d'Edimbourg, dont la mort en 1978 a été ressentie comme une perte cruelle par tous les Mallarméens. Elle a été reprise et sera menée à bonne fin par Gordon C. Millan, de l'université de Glasgow.

(2) Cent vingt-sept de ces quatrains figurent, sous le titre *les Loisirs de la poste*, dans toutes les bonnes éditions de Mallarmé, en particulier « La Pléiade » et le volume *Vers de circonstance*, chez Gallimard.

(3) Je ne vois pas de mot français qui rende mieux que cet allemand l'idée de : petits riens, vétilles, babioles, bagatelles, brimborions, colifichets, minusculeries.

GENEALOGIE

La colonne

LA loi du 28 pluviose de l'an VIII (17 février 1800) a créé les nouvelles bases de l'administration départementale. Cette loi n'a subi depuis que peu de modifications.

Ange-Marie Eymar, ex-constituant, fut le premier préfet du département du Léman, il prit possession de son poste à Genève le 30 mars 1800 et y mourut le 11 janvier 1803.

Les seize membres du conseil général du département du Léman étaient nommés par le pouvoir central.

La Révolution respecta les communes, qui avaient leur administration propre, tandis qu'elle créa les départements et les districts. Ces districts furent supprimés par la Constitution de l'an III et remplacés par une administration cantonale. La Constitution de l'an VIII créa l'arrondissement communal, géré par le sous-préfet.

Dans le département du Léman, les maires de l'an VIII restèrent en place, « ne pouvant être remplacés même quand l'expérience de cinq années a prouvé leur négligence et leur impéritie » (1), car le préfet Eymar ne connaissant pas le département du Léman avait alors choisi ceux qui étaient en fonctions. Le conseil général avait décidé d'élever, en face de l'Ile, un monument à la gloire nationale. Sur la colonne départementale de Bel-Air devaient figurer des noms de militaires qui s'étaient distingués.

Le 23 germinal de l'an IX (12 avril 1801), le préfet indique ces noms au conseil général.

« Ardin André, du Grand-Sacconex, sergent au 10e bataillon d'infanterie légère, tué à Arlaquines le 26 floréal de l'an II, après un combat opiniâtre et y avoir eu les deux bras emportés par un boulet (1).

» Vindret Jean-Marie, de Ville-la-Grand, chef du 1er bataillon de la 19e brigade de ligne, tué le 9 messidor de l'an III (28 juin 1795) en commandant une attaque vigoureuse dirigée sur la redoute de Melony, près Loriano.

» Godey André, de Colley, volontaire du 2e bataillon de l'Ain, et Alliod François du même lieu, grenadier au même bataillon, tous deux tués dans des combats contre les chouans où ils firent preuve de beaucoup d'héroïsme.

» Trappier Joseph, de Carouge, près Genève, capitaine dans la 27e demi-brigade d'infanterie légère ; ... après avoir combattu avec bravoure à la tête des carabiniers, appelé par son seul courage à ce poste glorieux, tomba mort à Naples sur le champ de bataille atteint de trois coups de feu le... » (1).

Le 7 prairial de l'an X (28 mai 1802), le conseil général insiste auprès du gouvernement pour que soient réhabilités trois citoyens privés de leurs droits de Français, ce sont : « Jacques-Antoine Duroveray, Jacques Mallet du Pan l'aîné (1749-1800), ardent défenseur de la monarchie qui avait quitté la France en 1792 et s'était retiré à Genève, ainsi que François d'Yvernois (1757-1842), avocat exilé en 1782, après s'être retiré en Angleterre, il ne revient dans la cité de Calvin qu'en 1814 pour représenter Genève au Congrès de Vienne » (1).

L'abus des armes courtes à feu et des stylets que prohibaient les anciennes lois font leur réapparition en 1801. La jeunesse est armée.

« Les difficultés surgissent du fait qu'on ne peut distinguer les malintentionnés, qui ont plus de facilités pour exercer leurs vols et vengeances et semer la crainte et l'épouvante. Parmi les bons citoyens, même, des rivalités et des rixes éclatent, troublant le repos et la tranquillité » (1).

∴

La lecture des registres de délibérations des conseils municipaux ou des conseils généraux permet très souvent de mieux connaître la petite histoire des individus d'une époque donnée et dans un lieu précis.

C'est le cas de la décision d'élever un monument — aujourd'hui disparu. Dans ces délibérations apparaissent notamment les noms de ceux qui figureront sur le monument.

Parfois, de tels dépouillements ont été effectués par des historiens ou des membres de sociétés savantes. Les généalogistes ont intérêt à prendre contact avec ces sociétés afin de pouvoir prendre connaissance des travaux de membres tout en apportant leur propre contribution, si modeste soit-elle.

En Savoie et Haute-Savoie siègent l'Académie florimontane à Chambéry et l'Académie chablaisienne à Thonon. ■

LÉO JOUNIAUX.

(1) F. Gaillard — *Mémoires et Documents publiés par l'Académie chablaisienne* — Tome XLVIII — 1944-1945.

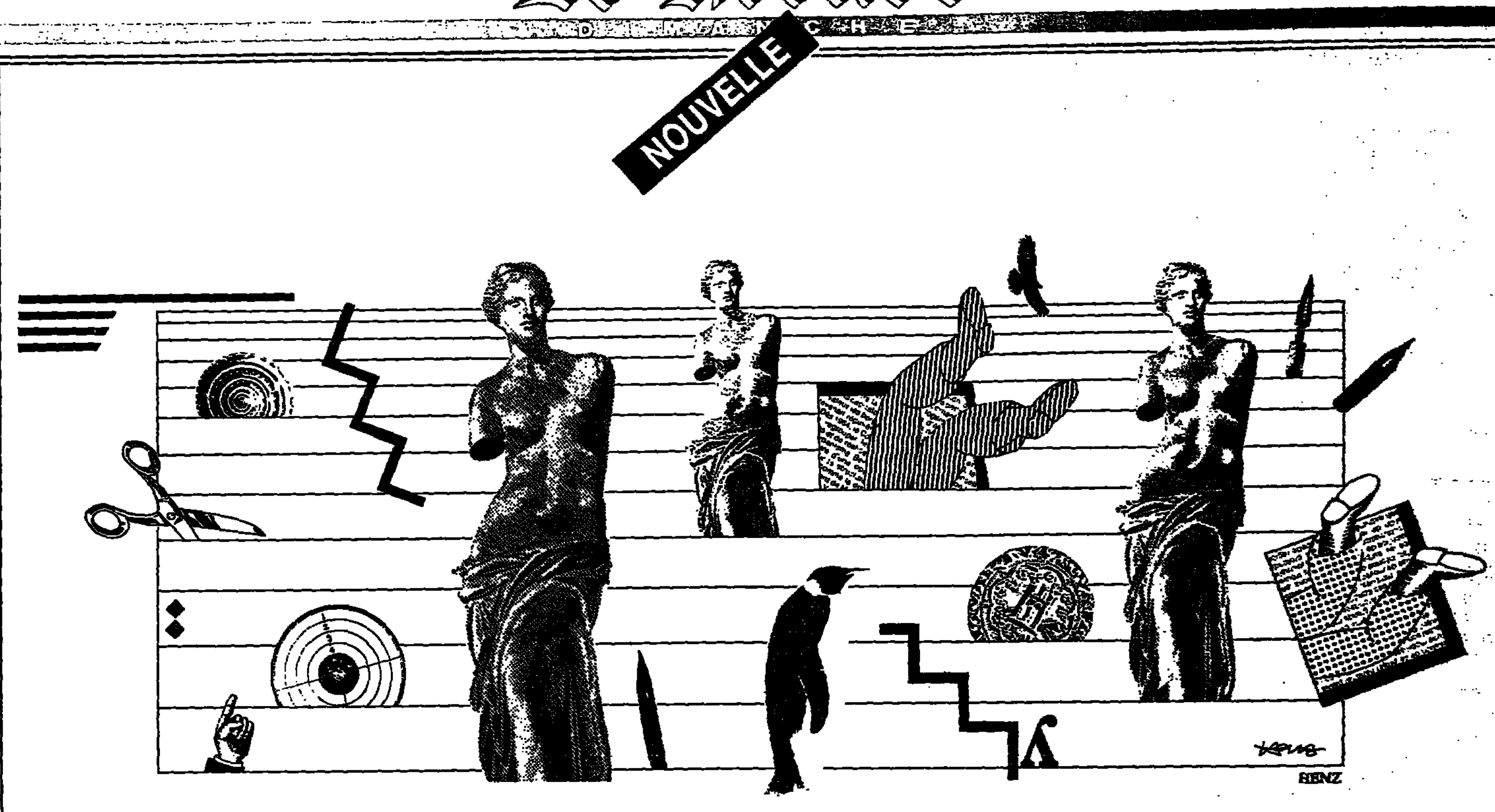
CONTE FROID

Le reportage

Les astronautes furent quand même assez stupéfaits, en se posant sur une lointaine planète inconnue, de débarquer devant un énorme écran de télévision qui retransmettait en direct leur débarquement.

JACQUES STERNBERG.

Le Monde
DIMANCHE



HENZ

La ville aux mille musées

par GEORGES-OLIVIER CHATEAUREYNAUD

Pour les convives d'un certain déjeuner rue de V., au cours duquel cette histoire s'est posée sur la nappe comme un papillon, et pour notre hôte.

ON ne saurait séjourner ici sans avoir de longue date réservé sa chambre dans un hôtel, car on chercherait en vain, sur place, à se loger chez l'habitant. L'habitant ! S'il n'est pas hôtelier, il est conservateur ou gardien de musée. On a bâti *extra-muros* des villas pour les chartistes. Le petit peuple, femmes de ménage, serveurs, employés de mairie, vient des hameaux voisins. En fin de journée, tout ce monde-là rentre chez soi en voiture ou en autocar. Et si d'aventure quelqu'un manque la dernière navette, il faut voir comme l'étourdi se hâte vers l'asile de nuit qui jouxte le commissariat de police. Nul danger cependant : il n'est pas de cité plus sûre. Mais une crainte les envahit quand la nuit tombe. S'ils savaient quelle douceur succède à l'ultime pétarade du car !

Combien de fois l'ai-je constaté ? On dirait que la brise du soir attend cet instant pour laver les rues de tout miasme profane. Combien de fois l'ai-je guetté, ce premier souffle imperceptible, ce froissement d'ailes de l'Esprit s'éveillant ? Je ne sais. Je n'ai pas vingt ans, mais je hante ce lieu depuis toujours, me semble-t-il. Quand le vent est au rendez-vous, je sors de l'obscurité de la porte cochère où je me rencoignais, et je prends possession de la rue. Je me retourne vers le vieux quartier, vers le cœur sacré de la ville. Là vécurent les Anciens, bardes aventureux, moines blêmes, mauvais écoliers ou poètes de cour enfraisés, hypocondres en tricorne, petits-bourgeois hallucinés... Je me dresse face à eux dans mon faux blouson d'aviateur et mon jean élimé, et je ris avec eux de connivence, moi qui n'ai pas encore écrit une ligne. Et je me mets en marche, encouragé, caressé, gentiment poussé aux épaules par la brise.

Nous sommes ainsi une quinzaine de parias qui survivons entre ces murs. Vêtus de haillons, perpétuellement affamés, traqués par les vigiles municipaux, nous nous terrons le jour et ne sortons qu'à la nuit pour fouiller les poubelles des hôtels. Chacun de nous a quitté un beau matin sa ville, son emploi, sa famille, pour venir vivre ici comme un rat. C'est d'ailleurs ainsi qu'on nous appelle : les rats.

J'ai longtemps été le benjamin de la horde. J'avais seize ans, quand je me suis glissé par un soupirail dans la cave d'un musée, quelques minutes avant le départ. J'étais arrivé le matin même avec un groupe de lycéens. De mon trou, j'ai vu sans regret l'autocar s'ébranler et disparaître, emportant mes camarades vers des destinées ordinaires.

L'an dernier, coup sur coup, deux adolescents se sont joints à nous. Un lycéen qui a laissé comme moi l'autocar repartir sans lui, et un petit paysan du voisinage. De l'avis général, le lycéen ne fera pas de vieux os parmi nous. Trop bruyant, et trop lent ! D'autre part il choisit assez mal ses cachettes. Tôt ou tard, les vigiles le prendront au collet. Ils le passeront à tabac et ils le renverront chez lui. Le petit paysan, Gustin, est d'une autre trempe. Les vigiles, qui, de courses à l'échalote en guets-apens manqués, finissent par nous connaître tous, ignorent encore sa présence. Et puis Gustin écrit déjà d'admirables poèmes. Notre doyen, Paul le Vénérable, m'honore parfois de ses confidences. Il n'est pas loin de penser que Gustave *a l'étoffe*, et qu'il accomplira un jour l'exploit dont nous rêvons tous.

« *Un jour*, m'a-t-il dit, *un jour peut-être, la cachette de Gustin deviendra un musée à son tour.* »

La cachette de Gustin, ce doit être une penderie désaffectée, ou une malle oubliée quelque part sous les combles d'un musée – le musée Robinson, ou le musée Ballantre, car il rôde souvent par-là... Je l'avoue, je me suis mordu les lèvres de dépit. Paul le Vénérable ne paraît pas envisager que ma cachette favorite puisse devenir elle aussi un musée.

LES mardis, les musées sont fermés. Le mardi seulement nous sortons en plein jour, et nous nous mêlons aux touristes désœuvrés. Nous leur quémandons des cigarettes et des friandises. Le maire a fait passer la consigne : les touristes n'aiment pas qu'on nous pourchasse sous leurs yeux. Les vigiles ne se montrent pas. Mais en fin d'après-midi, à peine le dernier touriste rentré à son hôtel, nos adversaires déchaînés s'élancent par les rues. C'est alors, dans la nuit de mardi à mercredi, qu'ont lieu la plupart des captures.

Les plus prudents d'entre nous s'éclipsent bien avant la nuit tombée. Où nous cachons-nous ? Oh ! chacun tient ses planques secrètes ! Pour l'y avoir découvert par hasard cet été, je sais que Paul le Vénérable ne dédaigne pas de s'abriter dans les cabinets de l'évêché, lesquels furent transformés en musée au siècle dernier, après qu'un sous-diacre y eut écrit de très belles méditations chrétiennes. Pour ma part, un mardi sur deux, non sans m'être assuré que nul ne me suit, je porte mes pas vers l'ancienne salle d'art lyrique. J'y pénètre par une plaque d'égout qui se trouve servir également à l'aération des sous-sols de l'Opéra. Après avoir emprunté un dédale de couloirs et crocheté quelques portes, j'accède au magasin des accessoires. Là, par une trappe aménagée entre ses omoplates, je me love dans les reins de plâtre de la statue du Commandeur. Un mardi soir sur deux, disais-je : l'autre, je dors dans un canon, là-haut sur le rempart.

Il m'est arrivé voici peu de jours une chose bien étrange. J'avais subtilisé la veille une bouteille de vin, et même deux, oui, deux bouteilles de vin dans un casier oublié par un livreur à la porte d'un hôtel. Si bien que je m'étais endormi en fin de soirée en l'hôtel de Paillac, aujourd'hui musée Paillac, sur le lit de parade de l'auteur des *Bricoles à Sylvie*.

Au matin bien entamé, un petit vieillard à col cassé m'a tiré de mon sommeil.

« *Jeune homme ! Réveillez-vous, allons !*

– *Hein ? Quoi ?*

– *Réveillez-vous, vous dis-je ! Vous êtes très imprudent !* »

Je fus debout d'un bond, en dépit de mon état. A n'en pas douter, j'avais devant moi le conservateur du musée. M'attendant à voir s'y bousculer une escouade de vigiles, je jetai vers la porte de la chambre ducale un regard anxieux.

« *Rassurez-vous*, me dit le vieillard, *je n'ai pas appelé.* »

Il lut sur mon visage l'expression de ma surprise.

« *Voyez-vous, il n'est pas donné tous les jours à un conservateur de s'entretenir avec un...*

– *Avec un rat ?* »

Le conservateur hocha la tête.

« *Mais vous ne me semblez pas encore tout à fait en mesure de satisfaire ma curiosité. Venez avec moi. Je vais vous donner de mon café. Il est excellent, vous verrez ; ma femme m'en prépare tous les matins un thermos. Ainsi vous êtes un...*

– *Un rat.*

– *Je suis ravi ! Mais détendez-vous ! Vous êtes en sécurité, ici, dans mon bureau. Personne ne viendra nous déranger ; le musée Paillac est un des moins visités de la ville. Ne craignez rien non plus de mon gardien : il m'est totalement dévoué. Voulez-vous encore du café ?* »

J'acceptai une seconde tasse du délicieux breuvage.

« *Et maintenant, racontez-moi... Comment est-ce ? Il y a longtemps que vous vivez ainsi ? Vous avez des amis ? Comment sont-ils ? Vous écrivez, bien sûr ! Vous n'avez rien, là, sur vous, à me montrer ?* »

Il me garda jusqu'au milieu de l'après-midi, et insista pour que j'emporte la moitié de son repas : un pilon de poulet et une orange, qu'il enveloppa lui-même dans un sachet de plastique.

« *A mon âge, on ne mange plus guère... Revenez me voir, n'est-ce pas, revenez souvent ! Vous ne pouvez pas savoir comme j'ai attendu cette rencontre. Vous, les... les rats, vous êtes la vie, vous êtes l'espoir ! Nous autres* (il eut un geste las de la main pour désigner son somptueux bureau, le cabinet de travail du duc de Paillac), *nous autres nous gérons la poussière et la mort. Allez, jeune homme, soyez prudent, surtout, et revenez. J'ai encore beaucoup de choses à vous demander, et quelques-unes à vous apprendre.* »

JE n'ose avouer à M. Cœurduroy – c'est le nom de mon nouvel ami – que je n'ai encore rien écrit. Nous nous voyons souvent ; il me gave de bœuf en daube et de gâteau de riz. Mme Cœurduroy cuisine à la perfection. Même réchauffé à la diable dans une gamelle sur un petit réchaud à gaz, son bœuf en daube est une merveille. J'hésite à présenter Gustin à mon bienfaiteur. Il me faudrait alors partager le fricot. Peut-être même Gustin me supplanterait-il auprès du conservateur ? Ce serait trop bête ! Non, décidément, laissons les choses en l'état : à Gustin le génie, à moi le bœuf en daube.

De peur que M. Cœurduroy ne se lasse trop vite de ma compagnie, je prends soin de ne lui dévoiler qu'un à un les secrets de la horde. Tout l'intéresse : nos conversations, nos petites combines, notre conception du monde. Parfois aussi, parlant à mots couverts comme s'il craignait d'en dire trop, il aborde un sujet bien déconcertant. Selon lui – si j'ai bien compris, – la municipalité nous tiendrait à la fois en respect *et* en réserve. Il suffirait que le maire lâche une bonne fois la bride à sa police pour que celle-ci se saisisse de nous tous en une seule grande rafle. Le plan est prêt. Le maire en ajourne délibérément l'application. *On a des vues sur nous.* On nous ménage, dans quelque dessein tortueux. Mon Dieu, comme tout, hier encore, me semblait simple et clair ! Nous étions des Héros de l'Esprit, qu'une autorité obtuse persécutait. Je me demande à présent si nous ne constituons pas en réalité une sorte de cheptel, sélectionné en secret par un propriétaire infiniment patient...

Je me suis résolu à amener Gustin au musée Paillac. Il avait sur lui deux courts poèmes, recopiés de sa grosse écriture ronde sur des pages de garde arrachées de précieux volumes de la bibliothèque du musée Ballantre. M. Cœurduroy les a lus et relus avec une avidité semblable à celle qui me faisait me jeter, au début, sur les gamelles préparées par son épouse. Des larmes coulaient sur ses vieilles joues.

Il a pressé Gustin sur son cœur. « *Mon petit ! Mon petit !* », balbutiait-il. Gustin, l'air ébahi, s'est laissé embrasser gauchement. Je les ai trouvés assez ridicules, tous les deux. Depuis cet instant, je le sens bien, je ne compte plus guère. Il n'y en a que pour Gustin. Oh ! M. le Conservateur sait vivre ! Il apporte maintenant double ration de nourriture. Mais le gâteau de riz de Mme Cœurduroy me reste à présent en travers de la gorge. Qu'importe ! Après quelques atermoiements, j'ai tout de même fini par agir selon ma conscience. Je crois que je n'ai plus rien à faire au musée Paillac.

Nous sommes mercredi. Cette nuit, Gustin s'est tué. Il a glissé du toit du musée Robinson, sur lequel il s'était réfugié pour échapper aux vigiles. J'y suis monté ce matin, avec Paul le Vénérable et quelques autres. Je ne sais trop ce que nous avions en tête... Une espèce de pèlerinage.

De là-haut, nous avons assisté à une scène que je fus le seul à comprendre. Devant une silhouette tracée à la craie sur le sol, engoncé dans son manteau en poil de chameau, se tenait le maire. Il semblait perdu dans une rêverie maussade. Les vigiles tenaient les touristes à l'écart. M. Cœurduroy est apparu. Il est venu se planter devant le maire, et l'a giflé de toutes ses forces. Puis il lui a jeté au visage une liasse de feuillets.

A côté de moi, Paul le Vénérable écarquillait les yeux.

« *Qu'est-ce que c'est que ce cirque ?*

– *Je vous raconterai.* »

Il m'a dévisagé avec une attention qu'il ne m'avait plus accordée depuis longtemps.

« *Oui, tu me raconteras. Au fait, je voulais te dire : il est temps que tu te mettes à écrire, non ?*

– *Oui, il est temps.* »

En bas, M. Cœurduroy avait tourné les talons. Laissant le maire agenouillé, occupé à récupérer les feuillets que le vent menaçait d'éparpiller, il marchait à grands pas furieux vers sa voiture. ■

★ Prix Renaudot 1982 pour *la Faculté des songes* (Grasset), Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD, né en 1947, est l'auteur de deux recueils de nouvelles, *le Fou dans la chaloupe* (Grasset, 1973) et *la Belle Charbonnière* (Grasset, 1976). Il a aussi publié *le Verger* (Balland, « Instant romanesque », 1978) et deux autres romans : *les Messagers* (Grasset, 1974) et *Mathieu Chain* (Grasset, 1978).